



Lueur d'espoir en Irlande du Nord

C'EST peut-être un nouveau départ et un petit pas vers le règlement de la tragédie de l'Ulster, en proie depuis plus de vingt ans à de sanglants affrontements intercommunautaires et au terrorisme de l'IRA. Mardi 26 mars, après de longs mois de négociations sur la négociation, M. Peter Brooke, le secrétaire britannique à l'Irlande du Nord, a annoncé l'ouverture prochaine de pourparlers sur l'avenir de la province.

Il a réuni à ce moment-là plusieurs de ses prédécesseurs avaient échoué : réunir autour de la même table les principaux dirigeants unionistes - les protestants du pasteur Ian Paisley et de M. James Moynihan, - le chef des catholiques modérés du parti social-démocrate (SDLP), M. John Hume, et le leader de l'Alliance centriste (multiconfessionnelle). Sans préjuger l'issue de ces discussions, il paraît clair que, pour une fois, une certaine modération, voire l'ébauche d'un esprit de compromis l'emportent à Belfast. Chaque partie a mis de l'eau dans son vin.

Les unionistes ont fait une concession de taille : en acceptant une participation du gouvernement de Dublin à un stade ultérieur de la négociation, ils reconnaissent implicitement la « dimension irlandaise » du problème. Jusqu'à présent, ils s'étaient farouchement opposés à ce fameux accord anglo-irlandais de 1985, qui donne à l'Irlande un droit de regard sur les affaires des six comtés britanniques de l'Ulster en matière de justice et de protection de la minorité catholique. Pour amadouer le pasteur Paisley, M. Brooke a décidé, avec l'approbation des catholiques, de suspendre les travaux de cette conférence contestée et il a promis qu'un éventuel futur statut de la province serait soumis à une consultation préalable de ses habitants dont la majorité protestante souhaite rester fidèle à la couronne britannique.

Pour faire avancer les choses, M. Brooke propose la tenue de trois conférences à Londres, Dublin et Belfast. Son ambition est de transférer les pouvoirs de Londres, qui administrait directement l'Ulster depuis 1972, à une assemblée régionale élue. Il souhaiterait également que les partenaires reconnaissent les « droits légitimes » de la République d'Irlande dans les affaires de la province.

Ce nouveau plan a été bien accueilli, tant à la Chambre des communes qu'à Dublin. Il comporte cependant un oiseau - volontaire - qui risque de torpiller l'opération : le Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, est exclu des pourparlers. Sur ce point, les Britanniques ont toujours été fort clairs : pas question de négocier avec les extrémistes républicains tant qu'ils n'auront pas renoncé à la lutte armée. Et ces derniers n'ont pas changé d'avis : en 1990, l'IRA avait répondu, à sa façon, à quelques avances de M. Brooke, en déclenchant la vague d'attentats la plus meurtrière, hors d'Irlande du Nord, depuis les années 70.

En pleine crise du Golfe, elle a de nouveau frappé près du 10 Downing Street et dans la métropole londonienne. On peut donc craindre que, parallèlement au nouveau dialogue qui s'engage, l'IRA ne continue de sévir. Reste à espérer que le soutien que lui apporte une communauté catholique de plus en plus lasse devant de telles violences s'affaiblisse encore.

MD147 - 0328 0 - 6.00 F



La tension politique à Moscou

Les partisans de M. Eltsine maintiennent leur manifestation

Le mouvement Russie démocratique a décidé de maintenir sa manifestation interdite, le 28 mars à Moscou, en soutien à M. Boris Eltsine, le président du Parlement russe. Le président soviétique a proposé pour sa part d'accélérer la signature d'un traité de l'Union qui laisserait aux indépendantistes la possibilité, moyennant la perte de certains « avantages », d'avoir des rapports d'Etat à Etat avec la nouvelle Fédération.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La situation politique s'est nettement tendue à Moscou, mardi 26 mars, deux jours avant la session extraordinaire du congrès de la Fédération de Russie, réunie à l'initiative du groupe communiste pour manifester sa défiance à l'encontre de M. Boris Eltsine.

Face à M. Gorbatchev, le président de la Russie se retrouve bon gré mal gré dans la position du chef de l'opposition démocratique et la vie politique soviétique tend à se réduire à un bras de fer entre les deux hommes.

C'est évidemment simplifier à l'extrême ce tableau beaucoup plus compliqué, mais il est de

fait que les enchevêtrements de ces dernières semaines. Pour parer au danger venant des députés communistes au Parlement de Russie, M. Eltsine a organisé son propre référendum à côté de celui de M. Gorbatchev.

Fort de l'approbation populaire, il peut se permettre de s'échouer devant le Parlement, puis prendre la tête d'un parti démocratique en gestation afin de se présenter, avec de bonnes chances de succès, à la première élection au suffrage universel d'un président de la Russie.

DANIEL VERNET

Lire la suite et l'article de JEAN-BAPTISTE NAUDÉ page 7

Selon les témoignages de réfugiés

L'armée irakienne a repris le contrôle des villes du Sud

La Maison Blanche a réaffirmé mardi 26 mars la neutralité des Etats-Unis dans la guerre civile qui oppose l'armée irakienne aux rebelles kurdes et chiites. A Damas, les porte-parole de l'opposition irakienne ont réagi en exprimant leur déception. Dans le sud de l'Irak, les témoignages recueillis par notre envoyée spéciale confirment que la garde républicaine a repris le contrôle de la plupart des grandes villes.

PRÈS DE NASSIRIYA (sud de l'Irak)

de notre envoyée spéciale

« Nous n'avons pas d'armes, pas de munitions, oidez-nous ! » Surgit à l'us des derniers check points de l'armée américaine, à 8 kilomètres de Nassiriya, Hicham et Salah avouent leur impuissance à s'opposer à la garde républicaine irakienne qui a repris la ville au prix de très lourdes pertes civiles, affirment-

ils. « Ils tirent sur tout le monde et nous n'avons même pas de mitrailleuses. » Ancien soldat de la garde républicaine, Hicham, qui porte au poignet une montre en or sortie de diamants - « Je n'ai pas été au Koweït », affirme-t-il pourtant devant notre étonnement, - avoue que « la plupart des rebelles ont abandonné la partie. Si les Américains nous donnaient assez d'armes, on pourrait lutter ».

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 3

Six pétromonarchies du Golfe envisagent de créer un Fonds arabe de développement

Lire page 29 l'article de VÉRONIQUE MAURUS

L'Etat au secours de Bull

Victime de la crise de l'informatique européenne, le groupe public Bull a annoncé, mercredi 27 mars, une perte record de 6,8 milliards de francs pour 1990, un résultat qui prend en compte d'importantes provisions pour restructuration. L'Etat s'est engagé à soutenir massivement le constructeur français.

Lire nos informations page 29

Les nouveaux défis de l'outre-mer

Les émeutes à la Réunion ont rappelé la persistance de fortes inégalités sociales dans les quatre départements français des Antilles, de la Guyane et de l'océan Indien. Elles ont révélé aussi les limites du cadre institutionnel mis en place au lendemain de la Libération.

Lire page 12 l'article d'ALAIN ROLLAT

Jacqueries au Mali

Après la chute du président Moussa Traoré, les désordres se poursuivent et les buts de la nouvelle junte restent incertains

BAMAKO

de notre envoyée spéciale

« Ce s'est passé sur la route de l'hippodrome, celle qu'on surnomme « la route des millionnaires ». Il devait être 10 ou 11 heures du soir : on avait passé l'heure du couvre-feu, mais le coin semblait calme, se rappelle Françoise Huguier, photographe. Tout à coup, on est tombé sur une bande de gosses armés de pierres et de bâtons. Ils avaient fait une espèce de barricade de cailloux pour bloquer la route. « Faut nous donner de l'argent pour l'essence, on veut brûler ! », nous ont-ils dit. » Forcés de se soumettre aux exigences des petits pillards - « Ce n'est pas

qu'ils aient été trop agressifs, précise la photographe, mais enfin ils étaient quand même une bonne vingtaine autour de la voiture » - les voyageurs s'en tirent moyennant un billet de 500 francs CFA (1) et quelques instantanés d'émotion. « Ils n'étaient pas contents qu'on ait donné si peu, et je me suis ramassé un... pot de moutarde sur la figure », raconte Françoise Huguier.

Les choses, cette nuit-là, n'ont pas plus loin. Comme beaucoup de ces bandes qui écumant Bamako, le gang était composé d'adolescents et de gamins de dix à douze ans. Le phénomène de razzia, vingt-quatre heures après la chute du président Moussa Traoré,

est devenu une des préoccupations majeures de la nouvelle junte militaire. La capitale malienne, qui n'a jamais montré une opulence extravagante, offre maintenant une façade dévastée.

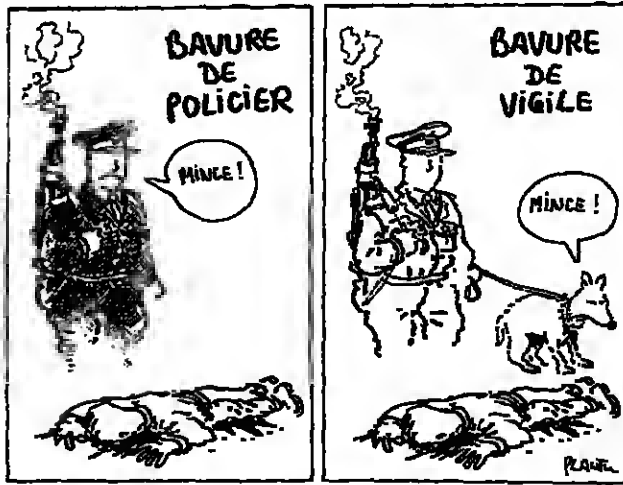
Mardi 26 mars à midi, sur la place des Souverains, une foule hétéroclite assiste à l'incendie d'une petite maison. La Papeterie de la cathédrale - principal fournisseur des administrations - de même que le Centre culturel libyen et les locaux d'Air-Mauritanie sont mangés par les flammes.

CATHERINE SIMON
Lire la suite page 6

(1) 1 franc CFA vaut 0,02 franc.

Violents incidents à Sartrouville après la mort d'un jeune homme

Publicité comparative



Lire nos informations page 42

UN DOCUMENT CHOC

PIERRE MARION

LA MISSION IMPOSSIBLE

A la tête des Services Secrets

Calmann - Lévy

L'Elysée, les Services Secrets et le terrorisme

Calmann-Lévy

Les samourais et les marchands

La France ne peut laisser à d'autres le soin d'assurer et de financer sa sécurité

par Henri Martre

A peine le tohu-bohu des imprécations et le fracas des armes s'étaient-ils apaisés que les troubles intérieurs de l'Irak montraient au monde que l'instabilité intrinsèque du Moyen-Orient ne lui laisserait pas de répit. Il faut citer Edgar Morin : « Cette région est le microcosme des drames du monde... C'est le lieu de rencontre des oppositions planétaires les plus dramatiques : Occident et Orient ; Nord et Sud ; islam, christianisme et judaïsme ; laïcité et religion ; modernisme et fondamentalisme. » Et ajouter que cette région détient les deux tiers des réserves mondiales de pétrole, matière qui représente près de 40 % de l'énergie commerciale consommée dans le monde et qu'on y trouve encore un potentiel militaire gigantesque. On

ne peut que rappeler à ce sujet les déclarations faites à Vienne en 1989 par M. Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères soviétique, orfèvre en la matière : « On a créé à proximité immédiate de l'Europe de puissants arsenaux d'armement. Il suffit seulement de mentionner que 25 000 tanks et 4 500 avions sont déployés et prêts au combat au Moyen-Orient et qu'il y a un réel danger que des armes nucléaires et chimiques y apparaissent. Des missiles y sont déjà installés avec une portée opérationnelle de 2 500 kilomètres. » L'élimination au cours de la guerre du Golfe de 4 000 chars, de quelques centaines d'avions et d'une centaine de Scud n'aura pas changé fondamentalement la situation. De la détente Est-Ouest tout a été dit. D'immenses progrès ont été accomplis, fondés sur la volonté des pays de l'alliance atlantique et

de l'URSS de ne pas se laisser entraîner à nouveau dans une escalade militaire qui les conduirait à la ruine économique.

Lire la suite page 2

► Henri Martre est PDG d'Aérospatiale.

ÉDUCATION

■ Le grand ménage de l'école primaire ■ Mal de vivre au collège de Mantes ■ Les militants de l'UNEF-ID pages 15 et 16

PARIS ♦ ÎLE-DE-FRANCE

■ Le XII^e, quartier des métiers d'art ■ Croissance à la cantonnette page 34

Une sélection d'annonces immobilières se trouve pages 36 et 37

LES SUITES DU CONFLIT DU GOLFE

La guerre civile en Irak

L'opposition accuse les Etats-Unis de prendre parti pour M. Saddam Hussein

Les porte-parole de l'opposition irakienne à Damas ont exprimé mardi 26 mars leur déception à l'égard des Etats-Unis à la suite de la déclaration du porte-parole de la Maison Blanche, Martin Fitzwater, excluant toute implication directe dans les conflits internes de l'Irak (voir ci-contre).

Les dirigeants de l'opposition ont déclaré que cette décision équivalait en fait à une intervention des Etats-Unis en faveur de Saddam Hussein en le laissant libre de se servir des hélicoptères contre les rebelles. Ils ont affirmé que le président irakien allait maintenant s'efforcer de réprimer la rébellion kurde dans le nord. Selon les opposants, les insurgés kurdes marchent sur Mossoul, troisième ville d'Irak et dernier bastion de Saddam Hussein dans la région. « Nous pensons que la déclaration de M. Fitzwater va encourager les Irakiens à intensifier le recours aux hélicoptères qui attaquent les civils

avec des bombes au napalm et au phosphore », a déclaré Abou Maïssam El Sagheir, membre de l'Assemblée suprême de la révolution islamique irakienne (SAIRI), qui regroupe l'ensemble des organisations islamistes de l'opposition.

M. Kamal Fouad, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a pour sa part formulé l'espoir que les Etats-Unis reviendraient sur leurs positions. « Cette politique est erronée. Elle n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis », a-t-il dit, ajoutant que les forces irakiennes massaient des troupes pour tenter de reprendre Kirkouk. La ville est soumise à un intense bombardement d'artillerie en prévision d'un assaut.

A Washington, le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, a indiqué mardi que les forces fidèles au régime de Saddam Hussein « renforceraient leur contrôle » sur le sud du pays. Il a ajouté que des combats violents ont été signalés ces deux

derniers jours à Samawa et à Chouyouth, deux villes situées sur le cours inférieur de l'Euphrate, et qu'à Karbala une partie du quartier des affaires avait été dévastée. Il n'a pas été en mesure de confirmer des informations selon lesquelles les forces irakiennes auraient utilisé de l'acide, du napalm ou des armes chimiques contre les insurgés. Mais il a confirmé l'utilisation des bombes au phosphore. M. Pete Williams a enfin indiqué que 900 soldats irakiens s'étaient rendus ces derniers jours aux forces américaines, portant ainsi à 63 000 le nombre total de prisonniers de guerre irakiens.

Par ailleurs, à Ankara, un diplomate irakien, l'attaché commercial de l'ambassade d'Irak, M. Ali Fayal Hussein, a été blessé aux jambes mardi matin lors d'un attentat à la voiture piégée. Le responsable du Jihad islamique comme riposte au « massacre aux armes chimiques en Irak ». (Reuter, AFP)

La Maison Blanche réaffirme qu'elle n'a « pas l'intention d'intervenir »

WASHINGTON
correspondance

Malgré les appels à l'aide des insurgés et l'accroissement du nombre des victimes civiles en Irak, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré, mardi 26 mars : « Nous n'avons pas l'intention d'intervenir dans le conflit intérieur en Irak ». M. Fitzwater a également précisé que les hélicoptères irakiens utilisés contre les troupes rebelles ne seraient pas abattus par les forces américaines, sauf si celles-ci se trouvaient directement menacées.

Etant donné que le président Bush avait, il y a quelques semaines, à l'issue de ses entretiens avec M. Mulroney à Toronto, évoqué le sérieux problème posé par les hélicoptères dont se servent les Irakiens pour mater la rébellion, M. Fitzwater, visiblement embarrassé, a souligné que les chasseurs irakiens, en raison de leur vitesse et de l'altitude

à laquelle ils opèrent, représentent une menace beaucoup plus sérieuse que les hélicoptères.

Le porte-parole de la Maison Blanche a admis cependant que le général Schwarzkopf avait discuté du problème des hélicoptères. Mais le texte de l'accord de cessez-le-feu temporaire du 3 mars ne prévoit pas explicitement une interdiction de leur emploi, les Irakiens ayant affirmé vouloir les utiliser comme moyen de transport. Au-delà des explications techniques, M. Fitzwater a mis en évidence que le problème est essentiellement politique : « La mission des forces américaines est de rétablir le gouvernement du Koweït mais non d'éliminer ou d'aider à l'élimination de Saddam Hussein ».

Les déclarations de la Maison Blanche ont provoqué des remous dans les milieux politiques. Pour les démocrates, le président a illustré clairement l'absence d'une politique

américaine cohérente au Proche-Orient. Beaucoup de républicains sont déçus et les éléments les plus conservateurs déplorent que la neutralité des Etats-Unis favorise Saddam Hussein au détriment du « vaillant peuple kurde ».

Apparemment le président américain préfère toujours penser que le maître de Bagdad sera tôt ou tard éliminé de l'intérieur. L'administration Bush compte que finalement, les membres du Congrès approuveront l'affirmation de neutralité qui conjure la menace de tomber dans ce qu'on appelle le « quagmire de l'Indochine », comme au Vietnam. D'autre part, disent les officiels, intervenir ouvertement dans un conflit intérieur compromettrait les objectifs politiques américains dans la région. Enfin l'opinion publique américaine accepterait mal que le retour des boys soit retardé.

HENRI PIERRE

L'armée a repris le contrôle des villes du Sud

Suite de la première page

La plupart des rebelles sont d'anciens soldats, mais, il en reste beaucoup dans l'armée et la garde, surtout des officiers.

Les fumées noires qui montent de la ville sont les derniers signes des violents combats qui ont opposé, des jours durant, la résistance irakienne chuite dans cette région à la garde républicaine, qui semble dans l'avant de contrôler globalement la plupart des villes du sud irakien. Protégée tout le long par un haut remblai de sable, la base aérienne de Nassiriya est aujourd'hui déserte - seuls, ses réservoirs d'essence sont utilisés par les civils qui viennent s'y approvisionner - et les Mig qui y stationnaient pistent, carbonisés, dans les champs alentours où ils avaient été camouflés dans l'espoir vain de les soustraire aux bombardements américains.

Entre l'empennage d'un de ces Mig, sur lequel on distingue encore les couleurs irakiennes, et leurs chars, les soldats américains ont tendu une corde pour secher leur linge. « Il y a des avions carbonisés partout autour », assure un soldat. « Nous entendons toujours la nuit quelques affrontements », affirme-t-il, mais pas grand-chose.

Sur les 213 kilomètres qui séparent le poste frontière koweït-irakien de Safwan de ce check point, sur l'autoroute Bagdad-Bassorah, la longue colonne des réfugiés ou deserteurs de l'armée est le témoignage de l'effacement de ce soulèvement majoritairement chuite. Pousés par les combats, la peur, la faim, la soif, ils sont des milliers à fuir quotidiennement vers un seul but, Safwan, où ils savent qu'ils trouveront de l'aide auprès de l'armée

américaine, qui effectue, tout au long de cette voie, un travail tout autant humanitaire que militaire.

Nadjaf, Karbala, Hilla, Diwaniya, Nassiriya, Samawa, dont certains, femmes et enfants, marquent depuis trois jours, se recourent tous pour souligner la violence de la répression. Professeur à l'université Al Qasbi à Nadjaf - il montre sa carte de peur qu'on ne le croie pas - Souhbi affirme : « Ils ont intervenus il y a quatre jours avec sept hélicoptères et ont lancé des missiles Scud. Ma maison a été détruite et j'ai vu six bébés égorgés. » « Ils ont bombardé avec quelque chose qui nous faisait pleurer et nous empêchait de respirer. Cela avait une forte odeur », ajoute-t-il, geste à l'appui.

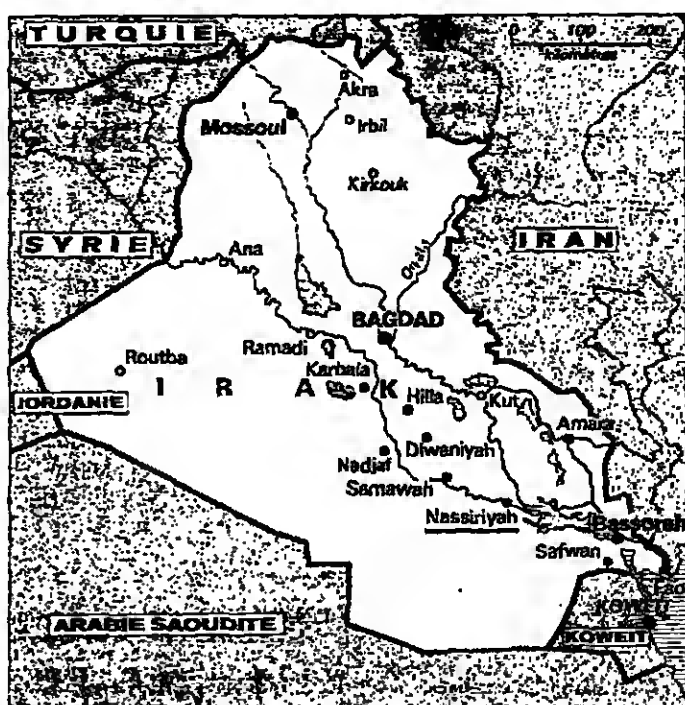
Beaucoup de réfugiés feront état de ces symptômes communs : « des cloques qui boursoffaient la peau des bras », parlant à cet égard de phosphore. La plupart assurent, en tout cas, avoir vu des hélicoptères et beaucoup parlent de Scud qui pourraient être des missiles Frog de moins longue portée, 70 kilomètres, et qui peuvent être équipés de têtes chimiques.

« Pourquoi l'Arabie saoudite, la Turquie, la Jordanie, l'Irak, le Koweït ne nous couvrent-ils pas leurs portes », demande Souhbi. Le peuple irakien est bon, nous ne sommes pas responsables. » Autre réfugié de Nadjaf, Farouk confie que « la grande mosquée de l'imam Ali a été détruite ». « Il y a des morts partout, ajoute-t-il. A Karbala, la mosquée de l'imam Hussein a été maltraitée mais il y a aussi des morts et des blessés à l'acide ».

A la sortie de l'autoroute vers Bassorah, une quarantaine de soldats encore en uniforme attendent. Fouillés au corps, mais sans brutalité, par les soldats américains, ils s'accroupissent blémis le long du remblai de sable. Apportant une chaise, un soldat américain s'assoie, son arme sur les genoux, pour les garder. Ceux-ci sont sûrement des soldats et, parmi eux, quelques membres de la garde républicaine, mais, confie un officier : « Beaucoup de ceux qui se prétendent soldats ne le sont pas vraiment. Mais ils savent qu'ils seront prisonniers de guerre et, en tant que tels, recevront nourriture, boisons et douches ».

Des champs alentours, ils arrivent par petits groupes. Les soldats américains vont à leur rencontre, vérifiant s'ils n'ont pas d'armes et les installent à l'ombre sous un pont. Leur lien de détention est matérialisé par un simple rouleau de barbelés de 50 centimètres de hauteur. « Nous confignons toutes les armes », dit le lieutenant Paul R. Walter. Résistants ou soldats, tous ceux qui se rendent aux troupes américaines sont logés à la même enseigne. « Dans les deux camps, beaucoup abandonnent le combat quand ils savent que leur famille a été tuée, affirme un lieutenant. Ils disent qu'ils n'ont plus rien à perdre et ne veulent plus se battre ».

Tout le long de la route, nous croiserons des camions surchargés de ces soldats perdus, agrippés aux rideaux, aux portières, en grappes humaines indéchiffrables. Beaucoup de civils, en revanche, vont à pied. Femmes en noir avec de lourds bandeaux sur la tête, enfants, agrippés à leur tchador, hommes traînant des valises, blessés s'appuyant sur des



béquilles de fortune, ils cherchent tous les Américains qui leur donnent eau, rations de combat et premiers soins.

À l'hôpital de campagne installé le long de la route, deux bébés sont nés lundi et mardi, quarante personnes ont été soignées pour des éclats d'obus, des blessures mal cicatrisées, des amputations encore saignantes, sans compter les troubles dus à l'épuisement. Sur le bord de la route, Wassim appelle au secours pour sa femme enceinte de huit mois. Il veut une voiture, mais pas question de laisser partir seule celle-ci à l'hôpital : c'est toute la famille qu'il faut prendre, soit quarante personnes. « L'Arabie saoudite n'envoie pas de bus ? », demande-t-il, étonné. Pour beaucoup de ces réfu-

giés désespérés, l'Arabie saoudite, frontière la plus proche à l'exception du Koweït, est considérée comme un havre où ils pensent trouver de l'aide. Beaucoup n'ont pas mangé depuis plusieurs jours et tous veulent fuir ce pays « où il n'y a plus rien ».

« C'est un désastre »

Pour Mohanet, étudiant au collège d'éducation de Bassorah, et son ami Saleh, professeur de physique dans une école secondaire, ce n'est pas le problème. Venant à pied de Nassiriya à Bassorah, 130 kilomètres, il lance, rageur : « Nous n'avons pas besoin de nourriture mais d'un endroit tranquille pour vivre. L'armée a pris dimanche le contrôle de Sou-ei-Sweïh mais la résistance tient toujours Chibayish, dans les marais ». Il veut de l'aide pour son ami Saleh qui cherche, lui, à fuir l'Irak, comme Oussama, interprète à l'Association de étudiants irakiens.

Arrivé à Bagdad depuis une semaine, il aide aujourd'hui l'armée américaine à communiquer avec les prisonniers. « Où vont-ils aller ? N'importe où, répond-il. Aujourd'hui, l'Irak, c'est un désastre. Des

combats ont eu lieu dans certains quartiers de Bagdad comme El-Shula, El-Thawra et Hourrya, entre la population et les services de renseignement. C'est pour cela que je suis parti. Nadjaf, Karbala, Nassiriya, Amara, Diwaniya, Kut, Hilla et Rumailha sont aux mains de l'armée. » Il confirme ainsi les témoignages de la plupart des réfugiés.

Le long de la route, par endroits défoncée par les bombes, gisent par milliers les carcasses carbonisées de véhicules militaires, jeeps, chars, canons. Sur un camion soviétique sont encore accrochés trois missiles blancs longs d'environ 8 mètres avec leur mode d'utilisation écrit en anglais. De part et d'autre, des chars américains sont postés et des enfants viennent discuter avec les soldats. Des hélicoptères Apache tournoient dans le ciel à basse altitude, surveillant toute la zone.

A la nuit tombée, au dernier check point avant Safwan, la scène est surréaliste. Rassemblés dans un étroit périmètre, seulement éclairés par les phares de transports de troupes et un grand feu qui sert à brûler les cartons vides, six cents « prisonniers de guerre » - la « prise » de la journée pour ce seul check point, et il y en a partout - se disputent les rations de combat de l'armée américaine et des bouteilles d'eau minérale. « Nous avons déjà donné le repas, affirme un lieutenant, et le problème est de distinguer entre les derniers arrivés qui n'ont rien eu et les autres. C'est tous les jours comme ça. » En rang, habillés en civil, les hommes crient et s'insultent devant les soldats qui tentent de ramener l'ordre.

Dans le sud de l'Irak, l'exode, qui dure ininterrompu depuis trois semaines, se poursuit pour toute la population qui ne sait plus où aller et qui a un besoin urgent d'aide, tant il semble que, si l'armée contrôle la plupart des villes, les résistants sont encore capables, par endroits, de maintenir une certaine insécurité et de déclencher quelques opérations de guérilla.

Alors que les soldats américains cherchent à savoir quand la signature d'un cessez-le-feu définitif leur permettra de rentrer aux Etats-Unis, les réfugiés voient en eux, leurs sauveurs d'un jour. Pourtant, au dire des soldats, ce n'est qu'en apercevant la bannière étoilée flottant sur tous les postes, que la plupart des civils découvrent qu'ils ont affaire à l'armée américaine.

FRANÇOISE CHIPAUX

L'UNICEF demande 23 millions de dollars pour une aide à Bagdad

Vingt-trois millions de dollars doivent être trouvés d'urgence si l'on ne veut pas que la population irakienne soit, d'ici quelques semaines, en proie à des épidémies de choléra, de typhus ou de méningite, a déclaré le directeur général de l'UNICEF, M. James Grant, qui préside, mardi 26 mars, à Genève, une réunion de tous les représentants de son organisation au Proche-Orient.

On déplore déjà une forte recrudescence des maladies diarrhéiques et des maladies infantiles, qui sont souvent mortelles chez les nouveau-nés affaiblis par le manque de nourriture.

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Le Proche-Orient, qui figurait en 1990 parmi les régions ayant accompli les plus importants progrès en matière de protection de l'enfance, « en d'un seul coup basculé dans une situation des années 70 », a affirmé M. Richard Reid, le responsable régional de l'UNICEF. Le choc a été particulièrement violent en Irak, mais aussi en Jordanie, dans les territoires occupés et au Yémen.

En Irak, les magasins, qui rouvrent progressivement leurs portes, manquent de tout, a expliqué le représentant à Bagdad, M. Gianni Murzi. Ce qui existe se paie à des prix prohibitifs. Un kilo de viande vaut par exemple 36 dollars, alors que le salaire moyen s'élève à 300 dollars. Le pays dépend fortement de l'extérieur pour son alimentation. 70 % des produits sont importés. Il est bien loin le temps où l'Irak était le grenier du Proche-Orient : 30 % des terres sont arables, et un tiers de celles-ci sont irriguées. Le manque d'électricité, d'eau et de pétrole compromettent fortement les récoltes prochaines. Tout le pays réapprend à vivre sans les confortés que la vie moderne avait apportés. Les difficultés sont plus aiguës dans les villes, où le pays est fortement urbanisé. Bagdad rassemble à elle seule 25 % de la population.

Les rues offrent le spectacle de femmes et d'enfants montant dans les immeubles des seaux d'eau dont la salubrité est de plus en plus douteuse. Faute d'électricité, les habitants se sont rufés sur de petits fours que l'on crouille avec le bois trouvé çà et là. Faire cuire son pain est devenu un luxe. Progressivement, les écoles ouvrent elles aussi leurs portes, malgré le manque de fournitures. Mais l'UNICEF craint que celles-ci ne deviennent des points de départ pour les épidémies.

Tout devient problème. Même le transport des médicaments, qui pourtant manquent cruellement au pays. Depuis le mois d'août, tout contrôle pré ou postnatal a été abandonné, et l'on ne vaccine plus les tout-petits. Les 23 millions de dollars réclamés par l'UNICEF, mais aussi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) devraient permettre le financement des besoins urgents pour les cent vingt jours à venir. Trois millions et demi ont déjà été versés, et la CEE a promis 2,5 millions de dollars. Il reste 17 millions à trouver : dès le mercredi 27 mars, l'UNICEF se propose de réunir les pays donateurs pour les convaincre de faire un effort.

Au Koweït, l'UNICEF aura surtout à s'occuper des traumatismes provoqués par l'occupation, les enlèvements, les exécutions et les déracinements sur les enfants. En revanche, la Jordanie et les territoires occupés devraient subir pendant longtemps encore les effets secondaires du conflit.

La Jordanie, qui commerce beaucoup avec l'Irak, a vu ses revenus chuter. Elle a également subi une perte avec le retour des travailleurs et du flux face à l'afflux de près de 875 000 réfugiés venus entre août et novembre 1990. Son produit national brut a baissé de 45 % depuis le mois d'août, et elle ne peut plus compter sur les prêts venant de l'Arabie Saoudite et du

Koweït. Des pans entiers de son économie sont actuellement fermés ou marchent au ralenti : la navigation, les transports routiers, la construction, le tourisme, l'agriculture. Le taux de chômage est passé de 20 % à 40 %, et celui de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté de 30 % à 50 %.

« L'urgence pour notre organisation », explique M. Fisher, responsable de la Jordanie et des territoires occupés, est d'aider les Jordaniens à prendre conscience du problème intérieur pour mettre en marche des réseaux de solidarité. L'UNICEF a déjà accu ses fonds d'aide à ce pays et souhaite participer à l'établissement d'un système de prêts sans intérêt pour éviter la faillite à des petites entreprises : « Il est vital de maintenir le peu d'emplois existants déjà ».

L'emploi est également une grande préoccupation dans les territoires occupés, où l'on souffre de trois ans de récession, de six semaines de couvre-feu total, des effets de la guerre du Golfe, de la perte des revenus des Palestiniens travaillant dans les pays touchés par la guerre et des financements divers qui venaient des pays « amis ». L'UNICEF prévoit de créer un petit fonds de crédits en attendant le fonds promis par la CEE et qui devrait s'ouvrir à la fin de l'année.

CHRISTIANE CHOMBEAU

A TOUCH OF FRED

Montre "1936". Existe en or jaune, or rose et acier. Version joaillerie tout or et diamants. Modèles homme et dame à partir de 16 500 F

6 rue Royale, Paris 8 - 42.60.30.65

Le Clavier, 74, Champs-Élysées • Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Coles, Deauville • 21, boulevard de la Grande-Grande, Cannes • Hôtel Loeux, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo

JOAILLIER

LE GOLFE APRÈS LA GUERRE

Selon le projet de résolution examiné à l'ONU

Bagdad devra renoncer au terrorisme avant un cessez-le-feu définitif

La dernière version du projet de résolution fixant les termes d'un cessez-le-feu définitif dans le Golfe a été envoyée mardi 26 mars dans les capitales des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Le texte, accepté par les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'URSS - la Chine a l'intention de s'abstenir - devait être présenté mercredi aux dix autres membres du Conseil et les États-Unis espèrent que la résolution sera votée avant vendredi. Discutée depuis un semaine, ce texte exige désormais de l'Irak qu'il renonce à recourir au terrorisme et à le soutenir sous quelque forme que ce soit. Il lui demande

de respecter le traité de 1963 de la frontière koweït-irakienne. « Tous les moyens appropriés » sont autorisés pour faire respecter cette frontière, le long de laquelle l'ONU est invitée à déployer des observateurs militaires. Ce déploiement permettra le retrait progressif des forces de la coalition. Le nouveau projet reprend, pratiquement dans les mêmes termes, les versions précédentes selon lesquelles l'Irak devra détruire, sous contrôle international, ses armes chimiques et biologiques et ses missiles balistiques. Sous la surveillance de l'ONU, Bagdad devra également renoncer à acquiescer toute technologie militaire nucléaire. (AFP)

L'Irak participera à la prochaine session du conseil ministériel de la Ligue arabe

L'Irak participera à la prochaine session ordinaire du conseil ministériel de la Ligue arabe prévue pour le samedi 30 mars au Caire, a confirmé mardi 26 mars le secrétaire général par intérim de la Ligue, M. Assad al-Assad.

Le secrétariat de la Ligue a reçu un mémorandum du gouvernement irakien l'informant que le chef du département des affaires arabes au ministère irakien des affaires étrangères, M. Saad Kassem Hamoudi, dirigera la délégation irakienne à cette réunion, a ajouté M. Assad.

Avec la participation de l'Irak, les vingt et un membres de la Ligue arabe seront présents à la réunion du conseil ministériel, la première depuis la guerre du Golfe et depuis le retour au Caire du siège de la Ligue arabe en décembre dernier.

L'Irak, qui a rompu ses relations diplomatiques avec l'Égypte en février dernier, avait contesté la décision de ce retour en raison du ralliement de l'Égypte à la coalition internationale anti-irakienne. (AFP)

La Croix-Rouge rend visite aux « collaborateurs » emprisonnés au Koweït

Le siège du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a annoncé que ses délégués au Koweït avaient commencé à visiter les prisons où sont détenus des « prisonniers de sécurité », c'est-à-dire des collaborateurs des irakiens du temps de l'occupation du pays par les forces de Saddam Hussein, à quelques encablures à peine de ces blocs vides d'aspect belle et classique.

Depuis quelques jours, ils ne sont plus défilés. Quelques milliers de personnes ont envahi une grande partie de ces 948 logements et ont découvert les plaisirs d'appartements fonctionnels et confortables, quand ils n'ont pas simplement apprécié le simple confort d'un toit sans fuites. L'énorme vague des occupants a déferlé en quelques heures, sans que la police intervienne. Moins d'une semaine après leur arrivée, les forces de l'ordre ont pris position à l'entrée des immeubles. « Nous sommes 40

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

« Nous sommes tous des shérifs ! »

de notre envoyé spécial

« Si vous vous sentez menacés, n'hésitez pas, tirez ! ». Braille-bas de combat sur la terre sainte. A quelques jours du week-end de tous les dangers, à Jérusalem - les piques juives et chrétiennes coincident cette année avec le ramadan et le Jour de la terre palestinienne, le 30 mars - le chef de la police, M. Yehoshua Tamer, a virtuellement invité, lundi 25 mars, les populations civiles israéliennes à tirer d'abord, quitta à poser ensuite des questions aux agresseurs potentiels.

« Nous sommes tous des shérifs ! », ironisait, mardi, le quotidien Haaretz, rappelant un passage que plus de trois cent mille Israéliens disposent d'un permis de port d'arme et que, depuis la guerre du Golfe, les ventes de revolvers de tous calibres ont augmenté d'au moins 30 % dans le pays.

Face à la « guerre des couteaux »

Psychose de l'attentat, lourde atmosphère de paranoïa collective, la « guerre des couteaux », qui a fait six morts et dix blessés depuis moins d'un mois, a considérablement élargi le climat dans les centres urbains d'Israël. Les civils en armes, pistolet sur la hanche ou fusil d'assaut sur le siège des voitures, sont devenus presque aussi nombreux que les jeunes soldats qui déambulent, l'arme au poing, dans les rues, les meublans et les restaurants de Jérusalem. L'ensemble donne à la ville sainte un petit air de Far-West, qui inquiète plus qu'il ne rassure.

Les autorités ne font d'ailleurs pas grand-chose pour détendre

l'atmosphère, et les forces de sécurité ayant rappelé qu'il leur était évidemment impossible de mettre un homme en armes derrière chaque citoyen, le ministre de la police a indiqué que les civils étaient désormais « les premiers responsables de leur sécurité ».

Tout le problème est cependant de savoir sur qui et dans quelles conditions les nouveaux « shérifs » d'Israël peuvent « et doivent » tirer. « Quand ils sont menacés par un couteau », demande Haaretz, ou lorsque quelqu'un a simplement l'air suspect et une tête d'Arabe ? Mais alors, qu'arrivera-t-il aux Juifs qui ressemblent à des Arabes ? Et le journal, regrettant que l'image du pays soit encore ternie par ce genre d'attitude, de conclure : « Tous aux armes ! »

PATRICE CLAUDE

Washington et l'expulsion de quatre Palestiniens de Gaza. - Les États-Unis ont empêché mardi 26 mars, l'adoption d'une déclaration de la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies appelant notamment Israël à renoncer à l'expulsion de quatre Palestiniens de Gaza, une décision que pourtant Washington avait fermement dénoncée la veille. Mardi, la France s'était jointe aux États-Unis et à de nombreux autres pays pour « déplorer » les nouvelles mesures d'expulsion. D'autre part, les forces de l'ordre israéliennes ont engagé une vaste chasse à l'homme en Cisjordanie pour retrouver les auteurs de l'assassinat, mardi soir, d'un colon, près du village d'Ein Kimieh, au nord-ouest de Ramallah.

« Ces messieurs (les sages) croient encore à la guerre en dentelle. Mais, à partir de 1973, nous nous livrons à une guerre totale contre trente mille subversifs en armes encadrés par quinze mille Cubains ». Une guerre randement menée, en tout cas, puisqu'il n'y eut d'affrontements sporadiques entre militaires puschistes et militants de gauche que pendant les quarante-huit heures qui suivirent le coup d'État.

Des centaines de personnes ont disparu après leur arrestation. « Au cours d'une guerre subversive, il y a des morts et des disparus,

AMÉRIQUES

BRÉSIL : premier défi au nouveau gouverneur

Des centaines d'appartements de Rio-de-Janeiro occupés par des habitants des favelas

Plus de 950 appartements occupés en quelques heures par des habitants des favelas et des invasions de terrain tous azimuts : tel fut, pendant une semaine, à Rio-de-Janeiro, le premier défi lancé au nouveau gouverneur élu, M. Leonel Brizola, peu de temps après son entrée en fonctions.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Il s'agit d'un symbole, ces grands immeubles de Jacarepaguá, dans la zone ouest de Rio-de-Janeiro. C'est de la gâcherie et de la corruption, l'entreprise Delfin en faillite ayant dû les céder en garantie à la Banque centrale ; un comble de l'immobilisme aussi puisqu'ils étaient inoccupés depuis une dizaine d'années. Enfin et surtout, ils représentent depuis longtemps une provocation à l'égard des milliers de familles qui vivent dans les baraquements avoisinants et dans la favela de Rio-de-Pedras, à quelques encablures à peine de ces blocs vides d'aspect belle et classique.

Depuis quelques jours, ils ne sont plus défilés. Quelques milliers de personnes ont envahi une grande partie de ces 948 logements et ont découvert les plaisirs d'appartements fonctionnels et confortables, quand ils n'ont pas simplement apprécié le simple confort d'un toit sans fuites. L'énorme vague des occupants a déferlé en quelques heures, sans que la police intervienne. Moins d'une semaine après leur arrivée, les forces de l'ordre ont pris position à l'entrée des immeubles. « Nous sommes 40

à nous relayer vingt-quatre heures sur vingt-quatre », dit le lieutenant Millan, du 2^e bataillon de police militaire, simplement pour empêcher que les occupants installent meubles et appareils électroménagers et laissent l'accès à d'éventuels nouveaux arrivants. Selon lui, un quart des logements sont libres, et ces deux mesures devraient permettre une prochaine évacuation sans trop de problèmes.

Un défenseur des défavorisés

Son histoire, tristement banale, est révélatrice. Il a débuté comme jardinier dans une entreprise nationale répandue, et ses qualités l'ont fait monter en grade. Travaillant désormais dans un bureau, il s'est marié il y a deux ans et vit toujours chez ses beaux-parents, faute de trouver un logement. Une situation qu'il supporte de plus en plus difficilement et qui l'a amené à choisir son terrain avec beaucoup d'attention - commodité, proximité du lieu de travail, etc.

Depuis dix jours, sa vie en est bouleversée. Sa femme passe ses journées à camper sur place, et lui prend le relais après sa journée de labeur. Il dort sur un matelas et s'abrite sous la bache de plastique

teodoe entre quatre pieux délimitant son lot, mais le retour de fortes pluies, depuis deux jours, le démoralise.

Comme lui, des milliers d'employés, d'ouvriers ou de techniciens tentent l'impossible pour avoir l'espérance d'un toit et jouent à cache-cache avec une police pas toujours très tendre. Dans le quartier proche de Curicica, une soixantaine de tentes ont été dressées et, un peu plus loin, la bataille est déjà gagnée : les nouveaux habitants ont commencé à construire en bois ou en brique, suivant leurs moyens.

Pourquoi cette flambée d'occupations aujourd'hui ? Partout, la réponse est la même : « Avec l'arrivée de Brizola, on a moins de risques d'être délogés. La répression, si elle a lieu, ne sera pas violente. » Le nouveau gouverneur de l'État - qui fut déjà à la tête de Rio-de-Janeiro entre 1982 et 1986 - passe tous les jours pour un ardent défenseur des défavorisés. M. Leonel Brizola a souvent fait campagne dans les favelas, dont il était le candidat favori.

Novateur et conscient des problèmes de la capitale, selon ses partisans du PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien), dangereux démagogue sans politique cohérente, d'après ses opposants, l'espérance que son élection a donné à la population s'est enflammée au moment de sa prise de fonctions.

Les occupations de terrain se sont donc multipliées, jusqu'à la prise de cette bastille de Jacarepaguá, et ont donné lieu, au sein du nouveau cabinet, à de franches hésitations et à des déclarations contradictoires. Les premiers jours, une seule consigne, claire et sans

équivoque, est donnée par les autorités : la police ne doit pas risquer de provoquer des affrontements qui pourraient dégénérer en violences. Passives ou simplement absentes, les forces de l'ordre ont donc laissé faire. Au grand dam des acteurs économiques lésés par de tels débordements, comme le propriétaire déchu des immeubles de Jacarepaguá, le groupe immobilier Delfin, ou la Banque centrale, propriétaire en tant que liquidateur.

Promesses aux « envahisseurs »

Pendant quelques jours, le nouveau gouverneur a envisagé toutes les solutions, jusqu'aux plus loufoques comme l'expropriation et le rachat des immeubles, à raison de 25 millions de cruzeiros en moyenne (environ 500 000 francs) par appartement. Pendant ce temps, de nouveaux occupants ont à leur tour envahi les abords de la cité et ont construit une nouvelle favela au pied des immeubles, alors que la justice annonçait la seule décision qu'elle pouvait rendre : expulsion immédiate des occupants illégaux.

Pour tenter de démentir cet imbroglio, les autorités ont promis aux envahisseurs l'octroi de terrains, voire de matériaux pour construire de nouveaux logements. Une méthode déjà utilisée, avec parfois quelque succès, dans d'autres parties de la ville. Rien n'est encore acquis. D'autant qu'à Rio-de-Janeiro on tient des habitants, selon l'Institut de statistiques (IBGE), vivent dans des habitations précaires, et plusieurs dizaines de milliers dans la rue...

DENIS HAUTIN-GIRAULT

ÉTATS-UNIS

Un champion de la peine de mort M. Bob Martinez nouveau « tsar anti-drogue »

Le Sénat a confirmé jeudi 21 mars, par 88 voix contre 12, la nomination de M. Bob Martinez au poste de directeur de la politique antidrogue du gouvernement américain. M. Martinez, cinquante-six ans, succède à M. William Bennett à ce poste particulièrement difficile, créé lors de la prise de fonctions du président George Bush en janvier 1989, se trouvant ainsi baptisé à son tour du nom de « tsar anti-drogue ».

Démissionnaire le 8 novembre dernier, M. Bennett, un ancien « geuiste », devenu archiconservateur, qui fut aussi un secrétaire à l'éducation très contesté, avait mené d'une main de fer mais sans moyens suffisants la lutte contre la drogue. Prônant la « tolérance zéro » et l'intervention de l'armée contre les trafiquants, les méthodes de M. Bennett, bien que payées de succès, avaient été très critiquées.

Sa démission, enfin, aurait été en partie motivée par les menaces de mort que M. Bennett et sa famille avaient reçues, et que l'administration prit très au sérieux.

Son successeur, l'ancien gouverneur de Floride Bob Martinez, n'est pas un personnage moins déroutant. Démocrate avant d'être pour la drogue plus porteur, ces dernières années, des républicains, il s'est surtout fait connaître, lui aussi, par ses choix résolument conservateurs.

Il livre notamment une bataille désespérée devant la législature de son État pour tenter, en vain, de faire interdire la pratique des overtements. Démagogue à l'occasion, après avoir rendu furieux ses électeurs en augmentant les impôts malgré ses

promesses, pour, faisant volte-face, les réduire à nouveau, il n'hésita pas, lors des dernières élections en novembre 90, à enfoncer un cheval de bataille qu'il croyait payant : celui de la peine de mort.

La première préoccupation de l'Amérique

Une majorité d'Américains se déclarant en faveur de la peine capitale (80 %), M. Martinez lança, tel un slogan devant les télévisions : « J'ai signé environ quatre-vingt-dix décrets d'« exécution », tandis que ses prédécesseurs n'en avaient signé que deux. Cette sinistre surenchère, M. Martinez fut battu.

Se tâche ne sera pas facile face à ce problème de la drogue, qui avait été classé « ennemi numéro un de l'Amérique » avant que M. Saddam Hussein ne vienne ces derniers mois prendre la relève. D'autant que la drogue risque bien avec le cessez-le-feu dans le Golfe de retrouver sa place au hiérarchie des préoccupations américaines.

Et à l'heure des difficiles comptes de l'après-guerre, il ne va pas être facile dans une Amérique déjà bien défective de débiter de nouveaux crédits pour faire face au coût économique de la drogue, évalué par les services de santé à plus de 58 milliards de dollars par an.

Surtout à l'heure où, en plus du crack, ce dérivé bon marché de la cocaïne qui a fait exploser les marchés, une nouvelle drogue très puissante et dérivée, elle, de l'héroïne, le « tango and cash », a fait son apparition sur le côté est où elle a déjà tué plus d'une dizaine de personnes.

M.-C. D.

CHILI : la dénonciation des exactions de la dictature

Le général Manuel Contreras ancien chef de la police politique contre-attaque

SANTIAGO

de notre correspondant

On le disait retiré du monde, jouant au gentleman-farmer dans le domaine agricole qu'il exploite depuis plus de dix ans. L'ancien Manuel Contreras est inopinément apparu sur les écrans de télévision pour répondre aux questions d'un journaliste. L'aisance dont il fit preuve dénote une minutieuse préparation. Cet homme de l'ombre, d'ordinaire peu enclins à accorder des entretiens, fut jusqu'en 1978 le chef de la DINA, la police politique qui s'employa, avec les moyens que l'on sait, à démanteler les partis de gauche pendant les premières années du régime militaire.

Rendu public au début du mois de mars (le Monde du 6 mars) le rapport des « sages » sur les crimes de la dictature l'écabla, lui et ses shérifs. Mais le général n'eut pas quitté ses terres pour se défendre, le car les vainqueurs n'ont pas à le fuir. C'est donc à ce qu'il appelle sans sourcilier le « rétablissement de la vérité » qu'il entend procéder : la commission créée à l'initiative du président Aylwin s'est contentée de reprendre à son compte « la propagande des marxistes et de l'archevêché de Santiago », sans doute, explique-t-il, sous l'influence pernicieuse de deux de ses membres, qui, dans le passé, ont eu maille à partir avec la DINA.

Des « cimetières de campagne »

« Ces messieurs (les sages) croient encore à la guerre en dentelle. Mais, à partir de 1973, nous nous livrons à une guerre totale contre trente mille subversifs en armes encadrés par quinze mille Cubains ». Une guerre randement menée, en tout cas, puisqu'il n'y eut d'affrontements sporadiques entre militaires puschistes et militants de gauche que pendant les quarante-huit heures qui suivirent le coup d'État.

Des centaines de personnes ont disparu après leur arrestation. « Au cours d'une guerre subversive, il y a des morts et des disparus,

mais pas de détenus-disparus », tache l'officier, avant d'assurer que la DINA n'a jamais torturé ni assassiné les opposants qui sont passés entre ses mains. Les charniers découverts l'an dernier, où furent enterrés des prisonniers politiques exécutés par les militaires ? « Ne confondons pas : il s'agit de cimetières de campagne, établis conformément au règlement des armées ».

A l'en croire, le service qu'il commande n'a eu aucune participation dans l'assassinat d'Orlando Letelier, un ancien ministre de Salvador Allende, tué en 1976 à Washington, et pour le meurtre duquel la justice américaine réclame toujours l'extradition de l'ancien chef de la DINA. Même s'il ne ménage pas ses critiques contre l'Eglise chilienne, « infiltrée par les communistes, qu'ils portent ou non la croix », le général Contreras prétend jurer sur la Bible qu'il est innocent. Les véritables commanditaires de cet assassinat, insinue-t-il sans apporter la moindre preuve, seraient la CIA et les services secrets vénézuéliens.

Le général Pinochet « était informé »

Quant au général Pinochet, « il était informé par mes soins de tout ce que faisait la DINA ». Sur ce point, le rapport de la commission « Pour la vérité et la réconciliation » coïncide avec les déclarations du général Contreras. « Pendant toute ma vie, explique-t-il, j'ai été un subalterne du général Pinochet, avec lequel j'ai eu des contacts périodiques. » Pour conclure l'entretien, l'officier qui « n'a jamais eu peur de personne », affirme ne pas comprendre pourquoi il devrait aujourd'hui demander pardon.

Cette interview fracassante était-elle un avant-goût de la réponse aux « sages » et au gouvernement que l'armée devait rendre publique mercredi, lors de la réunion du conseil national de sécurité ? Le général Contreras aura en tout cas contribué, sans le vouloir, à rapprocher ses compatriotes : de la gauche à la droite, toutes les formations politiques ont réagi avec indignation.

GILLES BAUDIN

مركز (البحر)

(Publicité)

Il faut bien reconnaître qu'en cette période de récession,
nous n'avons pas progressé de façon significative.

1988

**Bull. 1^{er} constructeur
d'ordinateurs européen.**

1988: l'étude du cabinet international IDC montre que Bull est le constructeur européen qui dispose de la première base installée de systèmes multi-utilisateurs en Europe.

1988: le Groupe Bull vit un tournant majeur. Il acquiert la maîtrise complète de son destin. La Compagnie des Machines Bull prend une participation majoritaire (65,1%) dans Bull HIN Information System Inc. Cet accord fait suite à 25 années de coopération entre les équipes de Bull SA et Bull HIN. Bull s'assure la maîtrise technologique de ses gammes de produits, dont une partie était auparavant développée par cette branche d'Honeywell, et il prend pied sur les marchés d'Amérique du Nord, d'Italie, d'Angleterre et d'Asie. Bull devient un Groupe mondial présent dans 90 pays, fort de plus de 40000 salariés dont 6000 chercheurs. Grâce à ce rapprochement Bull optimise et redéploie sa recherche-développement sur une base mondiale et bénéficie d'importantes économies d'échelle en matière d'achat et de fabrication.

1988: Bull poursuit sa politique d'alliances et de partenariats technologiques. Il réaffirme sa coopération avec le groupe japonais NEC qui lui permet de proposer des unités centrales de très grande puissance, construites autour de la technologie la plus avancée. Fruit de cette collaboration, Bull lance sur le marché le DPS 9000, le plus puissant des ordinateurs de gestion du monde. Promoteur depuis plusieurs années des systèmes ouverts, Bull participe à la création de l'Open Software Foundation aux côtés de DEC, IBM, HP, Apollo, Siemens et Nixdorf afin de permettre la portabilité des logiciels et l'interopérabilité sur des systèmes de constructeurs différents. Déjà implanté au Brésil avec ABC Bull Telematic et en Espagne avec Telesinco, le Groupe signe en Inde un important accord de coopération technique et commerciale avec PSI pour la fabrication du Bull DPS 7000 et le développement de nouveaux logiciels.

1988: Bull renouvelle l'ensemble de son offre, des micros aux grands systèmes. Les résultats sont au rendez-vous: dans une enquête Datapro, en Grande-Bretagne, les moyens et grands systèmes Bull arrivent en tête pour la satisfaction des clients. Une étude IDC classe l'imprimante "Mathilde" première en Europe dans la catégorie 60 pages minute. En Intelligence Artificielle: Télésystèmes, Sligos et Cap Gemini Sogeti adoptent KOOL*, générateur de systèmes experts conçu par Bull. Suprême récompense en période de fêtes, le Bull DPS 7000 reçoit le prix de l'innovation technologique, décerné par Le Figaro et KMPG Peat Marwick Consultants.

*KOOL, Mathilde, SPIX, Charon, DPX sont des marques déposées par Bull S.A.

1989

**Bull. 1^{er} constructeur
d'ordinateurs européen.**

1989: l'étude du cabinet international IDC montre que Bull est le constructeur européen qui dispose de la première base installée de systèmes multi-utilisateurs en Europe.

1989: c'est l'année où le Groupe Bull accède, avec le rachat de Zenith Data Systems, à la 8^e place mondiale des fournisseurs de systèmes d'information. D'entreprise dépendant essentiellement du marché français, Bull est devenu, en deux ans, un groupe international qui répartit ses activités dans le monde entier - 30% aux Etats-Unis, 60% en Europe dont la moitié en France et 10% dans le reste du monde. Zenith Data Systems renforce considérablement l'offre du Groupe dans les systèmes standards et dans un secteur en pleine expansion: les ordinateurs portables. Zenith Data Systems détient alors 17% du marché mondial des portables. Bull conforte son organisation mondiale, en particulier dans le domaine clef de la recherche-développement où il continue d'investir plus de 10% de son Chiffre d'Affaires, et met en place une stratégie et une organisation de produits intégrées à l'échelle mondiale. Le Groupe développe ses activités dans les pays de l'Est en signant un protocole d'accord avec le groupe hongrois Videoton.

1989: Bull continue de nouer des partenariats technologiques de premier plan. En s'associant notamment à MIPS Computer Systems, autour de la technologie RISC qui équipera dorénavant le haut de gamme des systèmes ouverts utilisant le système d'exploitation UNIX*. Ou avec Motorola qui fabriquera et commercialisera désormais sous licence Bull les composants de la carte à microcalculateur Bull CP8*. La coopération européenne avec les meilleures équipes en Intelligence Artificielle porte ses fruits: Bull présente CHARM*, un langage de programmation par contraintes, entièrement conçu par son Centre d'Expertise et de Développement d'Intelligence Artificielle, à partir d'un prototype élaboré par le centre commun Bull/ICL/Siemens (ECRC) de Munich.

1989: Bull réunit 8000 clients à Rome et procède à de nombreux lancements de produits: du micro jusqu'aux plus puissants systèmes. Tous ces produits sont conçus pour communiquer dans des systèmes d'information distribués et ouverts conformes aux normes internationales. Bull est le premier constructeur européen à être agréé par le groupe de normalisation X/Open pour le système d'exploitation SPDX* et le Bull DPX* 2000. Cette action est renforcée en février lorsque Bull annonce la création de nouveaux modèles dans la famille des systèmes ouverts XPS. En 1989, Bull aura multiplié par 2 ses ventes de solutions utilisant le système d'exploitation UNIX*.

*UNIX est une marque déposée par Unix System Laboratories Inc.

1990

**Bull. 1^{er} constructeur
d'ordinateurs européen.**

1990: l'étude du cabinet international IDC montre que Bull est le constructeur européen qui dispose de la première base installée de systèmes multi-utilisateurs en Europe.

1990: une année difficile pour le secteur informatique. Le Groupe accélère son effort de rationalisation et de redéploiement et développe des réponses à la profonde crise de mutation que connaît le marché. Le Groupe annonce un important Plan de Mutation afin de réduire ses coûts, adapter son appareil de production et de logistique. D'autres mesures sont adoptées: accélération d'un programme de recherche et de développement, simplification de l'offre, renforcement des partenariats européens, développement des alliances technologiques. Bull crée quatre entités opérationnelles: Bull SA (France), Bull SA (Europe), Bull HIN (USA) et Zenith Data Systems, lequel assure désormais la direction de toutes les activités micro.

1990: Bull lance plusieurs produits majeurs: nouvelle gamme de grands systèmes DPS 9000/61 et 62T; 11 nouveaux modèles de DPS 7000. C'est la gamme d'ordinateurs les plus puissants jamais conçus et réalisés en Europe. La gamme DPX*/2 s'efface avec des systèmes à base de Motorola 68040 et de processeur RISC MIPS R6000. Bull lance de nouveaux serveurs dédiés Bull DPS 6000/S et de nouvelles stations de travail.

1990: Bull s'organise pour mieux servir ses clients. Il crée à Amsterdam le centre international pour la distribution, BIRD (Bull International Retail & Distribution) et à la Défense il installe son réseau commercial France et ses ingénieurs de service qui se rapprochent ainsi de leurs grands clients. Bull se développe dans les services pour offrir à ses clients des solutions complètes. Il acquiert 51% du capital de BOD Datensysteme GmbH en Allemagne afin d'élargir ses solutions utilisant le système d'exploitation UNIX*. Il prend, en France, 60% du capital de la SSII Méthodes et Informatique afin d'améliorer son offre sur les systèmes GCOS* 7. Bull acquiert, aux Etats-Unis, Honeywell Federal Systems Inc. qui renforce son expertise dans l'intégration de systèmes. Le Groupe conclut une joint-venture avec l'imprimeur François-Charles Oberthur pour la fabrication des cartes CP8*.

1990: le Groupe connaît une progression de plus de 50% de ses ventes UNIX*. Aux Etats Unis, la "Corporation for Open Systems" reconnaît Bull comme le premier centre de test pour l'interconnexion des systèmes ouverts.

Selon une enquête DATAPRO en France sur la satisfaction des utilisateurs, Bull passe de la 14^e à la 4^e place devant ainsi son principal concurrent.

*CP8 est une marque déposée par Bull CP8. GCOS est une marque déposée par Bull HIN.

Groupe Bull

AFRIQUE

BÉNIN : après la défaite électorale du président sortant

Situation tendue dans le Nord, favorable à M. Kérékou

Mgr de Souza, président du Haut Conseil de la République (HCR), organe législatif de transition au Bénin, a lancé, mardi 26 mars, un appel au président sortant, M. Mathieu Kérékou, lui demandant de s'adresser au peuple après les violences interethniques qui ont fait deux morts et une vingtaine de blessés, dimanche, dans le nord du pays, entraînant la fuite de milliers de personnes originaires du Sud.

« Votre peuple a besoin de vous entendre. Sortez de votre silence », a lancé Mgr de Souza, qui a expliqué

qu'il n'était pas parvenu à joindre personnellement M. Kérékou. Avant cet appel, la télévision avait diffusé un communiqué signé de M. Kérékou, enjoignant aux habitants du Nord - dont il est originaire - de revenir au calme. Les deux départements septentrionaux ont voté dimanche à 95 % en faveur de M. Kérékou au second tour de l'élection présidentielle, qui ont vu la victoire du premier ministre, M. Nicéphore Soglo, un technocrate du Sud.

Une situation tendue règne à Parakou, la grande ville du Nord, qui a

été placée sous couvre-feu. Plus de trois mille sudistes, dont des enseignants et des fonctionnaires, ont déserté cette ville depuis dimanche, tandis que de nombreux autres attendent un train leur permettant de fuir.

Dès le début du scrutin, des bandes d'hommes armés - brandissant des coupe-coupe, des fouteurs et des flèches, mais aussi des armes à feu - avaient attaqué des électeurs appartenant aux ethnies du Sud, qu'ils soupçonnaient de voter pour M. Soglo. Plusieurs maisons, une église et un temple avaient été incendiés. - (AFP)

AFRIQUE DU SUD : dans une cité noire près de Johannesburg

De nouvelles violences ont fait 14 morts et 18 blessés

De nouvelles violences dans une cité noire ont fait quatorze morts et dix-huit blessés, mercredi 27 mars, à Alexandra, près de Johannesburg en Afrique du Sud. Des inconnus ont ouvert le feu vers 4 h 20 (heure locale) au fusil automatique AK-47 sur des personnes réunies sous une tente pour une veillée funèbre, à Alexandra, près de Johannesburg, a déclaré la police.

D'après des survivants du massacre, les agresseurs ont ensuite achevé plusieurs blessés à l'aide d'un coupe-coupe. Douze corps ont été

dégagés de la tente et deux autres personnes sont mortes des suites de leurs blessures à l'hôpital local. Les victimes vivaient le corps d'un jeune sympathisant du Congrès national africain (ANC) tué lors d'affrontements survenus au cours du week-end avec des partisans du mouvement zoulou Inkatha. Alexandra est une des rares cités noires à jouxter un quartier blanc.

Depuis août dernier, plus de mille personnes ont été tuées dans la région de Johannesburg au cours de heurts entre partisans de l'ANC

et du mouvement Inkatha. Par ailleurs, la fusillade de Daveyton, un ghetto noir près de Johannesburg, où douze militants de l'ANC sont tombés, dimanche 24 mars, sous les balles de la police a soulevé, lundi, de vives réactions tant en Afrique du Sud qu'ailleurs dans le monde. A Washington, le porte-parole du département d'Etat a ainsi qualifié le drame d'« inacceptable vestige de l'ancienne Afrique du Sud » après avoir estimé que « la responsabilité de maintenir l'ordre public ne devait pas être l'occasion de tuer des civils ». - (Reuters)

Jacqueries au Mali

Suite de la première page

Les équipes de pompiers ont garé leurs camions au beau milieu de la place. Sans doute ont-ils été prévenus trop tard. En tout cas les tuyaux d'arrosage restent attachés à l'arrière des véhicules. Tandis qu'une partie des gens du quartier contemple, comme les pompiers, le flamboyant ravage, à l'autre bout de la place une marée de pillards joue à colin-tampon avec les militaires. Les assaillants, à la manière des mange-mil, ne se laissent pas décourager. Les tirs à blanc des forces de l'ordre, qui gardent un entrepôt convoité, ne font que très provisoirement reculer les voraces. Le ballet insolite semble devoir durer des heures.

Faiblesse de l'opposition politique

Ces « jacqueries urbaines », comme les appelle Patrick Hirtz, chirurgien de Médecins du monde, « sont d'autant plus inquiétantes qu'elles restent difficilement contrôlables ». Plus on moins tolérées durant l'insurrection des 22 et 23 mars qui a conduit à la chute du « tyran » Moussa Traoré, ces « jacqueries » mettent désormais en péril les efforts de reconstructions.

L'appel au calme et à la discipline lancé mardi par le chef de

la junte militaire, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, président du Conseil de réconciliation nationale (CRN), semble recevoir un écho favorable d'une partie croissante de la population. Avec le soutien des autorités, des milices de quartier, formées surtout de commerçants, sont en train de s'organiser contre le pillage. Elles ne devraient être armées théoriquement que de gourdin. Il faut, a insisté le président du CRN, « qu'on puisse remettre de l'ordre dans le pays, sans balounettes et sans FM ». Cette profession de foi n'est encore, hélas ! qu'un vœu pieux : d'ici la seule journée du 26 mars - après que l'annonce de l'arrestation du chef de l'Etat ait soulevé la capitale, jetant des foules en liesse dans les rues - les médecins de l'hôpital Gabriel-Touré, l'un des deux principaux de Bamako, ont recensé soixante-dix morts et plusieurs dizaines de blessés.

On opère à même le sol les blessés entassés dans l'étroit couloir. Il y a du sang partout. Le chirurgien local et celui de Médecins du monde travaillent sans un instant de répit. Le bilan des victimes depuis le début de l'émeute, vendredi, s'élève à deux cents, voire trois cents morts, dans la seule capitale.

Jusqu'à présent les tirs à blanc des militaires sont restés rarissimes. C'est à coups de fusil mitrailleur et par des jets de grenades que les soldats et les policiers (ils portent le même uniforme kaki) ont tiré sur les civils, arrosant indistinctement les manifestants, les casseurs et les simples badauds.

Les opposants civils au régime du général Moussa Traoré sont en position de faiblesse vis-à-vis de la junte. Pour chasser le chef de l'Etat, ils ont dû s'en remettre à l'armée, responsable, les jours précédents, d'une partie des carnages commis contre les manifestants. L'argument selon lequel c'est la police, plus que l'armée, qui a mené la répression, n'a pas convaincu grand monde. Chacun comprend en revanche que les associations de l'opposition - qui ont pour la plupart été créées il y a moins de six mois - ne puissent pas aujourd'hui jouer un rôle déterminant. Ces associations, devenues les animateurs de la classe politique, bénéficient cependant d'une immense popularité parmi la population de Bamako.

Pas d'arrangement

C'est à la Bourse du travail, liée de rendez-vous habituels des manifestants d'hier, que la population de la capitale s'est naturellement précipitée mardi pour avoir des nouvelles sur l'arrestation du « tyran » et acclamer les nouveaux dirigeants militaires. Mais l'aura qui entoure ces derniers semble relever davantage du respect que de l'approbation politique ou de l'idéologie. La place de premier plan occupée par les avocats et les magistrats contestataires, défenseurs de l'Etat de droit dans la lutte contre l'ancien régime, explique sans doute cela.

« Ne croyez pas qu'il y a eu un quelconque arrangement. Le seul arrangement qu'il y ait eu, c'était pour s'assurer du départ de Moussa et de sa clique », a cru bon d'indiquer mardi le numéro un de la junte. Ancien chef des parachutistes, cet officier, croyant ainsi endormir les soupçons, n'a fait que les renforcer. Qu'il y ait un accord, un marché, entre l'armée et l'ex-opposition pour renverser le général Moussa Traoré ne fait en réalité guère de doute. Toute la question est de savoir sur quoi cet accord a porté. La composition du futur gouvernement de transition,

annoncé pour les prochains jours, devrait donner des premiers éléments de réponse. Se déclarant très favorable au « multipartisme » et à la « démocratie », le lieutenant-colonel Touré a seulement déclaré que les militaires remettront « dès qu'ils le pourront » le pouvoir aux civils.

La population malienne, échaudée par plus de vingt ans d'« expérience Traoré », se résignera-t-elle à laisser à nouveau le pouvoir politique aux mains des militaires, même provisoirement ?

« Même si l'armée n'était pas intervenue, notre victoire était assurée. L'armée a seulement accéléré le processus », a déclaré mardi M. Demba Diallo, président de l'Association malienne des droits de l'homme et membre du Comité national d'initiative démocratique (CAID). Tout en donnant « raison » à ceux qui ont de l'appréhension devant un « uniforme », M. Diallo n'en a pas moins félicité avec force les « officiers patriotes ».

Cadavre immolé

Les habitants de Bamako, qui suivent avec passion l'évolution de la situation politique, ont commencé à leur manière de tourner la page. C'est à 8 heures du matin, mardi, que le corps de Mamadou Diarra, père de Marianne Traoré, l'épouse de l'ancien président, a été sorti de force de l'hôpital Gabriel-Touré et traîné dans la rue. Le cadavre à moitié nu a été immolé en public. « C'est comme ça qu'on fait avec les assassins ! », a ricané un homme dans la foule, tandis que des jets de pierres et des insultes accompagnaient la crémation.

Un autre proche de l'ancien président, Abdouramane Doua Cissoko, ex-directeur général des douanes, et l'ancien ministre de l'éducation, Bakary Traoré, ont également été mis à mort. Beau-coup dans la capitale estiment que cette vague de règlements de comptes ne fait que commencer.

CATHERINE SIMON

Le président gabonais en visite à Paris

« Le multipartisme et la démocratie sont incontournables » déclare M. Bongo

« Le multipartisme et la démocratie sont quelque chose d'incontournable, c'est l'enfant chéri », a déclaré, mardi 26 mars, M. Omar Bongo, à l'issue d'un entretien avec le président Mitterrand à l'Élysée. Le chef de l'Etat gabonais a souligné que la conférence nationale des partis et les élections législatives qui ont eu lieu l'an dernier dans son pays avaient été « une très bonne chose », avec notamment une opposition qui se comporte de manière « raisonnable et responsable ».

« La démocratie est quelque chose qu'il faut faire à temps. Plus ils attendront, plus ils auront de problèmes ; plus vite ils commenceront, plus vite ils verront que c'est très bien », a ajouté M. Bongo, faisant allusion à ceux de ses collègues africains qui n'en seraient pas convaincus. Interrogé sur les récents événements au Mali, il a déclaré : « Je suis un peu surpris (...). Je regrette qu'on en soit arrivé là », ajoutant qu'il y avait « parfois une différence » entre la situation sur place et ce que l'on en « voit ici » (en France). « J'ai vécu la même situation. On a dit qu'il y avait de la répression et il n'y avait rien. »

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT



Le Monde
HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

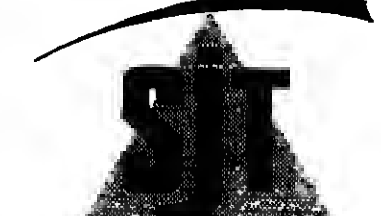
commande d'articles vendus par correspondance en passant par la prévision météorologique régionalisée (36.65.1.2.3.4), l'information boursière en continu (36.65.10.03), les actualités en direct (36.65.10.00), les jeux promotionnels (36.65.33.33) ou encore les informations hippiques (36.65.11.11).

L'étendue et la complexité des technologies mises en œuvre (prononciation en temps réel, interactivité par pointeur vocal, reconnaissance de la parole, couponing vocal, etc.), permettent à SJT de répondre à toutes les demandes spécifiques des entreprises qui considèrent à juste titre le

N'importe quel poste téléphonique permet désormais à tout un chacun d'accéder à une multitude de services vocaux regroupés sous l'appellation d'AudioteX.

SJT, leader européen de l'AudioteX avec plus de 400 millions d'appels traités, a développé à ce jour plus d'une centaine de services accessibles par téléphone pour le compte de chaînes de télévision, de banques, d'administrations, de stations de radio, d'agences de publicité, de quotidiens, etc.

Cette gamme de services s'étend de la consultation vocale automatisée des comptes bancaires à la prise de



le N°1 de l'AudioteX

On a trouvé encore plus petit et moins cher que notre nouvelle



CLM/BBD

StyleWriter. 3 439,40 F TTC.*
La qualité laser pour tous.

C'est dans l'Océan que nous avons trouvé ce qui, à première vue, semble pouvoir être un concurrent pour la StyleWriter: notre nouvelle toute petite imprimante personnelle à jet d'encre.

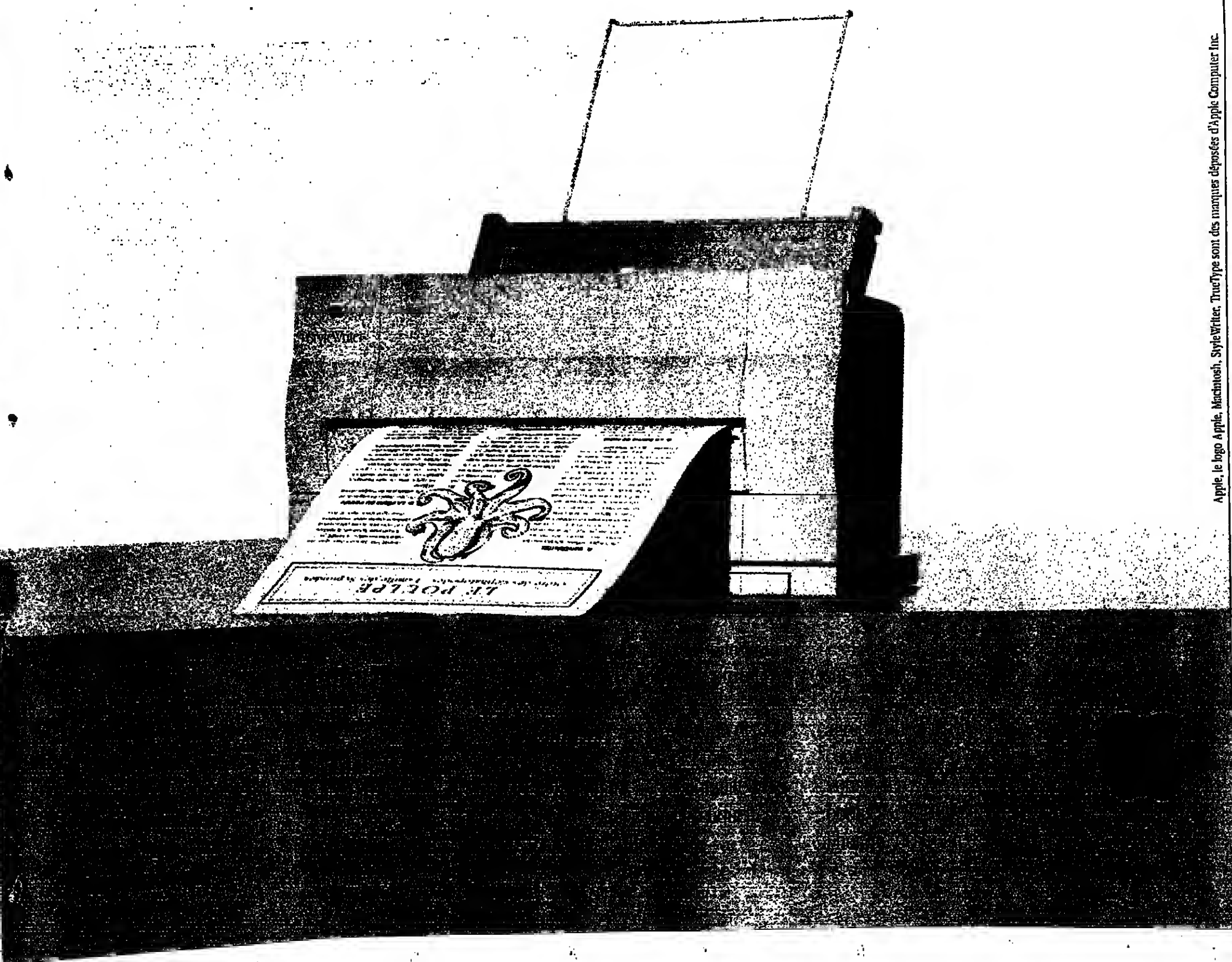
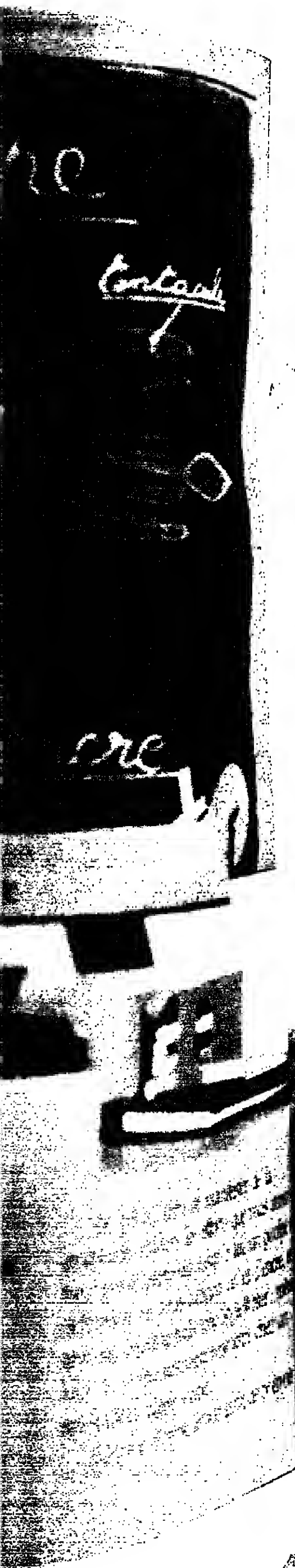
Un petit appareil, mais qui ne se laisse pas impressionner par sa taille. Elle est capable de vous offrir une qualité d'impression laser, avec des caractères nets et précis, des images vives et détaillées. Et tout cela dans un format compact, facile à transporter. C'est la StyleWriter, la nouvelle imprimante personnelle à jet d'encre qui vous offre la qualité laser pour tous.

Un petit appareil, mais qui ne se laisse pas impressionner par sa taille. Elle est capable de vous offrir une qualité d'impression laser, avec des caractères nets et précis, des images vives et détaillées. Et tout cela dans un format compact, facile à transporter. C'est la StyleWriter, la nouvelle imprimante personnelle à jet d'encre qui vous offre la qualité laser pour tous.

* Prix public conseillé TTC au tarif de TVA réduite de 5,5% au 1^{er} mars 1991. Les prix peuvent varier sans préavis.

هكذا من الأصل

cher... imprimante à jet d'encre, mais hélas cela n'imprime pas.



ASIE

AFGHANISTAN : offensive contre la ville de Khost

Les moudjahidins jouent leur va-tout

La traditionnelle offensive de printemps de la résistance afghane - qui coïncide avec la fonte des neiges - a été lancée le 14 mars, avec une attaque contre la ville de Khost, située dans la province de Pakhtia, à la frontière du Pakistan, où se déroulent de violents combats.

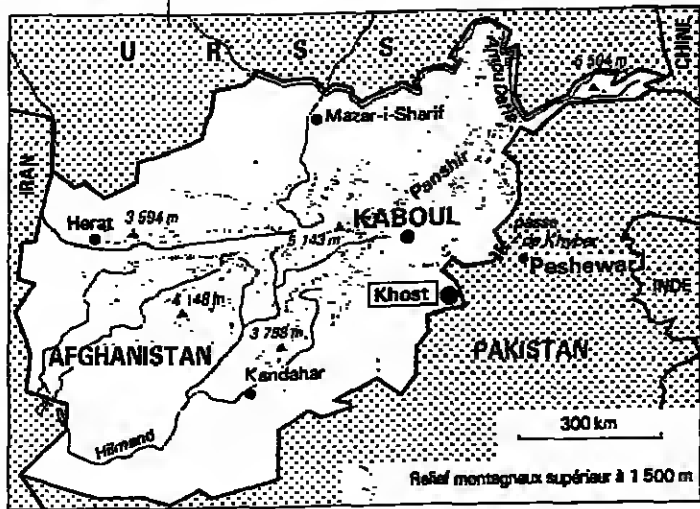
NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Il est encore hasardeux de prévoir l'issue de cette offensive : s'agit-il d'une opération concertée et massive des moudjahidins contre une ville importante tenue par l'armée du président Najibullah, voire du début de la reconquête ? Ou n'est-ce que l'une de ces innombrables batailles qui, depuis des années, « consomment » tant de vies humaines ? Depuis le départ des troupes soviétiques en février 1989, la résistance s'est livrée à de nombreuses tentatives similaires, toutes infructueuses.

Dans chaque cas, l'absence de coordination, et aussi le refus de certains partis et chefs militaires d'adhérer à un commandement unique ont été, d'avantage que la suprématie des forces adverses, les principales raisons de l'échec. La dernière grande bataille fut, en mars 1989, celle de Jalalabad, qui s'est soldée par plusieurs milliers de morts, sans résultat notable.

Les conditions stratégiques de l'offensive en cours rappellent celles de Jalalabad. Khost est située à 30 kilomètres de la fron-



tière pakistanaise, ce qui signifie que les moudjahidins sont à faible distance de leurs bases arrière. La garnison est encerclée par les différents groupes de moudjahidins, qui ont pris le contrôle de plusieurs postes situés au nord de la localité, interdisant tout ravitaillement terrestre.

Le Pakistan mis en cause

Les troupes gouvernementales ne peuvent être ravitaillées que par air, essentiellement par hélicoptères, la situation étant incertaine à l'aéroport : la résistance avait affirmé en avoir pris le contrôle, mais cette information a été démentie de source officielle. Kaboul a également démenti, dimanche 24 mars, que la localité de Jaji-Maydan, située à quelques

kilomètres de la frontière pakistanaise, soit tombée aux mains des moudjahidins.

Ceux-ci ont commencé leur offensive en bombardant la ville de roquettes à longue portée, les plus performantes étant les Sakr, de fabrication égyptienne. L'avion gouvernemental, de son côté, multiplie les bombardements à haute altitude aux abords de la ville, en maintenant ses appareils hors de portée des missiles antiaériens Singsir utilisés par la résistance. A partir de camps de lancement situés à la périphérie de Kaboul, l'armée afghane tire également des missiles Scud qui, sans être précis, ont un pouvoir « terrifiant » sur la population et les combattants. Pour la seconde fois en huit jours, le ministre afghan des affaires étrangères, M. Abdul

Wakil, a déposé une plainte auprès du secrétaire général des Nations unies, dénonçant la participation directe de troupes pakistanaises dans les combats. Cette accusation n'est pas nouvelle : lors de chaque bataille de grande ampleur se déroulant près de la frontière entre les deux pays, Kaboul met en cause l'armée de son voisin. Aucune preuve de ces allégations n'a jamais pu être apportée, bien qu'il soit hautement probable que des « conseillers » militaires pakistanaïses sont présents sur le terrain.

Pour la résistance, l'issue des combats de Khost est particulièrement importante. Si l'aide humanitaire des États-Unis en faveur de la population afghane (60 millions de dollars pour 1991) n'a pas diminué, en revanche l'assistance militaire à la résistance a été considérablement réduite. Washington a, d'autre part, interrompu son aide économique (civile et militaire) au Pakistan depuis le 1^{er} octobre dernier, et cela a un effet direct sur le ravitaillement des partis afghans. La résistance joue donc son va-tout. En cas de nouvel échec, Washington pourrait interrompre son aide militaire.

La bataille de Khost pourrait faire partie d'une offensive visant à attaquer le régime de M. Najibullah sur plusieurs fronts en même temps, comme le recommandait il y a quelques mois l'un des principaux chefs de la résistance, le commandant Ahmad Shah Massoud (le Monde du 3 novembre 1990). Des embûches se déroulent en effet aussi à Herat (près de la frontière iranienne), et les tirs de roquettes sur Kaboul se sont intensifiés ces derniers semaines.

LAURENT ZECCHINI

JAPON : selon Tokyo

M. Gorbatchev est prêt à discuter du contentieux territorial sur les Kouriles

Moscou est disposé à négocier avec le Japon du contentieux territorial sur les quatre îles Kouriles du sud, a déclaré lundi 25 mars M. Gorbatchev, cité par l'agence nipponne Jiji Press.

Le dirigeant soviétique a informé le secrétaire général du Parti libéral-démocrate japonais, M. Ozawa, en visite à Moscou, qu'il était « prêt à discuter de tous les aspects du problème » avec Tokyo (le Monde daté 24-25 mars).

Selon l'agence Tass, M. Gorbatchev a ajouté : « Coopérons, faisons des pas l'un vers l'autre. » Il a aussi mis en garde son interlocuteur, le pressant de « prendre en considération les réalités historiques », car « cette question est trop brûlante pour être prise à mains nues ».

Un officier japonais qui accompagnait M. Ozawa a estimé que les propos de M. Gorbatchev, qui se rendra au Japon du 16 au 19 avril prochain, représentaient « quelque chose de nouveau et de différent ».

- (AFP, UPI)

Le détournement d'un avion à Singapour par des Pakistanaïses

Un mauvais coup pour Mme Bhutto

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Un commando des forces armées singapouriennes a mis fin, mercredi 27 mars au matin sur l'aéroport international de Singapour, au détournement d'un Airbus de la compagnie SIA, tuant les quatre pirates de l'air pakistanaïses et libérant les 129 passagers et membres de l'équipage.

L'appareil avait été détourné mardi matin alors qu'il effectuait la liaison entre Kuala-Lumpur et Singapour. L'assaut avait été précédé de longues négociations avec les pirates de l'air, qui demandaient la libération de prisonniers politiques dans leur pays.

Étant donnée la réputation d'extrême fermeté des autorités de Singapour, il était peu probable que les pirates de l'air soient autorisés à quitter le pays sans et saufs. Il n'y a pas eu de détournement d'avion dans l'île depuis 1977.

Quelles qu'aient été leurs intentions, les quatre pirates de l'air pakistanaïses qui ont tenté de détourner un avion ont rendu un bien mauvais service à la cause qu'ils prétendaient défendre.

En affirmant être des militants du Parti du peuple (PPP) de M. Benazir Bhutto, et en réclamant la libération de son mari, M. Asif Ali Zardari, ils ont en effet laissé planer le doute quant à une éventuelle complicité de l'ancien premier ministre pakistanaïse. Même si celle-ci relève du procès d'intention, cette idée va être exploitée par les adversaires du PPP. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au climat de la campagne pour les élections de 1988 au Pakistan, qui avaient été gagnées par le PPP.

Le chef de file des partisans de l'ancien président Zia-ul-Haq, M. Nawaz Sharif, aujourd'hui premier ministre, avait déclaré à l'époque : « Quand ils [le PPP] ont perdu le pouvoir, ils ont commencé à détourner des avions. » Ces propos visaient un épisode précis : le 2 mars 1981, un avion pakistanaïse avait été détourné sur Kaboul par

trois pirates de l'air qui réclamaient la libération de prisonniers politiques. Ce commando avait pris le nom de « Al-Zulfikar » (l'épée, en ourdou), prénom de Zulfikar Ali Bhutto, ancien premier ministre et père de M. Bhutto, pendu en avril 1979, sur ordre du président Zia.

On apprend peu après que les deux frères de « Benazir » Murtaza et Shah Nawaz, étaient directement mêlés à cette affaire, qui avait causé la mort d'un passager. Le détournement de l'avion de la SIA va donc permettre aux adversaires de « Benazir » de lancer une offensive politique sur le thème : « Décidément, les Bhutto ne changent pas de méthode pour reconquérir le pouvoir. » Cet incident ne pouvait pas tomber plus mal pour M. Bhutto, écarté du pouvoir en août 1990 sous la pression de l'armée, le PPP a été éliminé lors des élections d'octobre 1990.

Son mari est emprisonné depuis le 10 octobre dernier, inculpé notamment d'extorsion de fonds et de détournement de biens publics. Le PPP - qui a affirmé n'avoir aucun lien avec les pirates de l'air de Singapour - accuse d'autre part le gouvernement de M. Nawaz Sharif d'avoir fait arrêter de nombreux partisans de M. Bhutto dans la province méridionale du Sind.

L. Z.

A TRAVERS LE MONDE

CUBA

Un prisonnier politique condamné à vingt-cinq ans de prison en 1974 libéré

Un prisonnier politique cubain condamné à vingt-cinq ans de prison en 1974, M. Ernesto Rodríguez Díaz, a été libéré samedi dernier et a annoncé mardi 26 mars à l'AFP qu'il allait être autorisé à quitter Cuba dès qu'il aurait obtenu un visa pour se rendre aux États-Unis. Il a ajouté que les responsables cubains lui avaient déclaré qu'un autre prisonnier politique « historique », Mario Chines de Armas, pourrait également être libéré.

Ernesto Rodríguez Díaz avait été condamné en 1974 à vingt-cinq ans de prison pour « délit contre les pouvoirs de l'État ». Ces vingt-cinq ans venant s'ajouter à une

condamnation précédente, il ne devait sortir de prison qu'en 2008. Trois autres Cubains avaient été condamnés lors du procès de 1974 et ont été libérés depuis. Parmi eux se trouvent Eloy Gutiérrez Menoyo, qui avait également le nationalité espagnole et avait eu le grade de commandant dans la guérilla cubaine en 1959. M. Gutiérrez Menoyo a été remis en liberté en 1986, à la suite de démarches du président du gouvernement espagnol, Felipe González. - (AFP)

ANGOLA : le Parlement approuve le multipartisme. - A l'unanimité, le Parlement angolais a adopté, mardi 26 mars, une loi instaurant le multipartisme après seize ans de régime de parti unique. Il s'agit d'une étape importante pour l'évolution des pourparlers entre le gouvernement de Luanda et le mouvement rebelle UNITA. Le président Dos Santos a annoncé au Parlement que la prochaine réunion avec l'UNITA commencerait le 6 avril au Portugal et qu'un cessez-le-feu pourrait être signé avant la fin du mois. - (Reuters)

MAROC

Plus de 1 500 personnes ont été arrêtées en trois mois

Au cours des trois derniers mois, plus de quinze cents personnes ont été arrêtées au Maroc, et un millier d'entre elles ont été condamnées pour des infractions politiques à l'issue de procès au cours desquels les droits de la défense ont été bafoués. C'est ce qu'indique, dans un rapport publié mercredi 27 mars, Amnesty International, qui précise que la plupart de ces arrestations ont eu lieu pendant - et depuis - les émeutes des 14 et 15 décembre 1990, qui ont fait une cinquantaine de morts et plus de deux cents blessés.

L'organisation de défense des droits de l'homme précise que cinquante-dix inculpés ont été condamnés à des peines allant jusqu'à sept ans de prison après des interrogatoires expéditifs ayant duré moins de trente secondes. « Des informations sur les tortures et les procès arbitraires d'émigrants et de

manifestants pacifistes entrent dans le cadre d'un système de répression appliqué depuis trente ans », ajoute le rapport, qui dénonce des cas de torture : « Les prisonniers, lit-on, ont la tête immergée dans des bassines d'urine et subissent des décharges électriques. » - (Reuters)

SURINAM

Le colonel Desi Bouterse et le chef rebelle Ronny Brunswijk prêts à faire la paix

L'homme fort du Surinam, le colonel Desi Bouterse, et le chef rebelle Ronny Brunswijk se sont engagés à mettre fin à quatre ans d'insurrection, s'en est-on appris mardi 26 mars de source diplomatique, à Paramaribo. Ils ont pris cet engagement dimanche lors d'une cérémonie à Driestabbe, une île de la rivière Tapanahony, dans l'est du

Surinam, un bastion des inangures de Ronny Brunswijk.

Ronny Brunswijk dirige depuis quatre ans une guérilla pour faire respecter les droits de la communauté des bush negroes, descendants d'esclaves « marrons » (qui s'étaient échappés de plantations au dix-huitième siècle). Selon l'agence de presse du Surinam, M. Desi Bouterse a déclaré à son retour de Driestabbe : « Une étape a été franchie, la paix est maintenant à portée de main. » Il a ajouté qu'un accord de paix officiel serait élaboré « prochainement » par le gouvernement. - (Reuters)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

DIPLOMATIE

Lors d'une réunion ministérielle à Luxembourg

Les Douze ont rapproché leurs points de vue sur la défense commune

L'idée d'une défense commune n'effraie plus personne dans la Communauté. Pas même, à terme, les Pays-Bas, pourtant les plus hostiles à toute architecture qui risquerait de porter de l'ombre à l'OTAN et aux relations entre les États-Unis et leurs alliés européens. C'est peut-être là l'élément le plus remarquable de la réunion que les ministres des affaires étrangères des Douze ont consacré mardi 26 mars, à Luxembourg, au problème posé par la mise en place d'une politique européenne de défense.

LUXEMBOURG

(Communautés européennes)

de notre envoyé spécial

Les ministres ont chargé leurs directeurs politiques, ainsi que leurs représentants personnels à la conférence intergouvernementale (CIG) chargée de rédiger le nouveau traité d'union politique, d'étudier la nature des liens à établir entre, d'une part, l'UEO (Union de l'Europe occidentale) et la Communauté, et d'autre part, l'UEO et l'OTAN.

A l'issue de la rencontre, M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois qui présidait les débats, ainsi que M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, ont estimé que les positions s'étaient rapprochées. Selon M. Delors, « on distingue déjà comment on pourra arriver à un consensus à la fin de la CIG ».

Trois camps sont en présence. La majorité des Douze (France, Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Grèce, Luxembourg) appuie la proposition franco-allemande qui prévoit « le développement d'un pilier européen au sein de l'OTAN (...) et une relation organique et claire entre l'union politique et l'UEO dans la perspective d'une intégration à terme de l'UEO dans l'union politique », étant entendu que l'UEO, « partie intégrante du processus d'unification européenne », sera considérée comme le bras militaire de l'union politique puisqu'elle mettra en œuvre les directives et orientations définies par le Conseil européen.

Signes d'ouverture à Londres

Les Britanniques n'apprécient guère ce lien de sujétion de l'UEO par rapport au Conseil européen. Ils redoutent qu'une telle évolution ne déplaçât aux États-Unis et ne contribue à les détourner de l'Europe. Cependant, selon l'analyse de la plupart des participants à la réunion de Luxembourg, M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, est en train de se rapprocher en douceur du premier groupe. Il est convaincu que la future union politique devra avoir une dimension militaire, même s'il

préférerait que cette nouvelle manifestation de l'identité européenne prenne corps au sein de l'OTAN.

Le ministre britannique évoque volontiers la création d'une force d'intervention rapide européenne qui, hors zone, pourrait agir indépendamment des États-Unis. Il appelle de ses vœux une UEO-sœur, intermédiaire entre la Communauté et l'OTAN, sans être pour autant infodéc à la première. Signe d'ouverture, M. Hurd a accepté que les adjoints des ministres réfléchissent à la nature exacte des liens à établir entre les trois organisations et, par conséquent, au renforcement de ceux tissés entre la Communauté et l'UEO. Danos et Portugal appuient des positions voisines de celles des Anglais.

Les Néerlandais font figure d'arbitres. Méfiant à l'égard des grands pays de la CEE, de la France en particulier, ils ne souhaitent pas, au moins à ce stade, que l'on parle d'une « défense européenne hors de l'OTAN. Rigidité spécifique néerlandaise : ils sont hostiles à l'idée que l'UEO reçoive des directives d'un conseil européen pour lequel ils n'éprouvent aucune sympathie.

M. Delors optimiste

Les Pays-Bas proposent que l'UEO soit ouverte non seulement aux pays de la CEE, qui n'en font pas partie, mais aussi aux trois autres pays européens de l'Alliance atlantique, la Norvège, la Turquie et l'Islande. La majorité des Douze récusent une telle formule. « C'est raisonner en sens inverse de ce que nous voulons », constate-t-on du côté français. M. Poos souligne que l'UEO est ouverte aux pays de la CEE qui n'en sont pas encore membres (la Grèce, qui est candidate, le Danemark, qui ne l'est pas encore, l'Islande - seule - constituant un cas à part). Pour les autres membres européens de l'OTAN, Norvège, Turquie, Islande, « nous souhaiterions une association étroite, un statut d'observateurs très complet », a indiqué M. Poos.

Comment rapprocher ces points de vue ? M. Poos considère « que les positions sont tout à fait dégelées », que plusieurs pistes peuvent être explorées : il est certes possible de créer un lien organique entre l'UEO et l'union politique. Mais, ajoute-t-il, on pourra peut-être préférer, si cela facilite un compromis, établir un lien factuel, non juridique, par décision conjointe des deux organisations. « Il faut être imaginatif ! », s'est exclamé le président luxembourgeois.

Pour M. Delors, les travaux en cours au sein de l'OTAN sur l'évaluation du risque après le démantèlement du pacte de Varsovie et sur la manière de s'organiser pour y faire face apporteront la démonstration, y compris aux Américains, qu'il y a de plus en plus de raisons de bâtir un pilier européen de l'Alliance atlantique. D'où l'optimisme du président de la Commission.

Enfin, les ministres des Douze ont délibéré de la situation en Yougoslavie. La déclaration qu'ils ont adoptée, et que la troïka communautaire développera lors de son prochain séjour à Belgrade, souligne que « la Yougoslavie unit et démocratique a les meilleures chances de s'intégrer harmonieusement dans la nouvelle Europe ».

PHILIPPE LEMAÎTRE

Pas d'accord entre les Douze sur les prix agricoles. - Réunis mardi 26 mars à Bruxelles, les ministres de l'Agriculture des Douze se sont séparés sans trouver d'accord sur les différents budgétaires sur les dépenses agricoles de la CEE, gonflées par les coûts de l'unification allemande. En attendant l'adoption de nouveaux prix pour la campagne 1991-1992, ceux pour 1990-1991 ont été reconduits. Pendant trois jours, à partir du 22 avril, les ministres de l'Agriculture reprendront leurs discussions à Luxembourg. M. Louis Merz, ministre français de l'Agriculture, a indiqué que le dossier des dépenses agricoles serait aussi examiné le 8 avril par les ministres de l'Économie et des Finances.

sur les aff

Les députés ont commencé mardi 26 mars, l'examen des articles du projet de loi de l'administration territoriale de la République, présentée par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur. Les modifications ont été mises en lumière à la reprise sur des amendements à la déconcentration des vices de l'État, qui ont été primés à la suite des votes RPR, de l'UDC, de l'UDF et PC. Les députés ont, en revanche, adopté l'article voyant des conséquences de population à l'échelle de la commune.

Région et par la France, le 26 mars, les députés ont commencé l'examen des articles du projet de loi de l'administration territoriale de la République, présentée par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur. Les modifications ont été mises en lumière à la reprise sur des amendements à la déconcentration des vices de l'État, qui ont été primés à la suite des votes RPR, de l'UDC, de l'UDF et PC. Les députés ont, en revanche, adopté l'article voyant des conséquences de population à l'échelle de la commune.

Le projet de loi de l'administration territoriale de la République, présentée par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a été examiné mardi 26 mars par les députés. Les modifications ont été mises en lumière à la reprise sur des amendements à la déconcentration des vices de l'État, qui ont été primés à la suite des votes RPR, de l'UDC, de l'UDF et PC. Les députés ont, en revanche, adopté l'article voyant des conséquences de population à l'échelle de la commune.

le journal mensuel de documentation pour après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme non verbal, dans les années 1970

L'EPARGNE

Le Monde a été fondé en 1896 par Paul Boyer, un journaliste et écrivain français. Il a été racheté en 1997 par le groupe Lagardère.

Le Monde est un journal quotidien français, fondé en 1896 par Paul Boyer. Il est actuellement dirigé par Jean-Dominique Merchet.

Le Monde est un journal quotidien français, fondé en 1896 par Paul Boyer. Il est actuellement dirigé par Jean-Dominique Merchet.

Le Monde est un journal quotidien français, fondé en 1896 par Paul Boyer. Il est actuellement dirigé par Jean-Dominique Merchet.

Le Monde est un journal quotidien français, fondé en 1896 par Paul Boyer. Il est actuellement dirigé par Jean-Dominique Merchet.

Le Monde est un journal quotidien français, fondé en 1896 par Paul Boyer. Il est actuellement dirigé par Jean-Dominique Merchet.

Le Monde est un journal quotidien français, fondé en 1896 par Paul Boyer. Il est actuellement dirigé par Jean-Dominique Merchet.

Le Monde est un journal quotidien français, fondé en 1896 par Paul Boyer. Il est actuellement dirigé par Jean-Dominique Merchet.

Le Monde est un journal quotidien français, fondé en 1896 par Paul Boyer. Il est actuellement dirigé par Jean-Dominique Merchet.

Le Monde est un journal quotidien français, fondé en 1896 par Paul Boyer. Il est actuellement dirigé par Jean-Dominique Merchet.

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Les consultations des populations sur les affaires communales seront inscrites dans la loi

Les députés ont commencé, mardi 26 mars, l'examen des articles du projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République, présenté par M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur. Les socialistes ont été mis en minorité à deux reprises sur des articles relatifs à la déconcentration des services de l'Etat, qui ont été supprimés à la suite des votes du RPR, de l'UDC, de l'UDF et du PC. Les députés ont, en revanche, adopté l'article prévoyant des consultations de la population à l'échelle de la commune.

Requiescées par la réunion, mardi 26 mars, de son intergroupe, la droite a abordé gaillardement, à l'Assemblée nationale, l'examen du premier des trois volets du projet de loi portant sur l'administration territoriale, celui qui traite de la déconcentration des services de l'Etat. M. Robert Poujade (RPR, Côte-d'Or) a dénoncé « la déclaration d'intention » que constitue le titre premier du projet du gouvernement, selon lequel, désormais, « seules les missions qui présentent un caractère national et dont l'exécution, en vertu de la loi, ne peut être déléguée à un échelon territorial » sont confiées aux administrations centrales.

Sûre de l'hostilité infrangible du groupe communiste aux dispositions du projet gouvernemental, la coalition RPR-UDC-UDF a d'ailleurs exprimé son « attachement à la distinction constitutionnelle entre textes législatifs et textes réglementaires » en prévoyant de supprimer, au cours de deux scrutins publics et grâce à l'appui des voix communistes, deux articles du projet du gouvernement. Le premier avait trait aux pouvoirs du préfet de région, chargé de « mettre en œuvre les politiques nationales et communales concernant le développement économique et social et l'aménagement du territoire » ; le second se rapportait à la charte de la déconcentration, précisant entre autres « les modalités des transferts d'attributions et des

moyens correspondants des administrations centrales aux services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat ».

Par la suite, la droite n'a pu prendre en défaut la vigilance du ministre, soutenu par les députés socialistes nombreux en séance. Ceux-ci venaient en effet d'être sermonnés par leur président, M. Jean Auroux, qui les avait mis en garde contre les effets de l'absentéisme en leur disant notamment : « On défend mieux un texte auprès de l'opinion publique lorsqu'on en a débattu et qu'on l'a voté personnellement ».

Les conséquences pratiques

Avant d'aborder le deuxième volet du projet traitant de « la démocratie locale », les députés ont adopté, sur proposition de M. Christian Pignatelli (PS, Vosges), rapporteur au nom de la commission spéciale en charge du texte, un « cavalier » permettant aux personnes morales de faire appel au médiateur de la République dans les mêmes conditions que les personnes physiques. C'est-à-dire par l'intermédiaire des députés et des sénateurs.

A propos des articles traitant de « la démocratie locale », M. Charles Millon (UDF, Ain), président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a jugé « superflue » l'inscription dans le texte, comme « principe essentiel », du « droit des habitants de la commune à être informés des affaires de celle-ci et à être consultés sur les décisions qui les concernent », un droit jugé d'autre part « indissociable de la libre administration des collectivités territoriales ». « Voulez-vous remplacer la démocratie représentative par la démocratie directe ? », s'est interrogé M. Millon. M. Marchand a répondu par la négative en indiquant que le projet de loi n'avait pour objet que d'élargir la participation à prendre part à la vie publique.

Après ces longs préambules (et un éclair de M. Mazzaud, convaincu que la liberté d'accès aux documents administratifs, que prévoit le texte, allait permettre « la découverte de filiations adultérines ou incestueuses »), les députés ont abordé les conséquences pratiques de ces grands principes.

La majorité socialiste a ramené à 3 500 habitants, au lieu de 10 000 dans le texte du gouvernement, le seuil d'application de plusieurs mesures destinées à assurer l'information de la population, parmi lesquelles l'organisation d'un débat, au conseil municipal, sur « les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci ».

Les députés ont ensuite adopté un « Rectification de vote ». Neuf députés de l'opposition ont demandé à rectifier leur vote sur le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement. Il s'agit, pour le RPR, de MM. Patrick Balkany, Edouard Frédéric-Dupont, Alain Peyrefitte et Nicolas Sarkozy, qui affirment avoir voulu voter contre le projet Delebarre. En revanche, à l'UDF, MM. Claude Gaignol, Denis Jacquot, Alain Mayoud, Jean-Pierre Philibert et Ladislav Poniatowski ont indiqué avoir voulu s'abstenir. Ces rectifications de vote ne modifient pas le résultat tel qu'il avait été communiqué par l'Assemblée nationale aussitôt après le scrutin (le Monde daté 24-25 mars).

amendement du gouvernement ajoutant à la liste des documents budgétaires susceptibles d'être mis à la disposition du public une série d'indicateurs très précis parmi lesquels « un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ». Un dialogue très ouvert s'est noué, à cette occasion, entre le gouvernement, soutenu de « transparence », et M. Georges Chavares (UDC, Charentes) « représentant » de la mairie d'Angoulême grevée de dettes désireuse de faire figurer parmi cette liste des éléments d'information sur la dette. Ce dialogue devait se concrétiser dans les textes à l'occasion de la seconde lecture.

M. Jean Royer (non-inscrit, Indre-et-Loire) est intervenu pour indiquer que l'abondance de documents pourrait également rebuter.

Après avoir adopté certains articles assurant la publicité des débats municipaux, les députés ont enfin abordé une disposition majeure du projet de loi : les « consultations », rangées dans la rubrique consacrée à « la vie publique », « vie locale », M. André Rosinol (UDF, Meurthe-et-Moselle) a estimé que des consultations de ce type, sans résultats décisifs (ce qui les distingue des référendums), avaient déjà été orga-

nisées à maintes reprises et qu'il était donc inutile de les inscrire dans un texte de loi. Il a également redouté qu'elles puissent fournir « une caisse de résonance aux pétitionnaires de toutes sortes ».

M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), président de la commission spéciale, a estimé en retour que « les mœurs ont changé et qu'il existe un désir de participation qu'il faut canaliser ».

Les députés ont adopté un amendement de la commission spéciale, sous-amendé par le groupe UDF, fixant à un an, au lieu de six mois, le délai entre deux consultations, par ailleurs interdites dans trois cas : tant qu'une élection, après un recours, n'est pas validée, « avant les renouvellements des conseils municipaux » et « pendant les campagnes électorales précédant des élections au suffrage universel, direct ou indirect ». D'autre part, ces consultations ne pourront être organisées que sur proposition du maire ou « sur demande écrite du tiers (au lieu du quart dans la formule initiale du texte) du conseil municipal ».

GILLES PARIS

Le Sénat veut retarder l'examen du projet de M. Delebarre

« L'un ne bute pas deux fois sur la même pierre », expliquait sentencieusement M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, mardi 26 mars, dans les couloirs du Palais-Bourbon. Après les divisions qui ont affecté la droite lors de l'examen du projet de loi réformant la dotation globale de fonctionnement (DGF), la majorité sénatoriale entend bien faire sienne cette maxime rustique et serrer les rangs. Isolé à l'Assemblée, le RPR fait d'ailleurs assaut de prudence au palais du Luxembourg, et se garde bien de jeter a priori l'anathème sur le projet et sur le principe de solidarité entre villes riches et villes pauvres qu'il énonce.

Pour l'heure, la majorité sénatoriale n'est pourtant d'accord que sur un seul point : prendre son temps pour éviter tout dérapage en séance publique. Pas question, dans ces conditions, d'examiner le projet de loi dans la foulée de l'Assemblée nationale. La commission des finances du Sénat a réagi la première en demandant, mardi 26 mars, « le report de la discussion (...) pour procéder à un examen approfondi des dispositions du projet, sensiblement modifiées à l'Assemblée ».

En fin d'après-midi, les quatre groupes de la majorité sénatoriale (RPR, Républicains et indépendants,

Union centriste et Rassemblement démocratique et européen), coordonnés par le président du groupe centriste, M. Daniel Hoefel (Bas-Rhin), ont décidé de placer la barre assez haute. Ils se sont fait fort, avant la conférence des présidents qui devait se tenir mercredi 27 mars, d'obtenir du gouvernement un délai de trois semaines supplémentaires.

Les sénateurs sont, par exemple, intarissables sur un amendement, rédigé par M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire) puis adopté à l'Assemblée, qui introduit entre les départements le mécanisme de la péréquation. Pour M. Jean-Pierre Fourcade (RPR, et Ind. Hauts-de-Seine), maire de Saint-Cloud, président de la commission sénatoriale des affaires sociales, c'est la logique de l'aménagement du territoire qui fait irruption dans le projet de loi.

« Il s'agit de permettre à la Haute-Assemblée de faire un travail de fond, qui est dans sa nature », a indiqué M. Hoefel pour expliquer la demande de report. Incapables, selon leurs dires, de trancher dans l'immédiat, les sénateurs souhaitent disposer d'estimations précises et de simulations qu'on ne saurait raisonnablement, d'après eux, réaliser à la va-vite.

G. P.

Après le débat sur la solidarité entre les communes

Le RPR accuse l'UDF et les centristes d'avoir monté un « complot » pour l'isoler

Officiellement, les relations entre les groupes UDF, RPR et UDC de l'Assemblée nationale sont au beau fixe. Pour preuve, mardi 26 mars, au sein du bureau de l'intergroupe UDF-UDC-RPR de présenter un front uni, face au gouvernement, dans la discussion du projet relatif à l'administration territoriale (le Monde daté 27 mars). L'intergroupe a décidé de voter contre le projet Marchand si le gouvernement n'accepte pas trois amendements déposés conjointement. MM. Bernard Pons (RPR), Charles Millon (UDF) et Pierre Méhaignerie (UDC), demandant la suppression de l'article 49 du projet de loi qui institue une commission départementale de coopération intercommunale composée d'élus locaux et présidée par le préfet.

Il s'agit de faire participer au financement de l'enseignement privé, à concurrence d'un tiers des investissements. Enfin, ils proposent « une deuxième étape de décentralisation » pour le logement social et la formation professionnelle.

Un parti « ringardisé »

« Si le gouvernement accepte ces amendements, les trois groupes se réunissent de nouveau pour changer de position et éventuellement voter le texte », a déclaré M. Pons, « mais jusqu'à nouvel ordre, ils sont décidés à voter contre » ce projet, « plus centriste que le projet Delebarre ». M. Méhaignerie a estimé que « le texte actuel était nettement insuffisant » et qu'il allait même dans le sens d'une certaine reconcentration. Il a affirmé que l'opposition « ne voulait pas relancer la guerre scolaire en demandant que les collectivités puissent aider les investissements des écoles privées ».

Malgré cette belle unanimité affichée, les relations entre les trois groupes sont soustrées à de sérieux tiraillements. Le RPR n'a pas du tout apprécié de se retrouver seul la semaine dernière - « ringardisé », selon l'expression de l'un de ses

cadres - dans l'opposition à la réforme de la dotation globale de fonctionnement (solidarité entre communes « riches » et communes « pauvres »). Le RPR est convaincu que l'UDC et l'UDF, qui s'étaient montrés critiques dans un premier temps, ont changé leur fusil d'épaule pour mieux l'isoler sur un texte de solidarité difficilement défendable. La réunion du bureau de l'intergroupe, mardi, a été l'occasion d'une sévère explication. Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé s'est indigné de l'attitude de ses collègues : « Si je comprends bien, il y a une opposition constructive et une opposition bornée... », a-t-il lancé.

Le RPR est d'autant plus

convaincu du « complot » que l'UDF et l'UDC s'étaient retrouvés, avant le vote, en l'absence du RPR... MM. Millon et Méhaignerie ont précisé que ces réunions entre députés qui appartenaient jusqu'en 1988 au même groupe n'avaient rien de surprenant et qu'elles se reproduiraient.

M. Méhaignerie a estimé que les griefs du RPR étaient injustifiés et que M. Pons devrait, au contraire, se féliciter de l'abstention de l'UDF et de l'UDC qui a permis de noyer les « défections » de certains députés RPR qui se sont également abstenus (huit après les dernières rectifications de vote). MM. Méhaignerie et Millon se sont défendus d'avoir

cherché à mettre le RPR dans l'embarras en faisant valoir que les votes convergents de l'UDF et de l'UDC étaient simplement le fruit d'une convergence culturelle et politique profonde.

Le RPR n'a pas été convaincu. Il craint qu'une stratégie de démarquage « sournoise » ait été engagée sous l'impulsion de M. Valéry Giscard d'Estaing. Certains députés RPR, notamment ceux qui se sont abstenus, estiment, en revanche, que leur groupe a mal joué dans cette affaire et qu'il leur faut se remettre au travail. Le RPR sera porté à son déclin comme l'avait été, en son temps, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes.

PIERRE SERVENT

Les « pachydermes » de M. Chirac

Le PS a ses « éléphants » qui se réunissent à l'Hôtel Matignon chaque mardi. Le RPR va-t-il avoir lui aussi, le même jour, son colloque de « mammoth », comme les qualifie l'un d'entre eux, alors qu'un autre préférera comme nom de baptême celui de « pachydermes » pour mieux montrer que les « poids lourds » de M. Chirac ont le peu épais et sont insensibles aux griffes ? Mardi 26 mars, comme la semaine précédente, le président du RPR a réuni, en son bureau de l'Hôtel de Ville, MM. Battadur, Pasqua, Pons et Juppé, et il compte faire de même chaque semaine.

Cette séance de travail a pour objet de faire un point rapide de la situation politique, de se mettre d'accord sur le programme de la semaine à venir et d'harmoniser les actions et les déclarations futures. Sorte de comité d'orientation ou de conférence

de rédaction, cette instance informelle est destinée à remettre à l'impression de désordre, de concurrence interne et de flottement qu'ont pu donner récemment quelques déclarations contradictoires ou ambiguës de responsables du RPR.

Au cours de la dernière réunion, M. Chirac a donc demandé à ses hôtes, qui en sont convenus, de veiller avec soin à n'avoir dans leurs déclarations publiques aucun comportement agressif ou critique à l'égard de leurs partenaires de l'opposition (le Monde daté 26 mars). En revanche, la fermeté la plus grande a été décidée pour les discussions internes à cette même opposition au nom d'une union à préserver à tout prix et d'une attitude plus offensive et plus critique à tenir à l'égard du gouvernement et des socialistes.

L'abstention dans le vote sur la loi Delebarre, la semaine dernière, de sept députés RPR, dont

notamment MM. Séguin, Fillon et Devedjian (le Monde daté 24-25 mars), a été sévèrement condamnée par M. Chirac et par ses invités du mardi, au nom d'un principe simple : comment défendre l'union de l'opposition si nous ne sommes pas unis nous-mêmes ? Comment préparer l'alternance si nous ne sommes pas tous des opposants conséquents ?

Cette cohésion attendue du RPR sera notamment soumise à une sorte d'épreuve de vérité lors du conseil national du 13 avril à Paris. C'est alors en effet, selon les statuts, que M. Alain Juppé, secrétaire général du mouvement, soumettra au vote le rapport moral qui constituera le bilan de son année d'activité et auquel il donnera le sens d'un véritable vote de confiance, comme ce fut le cas le 17 février 1990 (il avait alors recueilli 83,27 % des suffrages).

ANDRÉ PASSERON

La place du MRG dans France unie

A douze mois de la prochaine échéance électorale (nationales et régionales) et à deux ans des élections législatives, le MRG devait rendre public, mercredi 27 mars, une série de propositions concernant les objectifs de France unie lancés il y a un an par M. Jean-Pierre Soisson son organisation, son projet et ses alliances électorales.

Le MRG souhaite que la confédération affirme le refus de toute alliance avec la droite et le Front national, définisse les modalités de participation à l'élection présidentielle, et surtout que le contrat de partenariat avec le PS se fasse sur la base d'une centaine de circonscriptions pour des candidats France unie. A l'intérieur de ce cadre, il pose comme

principe la protection des sortants ou des sièges acquis, revendiquant précisément, pour les législatives sept investitures dans des circonscriptions « gagnables ».

A M. Emile Zuccarelli, président du MRG, qui réclame que son parti soit représenté dans les instances dirigeantes de France unie à hauteur de 40 % des postes et que la commission électorale soit présidée et animée par l'un des siens, M. Jean-Michel Baylet, France unie, a répondu positivement. M. Zuccarelli sera membre du secrétariat national, présidé par M. Soisson, composé également de MM. Baylet, Jean Charbonnel, François Douhin, Michel Durzfort, Roger Fournoux, Jacques Pelletier, et qui devrait se réunir le 3 avril.

A. Ch.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EPARGNE

Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement mensuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

LES USA AVEC JUMBO :

5950 F*

Triangle de l'Est. Avion A/R + circuit accompagné + 7 nuits d'hôtel.

jumbo Rennes: 99.79.58.68

VOYAGES JET AMERICA

Et toutes agences de voyages.

Lyon: 78.37.15.89

PARIS NEW YORK

2500 F.

AVION A/R + HOTEL

jumbo

3615 CHARTER Troyes: 25.73.65.94

SEULS LES OISEUX PAIENT MOINS CHER

recupération de éléments exté- à l'abandon des courages, un temps

POLITIQUE

La discussion sur le projet de loi réformant le statut de la Corse

Après l'échec, mardi 26 mars, de la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat sur le projet de loi réformant le statut de la Corse, la majorité sénatoriale a décidé, le même jour, d'opposer la question préalable

(qui dispose qu'il n'y a pas lieu de délibérer) au prochain examen du texte, prévu pour le début de la session ordinaire du Parlement qui s'ouvrira mardi 2 avril. Au cours de l'examen du projet, les sénateurs avaient sup-

primé les dispositions essentielles du texte du gouvernement : la référence au « peuple corse », la création d'un véritable pouvoir exécutif et la refonte des listes électorales (le Monde daté 24-25 mars).

Une formule dans une loi

AJACCIO
de notre correspondant

Ceux qui ont milité pour qu'il soit fait mention, dans un texte législatif, de l'existence du peuple corse – conformément à l'esprit de la délibération largement majoritaire de l'Assemblée de Corse du 13 octobre 1988 – avaient, en janvier 1991, apprécié les résultats de deux sondages successifs. Le premier, celui de Paris-Match-BVA, révélait que 48 % des personnes interrogées se déclaraient favorables à une telle formule : la deuxième, réalisée pour le ministère de l'Intérieur par Louis Harris, confirmait à 51 % une telle appréciation.

Ces enquêtes mirent en évidence, comme souvent, le décalage entre le sentiment général du moment et la position des élus : ce qui conduisit M. François Giacobbi, sénateur, président du conseil général de la Haute Corse, radical de gauche, à dénoncer la conception maurassienne du pays légal et du pays réel « dont on sait où elle nous a menés ». Il n'empêche qu'à l'Assemblée nationale trois députés corses sur quatre ont voté contre l'article premier du projet Joxe – qui reconnaît l'existence d'un « peuple corse », composant du peuple français – et que les deux sénateurs de l'île ont approuvé au Sénat sa nouvelle rédaction : il n'est plus question de « peuple corse » mais d'intérêts sociaux et culturels propres, d'histoire et d'insularité.

En fait, la reconnaissance du peuple corse est celle d'une réalité historique bien plus que celle d'une réalité politique, et c'est dans la perspective d'un équilibre que la situation de la Corse est examinée. Chacun, partisan ou adversaire, perçoit bien que la solution au problème corse ne réside pas à inscrire une formule dans une loi. Le projet Joxe, c'est aussi et surtout un outil afin de la décentralisation, voire de l'autonomie de gestion. Mais de cela on n'a finalement que peu parlé dans l'île, de sorte que le débat de fond n'a pas eu lieu.

A huit années d'intervalle, les résultats de deux sondages Paris-Match-BVA apportent un éclairage significatif. En 1983, 48 % des personnes interrogées faisaient confiance au gouvernement et 54 % aux élus (41 % et 36 % ne faisaient pas confiance). En 1991, 36 % font confiance au gouvernement comme aux élus et 55 % ne leur font pas confiance. Les résultats, exactement inversés, sont préoccupants dans la mesure où ils reflètent l'impression de confusion qui s'est, entre-temps, emparée des esprits.

1983 fut l'année de la mise en place du premier statut particulier de l'île. L'Assemblée de Corse avait été élue quelques mois auparavant dans des conditions de régularité unanimement saluées. Elle se donna un président et un bureau, puis elle vota son budget à une notable majorité. Bien sûr, les attentats reprirent de plus belle une fois officiellement rompus la trêve décrétée par le FLNC, mais l'opinion pensait néanmoins que l'institution nouvelle allait pouvoir jouer son rôle, fût-ce contre vents et marées, s'affirmer et affirmer la réalité corse. Il n'en fut rien. Les élus progressistes avaient bien voté le budget mais ils se montrèrent incapables de s'unir sur la base d'un programme minimum et, dès lors, l'opposition régionale regroupée n'eut aucune difficulté à renverser l'exécutif.

Confusion totale des esprits

A l'heure du bilan, il apparaît que l'Assemblée aurait incontestablement pu mieux faire mais il aurait fallu qu'elle prit toutes ses responsabilités, voire certaines qu'elle n'était pas confiées. Il n'en fut rien, et la droite entreprit d'imputer au gouvernement la responsabilité de ce qui ne marchait pas. En 1988, après l'intermède de la cohabitation, on ne cessa de dénoncer la prétendue désengagement de l'Etat alors que la consommation des crédits laissait supposer le contraire.

Le FLNC décréta unilatéralement la trêve ; Pierre Joxe lança son dialogue tous azimuts. L'Assemblée de Corse reconnut à une importante majorité l'existence de la « communauté de destin dite peuple corse » ; elle précisa plus tard que si la reconnaissance législative d'une telle notion n'était cependant pas demandée elle ne souhaitait pas moins un désengagement de ses compétences et attributions. En 1990, le débat public se limita à l'affaire du peuple corse, question sans doute sentimentalement et stratégiquement importante mais subordonnée au regard du système proposé. Que phase finalement sur la terre corse la formulation redevenue polémique à côté de l'outil décisif qu'est l'autonomie de gestion ?

1991 a commencé dans la confusion totale des esprits. Comme dans les autres parties ou mouvements, la division chez les nationalistes est totale, au point que l'alternative au « clanisme » perd de sa crédibilité. D'ailleurs, toujours selon Paris-Match-BVA, il n'y a plus que 31 % des personnes interrogées contre 36 % en 1983 à se déclarer proches des thèmes nationalistes (41 % toutefois, selon le sondage ministère de l'Intérieur-Louis Harris). De surcroît, trois crimes de sang qui ont visé des élus sont exploités par l'opposition sur le plan national.

En fin de compte, le gouvernement a perdu le capital de confiance qui était le sien en 1983, mais les élus – qui soit se sont déchargés sur lui de leurs responsabilités plutôt que d'admettre leur incapacité à administrer la région, soit lui en ont trop demandé au moment des arbitrages sur le nouveau texte – n'ont pas eu conscience qu'ils se légitimisaient aussi. C'est ce qu'établissent en tout cas, à huit années d'intervalle, ces deux sondages.

PAUL SILVANI

Lourdes condamnations pour fraude électorale à Bastia

Le tribunal correctionnel de Bastia a prononcé, mardi 26 mars, des peines lourdes dans une affaire de fraude électorale à Bastia à l'occasion des élections cantonales de l'automne 1988. Cette sévérité du tribunal semble répondre à la demande de « pugnacité » formulée par M. Georges Kiejman, ministre délégué à la Justice. Elle a été accueillie avec satisfaction au ministère de l'Intérieur, qui voit dans cette affaire une nouvelle preuve de l'importance des dysfonctionnements électoraux en Corse et y trouve confirmation de l'urgence d'y mettre un terme.

BASTIA

de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Bastia a rendu, mardi 25 mars, son jugement dans l'affaire de fraudes électorales du premier tour des élections cantonales, le 25 septembre 1988 à Bastia. Huit personnes étaient inculpées de faux et usage de faux, pour la délivrance de certificats médicaux et de procurations utilisés pour l'élection dans le deuxième canton de la ville (le Monde du 28 septembre).

M. Jacques Ulysse, médecin à Bastia, mis en cause pour avoir rédigé soixante-trois certificats médicaux ayant servi à établir au moins vingt-trois procurations fausses, a été condamné à une interdiction d'exercer sa profession pendant un an, ainsi qu'à une privation de droits civiques pendant quatre ans. M. Maurice Filippini, employé à la mairie de Bastia, a été condamné à trois mois de prison avec sursis et 6 000 francs d'amende ; il était accusé d'avoir, avec l'aide de deux officiers de police, démarché dix-neuf électeurs domiciliés à Marseille pour les inciter à voter par procuration à Bastia. M. Gérard Bachut, officier

de police, a été condamné à 3 000 francs d'amende.

Quatre autres policiers de Paris et de sa banlieue étaient également inculpés de faux ; l'un d'eux, M. Antoine Geronimi, a été condamné à une interdiction d'exercer sa profession de fonctionnaire de police pendant trois ans et a été privé de droits civiques pendant quatre ans ; il avait demandé à trois de ses collègues, MM. Jean-Claude Lega, Jean-Michel Navar et Antoine Estrella, de l'aider à établir des procurations pour des électeurs bastiais travaillant dans divers ministères à Paris.

Les jugements du tribunal correctionnel de Bastia sont malins sévères que les peines requises par le procureur de la République. Mais la décision semble satisfaisante M. Max Simeoni (autonomiste), candidat aux élections cantonales du 25 septembre 1988, qui avait déposé plainte contre X, ainsi que la partie civile constituée en qualité d'électeur par l'avocat bastiais M. François Chailley-Pampel, par ailleurs président de l'Association pour le respect du suffrage universel (ARSU). La partie civile bénéficie du franc symbolique, que MM. Ulysse, Geronimi et Filippini sont condamnés à payer.

Cette affaire de fraude électorale avait été citée, entre autres exemples, vendredi 22 mars, au Sénat, au cours du débat sur le projet de loi réformant le statut de la Corse. M. Guy Allouche, sénateur PS du Nord, avait fait référence à la fréquence et à l'ampleur des fraudes en Corse pour justifier la nécessité d'une refonte complète des listes électorales, prévue à l'article 30 du projet gouvernemental de nouvelles élections pour la Corse. Cet article a été supprimé par amendement au Sénat, notamment à la demande du sénateur de Haute-Corse, M. François Giacobbi (RDE), qui estimait que les fraudes en Corse sont « exagérément montées en épingle ».

MICHEL CODACCIONI

Les nouveaux défis de l'outre-mer

Les émeutes de la Réunion ont mis en lumière les inégalités persistantes dans les DOM. L'Etat n'en est pas toujours responsable

Il faut être indulgent avec les hommes politiques chargés de gouverner, de Paris, les départements et les territoires d'outre-mer. A condition qu'ils sachent eux-mêmes faire preuve de modestie. La France coloniale leur a légué un héritage si lourd que l'humilité s'impose à quiconque cherche à comprendre les ressorts cachés de ce qui apparaît comme une fatalité historique chaque fois que l'actualité donne l'impression que les choses, sur ces terres lointaines, demeurent à jamais immuables.

Il faut se souvenir qu'il a fallu cinquante-quatre ans aux pères fondateurs de la République française, entre le décret du 16 pluviôse an II (février 1794) et celui du 27 avril 1848, c'est-à-dire pas moins d'une révolution, d'un Empire, de deux Restaurations et d'une monarchie de Juillet, pour parvenir à abolir définitivement l'esclavage dans les anciennes colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion. Ni la Nouvelle-Calédonie ni la Polynésie n'étaient encore françaises. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, quarante-cinq ans après la proclamation de la loi du 19 mars 1946 qui érige ces « quatre vicilles » en départements, il existe encore des décalages entre les réalités locales et les réalités métropolitaines.

La gauche, parvenue au pouvoir en 1981, pouvait-elle accélérer le cours de l'histoire ? Elle le croyait. Débarquant à Saint-Denis-de-la-Réunion, M. Pierre Mauroy, premier ministre d'un socialisme flamboyant, proclamait, en décembre 1982 : « Trop de retard ont été accumulés, nous les rattrapons. Trop de déceptions, dans le passé, ont succédé à trop de déceptions. Il faut remettre les pendules à l'heure. Il faut réconcilier les départements d'outre-mer avec le siècle ».

C'était l'époque où le Parti socialiste traînait comme un boulet des promesses d'autodétermination faites aux populations de l'outre-mer, sous l'inspiration d'une doctrine forgée dans les combats de la gauche pour la décolonisation de l'Algérie et du Vietnam. L'exercice du pouvoir l'a vite converti, dans ce domaine-là aussi, à une réalisme. Devant les problèmes de l'outre-mer M. François Mitterrand n'a pas été moins tiraillé que ses prédécesseurs entre la politique des principes et celle des intérêts. Le thème de l'égalité sociale, mis en exergue dans sa Lettre à tous les Français du printemps 1988, déchirait déjà le Club des jacobins en 1791.

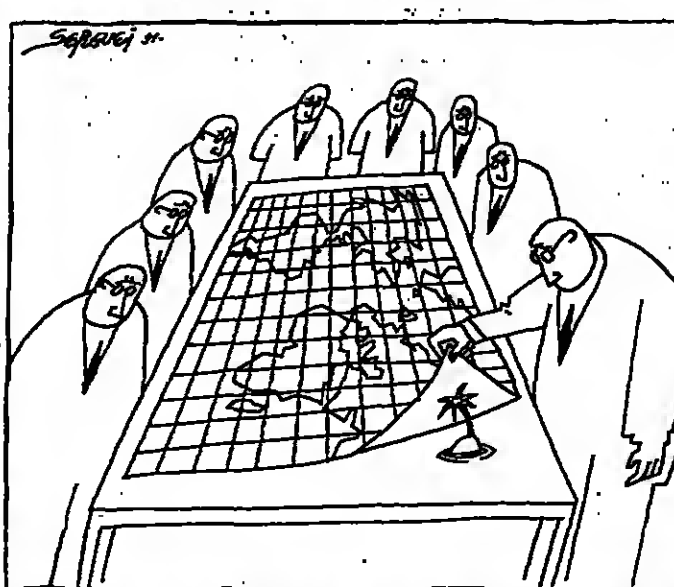
La seule question majeure est de savoir si ces décalages sont en voie de résorption ou, au contraire, en voie d'aggravation. Les émeutes de la Réunion, qui ont mis en évidence les carences des sociétés d'outre-mer dans un département usagère réputé pour ses équilibres, ont fourni un élément de réponse autour de la condamnation, peut-être maladroite, en tout cas vécue comme une humiliation, d'une télévision de proximité devenue un symbole d'insécurité. Mais le contexte économique, social et culturel dans lequel elles se sont produites autorise-t-il à en tirer des conclusions définitives ?

Ces violences, où se sont mêlées des passions éternelles par la survie de l'archaïsme de l'ère coloniale et des frustrations liées à l'emprise de la modernité, ont surtout révélé les limites du cadre institutionnel ambivalent progressivement mis en place, au lendemain de la Libération, pour essayer de concilier l'appartenance pleine et entière de ces îles à la communauté nationale et le respect des spécificités de chacune d'elles.

Assimilation à géométrie variable

Elles ont exacerbé jusqu'à l'extrême les contradictions internes d'un système politico-administratif combinant trois tentatives de logiques divergentes : la loi de départementalisation de 1946, conçue pour extraire les anciennes colonies de leur passé esclavagiste, l'article 73 de la Constitution de la V^e République, prévu pour adapter la législation nationale à leurs particularités, la loi de décentralisation de décembre 1982 (complétée en août 1984) voulue pour donner une relative autonomie de gestion aux populations locales. Du coup, ce système ambigu et la politique d'assimilation à géométrie variable qui en résulte sont apparus fortement grippés.

Ce constat n'équivaut pas forcément à une condamnation de l'édifice institutionnel mis en chantier par les gaullistes, entretenu par les giscardiens, assumé par les socialistes. La V^e République n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait outre-mer, surtout si l'on compare le niveau de vie moyen des quatre DOM à celui des territoires voisins devenus indépendants même si, depuis 1981, les gouvernements



socialistes se sont souvent montrés très féroces à l'égard des aspirations de cette France du grand large.

En quarante-cinq ans, les départements d'outre-mer se sont profondément transformés. Les équipements sanitaires et scolaires ainsi que la distribution d'électricité bénéficient aujourd'hui à presque tout le monde. L'augmentation du nombre des enfants scolarisés est exemplaire des progrès accomplis : en trente ans, de 1953 à 1988, le nombre des élèves du secondaire est passé de 5 270 à 52 350 en Guadeloupe, de 5 270 à 10 320 en Guyane, de 3 850 à 46 700 en Martinique, de 2 140 à 72 500 à la Réunion.

Le RMI révélateur

La croissance du parc automobile (passé, au cours de la même période, de 11 350 véhicules à 69 300 en Guadeloupe, de 1 583 à 20 400 en Guyane, de 11 117 à 78 650 en Martinique et de 6 450 à 122 215 à la Réunion) a consacré l'entrée des DOM dans la consommation de masse que leur envient les pays voisins. Le revers de la médaille n'est pas moins significatif : en quarante-cinq

ans, les départements d'outre-mer ont connu, parallèlement, des mutations si rapides que la métropole les a méconues et n'a pas su ou pas voulu y adapter sa politique d'équilibre. La population a plus que doublé à la Réunion et en Guyane ; seules les migrations en métropole ont limité sa croissance à 50 % dans les deux départements antillais.

La départementalisation, avec son cortège de transferts financiers, a plié sur un tissu économique colonial l'organisation d'un pays industriel développé, et la première conséquence de cette destruction de la traditionnelle société de plantations a été la quasi-disparition des secteurs productifs.

Les enfants ont quitté la terre pour devenir fonctionnaires. Les importations sont devenues dix fois plus élevées que les exportations. La culture de la canne à sucre et celle de la banane ont difficilement résisté, et la Réunion, par exemple, importe aujourd'hui ses fruits, ses légumes, ses piments et ses tomates.

Le secteur tertiaire, en revanche, s'est hypertrophié. La déqualification des investissements dans le secteur privé du bâtiment a fait la fortune des professionnels de l'immobilier tandis que le logement social restait en panne. La suppression des bidonvilles de Pointe-à-Pitre, Fort-de-France et

Cayenne, maintes fois affichée, reste à l'ordre du jour. Dans les écoles, les taux d'échec aux examens et les mauvais résultats ont entraîné les taux de scolarisation. Sur la Guyane, le taux de chômage atteint le double ou le triple de celui de la métropole et les jeunes sont les plus touchés (entre 38 et 43 % des chômeurs contre 31 % en métropole).

L'application à l'outre-mer de la loi instituant le revenu minimum d'insertion a agi comme un révélateur : « Existence d'une population vivant dans des conditions de pauvreté qui ne peut être qualifiée de précaire ou de temporaire », a écrit le rapport de la RMI met en lumière les dysfonctionnements les plus criants dans les DOM, flétrit-on, fin 1989, dans les conclusions du rapport de la « mission sur l'égalité sociale et le développement économique dans les DOM » présidée par M. Jean Ripert.

Inégalités de traitements

Les effets des problèmes économiques et sociaux nationaux se sont ainsi ajoutés, outre-mer, aux problèmes locaux légués par l'histoire, l'éloignement géographique, l'insularité. Cela dans un cadre institutionnel perpétuant les incohérences du passé colonial. La plus spectaculaire de ces aberrations demeure le régime des rémunérations des fonctionnaires de l'Etat qui permet à un fonctionnaire en poste dans l'un des DOM de percevoir, par rapport à la métropole, une majoration de traitement variant entre 65 % (Antilles-Guyane) et près de 79 %, prime d'éloignement comprise (la Réunion).

Alors que les SMIC locaux sont inférieurs d'environ 20 % aux salaires minimaux métropolitains et que les villages isolés sont les plus déshérités de la Réunion, on compte le plus d'assujettis à l'impôt sur la fortune par rapport au nombre total des contribuables.

Sujets tabous par excellence, surtout à l'approche des échéances électorales... Tabous de sociétés dualistes caricaturales. Le bilan général se tra-

duit par la coexistence de trois formes d'inégalité : inégalité entre les DOM et la métropole, inégalité à l'intérieur même de chacun des DOM, inégalité entre l'économique et le social.

Cette situation donne la mesure des nouveaux défis que l'outre-mer lance à la collectivité nationale et se lance surtout à lui-même – il faut y insister car il est trop facile d'accuser systématiquement l'Etat et la métropole – à la veille de l'échéance européenne de 1993 qui n'épargne pas les départements d'outre-mer malgré les pressions protectionnistes que la France exerce sur Bruxelles.

Pour l'instant, le gouvernement de M. Michel Rocard, par l'intermédiaire du consciencieux ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, procède par touches incertaines. Il mesure parfaitement à quel point le compromis institutionnel imposé en 1982 par le refus du Conseil constitutionnel d'accepter dans chacun des DOM le remplacement du conseil général et du conseil régional par une assemblée unique n'a pas été un facteur de clarté.

Malgré les confusions engendrées, un peu partout, par le fonctionnement de ces régions minuscules départementales, il n'est pas question de relancer une guerre de religion. L'objectif est d'affiner au maximum ce système en essayant de faire, dans chacun des DOM, de l'institutionnel sur mesure, comme cela a été fait non seulement pour les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie mais aussi pour les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte, en réponse aux vœux des élus des populations concernées.

L'expérience prouve, malheureusement, que cette approche ondulante, qui oblige à imiter la métropole tout en prenant en compte les singularités locales, fournit mille alibis à tous les conservatismes politiques et sociaux et n'a donc que peu de chances de pouvoir remédier à ce bilan. Son succès impliquerait, d'une part, en métropole, une prise de conscience de la nécessité d'accroître l'effort de solidarité nationale en faveur de l'outre-mer, d'autre part, dans chacun des DOM, l'émergence d'une volonté collective partagée et appliquée au service du projet de l'Etat.

Il faut pourtant craindre que si ces défis supplémentaires ne sont pas relevés, des révoltes encore plus déchaînées ne soient imposées sous la pression des événements.

ALAIN ROLLAT

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Un entretien avec M. Bruno Durieux

Il faut sortir les hôpitaux de leur « opacité », nous déclare le ministre délégué à la santé, à la veille du débat au Sénat sur la réforme hospitalière

A quelques jours de la discussion, au Sénat, du projet de réforme hospitalière (le Monde du 28 septembre 1990), M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, nous a fait part, dans un entretien, des mesures qu'il compte prendre pour généraliser le système d'information hospitalière (PMSI) et pour accentuer la déconcentration.

« La réforme de l'hôpital est une priorité. Comment s'intègre le projet de loi dans votre politique hospitalière ?

« Ce projet de loi comporte des dispositions importantes qui visent en particulier à diaphragmer l'autonomie des hôpitaux, à généraliser les procédures d'évaluation et à développer la participation et le dialogue social. A cela, il convient d'ajouter un important volet concernant la planification hospitalière et plusieurs dispositions tendant à harmoniser les fonctionnements des hôpitaux publics et des cliniques privées.

« Bien évidemment, ce projet de loi est au cœur de la politique hospitalière que nous entendons mettre en œuvre, mais il ne l'épuise pas. C'est pourquoi je compte prendre une série de dispositions, les unes concernant la mise en place des systèmes d'information médicalisés et économiques, les autres visant à déconcentrer activement la gestion hospitalière. Ces mesures se situent dans le droit-fil du projet de loi qui offrira à l'hôpital un cadre renforcé et une modernisation de son fonctionnement interne et de sa gestion.

« Le principe de subsidiarité »

« Que préconisez-vous en vue d'accroître la déconcentration ?

« La caractéristique actuelle de notre système hospitalier, c'est son extrême concentration. Concentration dans l'attribution des équipements médicaux, concentration pour les autorisations d'activités médicales, concentration pour la gestion des personnels médicaux et administratifs. Toutes ces affaires sont gérées par le ministère de la santé et la Direction des hôpitaux. Cette méthode est inadéquate. Les échelons déconcentrés de l'Etat, les DRASS et les DRASS, connaissent beaucoup mieux ce qui se passe localement.

« En outre, le ministère de la santé et la direction des hôpitaux sont engorgés. C'est pourquoi, conformément au souhait exprimé par le premier ministre, M. Michel Rocard, et en plein accord avec

M. Claude Evin, un décret va être pris concernant différents équipements. Les procédures d'autorisation pour la réadaptation fonctionnelle, l'hémodialyse, la réanimation néonatale, les appareils d'angiographie numérique, les lithotripteurs et les scanners seront déconcentrés. Pour ces équipements et activités de soins, le pouvoir de décision est transféré au préfet de région sur proposition des DRASS.

« C'est en quelque sorte l'application du principe de subsidiarité qui consiste, dans le cas présent, à faire appel aux échelons représentant l'Etat au niveau départemental ou régional sans qu'ils aient à en référer systématiquement à l'échelon national.

« De plus en plus, le cadre adapté à la gestion du système de soins sera l'échelon régional. La déconcentration doit d'ailleurs aller de pair avec la décentralisation. Comme l'a bien expliqué le président de la République, « il va falloir que les administrations centrales se résignent à limiter leurs activités aux missions qui leur sont propres, missions de réglementation, de conception et de coordination ». Pour le reste, elles doivent déléguer et laisser les services extérieurs, placés sous l'autorité du gouvernement, décider à leur place.

« A terme, qu'est-ce qui restera du ressort du ministère de la santé ?

« Essentiellement, les équipements vraiment très lourds dont le champ d'utilisation dépasse la région. Par exemple, les greffes et, pour l'instant du moins, les appareils à résonance magnétique nucléaire.

« Des critères médicaux et économiques objectifs »

« Votre second projet est de voir instituer, dans chaque hôpital des systèmes d'information hospitalière. De quoi s'agit-il ?

« A partir de 1992, parallèlement à la réforme hospitalière, je compte en place un système qui liera les demandes de moyens supplémentaires de la part des hôpitaux, soit à l'occasion des discussions budgétaires, soit en cours d'année, à la présentation de documents d'information médicaux et économiques sur l'hôpital. Ce point est fondamental.

« Aujourd'hui, l'hôpital est opaque. En dehors des données de caractère administratif - le nombre d'entrées, la durée de séjour des malades, des données très globales sur le budget - on ne connaît pas l'activité détaillée de la plupart des



On ne dispose pas d'informations médicalisées qui permettent d'évaluer l'activité de l'hôpital. C'est comme si on voulait gérer une entreprise qui fabriquerait des bouillottes en ne connaissant que le nombre de bouillottes produites.

« En outre, faute de comptabilité analytique, on ne connaît pas non plus le coût de ces activités de soins. Ce n'est pas ainsi que les hôpitaux peuvent être gérés efficacement. L'hôpital public, j'en suis convaincu, peut encore faire d'énormes progrès, c'est-à-dire soigner aussi bien, et sans doute mieux, à coût égal ou à moindre coût. Comment voulez-vous mobiliser ces réserves de productivité pour la santé, si vous n'avez pas les outils d'observation et de mesure adaptés ?

« Ces outils permettraient non seulement une meilleure allocation des ressources à l'intérieur de l'hôpital, mais également de mieux évaluer la qualité médicale d'un établissement. On manque aussi cruellement d'informations permettant de répartir de manière plus juste les budgets hospitaliers. Le principe du budget global est bon, car il faut que les hôpitaux s'imposent une discipline dans le cadre d'une enveloppe globale. Pour autant, ces budgets sont trop uniformes, évinçant dans une marge assez étroite les uns par rapport aux autres.

« On sait qu'il y a des hôpitaux pour lesquels le budget global est très contraignant parce que leur activité se développe, parce qu'ils ont mis en place des systèmes de soins de très hautes performances. Et vous avez d'autres hôpitaux qui sont à l'aise dans leur enveloppe globale, souvent parce que leur

activité est éale, voire en diminution. Ceux-ci bénéficient d'une sorte de rente. Il serait extrêmement injuste de priver de moyens les hôpitaux dont le développement de l'activité nécessite, soit en investissement, soit en fonctionnement, des ressources supplémentaires.

« Vous préconisez donc une fixation du taux directeur et de l'enveloppe globale en fonction de critères qualitatifs ?

« De critères médicaux et économiques objectifs. Et c'est pour ça, parce que nous estimons que ces informations sont absolument nécessaires à une meilleure gestion des hôpitaux, nous allons mettre en œuvre des mesures incitatives. Les demandes de moyens supplémentaires seront liées à la production de données relatives à l'activité médicale et au coût de ces activités. Une circulaire sera adressée aux directeurs d'hôpital à cet effet.

« Le projet de loi de réforme hospitalière accorde aux hôpitaux une plus grande autonomie. On pourrait sans doute aller plus loin dans ce sens - j'y suis prêt pour ma part - mais à condition qu'un sache bien ce qui se passe réellement à l'intérieur des hôpitaux, qu'on sorte de cette opacité qui ne permet pas d'évaluer la performance réelle d'un établissement hospitalier. Croyez-moi, les hôpitaux gagneraient à être mieux renseignés sur leurs activités. Nombreux sont les médecins et les cadres hospitaliers qui le souhaitent.

« Finalement, si vous vous exprimez ainsi, quelques jours avant la discussion parlementaire, n'est-ce pas parce que l'intérêt du projet de loi que vous allez défendre est mal compris ?

« Ce projet a un contenu beaucoup plus important qu'on a bien voulu le dire. Il est en particulier très riche pour ce qui touche à l'organisation interne de l'hôpital et à la planification. Il va permettre, j'en suis convaincu, de parvenir à moderniser l'hôpital en faisant en sorte que la qualité des soins soit préservée à un coût maîtrisé. Mais tout cela s'inscrit dans le cadre d'une politique hospitalière d'ensemble qui implique également que l'hôpital soit incité à une gestion performante. »

Propos recueillis par FRANCK NOUCHI

DÉFENSE

A Valence

Le retour triomphal des spahis

VALENCE

de notre correspondant

« Nos gars sont capables de faire aussi bien que nous ! » Mardi soir 26 mars à Valence, un ancien combattant de la deuxième guerre mondiale qui arborait un drapeau tricolore e cru revivre la libération de la Provence. Premier régiment à réintégrer sa garnison après la guerre du Golfe, le 1^{er} spahi a effectué un retour triomphal. Il a fait près d'une heure et demie aux 180 véhicules et aux 500 hommes pour traverser la ville des bords du Rhône, jusqu'à la colline où est située la caserne, 2 kilomètres à l'est.

Les premiers soldats sont entrés dans Valence, saluant la foule, debout sur leurs jaaps, avec une émotion à peine contenue. Ils attendaient leur famille, des amis et quelques Valentinois invités par la mairie pour accueillir la régiment : or c'est une foule en liesse d'au moins six mille personnes qui est venue les acclamer. « Bravo, les gars. Merci pour tout ! », criaient des voix anonymes, alors que les véhicules tentaient de se frayer un passage au milieu des imprudents qui allaient au devant des blindés.

Au hasard d'une halte, au volant de son angin, un soldat serré dans ses bras son fils, né

pendant son absence et que lui tend son épouse. Debout sur une barrière métallique, un homme déploie une banderole en peplum avec cette seule inscription, « Salut, Alain ! » : il est venu attendre un ami parti depuis six mois.

La chemise qui sent le sable chaud

Profitant d'une pression de la foule, un soldat a mis pied à terre pour courir embrasser sa fiancée. L'étreinte à peine achevée, on lui erre une épaulette : souvenir d'un soldat qui a « fait la guerre ». « Le bérat, le bérat », scandent des filles mesées sur la trottoir. Du haut de leur véhicule, des soldats jettent leur. D'autres personnes réusissent quelques instants militaires et même la chemise d'un spahi, qui sent peut-être encore le sable chaud...

« C'est époustouflant », commente le colonel Barro, le commandant du 1^{er} régiment de spahis. Valence n'avait encore jamais vraiment manifesté d'affection particulière envers ce régiment qui y a établi son quartier général en 1984, mais l'absence à la guerre créait parfois de nouvelles amitiés.

GÉRARD MÉJEAN

RELIGIONS

Pour une première rencontre officielle

Le Conseil de réflexion sur l'islam en France a été reçu par M. Mitterrand

Les quinze membres du Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF), créé en mars 1990 à l'initiative de M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur et des cultes, ont été reçus, mardi 26 mars, pour la première fois à l'Élysée par M. François Mitterrand. Le président de la République, au côté duquel se trouvait le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, s'est félicité de la « dignité » et de la « responsabilité » dont a fait preuve la communauté musulmane de France durant la guerre du Golfe.

M. Badr Eddine Lahmèche, coordinateur du CORIF, a estimé, pour sa part, que cette attitude « digne » et « calme » n'avait fait que refléter celle du chef de l'Etat et de l'en-

semble de la communauté française pendant le conflit. Selon lui, l'islam en France a aussi pu montrer, à cette occasion, « son vrai visage ».

Cette première rencontre officielle souligne ainsi la volonté des pouvoirs publics de voir la communauté musulmane se doter d'une organisation représentative comme en disposent les autres confessions (conférence épiscopale, Fédération des Églises protestantes, consistoire israélite). Instance encore « informelle », composée de personnalités musulmanes et de représentants d'associations ou de fédérations islamiques, le CORIF pènerait plutôt pour un statut d'assemblée consultative et non représentative.

ENVIRONNEMENT

Un projet du ministère examiné par le Conseil d'Etat

Le régime des réserves de chasse serait sensiblement assoupli

Le conseil d'Etat examine un projet de décret rédigé par le ministère de l'environnement qui suscite déjà une certaine émotion, tant dans les milieux cynégétiques que chez les protecteurs de la faune sauvage. Il s'agit d'un texte d'application de la loi du 23 janvier 1990 qui avait harmonisé les articles du code rural touchant à la protection de la faune et de la flore. Le projet de décret assouplit les procédures de création et de gestion des réserves de chasse.

L'existence des réserves oppose depuis longtemps déjà écologistes et chasseurs. Les territoires sur lesquels il est interdit d'abattre du gibier sont nombreux, nationaux, à l'exception de celui des Cévennes, le plus part des réserves naturelles et les réserves en forêt domaniale et les réserves de l'environnement. Les réserves existant dans les chasses privées sont librement délimitées par les locataires de chasse. Enfin, les associations communales de chasse agréées (ACCA), que la loi Verdeille de 1966 a rendues obligatoires dans vingt-neuf départements du Midi, groupent environ dix mille communes, dont environ dix mille communes, doivent placer en réserve 10 % de leur territoire.

Mais dans ces communes, tous les propriétaires possédant moins de

vingt hectares d'un seul tenant sont obligés de laisser chasser sur leurs terres, même s'ils ne sont pas eux-mêmes adeptes de ce sport. Cette disposition a eu le don d'indisposer un certain nombre de non-chasseurs qui en réclament l'abrogation depuis longtemps, au nom de ce que certains ont appelé « l'objection de conscience cynégétique ».

Le projet de décret présenté par M. Brice Lalonde tend à modifier cette situation. D'abord, les préfets pourront créer eux-mêmes des réserves de chasse, sans l'accord des propriétaires et des associations de chasse, si la protection de telle espèce locale l'exige. Cela au nom de la Fédération des associations départementales de chasse, de l'Etat la fixation des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse.

Des risques de règlements de compte

Ensuite, l'abattage de certains animaux en surnombre - les cerfs par exemple - sera autorisé dans les réserves actuelles, à condition que cette opération soit planifiée à l'avance. Enfin, tout propriétaire possédant des parcelles sur le territoire d'une association communale de chasse pourra décider de la sous-traiter aux chasseurs, sous réserve qu'il formule sa demande lors du renouvellement de l'association (tous les six ans), qu'il place des panneaux sur ses propriétés, qu'il les fasse gardiennier et laisse y déambuler

les animaux considérés comme nuisibles pour le gibier.

Cette modification des modalités d'application de la loi Verdeille, si chère aux chasseurs, n'est pas sans risque de réveiller les passions. D'après une enquête récente pourtant, les adversaires de la chasse, qui profiteraient de ce décret pour fermer aussitôt leur propriété aux chasseurs communaux, ne seraient pas plus de deux cents. Il n'y a donc pas de quoi fonder un chat. C'est ce que pensent les chefs de file des chasseurs, comme ceux des protecteurs, qui vont tenter de calmer leurs troupes.

Malgré quelques réticences, M. Jean Ustermeier, président de la Fédération des sociétés de protection de la nature, approuve l'esprit du décret : « Nous sommes d'accord avec la reconnaissance du droit de non-chasse, à condition qu'il soit soigneusement encadré. » De son côté, M. Pierre Daillan, président de la Fédération des associations départementales de chasse, ne paraît guère enclin non plus à déterrer la bache de guerre. « Certains propriétaires non-chasseurs demandent à ce qu'on reconnaisse leurs droits, dit-il. Pour quoi pas, s'ils démontrent leur sincérité et si cela n'ouvre pas la porte à des règlements de comptes à l'intérieur des communes, ce qui aboutirait au démantèlement des associations ? » Les uns et les autres attendent l'avis du Conseil d'Etat, mais dans le sud-ouest, des organisations de chasseurs s'agitent déjà.

MARC AMBROISE-RENDU

Pour attirer les entreprises et développer la formation dans les banlieues

M. Michel Delebarre s'entoure de quatre spécialistes de la ville

La multiplicité des incidents dans les villes de banlieue, comme à Sartrouville (lire également page 42), est à l'origine de la politique des villes que M. Delebarre a reçu pour mission, du président de la République, d'animer. Pour la mettre sur rails, le ministre de la ville vient de désigner quatre « missionnaires » présentés à la presse mardi 26 mars à Paris : M. Roland Castro, cinquante ans, le bouillant agitateur d'idées de Banlieues 89 ; M. Paul Picard, quarante-six ans, maire socialiste de Mantes-la-Jolie ; M^{me} Martine Aubry, quarante ans, directeur général adjoint de Pechiney, ancien haut fonctionnaire du ministère du travail, maître de requêtes au Conseil d'Etat, et M. Gilbert Carrère, soixante-cinq ans, ancien préfet de la région Rhône-Alpes, ancien directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur et conseiller maître à la Cour des comptes.

Chacun s'est vu attribuer une mission bien précise et devra formuler, d'ici à la fin du mois de juin, des propositions concrètes, parmi lesquelles le ministre fera son choix. M^{me} Aubry devra mobiliser les entreprises pour qu'elles développent, dans les quartiers en difficulté, des actions de formation et d'emploi. Il s'agit en clair de combattre l'une des plaies des grands ensembles - le chômage des jeunes - et, pour cela, de faire appel aux entreprises capables soit

d'embaucher des apprentis, soit d'organiser elles-mêmes des cours de formation.

M^{me} Aubry devra encourager les firmes à s'installer à proximité des grands ensembles dont elles avaient été écartées en vertu du zonage cher aux urbanistes des années 60. Les exonérations de taxe professionnelle, prévues dans le projet de loi dit « anti-ghettos » qui devrait être voté dans quelques semaines - les y aideront.

Une école des hautes études urbaines

Les trois autres « missionnaires » de M. Delebarre devront plutôt faire œuvre de pédagogie. Ainsi M. Carrère s'efforcera d'intégrer dans l'enseignement des grandes écoles une initiation aux problèmes des quartiers défavorisés. Son champ d'action s'étendra à soixante-dix établissements, dont les plus prestigieux sont l'Ecole nationale d'administration, l'Ecole supérieure de la magistrature, les Ponts et chaussées, l'Ecole des travaux publics de l'Etat, les écoles de police, etc.

M. Picard aura pour tâche d'organiser les quatre centres de formation qui seront ouverts dans des secteurs difficiles (en Ile-de-France, dans le Nord, dans la région lyonnaise et à Marseille), pour recevoir en stage des fonctionnaires appelés à travailler dans les banlieues défavorisées. Quant à

M. Castro, il devra imaginer une nouvelle institution combinant le vide conceptuel devant lequel on se trouve dès que l'on aborde le thème de la ville. Autrement dit une école des hautes études urbaines (EHEU) devrait commencer à travailler en 1992, probablement dans la banlieue ouest de la capitale, sur l'axe de la Défense à Saint-Germain. M. Castro voudrait en faire un lieu de rencontre entre les intellectuels notamment.

Tonifié par l'adoption, en première lecture, de son projet de loi sur la solidarité financière entre les communes, M. Delebarre semble mettre les bouchées doubles. Interrogé sur le projet de M. Cibrac d'organiser à sa manière une solidarité financière entre les collectivités d'Ile-de-France (le Monde du 26 mars), le ministre de la ville l'a jugé à la fois « trop paternaliste et trop tardif ».

Quant aux moyens financiers de sa propre politique, le ministre de la ville en a énuméré ainsi les éléments : « Dès cette année, les communes urbaines en difficulté recevront 600 millions du Fonds social urbain, 3 milliards venant de différents ministères et de la Caisse des dépôts et prêts de 1 milliard au titre de la loi de solidarité, si elle est définitivement adoptée. »

M. A.-R.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les projets de réforme de la procédure pénale

Les « prudences » légitimes de M. Georges Kiejman

Prenant la parole à l'ouverture du colloque « Procès pénal et droits de l'homme », organisé les 26 et 27 mars à Paris, au Centre Pompidou, par la Bibliothèque publique d'information et Le Monde, M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice a pris position contre le rapport de la commission Delmas-Marty, proposant une réforme de la procédure pénale.

Depuis qu'il a été nommé ministre délégué à la justice, M. Georges Kiejman s'exprime peu. Ce n'est pas lui qui a pris en charge la réforme des professions juridiques et judiciaires, pas plus celle de l'aide légale, ni les négociations budgétaires, ni celles touchant à la réforme du statut des magistrats que M. Henri Nallet, garde des Sceaux, s'est réservé de traiter seul et directement avec les intéressés. Si certains ont pu s'étonner de la discrétion du ministre délégué, on a alors assuré, sans toujours convaincre, qu'il ne s'agissait que d'une répartition des dossiers librement consentie.

A M. Kiejman, la monnaie législative du code pénal, à lui aussi de réfléchir et d'avancer sur la réforme de la procédure pénale. Alors que les deux réformes précédentes - celle de MM. Badinter puis Chalon - avaient, si l'on peut le dire, été entérinées - M. Kiejman dispose, et ce n'est pas une mince base de départ, du rapport rédigé, il y a bientôt un an, par la commission

justice pénale et droits de l'homme présidée par M. Mireille Delmas-Marty. Si M. Nallet n'a jamais caché qu'il trouve que la justice ait mûre pour une réforme de fond, et que ce projet est intéressant - le rapport préconise notamment la séparation des fonctions d'enquête et des fonctions juridictionnelles jusqu'ici réunies entre les seules mains du juge d'instruction, un nouveau statut autonome pour le parquet et la réorganisation de l'accusation et de la défense - M. Kiejman n'avait pas eu jusqu'ici l'occasion de s'exprimer à ce sujet. Lui, le vieux routier des cabinets d'instruction, l'un des plus brillants représentants de sa profession à la barre, allait-il être plus proche des modernistes ou des conservateurs ?

Ouvrant la colloque organisé au Centre Pompidou par la BPI et Le Monde, M. Kiejman se présentait avec la fausse modestie teintée d'humour qui la caractérise, comme un « vagabond accablé en art », a pris des positions fort tranchées et, malgré quelques précautions oratoires, résolument hostiles aux projets défendus par la commission. Ne trouve, en effet, grâce aux yeux du ministre délégué que la constatation initiale faite par la commission : la justice est certes trop lente, l'accusation par trop privilégiée au détriment des prévenus et des victimes, les atteintes aux libertés individuelles, à la présomption d'innocence, à la vie privée, dangereuses. Tout cela est bel et bien, mais doit-on pour autant s'enthousiasmer en faveur des propositions de la commis-

sion : ce n'est d'évidence pas le cas de M. Kiejman. Il y a bien des « résistances » au projet de réforme : sont-elles « illégitimes et réactionnaires » ? interroge le ministre. M. Kiejman na le croit pas et c'est à une démolition en règle qu'il se livre.

L'éloge des magistrats instructeurs

D'abord, la commission a le tort de s'en prendre aux juges d'instruction. M. Kiejman, lui, trouve que ce sont - à part quelques « caractéristiques » - des gens très bien. Et le voilà qui renoue ses accents d'avocat pour plaider en faveur de ceux avec lesquels, naguère, il n'a pas toujours été si tendre : ces magistrats qui ont le grand mérite de tenir la balance égale entre pauvres et riches, entre faibles et puissants comme aucun autre système judiciaire n'est parvenu à le faire. Ces magistrats-là ne pourraient à eux seuls être responsables des dysfonctionnements de la justice pénale.

Autre reproche : la commission fait de ses propositions un tout indissociable. Visiblement ce n'est pas tout à fait le cas de M. Kiejman. D'autant, affirme-t-il, qu'il s'agit sur le plan budgétaire d'une réforme dépenalisante, dont le financement trouverait ailleurs son meilleur emploi. Enfin, - et c'est là clairement une dissension d'ordre politique -, vouloir faire des magistrats du parquet chargés de l'enquête des magistrats autonomes s'apparente, pour M. Kiej-

man, à une hérésie. Alors, que faire ? M. Robert Badinter, qui resta favorable à sa réforme - une collègialité à trois de l'instruction - eut sans doute fort à faire d'apprendre que ce texte n'a pas plus de quoi séduire M. Kiejman. Celui-ci justifie au gouvernement en matière de procédure pénale, par les échecs successifs de MM. Badinter et Chalon.

Quelle voie faut-il donc prendre ? Il faut, a expliqué M. Kiejman, devant un public où nombre de ses anciens confrères ne cachaient pas leur étonnement, attendre et réfléchir encore. Sur tout ne pas provoquer un bouleversement radical, mais procéder par petites touches et par des réformes partielles.

Le jour même où le rapport Delmas-Marty est publié, à la demande du ministre de la justice, à la Documentation française (1) alors que M. Arpaillange en avait bloqué la diffusion, on pouvait croire que la Chancellerie s'interrogeait à ce texte, voire à sa mise en œuvre. Les propos de M. Kiejman sont, dès lors, apparus empreints d'un scepticisme bien décelé au regard des séparations et des débats qu'a suscités, depuis plusieurs mois, le rapport de la commission Delmas-Marty.

AGATHE LOGEART

(1) La mise en état des affaires pénales. Rapports. La Documentation française. 29-31, quai Voltaire. 75384 Paris Cedex. (120 francs).

Un jugement du tribunal de Toulouse

M^{me} Gallon ne pourra pas bénéficier d'une « insémination post mortem »

TOULOUSE

de notre correspondant

Le tribunal de grande instance de Toulouse, présidé par M. Michel Tréille, a rejeté, mardi 26 mars, la demande de Mme Claire Gallon, une veuve de trente-six ans qui entendait récupérer les paillettes de sperme de son mari, décédé le 18 septembre 1989, pour une insémination post-mortem (nos dernières éditions du 27 mars). M^{me} Gallon, qui n'a pas caché son intention de faire appel, dispose désormais d'un délai d'un mois. En cas de nouveau rejet de sa demande, elle pourra encore se pourvoir en cassation.

Cette affaire, examinée le 12 février dernier par le tribunal de Toulouse (Le Monde du 14 février) opposait la jeune femme, déterminée à récupérer le sperme de son mari, au Centre d'études et de conservation du sperme (CECOS) de Midi-Pyrénées.

Une affaire complexe, qui remonte à octobre 1985 : M. Michel Gallon, âgé de vingt-huit ans, consulte le CECOS alors qu'il se fait atteint d'un cancer des testicules. Un an plus tard, il souhaite qu'on procède à l'insémination artificielle de sa femme, alors qu'au nouvel examen médical révèle qu'il serait entre-temps déjà contaminé par le virus du sida.

Consultée, la commission d'éthique du CECOS propose au couple, en janvier 1988, d'attendre deux ans pour l'insémination, dans l'espoir que les progrès de la science permettront une « décontamination » des paillettes supposées atteintes par le sida.

M^{me} Gallon n'abandonnera pas. Elle veut un enfant de son mari décédé, se conformant ainsi, selon elle, à ses dernières volontés. Elle en appelle, en désespoir de cause, aux tribunaux. Le CECOS, qui refuse d'accéder à cette demande, argue de la convention passée avec M. Michel Gallon, qui stipule que « le sperme conservé ne peut être réutilisé que le dépositaire présent et consentant ». C'est sur la validité de ce contrat que le tribunal a fondé en grande partie sa décision, estimant que le texte est licite. Evacuait le débat sur l'éthique, le tribunal a donné raison au CECOS, qui veut cantonner son action dans le domaine thérapeutique et se refuse, pour reprendre l'expression de son conseil, Me Catherine Palet-Vincent, à être « des entreprises frivoles ». Le tribunal a ordonné la destruction des paillettes de sperme de M. Gallon, une fois les procédures d'appel épuisées.

GERARD VALLES

Le sperme défunt

par Jean-Yves Nau

UNE femme peut-elle, en France, disposer à sa convenance du sperme conservé par congélation de son mari ou de son compagnon défunt ? Depuis le mois d'août 1984, et le jugement spectaculaire du tribunal de Créteil dans l'affaire Arpaillange, la réponse était affirmative, et la cause apparemment entendue. Le jugement rendu par le tribunal de grande instance de Toulouse vient brutalement contredire ce qui, depuis plus de cinq ans, avait pu, abusivement sans doute, être présenté comme une jurisprudence en gestation.

Comment la justice peut-elle, à quelques années d'intervalle, rendre des décisions à ce point opposées ? En août 1984, le tribunal de Créteil, alors présidé par M. Albert Daussey, jugeait que le CECOS (Centre d'études et de conservation du sperme humain) du Kremlin-Bicêtre devait remettre au médecin choisi par Corinne Arpaillange, la première demande et à la date fixée par ce dernier, l'intégralité du prélèvement de sperme d'Alain Arpaillange. Aujourd'hui, le tribunal de Toulouse décide que la convention passée par écrit entre le CECOS Midi-Pyrénées et M. Gallon permet de refuser

la demande formulée par son épouse. Sans doute pourrait-on invoquer ici des circonstances différentes. C'est ainsi, que M. Gallon (victime, comme le compagnon de M^{me} Arpaillange, d'un tumeur cancéreuse du testicule) avait effectué un dépôt de sperme en 1985, avant, lui, signé un texte précisant que son dépôt ne pourrait à l'avenir être utilisé que lui présent et consentant.

Tout, dès lors, semblait avoir été dit. La Fédération nationale des CECOS ayant même ajouté qu'elle refusait, en toute hypothèse, l'autoconservation du sperme de M. Gallon dès lors que celle-ci aurait été sollicitée dans le but d'une insémination post-mortem. Fidèles aux principes éthiques qui la ont fondée, les responsables de cette fédération estiment en effet que l'autoconservation de sperme est un geste qui na doit être perçu comme une occasion offerte à celui dont l'état de santé impose une thérapie antitumorale comportant un risque élevé de stérilité.

Or le travail de deuil, rendu d'autant plus difficile que la veuve connaît l'existence d'un dépôt de sperme du défunt, ne pouvait pas ne pas soulever d'épineux problèmes, d'autant plus difficiles à résoudre que la loi était - et est toujours - dangereusement muette sur la question de l'insémination artificielle post-mortem. « Pour notre part, nous sommes pleinement satisfaits du jugement rendu par le tribunal de grande instance de Toulouse, nous a déclaré le professeur Jacques Lanas, président de la fédération nationale des CECOS. Bien évidemment, nous allons attendre de savoir si la partie adverse fait appel de cette décision avant de procéder à la destruction des paillettes de sperme concernées. Nous n'avons d'ailleurs jamais effectué une telle destruction pour ce qui est des paillettes de sperme d'hommes morts et qui n'ont jamais été réclamées par les femmes de ces derniers. Plus généralement, les deux jugements, totalement contradictoires à propos d'une question éthique, soulignent, comme pour les affaires de mères porteuses, la nécessité et l'urgence d'un texte de loi. On ne peut raisonnablement, sur de telles questions, laisser faire les seuls magistrats ».

L'affaire de Toulouse n'est sans doute pas close. Pour autant, et en l'absence de loi, la jurisprudence, balbutiante en la matière, n'est-elle pas déjà dépassée ? Une nouvelle affaire similaire pourrait prochainement donner lieu à Paris à des poursuites judiciaires équivalentes. Un autre dossier, notablement plus complexe, pourrait prochainement aussi prendre une dimension judiciaire, posant le cas d'un embryon humain conservé par congélation et dont l'un des géniteurs est décédé.

FAITS DIVERS

M. Ritondale, maire d'Hyères, victime d'une agression

NICE

de notre correspondant régional

M. Léopold Ritondale, maire (sans étiquette) de Hyères (Var), a été légèrement blessé dans une agression dont il a été victime, mardi 26 mars, au début de la matinée. Alors qu'il sortait de son domicile, il a vu s'approcher une 405 blanche à bord de laquelle se trouvaient trois individus. Tandis que l'un d'eux restait au volant, les deux autres, qui portaient des masques de carnaval, se sont précipités sur lui et l'ont roué de coups et de baffes de base-ball.

M. Ritondale, âgé de soixante-dix ans, est parvenu à se protéger et à faire fuir ses agresseurs en lançant des appels à l'aide entendus par des voisins. Il souffre de diverses contusions, principalement sur les bras et une cuisse.

Le maire d'Hyères a eu la présence d'esprit de relever le numéro minéralogique de la voiture de ses agresseurs, immatriculée dans le Vaucluse mais peut-être volée ou portant un faux numéro. Il a indiqué qu'il n'avait reçu aucune menace. « Je pense, a-t-il cependant ajouté, que l'on a voulu m'intimider. J'ai ma petite idée sur la question mais je ne souhaite pas en dire plus pour le moment ».

Dans un communiqué remarqué, M. Dominique Vézouval, responsable RPR de la troisième circonscription du Var, a estimé, de son côté, que cette agression est « significative du climat qui règne à Hyères. Lorsque intimidations, menaces, sanctions, réseaux d'influence, incivilités et explosions sont devenues choses naturelles, on ne distingue plus le bien du mal. Il faut, a-t-il conclu, que ces méthodes cessent. C'est le rôle de l'Etat d'y remédier ».

○ Réaction à perpétuité requise contre les infirmières de l'hôpital de Laizy. - Le procureur de la cour d'assises de Vienne, M. Ernst Kloyber, a requis, mardi 26 mars, la peine la plus sévère pour meurtre, qui est dans le code pénal autrichien la réclusion à perpétuité, contre les quatre aide-soignantes de l'hôpital viennois de Laizy, Waltraud Wagner, Irene Leidolf, Maria Gruber et Stefanie Mayer. Les quatre femmes comparaissent depuis près de quatre semaines devant la cour d'assises de Vienne. Elles sont accusées d'avoir commis 42 meurtres et 2 tentatives de meurtre sur des patients âgés, de 1983 à 1989 (Le Monde du 2 mars).

Selon le Canard enchaîné

M. Henri Nallet a donné, par écrit, l'ordre de placer un plaignant en détention provisoire

Le ministre de la justice, M. Henri Nallet, a donné, par écrit, l'ordre d'arrêter un plaignant qui avait saisi la Cour européenne des droits de l'homme contre la longueur excessive de la procédure le concernant et l'abus de sa détention provisoire, affirme Le Canard enchaîné dans son édition datée mercredi 27 mars.

« Cette décision a eu pour effet d'empêcher ce genre de se présenter devant la Cour européenne », le 19 mars dernier à l'audience, écrit l'hebdomadaire, qui publie, en facsimilé, un extrait de la lettre du ministre de la justice au procureur général d'Aix-en-Provence, lui demandant de faire arrêter « sans délai » le plaignant qui avait été inculpé dans une affaire de faux dok-

lars. Plusieurs fois incarcéré puis relâché au cours de la procédure, Michel Kemmache était, au bénéfice d'un arrêt de la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence, en liberté, sous contrôle judiciaire, depuis juillet 1990.

Incidents, bizarreries et erreurs de procédure

Son procès devant les assises était fixé au 25 avril. Selon Le Canard enchaîné, ce dossier, dont l'instruction a été entamée d'« incidents, bizarreries et erreurs de procédure », était bouclé depuis 1985.

Placé en détention provisoire pour la première fois dans le cadre de cette affaire en février 1983, Michel Kemmache « avait été remis

en liberté sous condition de se présenter pour son procès », indiquait-ou mardi soir 26 mars à la Chancellerie, ajoutant, selon l'agence France-Press : « Il n'y a pas de quoi fustiger un chat ».

Les magistrats de Strasbourg s'apprêtent à statuer sur ses recours contre la France, explique Le Canard enchaîné, « quand des policiers se sont présentés à son domicile pour le remettre au trou ». M. Nallet ayant « fait exécuter, avec quelques semaines d'avance, l'ordonnance de prise de corps » qui oblige tout accusé comparissant devant une cour d'assises à se constituer prisonnier. L'usage veut que cette ordonnance ne soit exécutée que la veille de l'audience », indique l'hebdomadaire.

EDUCATION

Au conseil des ministres

M. Mitterrand insiste sur la nécessité de la « justice sociale » à l'université

Le conseil des ministres, réuni mercredi 27 mars sous la présidence de M. François Mitterrand, a notamment adopté le « plan social étudiants » présenté par M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale (Le Monde du 26 mars). M. Robert Védrine, porte-parole de l'Élysée, a précisé que M. François Mitterrand a apporté son soutien à M. Jospin en déclarant notamment : « Nous avons aujourd'hui 1,3 million d'étudiants. Les besoins de notre pays sont tels qu'il faut atteindre 1,8 à 2 millions d'étudiants d'ici l'an 2000. Mais cela doit se faire dans la justice sociale. Cela veut dire que la possibilité qui va être offerte à de plus en plus de jeunes de familles modestes d'entrer à l'université ne soit pas théorique. Il faudra qu'ils aient les moyens de vivre et d'étudier et par conséquent que l'on aide ceux qui ne peuvent faire face au coût de leurs études ».

Parmi les communications et projets de loi adoptés, le conseil des ministres a également entendu une communication de M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, à propos de la session de printemps et des réformes envisagées pour améliorer les conditions de travail des

parlementaires. Selon une source autorisée, M. Mitterrand s'est interrogé sur la possibilité, comme cela est envisagé, de réduire l'absentéisme en allongeant les sessions parlementaires et sur l'opportunité du regroupement du vote des textes importants le mardi.

M. Le Pen, à la fois en tant que porte-parole du gouvernement et en tant que ministre des DOM-TOM, a indiqué, après le conseil, que la situation dans l'île de la Réunion na justifiait pas que ce sujet fût évoqué en conseil des ministres. Il ne l'a donc pas été. Toutefois, M. Le Pen a souligné que la visite de M^{me} Danielle Mitterrand dans l'île avait « contribué à calmer les passions ». Le ministre des DOM-TOM, tout en précisant que le dialogue avait repris avec les jeunes de l'île, a réitéré qu'il allait de nouveau, après son entretien de jeudi dernier, évoquer ce problème avec le président de la République.

SEMAINE NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

EN BREF

○ L'enquête sur le cambriolage de la permanence de M. Botton à Lyon. - L'enquête judiciaire ouverte, vendredi 22 mars, par le parquet de Lyon, après la confession de M. Didier Lefèvre, jeune serrurier qui affirme avoir participé au cambriolage de la permanence électorale de M. Pierre Botton, gendre de Michel Noir (Le Monde du 26 mars) est entrée, mardi 26 mars, dans une phase active avec l'audition de M. Lefèvre et de plusieurs personnes qu'il met en cause, notamment le gérant d'une société de gardiennage et de protection. Pendant le week-end et la journée de lundi, les policiers du SRPJ de Lyon se sont employés à vérifier et, éventuellement, recouper les aveux détaillés spontanément fournis par le serrurier-cambrioleur, notamment certains éléments matériels relatifs à l'opération menée, dans la nuit du 23 au 24 janvier dernier, contre la permanence de M. Botton.

○ La FEN boycotte la discussion sur le nouveau calendrier scolaire. - Le bureau fédéral de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), où siègent tous les courants de l'organisation, a décidé de boycotter, lors du Conseil supérieur de l'éducation du jeudi 26 mars, la discussion sur le projet de nouveau calendrier scolaire 1991-1993, rétablissant trois zones pour les congés d'hiver et de printemps. La remise en cause du calendrier triennal,

établi en 1989 avec l'accord de tous les partenaires du milieu éducatif, avait été annoncée par le ministre de l'Éducation nationale à la mi-mars, suite aux embouteillages monstres du 16 février.

○ Quatre organisations étudiantes ont signé le plan social du gouvernement. - Le plan social pour les étudiants, préparé depuis des mois et négocié lors d'une table ronde, samedi dernier (Le Monde 26 mars), a été signé, mardi 26 mars, par le ministre de l'Éducation nationale et quatre des cinq organisations étudiantes (l'UNEF-ID, proche des socialistes, l'UNF, proche du RPR, le CELF, proche de l'UDF et la FAGIE qui rassemble des « corps »).

○ Un nouveau cas de « vache folle » en Bretagne. - Un deuxième cas d'encéphalite spongiforme bovine (BSE), dite « maladie de la vache folle », a été diagnostiqué, mardi 26 mars, sur une vache laitière d'un élevage du Thél-de-Bretagne, en Ille-et-Vilaine. Le ministre de l'Agriculture a indiqué que « l'enquête épidémiologique en cours privilégie l'origine alimentaire de la maladie ». Une partie des animaux de l'élevage breton a déjà été acquise pour la recherche par le laboratoire du Centre national d'études vétérinaires et alimentaires, à Lyon. Les autres animaux seront, soit abattus dans le respect des règles sanitaires, soit placés sous surveillance permanente des services vétérinaires.

Le grand ménage de l'école primaire

L'année prochaine, toutes les écoles élémentaires devront travailler autrement. Les expérimentations en cours n'incitent guère à l'optimisme

Étiage étudiant

MM. Joassin et Rocard devaient se rendre de concert, au Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), mercredi 27 mars, après le conseil des ministres, pour saluer comme il se doit le plan social étudiant négocié la semaine dernière. Étonnante démission ! C'est au moment où le gouvernement leur reconnaît tous les signes extérieurs de respectabilité et signe avec eux un relevé de conclusions engageant l'État à moyen terme que les syndicats et les associations étudiantes touchent le fond.

A peine plus de 54 000 étudiants, sur près de 1,6 million usagers de l'enseignement supérieur, se seront en effet déplacés la semaine dernière pour aller dire leurs représentants aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), qui gèrent leurs services d'aide sociale. Jamais les élus n'avaient été aussi basses, la crédibilité aussi faible, l'étiage aussi étroit.

Bien sûr, on pourra évoquer la très ancienne tradition d'absentéisme étudiant lors de ces scrutins. Ou manier avec habileté le règle à calcul. Le niveau de participation est évidemment moins dérisoire si l'on rapproche le nombre des votants de celui des quelque 300 000 bénéficiaires directs de l'aide sociale (étudiants boursiers ou logés en cité universitaires).

Cela reste cependant une façon de se raccrocher aux branches et d'occultier l'émiettement des stratégies collectives traditionnelles du milieu étudiant au bénéfice de stratégies individuelles, ou de petits groupes, organisées autour de la réussite, de la qualité des diplômes et des aides de l'insertion professionnelle. C'est ce décalage des enjeux qui laisse sans voix les porte-parole potentiels.

Le relevé de conclusions signé par le ministère de l'Éducation et les organisations étudiantes soulève piquamment le problème et anticipe une concertation pour favoriser la participation électorale des étudiants aux différents scrutins universitaires et révéler le rôle des élus et des instances. Cette approche bien technocratique, sous le houssier du mandat, est-elle la meilleure façon d'inciter les étudiants à se prendre en main ?

GÉRARD COURTOIS

À rentrée 1991 verra-t-elle le début de la révolution culturelle à l'école primaire ? Une plongée dans quelques écoles des trente-trois départements en charge, depuis septembre dernier, d'expérimenter la nouvelle politique ministérielle démontre une fois de plus que la révolution ne se décrète pas.

Malgré les efforts inédits déployés par le ministère pour expliquer la démarche et accompagner sa mise en œuvre, notamment par l'envoi d'un document pédagogique de « cadrage » d'une cinquantaine de pages, adressé courant janvier dans chaque établissement « pilote », le désarroi et le malaise dominent au sein des équipes. Désignées pour essayer les pilotes, elles se seraient bien passées, pour la plupart, de ce privilège. Beaucoup d'instituteurs ressentent un vif malaise de devoir ainsi tester une réforme qu'ils ne comprennent pas toujours, faute dans certains cas de s'être donné la peine de lire les nouvelles instructions.

La politique orchestrée par la direction des écoles est plus qu'ambitieuse. Il s'agit finalement de faire entrer dans toutes les écoles, riches ou pauvres, urbaines ou rurales, des idées et des pratiques pédagogiques innovantes, défendues et expérimentées jusque-là par une frange d'instituteurs, dans certaines zones d'éducation prioritaire (ZEP) ou encore dans certaines écoles d'application des écoles normales d'instituteurs.

Concertation sans houssolo

A partir de l'élaboration d'un projet d'école, les textes prévoient de remplacer le découpage annuel par un système plus souple de « cycles » de trois ans, afin de permettre un suivi plus individualisé des élèves et de limiter les redoublements. En outre, la traduction des programmes en « objectifs de fin de cycle » devrait inciter les instituteurs à harmoniser leurs pratiques et leurs façons d'évaluer les élèves (Le Monde daté 3-4 février).

Soucieux de ne rien laisser au

hasard, le ministère a pris son temps pour mener à bien une réforme, évoquée dès le rapport du recteur Migeon, publiée en janvier 1989 et inscrite dans la loi d'orientation six mois plus tard. Il a fallu attendre un an, en effet, entre l'annonce par le ministre, en février 1990, des grandes lignes de la réforme et son véritable coup d'envoi, la publication du document sur « l'organisation de l'école primaire en cycles pédagogiques » et « les objectifs de fin de cycle ». Premier grain de sable dans la machine, qui finit d'être à Jean-Claude Barabant, secrétaire général du SNI-PEEC, que, « si la partition est bonne, la mise en musique laisse à désirer ».

Flou total sur le projet

Ce document, nouvelle bible de l'école primaire, dont tous les lecteurs attentifs reconnaissent la qualité, n'est arrivé que fin janvier dans la plupart des écoles. Et en un seul exemplaire, alors que le ministère l'avait promis à chaque instituteur. De septembre à janvier, la première phase de l'opération centrée sur la réflexion au sein des équipes s'est donc faite au jugé, sans boussole. « Quand nous avons reçu le mode d'emploi des cycles, nous étions censés fonctionner de cette façon depuis un mois », ironise un directeur d'école de Créteil (Val-de-Marne). Et un autre, directeur de l'unique école d'une petite commune rurale du même département, précise que, début mars, ses institutrices avalaient « à peine entamé l'étude de texte de la première partie du document ministériel ».

Mauvaise volonté ou vrai désarroi ? En fait, les salles des maîtres et les préaux sont agités de sentiments contradictoires. Sur le fond, les critiques sont peu nombreuses. Pour la plupart des instituteurs, la réforme « va dans le bon sens ». Mais beaucoup expriment, dans la foulée, leurs réserves quant à la mise en œuvre « sans moyens supplémentaires, sans aide véritable », ou leur découragement « à l'idée de tout ce qu'il va falloir bousculer, pour un résultat hypothétique ».

« De mémoire d'instituteur, lance un conseiller pédagogique de Meurthe-et-Moselle, c'est la première fois que je vois un ministère donner des moyens pour la formation et du temps pour la réflexion. » Mais, nu dire des instituteurs, les stages de formation censés leur apporter une aide méthodologique, proposés par l'inspection départementale, sont souvent tombés à plat. Problème de timing là encore. Cette institutrice d'une école de Côte-d'Or n'a pas un très bon souvenir du stage auquel elle s'est pourtant rendue en se sentant « perdue à l'école ». « L'inspecteur qui l'animait, dit-elle, semblait n'avoir lui-même qu'une idée assez vague de ce qu'attendait le ministère. » Or c'est en grande partie de la mobilisation de la hiérarchie intermédiaire, entretenu par les inspecteurs et leurs conseillers pédagogiques, que dépend le succès de la nouvelle politique.

Dans cette grosse école de Champigny (Val-de-Marne), l'évacuation de la réforme déclenche un raz de marée de protestations. « Nous sommes dans le flou total », lance une institutrice, qui reconnaît n'avoir guère envie de se lancer dans l'expérience après trente-cinq ans de CM2 et à deux ans de la retraite. Dans cette école « où chacun travaille dans son coin », expliquent les institutrices, il y a, par exemple, quatre cours préparatoires et quatre méthodes de lecture différentes. Les premières réunions de concertation, « obligatoires », ont été assez créatives, et peu productives. « On a fait un projet d'école, résume un enseignant. En deux réunions, le samedi matin, et en lançant des idées un peu dans le désordre. Le directeur a fait le reste... » Le bulletin du SNI-PEEC départemental a été affiché en bonne place dans la salle des maîtres. Partout où les cycles plur-annuels « posent problème », le syndicat appelle les enseignants à décider de report de cette mise en place » et il les assure de son soutien en cas de problèmes avec la hiérarchie.

Dans la même école, une jeune enseignante lâche un aveu surprenant : « Le plus déstabilisant, explique-t-elle, c'est qu'on ne nous

impose rien. Même si c'est insuffisant, avoir une heure par semaine pour la concertation, c'est très positif. Mais depuis le temps qu'on réclamait du temps, maintenant on l'a et on ne sait pas quoi en faire ! »

Noyés dans les problèmes de structures

Faut-il mélanger tous les élèves d'un même cycle ? Mettre en place des groupes de niveau par matières ? Qu'un même instituteur suive le même groupe d'âge trois années de suite ? Ou bien que chaque enseignant se spécialise dans

sieste des « petits », ce qui permet aux institutrices de maternelle de participer – et activement – au découloinement. Pendant qu'un petit groupe de « CP faible » fait de la lecture avec une institutrice de grande section, un « groupe CP-CE1 fort » se lance dans une activité « poésie » avec une maîtresse de CM... dont les propres élèves sont moitié en bibliothèque, moitié en musique. « Exténuant mais passionnant », résume une enseignante de cours préparatoire, qui « n'avait pas mis les pieds depuis vingt-cinq ans en maternelle ». Mais, sur l'évaluation du dispositif, voire le

ÇA SERAIT BIEN QU'ON SE CONCERTER AUSSI AVEC CEUX QUI ONT COMPRIS.



une discipline ? Comment intégrer les écoles maternelles quand celles-ci se trouvent très éloignées ou quand les basses du secteur scolaire amènent une école primaire à recruter des enfants dans deux ou trois maternelles différentes ?

La plupart des équipes se sont d'abord concentrées sur les problèmes de structures, d'organisation et de gestion du temps. « Au risque de s'y noyer », souligne un inspecteur. Et des difficultés ont surgi immédiatement : les déplacements d'élèves, l'existence des locaux, et, bien sûr, le nombre d'élèves par classe – d'autant plus mal vécu que les écoles pilotes ne sont pas à l'abri des suppressions de postes.

Peu d'écoles ont, semble-t-il, éprouvé la nécessité de partir d'abord des contenus, d'une réflexion sur l'évaluation ou d'une analyse précise et argumentée des difficultés des élèves. Quand une réflexion globale et plus ambitieuse est engagée, c'est presque toujours dans des écoles où le changement s'impose parce que l'échec scolaire fait des ravages. Mais alors les équipes n'ont souvent pas attendu le sursaut ministériel pour se mettre au travail.

Dans la ville nouvelle de Maxéville, près de Nancy, c'est l'école maternelle qui a, fait rarissime, entraîné l'école primaire voisine dans un système d'après-midi banalisés couverts au soutien scolaire. Il est habilement placé en début d'après-midi, à l'heure de la

bien-fondé du principe un peu rigide des groupes de niveau, les maîtres n'ont qu'à ouvrir un peu à vue, qu'ils manquent d'outils, de recul.

Dans une ZEP de Longwy, six écoles (dont trois maternelles) ont un fonctionnement commun basé sur un système de passerelles. Après cinq semaines de travail, tous les élèves font une pause de quinze jours. Pause-bilan, pause-tout, pendant laquelle ils sont répartis en petits groupes pour travailler sur une compétence (faire un exposé, lire une consigne) utile aux différents niveaux du cycle, ou un point précis du programme. Mais, comme l'explique l'EN en charge de la ZEP, ce travail sur les cycles est presque le point d'aboutissement d'une démarche entamée dès 1982, soutenue par une procédure de développement social des quartiers (DSQ) et jouissant, au titre de la ZEP, de moyens d'encadrement confortables.

Par crainte, sans doute, de voir se renouveler l'échec cuisant de la rénovation des collèges de 1983, le ministère a opté, cette fois, pour une stratégie de la rénovation à marche forcée. Du coup, l'échecance qu'il s'est fixée – la rentrée 1991 – tient du pari, voire du mirage. La stratégie est à haut risque. Car, si rien ne change véritablement l'année prochaine dans l'école primaire, les plus battants des enseignants risquent fort, à leur tour, d'être gagnés par le découragement.

CHRISTINE GARIN

Mal de vivre au collège de Mantes

Agité par différents incidents la semaine dernière, le collège André-Chénier reflète les tensions des quartiers défavorisés

YVELINES

De notre correspondante

L'Écalme semble revenu au collège André-Chénier, au cœur d'un quartier difficile de Mantes-la-Jolie (Yvelines), le Val fourré. Tout au long de la semaine dernière, des incidents entre élèves et professeurs avaient entraîné le principal du collège, M. François Llorca, à faire évacuer et fermer l'établissement jeudi après-midi.

Ces incidents sont nés d'une sanction mal perçue par les élèves contre l'un d'entre eux, qui avait jeté un projectile en direction d'un professeur le 15 mars, lors d'une épreuve de français commune aux classes de 3^e. Dès le lundi suivant, les professeurs avaient rappelé à leurs élèves, classe par classe, quelques points essentiels du règlement, en les informant de l'excision temporaire d'une semaine prononcée à l'encontre du fautif, ou par son de seize ans qui, jusqu'alors, n'avait pas connu de problèmes disciplinaires particuliers.

Dans l'esprit des élèves, cette exclusion temporaire se serait transformée en renvoi pur et simple de l'établissement. Les collégiens se sont alors engagés dans une sorte d'épreuve de force avec l'équipe pédagogique, refusant de regagner leurs salles de cours à plusieurs reprises. « Dans leur grande majorité, ils ont cru bien faire en exprimant un ressentiment par rapport à une école qui n'est pas exempte de reproches. Ils se sont vite rendu compte du risque de récupération de ce mouvement spontané par des éléments extrémistes », commentait lundi M. Llorca en annonçant la normalisation de la situation. « S'il y a encore des incidents, ils seront le fait d'une frange de jeunes qui ne partent plus rien de l'école et qui, dans leur désespoir, font en sorte que les choses aillent mal... Pour ne pas se sentir seuls dans l'échec et dans l'exclusion », précise le principal, rejoint dans cette analyse par les professeurs de ce collège de 1 000 élèves (pour 900 places), au cœur de l'un des treize « quartiers sensibles » des Yvelines.

Des enseignants « bien seuls »

« Ceux que nous appelons « éléments extérieurs » sont bien souvent d'anciens élèves, qui continuent à venir au collège parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire et pas d'autre endroit pour se retrouver », confirme une enseignante, qui ajoute : « Nous faisons déjà beaucoup de choses ici pour ces jeunes, mais nous ne pouvons pas tout faire ». En l'occurrence, les soixante-douze professeurs « se sentent bien seuls » face à une « situation lourde », celle de la cité du Val fourré, qui accumule les problèmes sociaux et culturels.

« Le poids de cette cité est beaucoup trop important pour la ville », reprend M. Llorca, chiffres à l'appui : le Val fourré compte à lui seul 12 000 enfants scolarisés, alors que le centre de la ville ne dispose que d'un seul collège. « Nous payons le prix d'une politique de plusieurs années qui a abouti à la pénurie d'enseignants et à l'abandon des collèges, du temps

où ils étaient gérés par l'État », explique-t-elle.

Pénurie et abandon nuxquels la création de « zones d'éducation prioritaire » n'apporte pas de remède suffisants. « La ZEP est une idée intéressante, mais trop tardive. C'est vrai qu'elle nous a offert des moyens supplémentaires mais dans un contexte général d'appauvrissement de l'éducation. » L'institution de cette ZEP de 12 000 élèves n'a moult eu le mérite d'engendrer une réflexion systématique des professeurs et de leurs partenaires locaux.

Des professeurs qui s'avouent « éprouvés » par les événements de la semaine dernière, mais pas découragés. « A aucun moment nous ne nous sommes sentis en danger ou dépassés par les événements », affirme l'un d'eux. Comme s'ils percevaient l'épreuve de force engagée par les élèves comme une forme de dialogue, de crise en la circonstance. Ce dialogue avec des adolescents confrontés à de grosses difficultés chez eux comme dans leur vie sociale est une priorité pour l'équipe pédagogique. « Nous parvenons tout à fait à dialoguer avec nos élèves, mais il faut parfois leur rappeler des règles toutes simples, indispensables à la réciprocité de l'échange », témoigne une jeune enseignante. « C'est ce qui s'est passé la semaine dernière. Nous leur avons rappelé que notre objectif était leur réussite scolaire, et ils semblent l'avoir très bien compris, hormis les quelques irréductibles qui ont déjà un pied dans la marginalité ».

Ce bilan, tiré par certains professeurs, est confirmé par François

Llorca. « Les professeurs du Val fourré ne sont pas des enseignants au rabais. Ils travaillent avec leurs qualités et leurs faiblesses, comme partout ailleurs. Mais, ailleurs, avec des profs qui ne sont pas meilleurs, les collègues tournent. Parce que les difficultés viennent de la cité, de la ville... Et on en arrive bien à cette politique de la ville qui fait l'objet du débat au Parlement », analyse-t-elle. « Les incidents se sont produits cette fois-ci à Mantes-la-Jolie. Mais il aurait pu se passer la même chose aux Mureaux, à Trappes ou à Chanteloup-les-Vignes, qui connaissent des problèmes analogues ».

Ce débordement des problèmes de la ville dans l'enceinte de l'école semble une analyse admise par les élus locaux, en tête desquels le maire socialiste de Mantes-la-Jolie, Paul Picard, qui a rencontré lundi soir les professeurs du collège, juste avant de se rendre sur le plateau de l'émission « Médiation » consacrée justement à « La bataille des villes ». Le collège André-Chénier a fait l'objet d'un reportage, tourné avant les incidents. Les enseignants espèrent que cette médiatisation de leurs difficultés accélèrera l'application de mesures concrètes telles que la construction d'un autre collège à Mantes ou la multiplication des équipements sportifs réclamés par les jeunes. « Mais nous avons conscience que les réponses sont fléchissantes », conclut Françoise Llorca. Et qu'elles ont souvent apportées qu'une fois transposé le débat sur le financement global de la politique de la ville.

PASCALE SAUVAGE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Gault, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Fereenczi, Philippe Harman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1968-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

EDUCATION

Les mutants de l'UNEF-ID

Taradé par ses divisions politiques, le principal syndicat étudiant a bien du mal à aborder sereinement les mutations de l'Université

La francophonie racontée aux enfants

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

«A quoi servez-vous ?», a demandé l'élève à l'académicien-ministre de la francophonie. «A défendre la langue française», a aussitôt répondu M. Alain Decaux aux écoliers du collège du Hohberg, un établissement perdu en zone d'éducation prioritaire à Strasbourg, qui compte 60 % d'élèves d'origine étrangère appartenant à vingt-cinq nationalités. «En tant qu'académicien, on m'a même donné une épée pour cela !»

L'index levé, la tête penchée, le ministre est inséparable, un brin radoteur. Friand d'images et d'anecdotes, de «je me souviens» et de «il était une fois», il est venu expliquer aux enfants, jeudi 21 mars, ce que signifie cette quatrième Journée de la francophonie à l'école et dire et redire qu'«il n'y a assurément pas d'arrière-pensées coloniales dans la francophonie».

Un nom, une rencontre, un lieu lui suffisent pour broder le tableau d'une communauté de cent-dix millions de personnes. Onésime Reclus, bien sûr, géographe français du XIX^e siècle, «inventeur du mot francophonie en 1880», «frère d'Esprit, Élie et Armand». La rencontre Senghor de Gaulle en 1960, quand, «sur la route de la porte» («Si, si, je vous assure, les historiens adorent les détails...»), le futur président sénégalais suggéra au général de «maintenir les liens

privés qui unissent la communauté francophone». Adopé, d'ailleurs, par l'Académie française, le dictionnaire de la langue française, obéissant à tous horizons communiquent avec la langue des Lumière.

Alain Decaux e d'ailleurs un grand faible pour l'Afrique, «où la France a fait beaucoup pour la démocratie». Un faible pour l'Algérie, haute comme trois pommes centralisées, élève du CE1 de l'école de Schœlcher, qui vient de terminer «pour la ministre» son chant africain. Pour Rome, qui égrène les vers du poète et académicien... Senghor. Mais le ministre n'est pas exclusif. Il a aussi remarqué Aude et Christelle, qui ont revêtu la traditionnelle coiffe alsacienne et toutes ces têtes blondes à l'accent germanique, qui n'ont sûrement pas manqué de visionner le spectacle «Alain Decaux raconte... la francophonie».

«C'est bien de pouvoir parler deux langues», a dit l'homme à l'habit vert à ces petits Alsaciens, qui se tournent encore naïvement vers l'allemand en première langue au collège. «Ma mère parle polonaise», a confié l'un d'eux. «Mon père l'arabe», a soufflé un deuxième, «le roumain», a osé un troisième, «le portugais», a osé un quatrième. «C'est magnifique !», a conclu l'académicien, qui, de suite, a ajusté ses larges lunettes et corrigé sa francophonie signée par une défense et illustration spontanée (et certainement sincère) du plurilinguisme.

JEAN-MICHEL DUMAY

LES syndicalistes étudiants de l'UNEF-Indépendante et Démocratique adorent se faire peur. Il n'est pas de débat digne de ce nom, à leurs yeux, sans que l'on se jette à la tête avertissements et prophéties sans appel.

Leur congrès, qui se tiendra à Paris, à la Mutualité, du 29 mars au 1^{er} avril, ne devrait pas déroger à la règle : «Congrès de la dernière chance», entend-on ici, congrès du «survival ou du déclin», souligne-t-on là, tandis que les uns dénoncent le «syndicalisme en chambre» d'une minorité principalement animée par les trotskistes, et les autres «le syndicalisme d'antichambre» complaisamment pratiqué par une majorité très liée au Parti socialiste et, en particulier, au ministre de l'Éducation, M. Jospin.

Au-delà de cette rhétorique de circonstance, pourtant, le débat qui traverse la principale organisation étudiante renvoie à des questions de fond. Au moment où le monde universitaire connaît une croissance accélérée de ses effectifs, une diversification de ses publics, une dispersion géographique accrue, une évolution incertaine de ses missions, voire, à terme, l'éclatement de ses cadres nationaux de référence au profit de dynamiques régionales ou européennes, les modes traditionnels d'expression et de représentation des étudiants ne sont-ils pas condamnés à une véritable mutation ?

Construit, depuis plus de quarante ans, pour répondre aux besoins d'une Université plus ou moins étatisée, le syndicalisme étudiant est, désormais, confronté au développement brutal d'un enseignement supérieur de masse. Bien calé depuis des décennies sur les

grands courants de la gauche politique — communisme, gauchisme, socialisme — il souffre aujourd'hui, par mimétisme, du discrédit des uns et de l'anémie des autres.

Les récentes élections aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) sont l'expression la plus spectaculaire de cette absence de projet mobilisateur et de ce manque de crédibilité. En réunissant tout juste 23 % des voix, contre 30 % en 1989 et 37 % en 1987, l'UNEF-ID a perdu une bonne partie de l'affluence conquise, dans la frange militante des étudiants, depuis la réunification de 1981 et après le mouvement anti-Devaquet de 1986. Alors qu'elle rassemblait, il y a quatre ans, deux fois plus de suffrages que l'autre UNEF, la voilà de nouveau talonnée par sa vieille rivale à direction communiste.

Une sévère porte d'audience

Enfin, la préparation du congrès a confirmé ce sérieux effritement. Officiellement, le nombre de cartes d'adhérents sur les deux dernières années devrait se situer autour de 16 000, contre 18 000 il y a deux ans. On notera cependant que ces adhérents ne doivent pas être bien fidèles puisqu'un peu plus de 11 000 voix seulement se sont portées sur les listes de l'UNEF-ID lors des récentes élections aux CROUS.

Lucide, le rapport d'orientation qui sera présenté au congrès par M. Christophe Borgeot, président, invite donc l'UNEF-ID à «muter» et à construire un syndicalisme de proposition, capable d'exprimer fidèlement «l'intérêt général» et les préoccupations majoritaires du monde étudiant.

Ainsi la direction de l'UNEF dépasse-t-elle pour la première fois, explicitement, l'insaisissable revendication «de meilleures conditions d'études pour tous». Tenant compte de l'évolution du milieu, de la crainte du chômage et de l'importance croissante pour les étudiants de la réussite de leurs études, elle y ajoute un nouveau mot d'ordre : «La meilleure qualification possible pour chacun».

De la même façon, le rapport d'orientation s'efforce d'aborder, «sans dogmes ni tabous», la question de la professionnalisation des diplômés. «Trop longtemps, souligne-t-il, le syndicalisme étudiant, par principe hostile aux employeurs, a considéré toute question relevant de la relation entre formation et emploi comme entachée par nature de compromission avec le patronat. Comme si les étudiants définissaient eux-mêmes leur métier en dehors des secteurs d'activité et des entreprises existantes !» Pour autant, la direction de l'UNEF n'estime pas que l'actuel projet du ministère de créer des instituts universitaires professionnels soit satisfaisant. Mais elle insiste sur la nécessité de développer toutes les initiatives de nature à «répondre au souci des étudiants de valoriser leur formation pour s'insérer au mieux dans la vie active».

Troisième exemple enfin de ce réalisme affiché, la question du financement des études. En signant, mardi 26 mars, le relevé de conclusions établi entre le ministère de l'Éducation nationale et les principales organisations étudiantes sur le «plan social», l'UNEF-ID obtient l'engagement gouvernemental d'un développement à moyen terme des bourses d'enseignement supérieur. Mais elle accepte, en contrepartie, la mise en place d'un système de prêts qui, si elle n'en a pas encore, aurait été considéré comme un casus belli. Au point, d'ailleurs, qu'elle n'en souffle mot dans son rapport d'orientation.

Des manœuvres dignes du congrès de Rennes

Tout aussi incidemment, cependant, la direction de l'UNEF-ID ne cache pas que ce débat sur l'évolution de l'Université risque fort de passer à la trappe ou de servir de paravent à des querelles de boutique et à des empoignades beaucoup moins nobles. Le premier obstacle à un débat de fond est ainsi le rapport d'orientation, est la persistance, dans le syndicat étudiant, d'une tradition «contestataire» héritée du gauchisme révolutionnaire des années 70.

La dénonciation de ce «négalisme brisé en dogme» vise principalement les deux courants trotskistes de la ligne communiste révolutionnaire, bien mal en point, et du Parti communiste internationaliste qui maintient, contre vents et marées, sa présence groupusculaire. A quoi les minoritaires visés répondent de tac au tac en dénonçant la «dérive libérale» de la direction et la notabilisation du syndicat qui risque de perdre son indépendance par rapport à l'État.

et au gouvernement. Beaucoup plus redoutable, cependant, est la dérive progressive qui a fait de l'UNEF-ID une annexe du Parti socialiste, décalée fidèle des vagues des divisions et des clans des aînés de la rue Solferino. Le phénomène n'est pas nouveau. Depuis que la direction du syndicat a rejoint les socialistes en 1986, la «politisation rampante» a conduit à transformer l'UNEF-ID en une organisation de jeunesse du PS. A l'instar du rapport d'orientation, avant d'inviter les uns et les autres à «l'émancipation de cette niaiserie électorale».

Or on est plus loin que jamais de cette indépendance rêvée à l'égard des «chapeliers politiques». La majorité de l'UNEF-ID était parvenue, au congrès de 1987, à regrouper tous les courants socialistes, des mitterrandistes aux rocardiens en passant par les jeunes chevènementistes, les amis de Julien Dray et les écoliers de Jean Poperen. Mais ce rassemblement de la famille socialiste s'était réalisé au prix d'une cartellisation exacerbée, chacun négociant à part son compte des courants du PS depuis le congrès de Rennes de 1990 fait désormais des ravages dans les rangs du syndicalisme étudiant.

Ainsi la majorité de l'UNEF-ID ne devrait plus comprendre que deux courants, les jospinistes et les rocardiens. En revanche, une minorité inédite devrait émerger du prochain congrès : elle regrouperait les deux courants trotskistes, mais aussi les jeunes pooperénistes — ce rupture avec leur mentor depuis la guerre du Golfe —, les jeunes chevènementistes et surtout les étudiants proches de Laurent Fabius qu'il est plutôt décevant — voire cocasse — de retrouver associés aux vieux gauchistes pour dénoncer «le désengagement financier de l'État» et l'iniquité des prêts étudiants. Sans oublier les amis de Julien Dray, député de Paris et animateur de la Nouvelle École socialiste, qui font travailler en appelant au «niveau» d'une organisation privée de «dynamique commune» et de capacité de mobilisation.

Et chacun de se livrer à des calculs tactiques et à des pointages dignes du congrès de Rennes. La majorité jospino-rocardienne pressentira-t-elle ses positions (70 % de mandats renouvelés il y a deux ans) ? La minorité social-gauchiste atteindra-t-elle les 30 % à 35 % qu'elle espère ? Les amis de Julien Dray rejoindront-ils la majorité ou quitteront-ils carrément l'UNEF ? Enfin les uns et les autres parviendront-ils à faire perdre à Christophe Borgeot et ses amis la majorité absolue qu'ils détiennent depuis dix ans ?

Graves questions, de toute évidence, qui risquent fort d'écarter, un peu plus encore, l'UNEF-ID des préoccupations de la très grande masse des étudiants. Comme le souligne, un brin déabusé, le président du syndicat : «Encore deux ans comme ça, et on pourra vraiment parler de crise de l'UNEF».

G. C.

REPÈRES

ANTIRACISME. Animée, pour la quatrième année consécutive, par SOS-Racisme, la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FDL) et la Ligue de l'enseignement, la Semaine nationale d'éducation contre le racisme, organisée du 25 au 31 mars, affronte une situation inédite. Les multiples débats, projections et expositions auxquelles elle donne lieu habituellement en présence d'écrivains, de sociologues, d'anciens déportés devront cette année se passer de tout intervenant extérieur, invoquant «la situation internationale» et le discours émis par le 7 mars au Bulletin officiel de l'éducation nationale interdit, en effet, l'accès des personnes extérieures aux établissements pendant cette semaine que le ministère place cependant sous le signe d'une «éducation plus ou moins étatisée, le syndicalisme étudiant est, désormais, confronté au développement brutal d'un enseignement supérieur de masse. Bien calé depuis des décennies sur les

ciarant, pour 5 ans (renouvelables une fois pour les seniors), de moyens financiers «exceptionnels» pour leurs laboratoires et d'une décharge de service les autorisant à se consacrer exclusivement à l'enseignement doctoral. Les universités concernées obtiendront des postes supplémentaires destinés à compenser le déficit en heures dû à leur détachement. A terme, l'UFU devrait rassembler 200 à 250 chercheurs.

ORIENTATION. Les conseillers d'orientation bénéficieront désormais du titre de psychologue. Un décret, paru jeudi 21 mars au Journal officiel, instaura à leur intention un nouveau diplôme d'État de conseiller d'orientation-psychologue. A l'avenir, ces personnes seront recrutées au niveau bac + 3 et suivront pendant 2 ans une formation universitaire en psychologie, entrecoupée de périodes de pratique professionnelle et sanctionnée par un examen final. Ce décret modifie la situation des conseillers d'orientation, qui étaient jusqu'à présent recrutés au niveau bac + 2 et recevaient une formation de 2 ans, beaucoup moins axée sur la psychologie, avant d'effectuer un stage de 1 an pour être titularisés. Le premier concours de recrutement de la nouvelle formation aura lieu au printemps 1991.

UNIVERSITAIRES ASSOCIÉS.

Le gouvernement vient de publier, au Journal officiel du 13 mars, deux décrets destinés à rendre plus attractives les conditions de recrutement des personnels extérieurs comme enseignants dans les établissements d'enseignement supérieur, qui sont, en particulier, assouplies. Les futurs professeurs en mètres de conférences, associées ou invitées devront simplement justifier d'une activité professionnelle autre que l'enseignement et d'une expérience professionnelle en rapport avec la discipline enseignée, au lieu des 7 ou 9 ans d'expérience professionnelle actuellement exigés. Pour garantir une certaine stabilité dans l'organisation des enseignements, la durée des fonctions des «associés» à mi-temps sera désormais de 3 ans renouvelables, au lieu de 1 an actuellement.

EXCELLENCE. L'Institut universitaire de France, dont la création a été annoncée depuis plusieurs mois mais bloquée par d'abusives raisons statutaires, devrait finalement voir le jour à la rentrée prochaine. «Collège de France sans murs», le futur institut sera une structure décentralisée permettant aux meilleurs enseignants-chercheurs de se consacrer à leurs travaux et à la formation de jeunes candidats au doctorat au sein même de leur université. Sélectionnés par un comité de spécialistes présidé par Laurent Schwartz, 15 professeurs «seniors» et 20 «juniors» béné-

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimeur
du Monde
12, M. Guesbier
94862 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 547
ISSN 0395-9337

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-04-70 - Société Édit
du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 30-15 - Tapes LEMONDE
ou 30-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL. : (1) 40-65-32-99

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Vale normale-CEE
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 480 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

SPÉCIAL TERMINALES

choisir sa prépa HEC

30 F

- Toutes les prépas aux 40 Ecoles de Commerce et de Gestion
- Comment intégrer une Prépa : quel bac pour quelle voie, etc.
- Le classement 90 des prépas
- Les 40 Grandes Ecoles de Commerce

4 numéros par an :

Les sujets de concours corrigés,
des QCM inédits de langues, des
articles de droit et d'économie,
des exercices de maths,
les rapports des correcteurs, des
conseils pour les écrits et les
oraux, la vie et la scolarité dans
les grandes écoles, les stages à
faire, les métiers à la sortie...

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

☐ N° Spécial Terminales : n° 25 30 F☐ Les Annales des Concours 89/90 90 F☐ L'Abonnement Espace Prépas 90/91 100 F

(n° 24 - 25 - 26 - 27)

IDP - 24, rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 42 93 21 46

ARTS • SPECTACLES



BRUNO BARBEY/MAGNUM Prague où le pont Charles enjambe le Moldau

LES JALONS NOUVEAUX D'UN DIALOGUE CULTUREL EUROPÉEN

L'Est à voix haute

UN peu d'air à l'Est. Le pont Charles relie aujourd'hui les deux rives d'une Prague décidée à se réconcilier avec elle-même. La capitale tchécoslovaque vient d'accueillir un colloque international qui a débattu de son avenir, et, au-delà, des conditions du développement harmonieux des grandes villes du patrimoine mondial (lire page 20 le reportage de Frédéric Edelmann). Là où, il y a peu de temps encore, les peuples du bloc communiste parlaient à voix basse d'un avenir en noir, tout un continent construit à voix haute un futur aux couleurs de la démocratie.

A ce jeu de construction, ou de reconstruction, les artistes, les intellectuels, les politiques mettent beau-

coup de cœur malgré... malgré tout : pollutions, privations de toutes sortes, résistances insoupçonnées, et surtout persistance d'une maladie stalinienne érigée en système, le mensonge. Un mensonge qui porte moins désormais sur l'organisation des sociétés mais que nourrit un mirage : la course au profit (lire page 22 l'entretien de Costin Cazaban avec Andrei Plesu, ministre roumain de la culture).

Dans ce contexte, la vie culturelle a tout à redouter. Les artistes, qui jouissaient jadis dans leurs unions d'une - très relative - autonomie, sont désormais laissés à eux-mêmes et à un public qui, comme à Sofia (lire page 21 le reportage de Bénédicte Mathieu),

attendait plus de son théâtre, plus de révélations sur « l'avant », plus d'engagement sur « l'après ». Les nouveaux gouvernements ont, eux, d'autres priorités. Phénomène bien connu à l'Ouest : quand les besoins sont nombreux, urgents, les investissements publics dans la création artistique s'amenuisent.

L'Ouest, l'Ouest arrogant, qui envoie en eaux troubles ses navires grésés en devises fortes ; l'Ouest généreux, qui, plus discrètement, expédie de l'autre côté du rideau enfilé déchiré ses éclaireurs éclairés, architectes, écrivains, acteurs et metteurs en scène. Premières d'une culture européenne interactive.

OLIVIER SCHMITT

MUSIQUES 18 et 19
Deux semaines
de concerts à l'université



« Le Monde Arts et spectacles » a décidé de s'associer à Campus à l'oreille et de parrainer son deuxième festival de musique dans les universités de la région parisienne. Organisé conjointement avec le Festival d'Île-de-France et financé majoritairement par le conseil régional, ce festival propose de transformer, du 2 au 18 avril prochain, neuf campus de facultés et de grandes écoles en salles de concerts organisés par les étudiants eux-mêmes. Cette manifestation joint l'agréable - la diffusion musicale - à l'utile : certains établissements ont déjà intégré cette expérience dans le cursus des études.

DISQUES 27
Les éclats
d'un trio magique

Entre le 20 juin 1927 et le 16 mai 1932, trois instrumentistes d'exception, Alfred Cortot, pianiste, Jacques Thibaud, violoniste, et Pablo Casals, violoncelliste, ont interprété des œuvres de Bach, de Haydn et de Beethoven, réunies aujourd'hui sur un même disque compact. Cet enregistrement historique, soixante ans après, est encore à présent un modèle inapproché.

RENCONTRE 28
Etienne Vatelot
le médecin des instruments



Héritier d'une dynastie de luthiers, Etienne Vatelot reçoit à longueur d'année dans son atelier parisien la plupart des instrumentistes qui comptent. Expert dans l'art de soigner tel ou tel violon ou violoncelle, ancien ou moderne, il est aussi le confident d'artistes réputés à la recherche de l'instrument de leur vie. Vatelot vient de présider le premier concours international de luthier de la Ville de Paris. Rêve toujours inabouti, le jury a-t-il découvert un nouveau Stradivarius ?

MUSIQUES

LA DEUXIÈME ÉDITION DE CAMPUS À L'OREILLE,

Concerts magistraux

Personne n'avait songé à donner des concerts dans les universités et les grandes écoles en associant les étudiants à la programmation. Pour la seconde année consécutive, Campus à l'oreille relève ce défi. Mais le but de cette opération dépasse ce cadre imposé. Certaines facultés ont déjà intégré cette expérience dans le cursus des études.

PENDANT trois jours, on ne sait pas où mettre les profs ! Lydie Bruneau n'est ni un cancre ni une révolutionnaire sur le retour. Étudiante en maîtrise d'économie, elle est présidente de l'association Campus à l'oreille de l'université Paris-X-Nanterre et doit trouver de la place pour caser les concerts du festival éponyme qui se déroulera les 16, 17 et 18 avril sur le campus de sa faculté.

Organisé par le Festival d'Île-de-France, financé majoritairement par la région, Campus à l'oreille transforme pendant trois jours neuf campus en salles de concert. Pour 30 francs, les étudiants peuvent y écouter musique classique et jazz. « Contrairement aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, où les formations de musiciens sont aussi répandues que les équipes de foot ou de basket, la musique n'a pas encore droit de cité dans les universités françaises », explique Pascal Dumay, directeur de l'association Campus à l'oreille et maître d'œuvre du Festival. Chez nous, la musique est peu prise en compte dans les différents cycles de l'enseignement, dans le secondaire comme dans le supérieur, et il n'y a aucun lien entre l'enseignement musical et l'école, le conservatoire municipal et l'école, le conservatoire régional et le lycée, le conservatoire supérieur et la faculté ou les grandes écoles. Il serait temps de créer des passerelles pour faire découvrir le plus tôt possible la musique aux Français. C'est toute une éducation à faire. Il faut créer l'événement, se débrouiller pour surprendre les jeunes publics, pour rendre la musique plus présente dans la vie du pays. »

Partant de cette constatation, Pascal Dumay suggère, il y a deux ans, de lancer une aventure musicale dans les universités. Sa démarche est simple. Au lieu de livrer des concerts clés en main, il propose de créer des associations d'étudiants qui mettraient en œuvre, autour d'un festival « in », organisé par le Festival d'Île-de-France, des activités musicales en tout genre : un festival « off » ponctué par des débats, des conférences, des « bouffes »... et l'organisation de concerts tout au long de l'année. À terme, ces associations devraient permettre la création d'une dynamique musicale dans l'enseignement supérieur.

« Il s'agissait de leur mettre le pied à l'étrier, d'être des partenaires, de leur apporter le financement (lire l'encadré page suivante) tout en leur laissant une grande autonomie. Il y a, par exemple, des éléments que les étudiants maîtrisent mieux que nous : la communication dans la fac ou les dates les plus judicieuses pour éviter que les concerts ne se télescopent avec les examens. C'est une façon, aussi, de leur faire rencontrer des professionnels, de les rapprocher de la réalité. »

LES RETARDS DES UNIVERSITÉS

Après une première expérience en 1990, la deuxième édition de Campus à l'oreille s'installe, cette année, dans neuf facultés et grandes écoles : Sciences-Po, Villeneuve, Orsay, Dauphine, Censier, l'École centrale, Nanterre, Saint-Denis et l'ESSEC, avec une priorité pour les universités. « Galas, conférences, festivals, épreuves sportives, les grandes écoles connaissent déjà bien les rouages des événements étudiants. Les universités, où se côtoient des milliers d'individus aux multiples spécialités, sont très en retard. Il y a aussi des facultés où notre action serait moins utile, comme à la Sorbonne où Jacques Grunbert, son chœur et son orchestre sont solidement ancrés et se produisent régulièrement. Campus à l'oreille, enfin, permet de compléter les activités musicales déjà gérées par les facs elles-mêmes. Celle d'Orsay, par exemple, favorise beaucoup la vie culturelle. Elle abrite un orchestre, un ensemble vocal, une fanfare, l'Afreuba, et nous. Mais il s'agit là d'une situation presque idéale, exceptionnelle ! »

Comme s'il avait voulu démythifier la musique et ses interprètes, Pascal Dumay a parié, cette année, sur une jeune distribution : « Des interprètes presque aussi jeunes que les étudiants, comme le Trio Wanderer, le Quatuor Kandinsky, le pianiste Florent Boffard, le violoncelliste Marc Coppey, ou des artistes à découvrir, comme le tout jeune pianiste brésilien Ricardo Castro, le groupe irlandais Dirty Linen ou le Big Band 91. Nous privilégions le jazz ou le classique, des musiques qui ne sont pas forcément les plus écoutées par cette génération. Inviter des grandes vedettes ? Nous n'en



Un mois par an, les amphithéâtres de neuf grandes écoles et facultés parisiennes s'ouvrent au monde extérieur. Les mots cèdent la place à la musique, les professeurs aux interprètes.



JEAN-ROCH MARTIN

avons pas forcément l'envie... et les moyens. Et puis, passer par le circuit traditionnel des agents pour décrocher une star ne sert à rien... Trop peu d'étudiants les connaissent. »

Les concerts sont-ils ouverts au public qui viendrait de l'extérieur ? « Attirer les mélomanes curieux... et économes est l'un de nos objectifs. Pourquoi se priver d'eux ? D'ailleurs, quelques-uns commencent à prendre leurs quartiers à Censier ou à Orsay. De là à penser qu'il faudrait organiser quelques concerts de prestige avec Radu Lupu ou Martha Argerich !... »

« Nous ne cherchons pas à transporter le Théâtre des Champs-Élysées dans l'amphi de Nanterre, il nous faut trouver une juste mesure et offrir des spectacles dans des conditions professionnelles. Mais il est parfois difficile de changer les habitudes. La chaire du grand amphithéâtre de Sciences-Po était indéboulonnable. Eh bien ! Elle a fini par bouger, après des négociations serrées. »

UN PIANO POUR LES « DAUPHINOIS »

La devise de l'association de Dauphine adhère parfaitement au cahier des charges de Campus à l'oreille : « Sortir les étudiants de la seule contemplation de la musique. » Pour mener à bien ce programme ambitieux, les huit membres du bureau de cette association se sont tout d'abord bagarillés pour décrocher un local qu'ils partagent... avec les responsables de la télévision interne. « Nous avons trois objectifs », dit David Kalfon, membre de l'association. Accueillir Campus à l'oreille, bien sûr, et organiser des concerts jazz et classiques, environ tous les deux mois, en donnant leur chance à des jeunes interprètes qui démarrent leur carrière. Il y a quelques jours, nous avons accueilli un trio de jazz dont c'était la première prestation professionnelle. Nous les avons rencontrés par le biais de l'un des membres de l'association qui appartient au CIM, une école de jazz spécialisée dans les techniques de l'improvisation.

« Nous nous sommes aperçus qu'il était indispensable d'établir des liens avec les écoles de musique et nous avons eu l'idée de contacter les élèves du troisième cycle du Conservatoire national supérieur de musique : ils sont un label de qualité pour nous, nous sommes un tremplin pour eux. »

Troisième objectif enfin, l'aide à la pratique amateur. Nous disposons maintenant à volonté d'une salle — qui n'était jusque-là, ouverte qu'après 17 heures, pour ne pas déranger les cours — mais, attention, à la seule condition de ne pas utiliser d'instruments électriques. Nouveau pari : nous cherchons à remplacer un piano décati par un instrument digne de ce nom. De nombreux « dauphinois » sont des pianistes en rupture d'instrument. Un piano dans un studio ou une chambre de bonne, ce n'est pas très courant. Véritable instrument de transmission entre les étudiants, Campus à l'oreille a également permis l'éclosion d'un sextette de jazz et d'un trio de musique classique. Ils se produiront dans le « off. »

Les neuf de Nanterre se réunissent deux fois par semaine, où ils peuvent — pas de local ! — pour préparer le festival « off ». Autour de l'Orphéon Cécilia, de l'Orchestre national d'Île-de-France et d'un trio de jazz, ils ont imaginé trois journées à thème, qui devraient graviter autour d'un film dont la projection reste hypothétique, faute de moyens : « La musique se met en quatre », « Vous avez dit Mozart ? », et « Musique et danse ». Mini-concerts toute la journée alternent avec des débats aux thèmes évocateurs : « Le rock à l'Opéra-Bastille, le classique au Zénith. »

Pour ne pas laisser s'éteindre la flamme de la musique à Nanterre, Lydie Bruneau a déjà son idée, bien différente de celles de Dauphine, Sciences-Po ou Censier, preuve que l'on peut travailler en toute liberté à Campus à l'oreille — et même y faire du rock : créer, par l'intermédiaire de l'association, l'un des carrefours culturels de la faculté. « Les syndicats étudiants et le bureau des élèves organisent déjà de nombreux concerts. Notre but serait de coordonner toutes les associations en les laissant jouer dans leur spécialité. Nous voudrions qu'il existe un point musique, un endroit où l'on vende des partitions, des livres spécialisés ou des places de concert. Ce lieu existe. Nous voudrions réinvestir la Maison des affaires culturelles, qui appartient au CROUS et sert actuellement de cafétéria. » Cela ne risque-t-il pas de prendre du temps ? « Oui, assurément. Mais nous devrions y parvenir au mois de juin... », répond-elle d'une voix tranquille.

Musiciens ou mélomanes, les étudiants ont rejoint ou fondé les associations Campus à l'oreille pour sortir de leur milieu scolaire. « Bien sûr, c'est un hobby, mais Campus à l'oreille est également une excellente carte de visite dans un curriculum vitae », constate Lydie Bruneau. « Cela présente un intérêt personnel, mais aussi professionnel, ajoute David Kalfon. Je suis tombé un jour sur une affiche qui disait : « Vous aimez le jazz. Rejoignez Campus à

MUSIQUES

LA MUSIQUE A L'UNIVERSITÉ

Violoncelle sans cérémonie

Violoncelliste, Marc Coppey a l'âge des étudiants pour lesquels il va jouer pour la deuxième fois. Cette année, il a joint la parole au geste en participant activement à l'élaboration des programmes de Campus à l'oreille.

DIFFICILE à joindre Marc Coppey ! Le pauvre « faisait ses trois jours » : bon pour l'armée. Ce jeune violoncelliste, né en 1969, est un récidiviste de Campus à l'oreille. L'année dernière, il a joué devant les étudiants de Dauphine et d'Orsay, mais cette fois-ci il prend part de façon plus active encore à cette aventure. Pascal Dumay, l'inventeur de Campus à l'oreille, lui a demandé de prendre part au travail des étudiants programmeurs, afin de prouver aux étudiants que les musiciens classiques ne devaient pas être regardés comme des spécimens du Muséum d'histoire naturelle.

De nombreuses rencontres, des débats ont conforté Marc Coppey dans son engagement, même si le type de musicien qu'il représente fait parfois « peur » à ses coéquipiers. « J'ai rencontré les étudiants de différentes associations. Leurs réactions diffèrent d'une faculté à une autre. A Villeneuve, par exemple, la musique classique ne déclenche pas un enthousiasme excessif, à Dauphine et à Orsay, ils sont plus connaisseurs. Cela a été une grande déconvenue pour moi, d'autant que les étudiants de cette faculté sont actifs, enthousiastes. Mais leur méconnaissance de la musique classique fait qu'ils se méfient. La queue-de-pie, le récital de piano leur font même peur. En réalité, après avoir discuté avec eux, je me suis rendu compte qu'ils étaient gênés par un cérémonial, celui du concert, dont ils ignorent les règles. J'ai aussi réalisé que si les universités pouvaient apparaître comme des déserts culturels cela provenait avant tout du fait que les structures en place, les moyens donnés aux étudiants ne favori-



JEAN BOCH MARTY

saient pas leurs initiatives propres. A la différence de ce qui se passe aux Etats-Unis, les écoles de pratiques artistiques – les conservatoires de musique et d'art dramatique, les Beaux-Arts, les Arts-Déco – ne sont pas intégrées au cadre universitaire. Autre problème, les étudiants parisiens ne vivent pas vraiment sur place et trouvent largement de quoi s'occuper dans Paris. A Bloomington, aux Etats-Unis, où j'ai étudié avec Janos

Starker, l'université a un vrai campus et les étudiants qui veulent écouter de la musique, ou participer à toute autre activité culturelle, n'ont pas à se déplacer. En France, c'est bien différent.

Ce que m'apporte cette collaboration ? Je trouve excellent d'être en contact avec des étudiants de mon âge, nos parcours ont été différents, bien sûr, mais c'est une occasion de se retrouver, de montrer que les musi-

En France, l'enseignement de la musique suit une filière indépendante de l'enseignement supérieur. Campus à l'oreille veut réconcilier les inconciliables, faire se rencontrer deux mondes qui évoluent dans des sphères cloisonnées. Dans un premier temps, surpris par un milieu dont ils ignorent les règles, apeurés par le rituel du concert classique, les étudiants se passionnent pour un projet dont ils apprennent à maîtriser l'organisation jusqu'à ses implications budgétaires.

ciens classiques, contrairement à l'image qu'ils donnent trop souvent, ne sont pas sur un piédestal. D'ailleurs, nous nous tuoyons très vite, ce qui dans un autre cadre ne se ferait pas forcément si vite. J'aime ce public ouvert, dont la motivation n'est pas sociale. Lorsque je joue, je le sens bien. Ce public est détendu.

ALAIN LOMPECH.

l'oreille. « Mon sang de pianiste et de saxophoniste n'a fait qu'un tour. Aujourd'hui, j'espère pouvoir rester à Dauphine afin de poursuivre cette activité. » Dauphine, qui accueille le très prestigieux et très demandé DESS de gestion des institutions culturelles que rêvent de décrocher un grand nombre des membres de ces associations.

NE PAS FAIRE TROP DE BRUIT

Les administrations ont, dans l'ensemble, plutôt bien accueilli l'initiative... à condition qu'il n'y ait pas trop de bruit. Certaines d'entre elles ont même intégré la gestion de l'association dans leur cursus. Censier en a fait une unité de valeur pour la licence en sciences de la communication. L'université de Paris-Nord-Villetaneuse semble la plus avancée en la matière, en proposant une UV libre de gestion de projet, mention organisation de manifestations musicales. « L'université est partenaire du Festival d'Île-de-France. En cela, nous lui avons donné une spécificité et une originalité en proposant que tout le travail des étudiants puisse être intégré à leur formation. Ils acquièrent ainsi une pratique professionnelle et artistique en étant en prise directe avec les instances culturelles. Si l'association est, aujourd'hui déjà, encadrée par un maître de conférence, et « visitée » deux fois par mois par les responsables du Festival d'Île-de-France, Villetaneuse renforcera dès l'année prochaine l'aspect théorique de cette UV de gestion par une manifestation culturelle dont les conditions de réussite sont simples : jouer le jeu jusqu'au bout. Un déficit financier ne les recalera pas. Nous veillons à leur apprendre à gérer une enveloppe. »

Selon Arlette Sylvestre, enseignante en anglais, chargée de mission auprès du président de Villetaneuse pour l'action culturelle et sociale et pour le projet concerté de développement universitaire et urbain sur le site de Villetaneuse, l'action privilégiée la réflexion. C'est en ce sens que Campus à l'oreille peut susciter une réflexion plus pertinente de l'organisation du campus. « Cette manifestation a souligné l'un des problèmes les plus brûlants de l'université : il n'y a pas ici de lieu culturel. Nous sommes obligés de nous déplacer pour un amphî qui n'est pas adapté aux concerts. Il n'y a pas de dégagements, la chaire est inamovible. Les manifestations culturelles entrent donc en rivalité avec les missions d'enseignement de l'université. Or sa mission ne consiste-t-elle pas également à entretenir une diffusion culturelle auprès du public ? »

Comment résoudre le problème ? « En organisant des opérations, des événements qui engendrent une dynamique de création, une action de longue durée que vient conclure le Festival. Campus à l'oreille est un révélateur de la réalité de la pratique musicale des étudiants. Nous n'avons pas les

circuits nécessaires pour nous manifester, il faut donc que nous leur apprenions à être motivés, à ne pas avoir peur. Il nous faut les encourager à être auteurs, et plus seulement consommateurs. Cela prendra du temps, beaucoup de temps, mais cela en vaut la peine. »

LES GARDIENS DE LA MÉMOIRE

Si Campus à l'oreille semble devoir faire partie du paysage universitaire français, son équilibre reste précaire. « A l'heure où les professeurs se battent pour avoir une salle ou des crédits supplémentaires, nous ne sommes pas du tout prioritaires, et c'est bien normal. Nous sommes pris dans l'engrenage d'une énorme machine qui se nourrit d'autorisations. » Comme tous leurs camarades, David Kalfon ou Isabelle Dean, présidente de l'association de Campus à l'oreille-Censier, se heurtent chaque jour à la lourdeur d'une administration qui gère l'accueil de près de 6 000 étudiants à Dauphine, 27 000 à Nanterre ou 17 000 à Censier.

Les étudiants savaient bien que l'administra-

tion manquerait de souplesse, mais ce qui les a le plus étonnés, sans doute, est la réaction des étudiants, encore peu engagés dans une nouvelle activité extra-scolaire. « Ce n'est pas facile car ils ne sentent pas que c'est un formidable pari pour eux, pour l'université », regrette Isabelle Dean. Didier Kalfon : « Les « dauphinois » ne demandent qu'à écouter de la musique, mais restent encore passifs. Ils sont difficiles à faire bouger. Et puis, nous avons une image de sac de bosses où le rythme est très scolaire – appel au début du cours, contrôle continu strict. Dur, dans ces conditions, de sécher des cours pour organiser une manifestation culturelle. Cela pose parfois des problèmes au sein même de notre association. »

Les associations vivent au gré de la vie étudiante. Il est encore difficile de dire comment elles vivront les prochaines années, ballotées par un renouvellement constant des effectifs. Difficile de maintenir le cap lorsqu'il faut passer le premier trimestre à refaire les statuts, changer de compte en banque. Après une première édition gérée par des étudiants sur le départ, les associations de Censier, Nanterre ou Dauphine ont dû repartir de zéro. Les anciens promettent désormais d'embaucher des premiers années, ce qui va assurer une continuité pendant au moins trois ans. Aujourd'hui, chaque association possède son « gardien de la mémoire », un étudiant chargé de maintenir les liens avec les anciens, les artistes, pour ne pas recommencer chaque année, et surtout avec d'éventuels sponsors.

Car si Campus à l'oreille octroie 10 000 francs à chaque association, qui est propriétaire de la billetterie des trois concerts – si le projet annuel en vaut la peine – pour survivre, les associations doivent pouvoir trouver des financements. Par les temps qui courent, l'exercice se révèle de plus en plus périlleux. « On nous rétorque souvent que nous sommes déjà solidement épaulés par le Festival d'Île-de-France, ou que le label Campus à l'oreille n'est pas encore assez connu pour être rentable », constate un étudiant estampillé Campus à l'oreille.

Des « détails » qu'il faudra aborder dans les plus brefs délais pour mettre sur pied un roulement « étudiant » efficace à long terme.

Pour l'instant, la maison mère de Campus à l'oreille peaufine son développement francilien, tout en lorgnant au-delà des frontières de l'Île-de-France. Des contacts ont été pris avec le rectorat de Lyon. Il ne faudrait pas croire qu'il n'y a qu'à Paris que la musique n'a pas encore droit de cité à l'Université.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Le programme

Villetaneuse-Paris XIII

Le 2^e Trio Wanderer, Quatuor Kandinsky, Marc Coppey (violoncelle), Florent Boffard (piano).

Le 3^e Marc Ducret Trio et Lary Schneider.

Le 4^e Orpheon Célésta.

Amphî 5, à 17 h 30.

Orsay-Paris XI

Le 3^e Christopher Tree et cent-cinquante instruments venus du monde entier.

Le 4^e Quintet André Villiger.

Le 5^e Valeri Gorkhovskiy (piano).

Amphî de maris, à 20 h 30.

Sciences-Po

Le 5^e Trio Wanderer, Florence Roussier (violin), Jean-Paul Minalli (alto), Romain Guyot (clarinette), Marc Coppey.

Amphî Boutmy, à 20 h 30.

Dauphine-Paris IX

Le 8^e Big Band 91.

Le 9^e Orpheon Célésta.

Le 10^e Claire Désert, Emmanuel Strosser (piano), Philippe Fapconzier, Philippe Serra (percussions).

Amphî 8, à 19 heures.

Centrale

Le 9^e groupe de gospel de l'école, Valeri Gorkhovskiy.

Le 10^e Raphaël Oleg, Philippe Hirschhorn (violons), Jean Sulem (alto), Leo Vinland (violoncelle), Daria Hovora (piano).

Le 11^e Trio Beyelmann-Moslimi-Carlini.

Théâtre de la Résidence, à 20 h 30.

Saint-Denis-Paris VIII

Le 15^e Ricardo Castro (piano), Orchestre national d'Île-de-France, Jacques Mercier (direction).

Le 16^e Dirty Linen.

Le 17^e Quartet Eddy Louisa.

Amphî X, à 17 heures.

Nanterre-Paris X

Le 16^e Orpheon Célésta.

Le 17^e Ricardo Castro (piano), Orchestre national d'Île-de-France, Jacques Mercier.

Le 18^e Trio Beyelmann-Moslimi-Carlini.

Amphî B2, à 17 h 30.

ESSEC

Le 24^e Orpheon Célésta.

Le 25^e Trio Wanderer, Florence Roussier, Jean-Paul Minalli, Romain Guyot, Marc Coppey.

Grand Amphî, à 20 h 30.

Renseignements : Tél. : 47-42-22-55.

Prix des places : 30 F.

Le Monde
EDITIONS

Science et
philosophie pour
quoi faire ?

Textes présentés par
Roger-Pol Droit

L'AVENIR URBANISTIQUE DE LA CAPITALE TCHÉCOSLOVAQUE

Prague, piédestal de Staline

En changeant de système économique, la Ville de Prague entre dans un nouveau type d'interrogations urbaines. Un colloque sur l'avenir de la ville a été l'occasion de débattre des métamorphoses d'un site où l'on retrouve les problèmes de toutes les villes historiques du monde.

PRAGUE

de notre envoyé spécial

La salle, claire, nette et triste, à l'air d'un lieu de la modernité et ne se distingue que par les odeurs de goulasch d'une cantine attenante. Dehors, le ciel, théoriquement limpide si l'on en croit le baromètre, est tapissé par une moquette mi-brouillard mi-pollution. Des parallépipèdes de tailles variées, un hôtel international, des habitations, une tour de bureaux, un parking ont été jetés au hasard du territoire, sans logique ni économie ni urbanisme. Un autre hôtel est en construction. Par mesure d'économie, on pense ne pas y installer de restaurant. Comme ces hôtels n'ont pas de parkings, les cars vont se garer au milieu des HLM voisins. Mais cela ne dérange pas trop dans ce quartier de Pankrac, petite « Défense » ou petit « Manhattan » à l'échelle de ses médiocres concepteurs. Ce produit de la réalité socialiste tchèque, déguisé en quartier d'affaires, est surtout un chef-d'œuvre kafkaïen.

Dans la grande salle, une dizaine de maquettes sont exposées. Un comité de quartier, récemment constitué, a demandé au concepteur d'origine de revoir sa copie. Et à cinq autres architectes patentés d'imaginer comment redonner une forme et un sens à cet ensemble sans queue ni tête. Et puis, ayant appris qu'un colloque international se réunissait justement à deux stations de métro de Pankrac pour débattre de l'avenir de la ville de Prague, le comité est allé quérir un des participants, l'architecte italien Alessandro Anselmi, pour les aider à départager les concurrents de cette consultation.

Bienveillant, Anselmi reste toutefois perplexe. Il suggère à ses interlocuteurs d'établir un programme, d'étudier la réalité des impératifs économiques, les contraintes techniques ou humaines qui lient le quartier au centre de Prague, avant de demander à des architectes de tailler dans le vif de la ville. On l'écoute, on semble accepter son avis, un peu incrédules quand même sur la possibilité de trouver un groupe d'experts susceptibles de monter ce programme. Déception : là encore, il faudra attendre. Il semblait pourtant si simple de réparer après avoir constaté les dégâts. Anselmi les rassure malgré tout : des désastres urbains de ce genre, on en trouve dans tous les écorchés de l'Ouest. En France, tenez, il a même fallu créer un ministère de la ville !

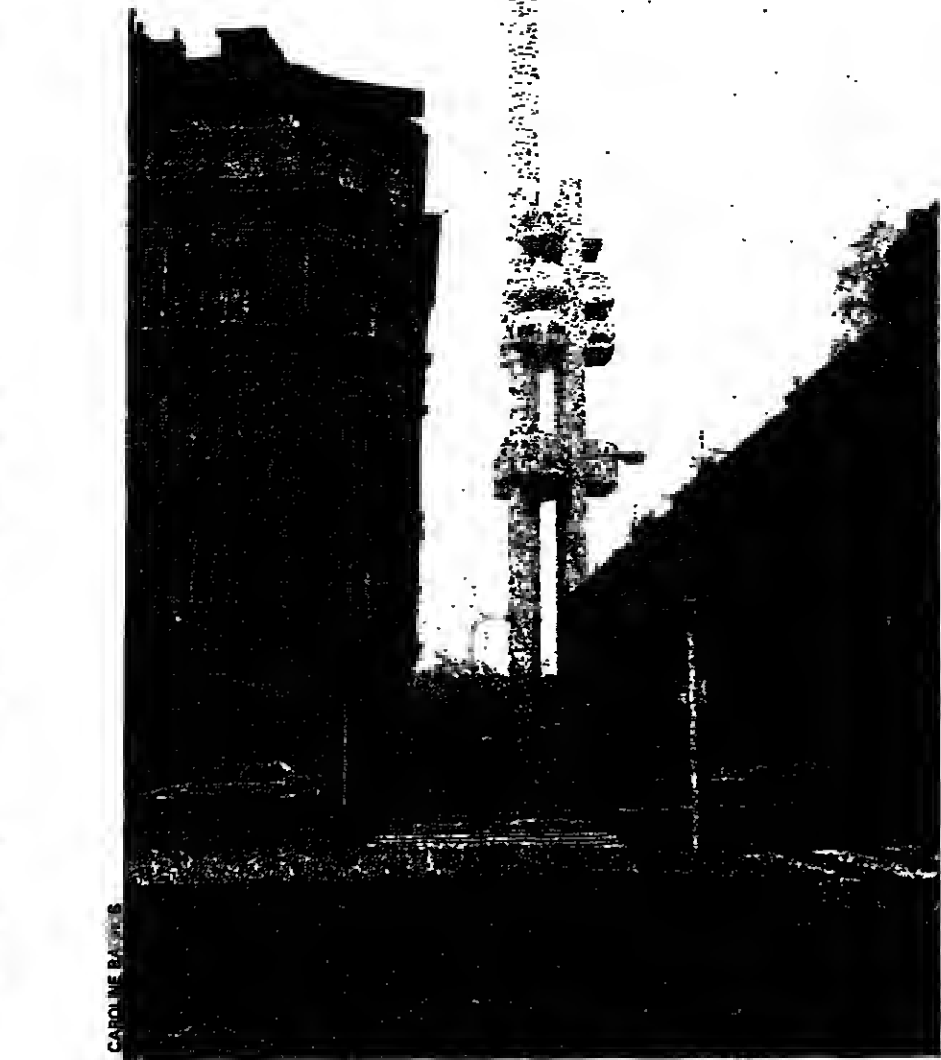
PASTICHE OU MODERNITÉ ?

Le matin même, Anselmi a planché devant deux cents spécialistes, venus de toute l'Europe à l'initiative de l'Association pour la communauté culturelle européenne. Il a montré comment il avait imaginé le nouvel hôtel de ville de Rezé, près de Nantes. Une opération de micro-urbanisme et d'architecture qui bénéficie, à juste titre, d'un beau succès critique. Autour d'une petite place en pente au fond de laquelle se profile la cité de Le Corbusier, Anselmi a réuni plusieurs édifices du passé de la ville auxquels tenaient les habitants, pour en faire un ensemble homogène, repérable. A Rome, à côté de la colline du Testaccio, ancien dépotoir à amphores des Romains, l'architecte a imaginé un bâtiment articulé autour d'un espace libre, maîtrisé. Un bâtiment-manifeste fondé sur la mise en valeur du vide entre les pleins du construit. Qu'est-ce que tout cela a à voir avec Prague ?

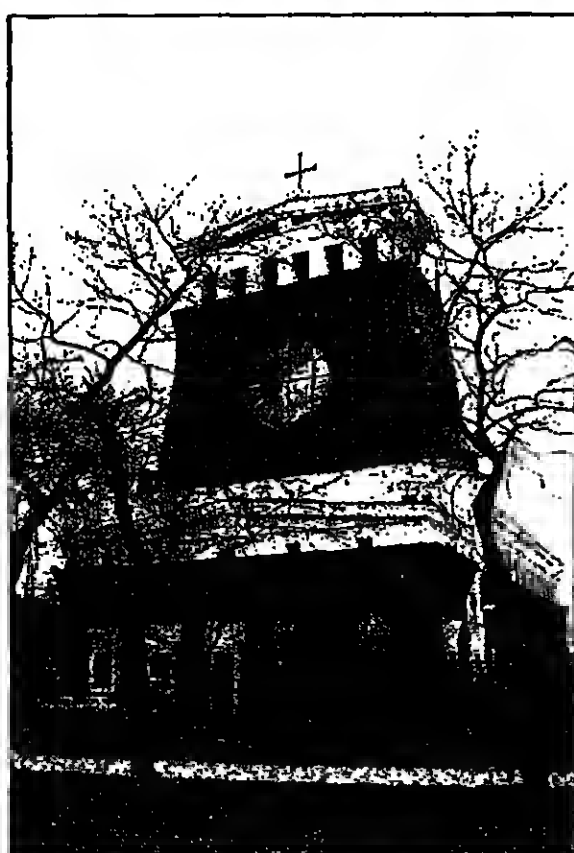
A Prague, l'hôtel de ville, sur la place Staroměstská, est constitué d'une série de maisons reliées les unes aux autres et signalées par un gros beffroi médiéval. Les Allemands, pendant la dernière guerre, ont fait sauter une partie des maisons, agrandissant ainsi la place et donnant un parvis inespéré à l'église Saint-Nicolas, un des chefs-d'œuvre baroques de l'architecte Dientzenhofer. Depuis, trois concours ont eu lieu : d'abord, pour réparer les dégâts ; ensuite, pour combler le « trou » ; enfin, pour réfléchir à un problème urbain sans solution satisfaisante dès lors qu'on le pose en termes absolus.

Comment concilier l'identité, la fierté pragoise, et la reconstruction à l'identique, comme les Polonais l'ont fait, à grande échelle, pour le vieux Varsovie ? Faut-il rejeter le pastiche et choisir un vocabulaire contemporain – mais lequel ? – sur cette place qui appartient au patrimoine mondial ? Mordre un peu, beaucoup, passionnément, pas du tout sur la place ? Être visible, ou minimalistes ? Ne doit-on pas analyser ce qui relève de critères psychologiques, sociaux, symboliques et ce qui ressort de données architecturales et urbaines, avant de trancher ?

Vingt-cinq ans après la destruction du quartier juif, dix ans après l'éphémère apparition de cette étrangeté tchèque qu'est le cubisme architectural, et près de dix ans avant l'achèvement de la cathédrale Saint-Guy, commencée quelques siècles plus tôt, le premier président de la



Trois clochers pragois : la nouvelle tour de télévision ; l'église du Sacré-Cœur, construite par Plecnik (1927-33) ; l'église Saint-Nicolas de Mala Strana, construite par Dientzenhofer père et fils (1705-1755).



Comment continuer la ville sur la ville, sans bouleverser l'âme des quartiers accrochés par les siècles ?

République, Tomas Masaryk, en 1920, demande à Josef Plecnik d'aménager le Palais royal, devenu présidentiel. Au regard des doctrines qui prévalent aujourd'hui en matière de patrimoine, l'intervention de Plecnik apparaît considérable. Elle donne une unité nouvelle à l'ensemble vénérable, mais disparate, du château.

Les cours, les jardins, les circulations sont très largement repensés, des salles entières, comme celle qui porte le nom de l'architecte, sont redessinées, dans un style à la fois affirmé et effacé par rapport à l'« âme » du Palais. Modernes et postmodernes auront tôt fait d'en faire un précurseur, quand Plecnik cherche, à l'inverse des premiers, des continuités, et n'a sans doute jamais eu la pensée critique ou ricaneuse des seconds.

Unifié, le Palais selon Plecnik garde pourtant son jus, ou peut-être, patiné par plus d'un demi-siècle de regards, de visites, de tourisme, l'a-t-il retrouvé ? Discretion de l'intervention ou phénomène d'habitude qui permet à la ville d'assimiler les opérations les plus stupéfiantes ? Il y a surtout, préalable au travail de l'architecte, une analyse fine du bâti et des espaces, une recherche des équilibres cachés de l'ensemble, que Plecnik soulignera, ici par un obélisque, là par deux mâts en pin de Mor-

vie... On trouve toujours, chez Plecnik, une modestie devant les traces du passé, devant l'esprit des lieux, bien rare chez ses confrères.

Dans le Palais de la culture, où a lieu le colloque sur l'avenir de Prague, « ville historique capitale », un architecte français vient montrer que la méthode Plecnik, faite d'analyse fine et rigoureuse, de modestie devant les legs de l'histoire, de mesure dans l'intervention contemporaine, est un outil parfaitement adaptable aux exigences de la ville contemporaine. Antoine Grumbach, pour sa démonstration, apporte une étude exemplaire sur le dixième arrondissement de Paris. Des cartes, des plans, des trames, d'un arsenal a priori complexe, émergent des constatactions simples, des logiques pour continuer la ville sur la ville. Sans la mutiler, surtout sans bouleverser l'« âme » de quartiers accouchés par les siècles, sans anéantir cette dimension imperceptible des cités et qui est leur première richesse. On ne se méfie certes pas assez des vanités contemporaines, si fragiles devant l'avenir lorsqu'elles sont issues d'une politique radicale, celle de la table rase.

A Prague, des quartiers entiers ont fait les frais d'une telle politique. Ainsi à Zizkov, coupé de la vieille ville

par une autoroute imbécile, qui continue de subir une rénovation digne de celle du treizième arrondissement parisien. La construction tchécoslovaque, vouée à la fabrication lourde, n'a pas, à dire vrai, le choix d'une réhabilitation sélective, comme le mériterait ce quartier rattaché à la capitale au dix-neuvième siècle. Les immeubles, les rues, les places, les jardins sont dès lors effacés pour permettre la juxtaposition de barres identiques où l'on compte les modules de béton. On est pourtant ici à 2 000 mètres du cœur historique de Prague.

Ce cœur historique, qui fait de Prague l'un des hauts sites du patrimoine mondial, est à vrai dire singulièrement menacé. Il avait été assez sauvagement touché par « la plus grande statue de Staline », érigée sur les hauteurs qui bordent la Vltava à côté de Mala Strana, mais déboulonnée depuis avec son cortège de figures héroïques. Il en reste un socle puissant et vain. Plus tard, une tour de télévision impose son profil à toute la ville sur l'air étouffé et stupide de « Nous aussi nous sommes modernes ». Mais bon, ce sont là des accidents monumentaux inévitablement liés à l'existence des pouvoirs. Et leur présence n'est finalement pas plus gênante que la pollution qui grise exquieusement l'atmosphère.

Le vrai danger pour Prague vient de la pauvreté même qui avait protégé la ville contre les folies bétonnières de l'après-guerre. Il faudrait de l'argent pour restaurer et moderniser l'équivalent de plusieurs arrondissements parisiens, souvent privés du plus élémentaire confort et dont le délabrement confine souvent à la ruine. De l'argent encore si Prague, « capitale européenne », doit échapper aux investisseurs étrangers, pour qui la ville a bien assez d'âme comme ça. Or ceux-ci ont trouvé dans la tendance « coup de poing » d'une partie de la nouvelle architecture occidentale la caution esthétique théorique qui leur manquait pour contrebalancer la moquette en puissance des défenseurs du patrimoine.

BIZARRE SYMÉTRIE

C'est ainsi qu'un autre architecte français, Jean Nouvel, va bizarrement conclure le colloque de Prague. Arrivé pour la circonstance avec quelques heures de retard, et nullement intéressé par les travaux des dizaines d'orateurs qui l'ont précédé, sans doute jugés rétrogrades, Nouvel va balayer tout cela d'un revers de la main. Non, il ne dévorera pas son projet. Il gardera « la primeur de ses révélations, vous me comprendrez, j'en suis sûr », à ceux (?) qui lui ont commandité l'étude de la rénovation du quartier de Smichov, bizarrement symétrique, par rapport à Mala Strana, de l'ex-stature mégalomane de Staline.

Devant une assistance pour moitié médusée, pour une autre attérée, hop ! il déplace une autoroute et ensevelit les prudentes interrogations sur l'histoire et l'avenir de la ville sous une montagne de déclarations d'intention péremptoires. Chacun devant bien sûr comprendre que sa seule intuition va donner une âme nouvelle à Prague. Ah la fibre assurance du génie, qui fit du grand architecte qu'était Le Corbusier le terrible urbaniste que l'on sait ! Ah le redoutable effet de mode qui, après avoir digéré Boffill, met Nouvel sur le même piédestal !

Le colloque de Prague aura montré quelle rupture existe entre la pratique de l'architecture, si brillante soit-elle devenue aujourd'hui (grâce à des personnalités comme Nouvel), et la culture de la ville, considérablement enrichie depuis quinze ans par le regard d'historiens, de sociologues et de philosophes. Les premiers se servent volontiers des mots des seconds pour légitimer toutes démanches et leurs contraires. Les seconds imaginent leurs discours de ce qui leur semble être les reflets construits de leurs propositions, de leur modernité, et qui ne sont souvent que des effets de mode. Jacques Derrida devait brillamment ouvrir le colloque sur le thème du seul (le mot Prague, Praha, signifie en effet « seuil ») – le passage éternel de la ville d'un état à un autre – et de l'incomplétude – la nécessité de laisser la ville ouverte au changement.

Fallait-il que le philosophe se prenne les pieds dans la notion déjà périmée de transparence, et dans les mythologies urbaines qui remplacent les plaisirs de la proximité physique par la fascination technique de la fibre optique ? Eh oui, il le fallait ! Mais laissons-lui tout de même le dernier mot qui éclaira si bien le seuil présent de Prague : « Qu'est-ce que la loi d'un autre ? La loi d'un autre peut être ici la loi de l'étranger, d'un nouveau maître politique. Mais cela peut être aussi la loi d'une autre logique que celle de la ville elle-même, si elle a une et qui lui soit propre, une autre logique politique, militaire, policière, économique, qui viendrait rompre l'idéal autonome de la ville pour en défigurer le plan propre. »

FRÉDÉRIC EDELMANN

* En attendant la publication des actes de ce colloque qui se déroulera du 11 au 13 mars (Association pour la communauté culturelle européenne, 8, rue de Valenciennes, 75008 Paris), on se reportera aux deux ouvrages suivants : Léon de Coster et Xavier de Coster, *Quarante Promenades dans Prague*, publié en Belgique par les Éditions universitaires ; Prague, secrets et métamorphoses, sous la direction de Xavier Galmiche et Petr Kral, Éditions Autrement, série « Monde ».



En pleine crise économique, les Bulgares vivent au jour le jour. Auteurs et metteurs en scène rêvent de l'Oural. Mais si les cultures tchèque, roumaine ou polonaise sont chez nous reconnues, la culture bulgare, pourtant de ses auteurs, de ses acteurs, d'une certaine tradition, est entre ses frontières. Les uns qu'on veut combattre, les autres de Toulouse et de Thibault de Sofia en créant un théâtre.

SOFIA

de notre envoyé spécial

Les Bulgares ont une culture riche, mais elle est méconnue. Les auteurs et metteurs en scène rêvent de l'Oural. Mais si les cultures tchèque, roumaine ou polonaise sont chez nous reconnues, la culture bulgare, pourtant de ses auteurs, de ses acteurs, d'une certaine tradition, est entre ses frontières. Les uns qu'on veut combattre, les autres de Toulouse et de Thibault de Sofia en créant un théâtre.

La Bulgarie est le seul pays d'Europe où le bloc de l'Est n'a pas été détruit. Ses habitants, à l'exception de ceux qui ont émigré, ont gardé leur identité. Après avoir vu, sous le régime de Staline, les Bulgares d'Europe, ils ont vu, sous le régime de Tchernomir Stoyanov, les Bulgares d'Europe. Ils ont vu, sous le régime de Tchernomir Stoyanov, les Bulgares d'Europe. Ils ont vu, sous le régime de Tchernomir Stoyanov, les Bulgares d'Europe.

Pays modèle du bloc de l'Est, ment installé au sein du système d'États du COMECON, la Bulgarie a une économie sans précédent. Le pays, substance, tant par l'ampleur de sa ressource humaine que par la diversité de ses richesses, est le seul pays frère qui ait pu résister à la Goulag. Depuis le 10 janvier 1989, le pays de pétrole du pays, a réussi à maintenir payer le pétrole et des manquant, le brut manque, plus d'un peu. A Sofia, les voitures sont sans les trottoirs, paralysées sous des bus. Les arrêts de trolley sont envahis humains.

Peu de chauffage, peu de viande, manque depuis Noël, et le froid dans des conditions sanitaires qui représente le huitième du salaire (environ). Ici, tout se vend tout d'ampoules grillées. Partout où il y a les échangeurs contre des ampoules, on ne vole pas, on triche. Bref, on dans les lieux publics, l'air est en pénombre.

Alors, pour oublier un peu les attendant des jours dont le monde.

Handwritten text in a box: "Sofia (Bulgarie)"

A L'EST

CRÉATION D'UN COURANT D'ÉCHANGES THÉÂTRAUX ENTRE TOULOUSE ET SOFIA Les trublions d'une révolution feutrée



«Mammouth», de Stanislav Stratiev, mise en scène de Plamen Markov



«Ubu roi», d'Alfred Jarry, mise en scène de Didier Carette

En pleine crise économique, les Bulgares vivent au jour le jour. Auteurs et metteurs en scène rêvent de l'Ouest. Mais si les cultures tchèque, roumaine ou polonaise sont chez nous reconnues, la culture bulgare, pourtant riche de ses auteurs, de ses acteurs, d'une certaine tradition, étouffe entre ses frontières. Une réalité qu'ont voulu combattre le Sorano de Toulouse et le Théâtre satirique de Sofia en créant un lien entre eux.

SOFIA

de notre envoyée spéciale

LES choses sérieuses ont commencé l'année dernière. Le metteur en scène et comédien Didier Carette est venu travailler à Sofia avec des comédiens locaux et a monté *Ubu roi*, de Jarry. Lauréate du concours de manuscrit européen organisé par le Festival international de théâtre de Mauberge, la *Vie bien qu'elle soit courte*, du dramaturge bulgare Stanislav Stratiev, fait actuellement une tournée en France et fera escale à Toulouse le 2 avril. La venue d'un metteur en scène français, mais surtout la venue de Stratiev en France ont enthousiasmé les Bulgares. C'est pour eux l'occasion d'aller prendre l'air ailleurs. Car le théâtre bulgare étouffe dans ses frontières au contraire des cultures polonaise, tchèque, est-allemande, reconnues et souvent sollicitées à l'Ouest.

La Bulgarie est le véritable *laissez-pour-compte* du bloc de l'Est même si ce pays, comme la plupart de ses frères, a mis fin en 1989 au pouvoir communiste. C'était le 10 novembre. Après trente-cinq ans de pouvoir, Todor Jivkov, le «tsar» de Sofia, tombait sous les coups de boutoir d'une révolution que l'on a qualifiée de «feutrée». Et qui est passée presque inaperçue: la veille, la chute du mur de Berlin lui avait volé la vedette.

Pays modèle du bloc de l'Est, longtemps docilement installé au sein du système d'échanges commerciaux du COMECON, la Bulgarie subit une crise économique sans précédent. Le pays a été vidé de sa substance, tant par l'absence d'un retour à une économie de marché et la désorganisation économique des pays frères que par les conséquences de la guerre du Golfe. Depuis le 1^{er} janvier, l'URSS, principal fournisseur de pétrole du pays, a réduit ses livraisons. Il faut maintenant payer le pétrole en devises et les devises manquent, le brut manque, plus d'essence donc, ou si peu. A Sofia, les voitures sont rares ou entassées sur les trottoirs, paralysées sous des bousses crasseuses. Les arrêts de trolley sont envahis par des grappes humaines.

Pen de chauffage aussi, par intermittence. La viande manque depuis Noël, et le kilo de porc, abattu dans des conditions sanitaires plus que douteuses, représente le huitième du salaire moyen (300 leva, environ). Ici, tout se vend, tout s'achète, même les ampoules grillées. Partout où ils le peuvent, les malins les échanger contre des ampoules qui marchent. Ici, on ne vole pas, on troque. Bref, on se débrouille, et, dans les lieux publics, l'œil doit s'habituer à la semi-pénombre.

Ainsi, pour oublier un peu cette Bulgarie-là, en attendant des jours dont ils jurent qu'ils seront meil-

leurs, les Bulgares aiguisent leur sens de l'humour. Très particulier ce sens de l'humour, mêlé de désespoir et de fatalisme, à l'image de ce proverbe qui court la capitale: «Plus mal c'est, mieux c'est», car après tout, cela ne peut pas aller plus mal. Cette plaisanterie, aussi: Il faut tout conserver, même le ticket de trolley, pour envelopper le fromage, en prenant bien garde, toutefois, qu'il ne s'échappe pas par le trou du poinçon.

Cette causticité, ils l'aiment la retrouver dans les quatorze théâtres soviétiques, encore placés sous la boulette de l'Etat. Après une forte hausse du prix des billets – même si elle reste modérée, – les spectateurs ont paru boudier les salles ces deux dernières années. «Ils nous ont un peu abandonnés parce qu'ils pensaient que nous révélerions des choses croustillantes après la chute du régime. Mais ils ont été déçus», explique Plamen Markov.

SARCASME ET EXOTISME

Le directeur du Théâtre satirique de Sofia veut surtout parler de ses camarades, disséminés pour la plupart dans les méandres du gigantesque Palais de la culture, glacé par tous les courants d'air de Sofia, qui croisent un public confidentiel dans ses couloirs labyrinthiques. Lui n'est pas à plaindre et donne au public ce dont il est friand: du sarcasme et de l'exotisme, et ce, à raison de... dix spectacles par an en alternance. Un exploit quand il faut se battre pour récupérer un misérable pot de peinture ou pour trouver trois morceaux de tissu, du fer, dont le prix vient d'être multiplié par douze.

Pour le sarcasme, il y a Stanislav Stratiev, chanteur incontesté de la pièce grinçante. L'une de ses productions, *Mammouth*, fait un triomphe. L'histoire? Elle est calquée sur l'intrigue de *Rhinocéros*, d'Engène Ionesco. Un couple d'intellectuels qui veut émigrer en Autriche doit se soumettre aux bonnes grâces du cuisinier du chef de l'Etat pour espérer fuir. Le *Mammouth*? Une tache réfractaire, dont la forme ressemble au pachyderme, qui disparaît et réapparaît toujours au mauvais moment sur les murs de l'appartement du couple. C'est peut-être le cadavre de la grand-mère, qui a mystérieusement disparu, ou bien un stock de viande cachée – chose courante à Sofia; l'entrée du boucher, prêt à acheter cette barbaque à prix d'or, provoque un déluge de fous rires et d'applaudissements dans la salle, – ou encore une somme de mensonges cachés ou enfin ce que l'on appelle la mauvaise conscience.

Pour l'exotisme, il y a Didier Carette. Sa mise en scène d'*Ubu roi*, interprétée par des comédiens du cru, a fait un triomphe en janvier dernier devant un public et des professionnels qui ont avoué ce spectacle comme une véritable bouffée d'oxygène.

A chaque instant, pourtant, le metteur en scène les replonge dans leur quotidien: le texte a été choisi en conséquence et sa «lecture», transposée dans un cirque, est évidemment peuplée des impressions de ses quatre mois soviétiques. Images violentes et baroques, dompteurs et ballerines masochistes, clownsques, son Ubu, transformé en Monsieur Loyal, est plus absurde que jamais. L'univers de Didier Carette sera longtemps frappé par le sceau bulgare.

A Sofia, les salles se remplissent aussi lorsqu'un bon metteur en scène monte une pièce étrangère. Boulimique de Beckett, Molière, Beaumarchais, Brecht, Ionesco ou Shakespeare, le public a été récemment conquis par la lecture au scalpel de *la Ronde*, de Schnitzler, par Borislav Tchakrinov. Dans une mise en scène et des décors très expressionnistes, le rythme, relativement lent, du texte, s'emballe, comme un film projeté à l'accélération.

Le metteur en scène de ce «marabout-d'ficelle» débité à la mitrailleuse est aussi l'un des représentants de la nouvelle génération de directeurs de théâtre. Le Petit Théâtre derrière le canal est l'un des premiers trublions de la structure étatique du théâtre bulgare vieille de plus de quarante ans. C'est un établissement semi-privé créé par la moitié des 42 comédiens du Théâtre de Sofia qui ont, un beau jour, voulu faire «autre chose».

Aujourd'hui, la troupe est financée à 60 % par la municipalité – à majorité écologiste!... Les recettes assurent l'équilibre. Une autre compagnie est en train de grignoter le monopole de l'Etat, grâce au mécénat. Celui d'une entreprise privée bulgare-allemande. Le plan de privatisation du gouvernement bulgare a imaginé un dispositif ingénieux: lorsqu'une entreprise étrangère souhaite racheter une entreprise locale, elle peut payer une partie de sa dette à l'Etat en investissant dans une entreprise culturelle. «Ces fleurs, agréables, ont encore très peu de force, mais elles nous font espérer dans l'avenir du théâtre bulgare», explique un metteur en scène. Dans quelques mois, les subventions de l'Etat seront amputées de moitié.

Pourtant, le théâtre résiste, et bien, surmontant la crise par la créativité. Il y a encore les marionnettes, grande spécialité de l'Est. Vingt salles se partagent le «marché» soviétique. Et des metteurs en scène que l'on qualifie d'avant-gardistes, comme Vozkressia Vilanova. Ce petit bout de femme, surnommée «la tempête» par ses pairs, mêle danse, chant et théâtre. Voilà un étrange spectacle, une belle et longue mélodie qui puise aux sources du bulgare, langue ancienne, ou de ses dialectes.

Cette énergie doit aussi beaucoup à l'enthousiasme des comédiens, pourtant les plus menacés par la tourmente. Tous issus de l'Académie des arts dramatiques, ils étaient sûrs, depuis quarante ans, de trouver du travail en sortant de l'école, au théâtre comme au cinéma. Dans quelques années, les places seront plus chères: la production cinématographique est tombée de vingt-quatre longs métrages à quatre en 1991 – si tout va bien – et il n'y a pas d'argent pour la télévision. On pourrait penser qu'ils sont les clones d'une institution unique. Mais, heureusement, les comédiens bulgares sont truculents, débordants de

vie, singuliers. «Habités au rythme de l'alternance, ils sont plus instinctifs que les Français», explique Didier Carette. Ils n'ont pas de pudeur et beaucoup de générosité.

Reste que le théâtre bulgare manque de sujets bien à lui. Son répertoire s'atrophie. «Nos auteurs ne savent pas quoi écrire aujourd'hui parce que les orientations politiques changent toutes les trois semaines», constate Vili Tsankov, doyen des metteurs en scène bulgares, député à l'Assemblée nationale et directeur du Théâtre de Sofia. Aujourd'hui, les pièces soviétiques contemporaines n'ont aucun point commun avec les œuvres bulgares car les deux pays n'ont plus les mêmes problèmes économiques et sociaux. Nous ne pouvons nous offrir les auteurs de l'Ouest, faute de devises, sauf s'ils acceptent d'être payés en leva.

«Nous connaissons une crise du répertoire parce que, dans le passé, il était plus passionnant d'écrire des pièces interdites. La production a baissé car l'interdit a été levé», explique Ivan Radoev. Cet auteur n'écrit plus aujourd'hui. J'attends que mes deux dernières œuvres, interdites pendant des années, soient montées.

Les écrivains peuvent-ils aujourd'hui sortir du réalisme, raconter des mélos, des histoires d'amour? «Bien sûr», rit Stefan Tzanev. J'ai écrit une Jeanne d'Arc. Il y a trois personnages. Elle, le bourreau, et Dieu. Un jour, celui-ci sombre dans le désespoir, complètement découragé par l'idéologie qu'il a toujours soutenue. Pour le convaincre qu'il a raison, Jeanne accepte de mourir pour lui. Elle se sacrifie donc pour les idées de Dieu. Voilà ce que j'appelle un sujet réaliste... Les Bulgares savent très bien raconter les histoires. Seulement, il y a trop longtemps que la rumeur de la rue, les beurts et douleurs de la vie de tous les jours sont les seuls ferments de leur imagination. Beaucoup trop longtemps. Il faudra de longs mois, de longues années sûrement, avant que l'on puisse décrire vraiment le renouveau de la culture soviétique.

BÉNÉDICTE MATHIEU

★ La Vie bien qu'elle soit courte. Le 28 mars, à 20 heures, à la Maison de la Culture de Mons. Tél.: 27-65-65-40. Du 2 au 14 avril au Théâtre Sorano de Toulouse. Mardi, jeudi, vendredi et samedi, à 20 h 30; mercredi à 19 h 30 et dimanche à 16 heures. Tél.: 61-25-66-87.

JAZZ

VIENT
DE PARAÎTRE

Philippe Carles,
Christian Gauthier,
Alain Gerber,
Jean-Louis Ginibre,
Frédéric Goaty,
Michel Laverdure,
Francis Marmande,
Jean-Robert Masson,
Jean-Pierre Moussaron,
Jacques Réda,
Frank Ténor et toute
l'équipe de Jazzmag
répondent à la question:

Que reste-t-il d'une année de
(sur)production phonographique?

en choisissant
les 40 meilleurs CD de 1990
vraiment

JAZZ MAGAZINE: Pour ceux qui aiment le Jazz

LA SÉLECTION

MUSIQUES

Découvertes

Prodomides

Crossway

Bruch

Symphonie concertante pour alto et clarinette

Ravel

Favara pour une infante délicate

Stravinsky

Pulcinella

Orchestre symphonique français, Eliazar de Carvalho (direction).

Le Brésilien Eliazar de Carvalho n'est pas un jeune homme (il a 47 ans, il y a bien longtemps, l'assistant de Koussevitzky à Boston). Il est peu connu en France (il y a si longtemps que l'Orchestre national ne l'a pas invité). Il est un vrai grand chef d'orchestre. L'Orchestre symphonique français devrait « sonner ».

Le 2 avril, Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 60 F à 170 F.

Paris

Mercredi 27 mars

Fauré

Quatuor pour piano et cordes n° 2

Quatuor pour piano et cordes n° 1

Schumann

Quatuor pour piano et cordes op. 44

Rien de Vivaldi (piano), Quatuor Orlandi.

Rien de Vivaldi n'est fait connaître par un disque (publié par EMI) dont le programme, très haute voltige, était mieux qu'une cure de visite. Les Orlandi sont basés aux Pays-Bas. Ils viennent de publier une remarquable version du *Quintette* de Franck avec Catherine Collard pour Lyria. Les cinq Bataves vont justement consacrer la première partie de leur concert à la plus exigeante musique de chambre française, celle de Gabriel Fauré, dont le Théâtre du Châtelet, qui programme cet auditoire, a prévu l'intégrale.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 130 F.

Haydn

Symphonie n° 88

Prokofiev

Concerto pour piano n° 3

Saint-Saëns

Symphonie n° 3

Martha Argerich (piano), Orchestre du Paris, Emmanuel Krivine (direction).

Martha Argerich ne donne plus de récitals depuis longtemps déjà. Elle leur préfère le concerto et la musique de chambre. Comment ne pas regretter une telle décision ? Mais exprimons le regret de ne plus pouvoir entendre l'une des pianistes les plus marquantes de notre siècle, seule, face à son piano.

Salle Pleyel, 20 h 30 (à 28). Tél. : 45-63-07-96. De 50 F à 210 F.

Jeudi 28 mars

Mozart

Quatuor pour clarinette et cordes KV 591

Quatuor pour hautbois et cordes KV 370

Quatuor à cordes KV 428

David Walter (hautbois), Pascal Morag (clarinette), Quatuor Ysaye.

Programme sans failles, interprètes sans failles. La programmation de l'Auditorium du Louvre est sans failles. Donnez-moi l'acoustique ne soit pas tout à fait à la hauteur d'une si loisible ambition.

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 80 F à 120 F.

Britten

Peter Grimes

Webern

Passacaille

Zemlin

Six Lieder op. 13

Sinfonietta

Hans Schwab (soprano),

Orchestre national de France,

Erich Leinsdorf (direction).

Après quelques passages décevants à la

tête de l'Orchestre de Paris (les habitués

de Pleyel se souvenant peut-être d'une

symphonie de Mahler anémique), Leins-

dorf retrouve le National. Le programme

est rare, la chanteuse magnifique.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.

Tél. : 47-20-38-37. De 40 F à 190 F.

Mardi 2 avril

Rachmaninov

Haendel

Caldara

Scarlatti

Durante

Carissimi

Chick

Bellini

Verdi

Aïda et Médée

Eldim Hovakimyan (baryton),

Mikail Artakyan (piano, orgue, clavecin).

Le type même de programme taillé sur

mesure pour les aficionados du chant.

Seront-ils nombreux pour faire fête à

cette découverte soviétique que Philips

s'est dépêché de prendre sous contrat ?

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-

28-28-40. 100 F.

Brahms

Sonate pour violoncelle et piano n° 1

Beethoven

14 Variations op. 44

Mendelssohn

Quatuor à cordes n° 2

Mozart

Quintette pour clarinette et quatuor à

cordes KV 581

Romain Guyot (clarinette),

Marc Cospay (violin),

Robert Boffard (piano),

Trio Wiedersheim,

Quatuor Ysaye.

Concert donné dans le cadre de Campus

à l'oreille (lire dossier pages 18 et 19).

Villeneuve. Université Paris-XIII, 17 h 30.

Régions

Aix-les-Bains

François Comperin

L'Art de toucher le clavecin, troisième livre,

XVIII^e siècle

Royer

Sonates pour clavecin en sol mineur et en do

mineur

Scarlatti

Cinq sonates pour clavecin

Andreas Staier (clavecin).

Festival d'Aix-les-Bains. Andreas Staier

lance son piano-forte pour retrouver son

clavier. Son assistance à jouer d'un réper-

toire, d'un instrument à un autre est stu-

péfiante. Beethovenien convaincant,

Haydnien, bocherinien (il vélocité, il joue

aussi Comperin, Pannozzi Royer et Scar-

latti. Beaucoup d'interprètes traditionnels

qui ne valent pas plus loin que le réper-

toire standard devraient suivre son exem-

ple.

Le 29 mars, Marc Minkowski et les Musi-

ciens du Louvre donnent *San Giovanni**Battista* de Stradella (Palaï des congrès).

Le 31 mars, Musica Antiqua de Cologne,

placé sous la direction de Reinhard Go-

bel, ont choisi d'explorer Castell, Rovetta, Riccio et Cima... Leurs en-

gagements habituels sont une garantie de

qualité (grâce au Bourget-du-Lac).

Le 30, Église Saint-Sébastien, 21 heures.

Tél. : 79-88-99-10. 120 F.

Caen

Haydn

Les Sept dernières paroles de Christ, ver-

sion pour quatuor à cordes

Quatuor Musiques.

Christophe Coin fait un pèlerinage dans



Eddy Mitchell

sa ville d'origine, avec le Quatuor Mosi-

ques. Il y tient le violoncelle avec une

présence d'homme qui vient renforcer le

significatif qualité de ce quatuor. Forma-

tion internationale puisque sa qualité

mérite un tel qualificatif et que ses mem-

bres sont issus de pays différents.

Le 30, Église Notre-Dame de la Gloriette,

20 h 30. Tél. : 51-30-78-20. 80 F.

Touloir

Monteverdi

Vespere della Santa Vergine, Messe in B

tempo

Du Caurroy

Regnum

Ensemble vocal Sagittarius,

Michel Lapierre (direction).

Pour les *Vesperes de la Vierge*, bien évi-

demment, mais aussi pour le *Regnum*

d'Eustache Du Caurroy, un chef-d'œuvre

de la polyphonie que l'on ne donne pres-

que jamais.

Le 29, Chapelle de l'Hospice, 20 h 30.

Tél. : 20-28-66-03. De 60 F à 100 F.

Jazz

Tete Montoliu

Un jour qu'on demandait à Tete Mon-

toliu, pianiste catalan - c'était il y a vingt

ans - de citer son pianiste préféré, il avait

répondu : John Coltrane. On n'a jamais

su si cette réponse était due à l'accent

désastreux de la question (il avait exigé

en effet que l'interview fût en anglais), à

la cécité du Catalan ou à une forme d'hu-

mour que n'eussent pas déseigné Manuel

et Bergamini. Deux certitudes surgissent

aujourd'hui : l'ombre de Coltrane dans

l'imagerie de Tete Montoliu et son

talent indéniable de pianiste qui l'a fait

reconnaitre loin de la péninsule ibérique.

Le 28, Le Blanc-Mesnil, Hôtel de ville,

20 h 30. Tél. : 43-86-66-00. De 70 F à

90 F.

Michel Sardaby Trio

Pianiste antillais, toujours à l'écart du

mouvement et toujours en plein centre,

Michel Sardaby trace sa route. Elle passe

par New-York et parfois par Paris. Elle

se dégage d'une d'âme de vérité

perçue dans les lras et développée depuis

patiemment. Les écrivains et les peintres

seront ne fonctionnent pas autrement.

Le 29 et 30, Allégria, 22 heures. Tél. :

42-84-11-27.

David Murray Octet

Il y a quinze ans, il avait tout, la sonorité,

l'altérité, le talent, pour devenir un saxo-

phoniste à la mode. David Murray est

passé à côté d'une carrière éblouissante. On y

a gagné quoi ? Une fidélité certaine à la

musique, à l'idée du jazz, au fire qu'il

aurait pu jeter avec l'œuf du bain et à la

mémoire d'Albert Ayler. Et, de surcroît,

une longue maturation toujours en cours.

Le 29, Pierrefitte, Maison du peuple,

20 h 30. Tél. : 43-85-86-00. De 70 F à

90 F.

Rock

AC-DC

Les Australiens bruyants sont de retour.

Angus Young est un guitariste dynamique

et précis, ce qui ne suffit quand même

pas à donner de l'intérêt au heavy metal

fatigué d'AC-DC.

Le 28, Palais omnisports de Paris-Bercy,

20 heures. Location FNAC. 140 F.

Régions

Mollet

Grand Théâtre

de la ferme du buisson

Chatham et les cent guitares

Un peu rock, un peu jazz, assez indéfini-

nissable, Rhyx Chatham a imaginé de

masser les guitares comme les violons

d'un orchestre symphonique, pour mieux

surprendre et faire rêver.

Le 28 et 29 mars à 21 heures. 60 F à

100 F. Tél. : 80-06-20-00.

Toumées

Les Satellites

Cuivres rutilants, rythmique lourde mais

pas bête, guitares hurlantes et voix

extrêmes, les Satellites ne font rien de mo-

dié, surtout sur scène.

Le 28 mars, Rennes, Salle de la Cité,

20 h 30. 80 F. Le 29, Caen, Les Ours,

21 h 30. 70 F. Le 30, Brest, Salle Gaudin,

21 h 30. 70 F. Le 31, Lorient, Le Moulin en

charité.

Corman & Tuscada

Musique en biais, instruments improb-

ables, les Corman & Tuscada demandent à ceux

qui les écoutent. Mais la généralité du

groupe n'empêche pas d'être au-dessus de

la moyenne.

Le 27 mars au Rex-Club à 0 heure. Tél. :

40-30-83-82. Le 28, Rue Choiseul, Le Plan

22 heures. 50 F. Le 30, Rennes, L'Ubu,

20 h 30. Tél. : 18-88-31-12-10. Le 31,

Morlaix, Le Côté, 22 h 30.

The Las

Résolution passée, les quatre garçons

de Liverpool arrivent pourtant à dépasser

la réputation de la pop anglaise classique.

La colère, l'intégrité et l'intelligence de

Les Movers, le chanteur et la (qui veut

dire « gars » en argot de Liverpool) en

chef y sont pour beaucoup.

Le 28 mars, Lille, Adrocof, 20 h 30. Tél. :

16-20-54-85-24. Le 29, Rennes, Salle de la

Cité, 20 h 30. 110 F. Tél. : 16-88-31-

12-10. Le 30, Bordeaux, La Kaban, Le

31, Montpellier, Rodière Odéon.

Motörhead

Très lourd, très vite, très fort, Motörhead

obéit aux trois commandements du heavy

metal. Mais il y a un peu plus : des éclats

d'humour, la voix rauque de Lemmy,

quelques titres qui s'écartent de la for-

mule de base, du metal à visage humain,

en quelque sorte.

Le 28 mars, Nice, Théâtre de Verdure. Le

30, Mulhouse, Salle Phoenix.

Festivals

Saint-Brieuc

Carnavalorock 91

Soirée composite et sympathique avec le

musicien local des V.R.P. enfants des

Frères Jacques, de Reiser et des Sex Pi-

stols, le reggaeur sinistre de Tonton

David (le joueur de *Peuples du monde*), le

sax de Verka Vis et le rock de Médecine

dure, les régionalistes de l'époque.

Le samedi 30 mars à partir de 20 heures à

le Maelon du peuple. Entrée : 100 F. Tél. :

(06) 96-54-82-28 ou 96-61-11-04.

Chanson

Serge Reggiani

Le retour de Serge Reggiani, après un

album il y a quelques mois. La voix vibre

un peu moins, mais les chansons sont

belles.

Le 27 au 30, 20 h 30 : le 31, 17 heures.

Olympia. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à

240 F.

Chorus des Hauts-de-Seine

Sous chapiteau géant, les chœurs du public

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Les Bacchantes

d'Eschyle, mise en scène de Philippe Adrien, avec Claude Deglams, Maurice Deschamps, Nicole Gabelus, Clément Harari, Jean Martin, Radjap Mitrovitsa, Jacques Verzier, Sylvie Chenu, Corinne Frimms et Olga Jovska.

Tout est bien prometteur dans ces *Bacchantes* : l'action, autour d'un dieu exotique, qui tourneboule l'ordre humain et met la religion sans dessus dessous.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30. In dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. De 40 F à 100 F.

La Passion selon G.H.

de Claude Liscpector, mise en scène d'Alain Neddam, avec Nelly Bourgeois.

Encore un monologue, celui d'une femme à la découverte d'un territoire inconnu, celui de sa bonne. Cette femme, c'est Nelly Bourgeois.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30. In dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. De 40 F à 100 F.

Summer

d'Edward Bond, mise en scène de René Loyer, avec Françoise Bergé, Claude Bouchery, Carole Franck, Jean-Pierre Germain et Edith Scob.

Les personnages se hissent aux côtés des figures mythiques des héros classiques et comme eux, ils apprennent la grandeur, la dévotion de la vie ; comme eux, ils n'échappent pas à la tragédie de l'existence.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maistre-Brun, 75001 Paris. Du mardi au samedi à 21 heures. Du dimanche à 16 heures. Tél. : 43-86-43-60. 130 F.

Le Vent du gouffre

de Philippe Caubère, mise en scène de Philippe Caubère, avec Philippe Caubère.

Philippe Caubère continue d'explorer la jungle du théâtre, sa vie, sa somme. Cette fois, il raconte les aventures de Ferdinand Faure, qui s'apprête à entrer dans la peau d'un nouveau personnage : Antoine Delbarre, Belge internationaliste et truculent directeur de théâtre.

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10^e, à partir du 2 avril. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 42-08-18-50. De 100 F à 300 F.

Voltaire-Rousseau

de Jean-François Prevand, mise en scène de Jean-Paul Ferré et Jean-Luc Moreau.

Voltaire et Rousseau ne se sont pas

rencontrés, mais ils se sont longuement parlés... au travers de ce qu'ils ont écrit ou dit l'un de l'autre. C'est en tout cas le sens du spectacle. Une confrontation hardie.

La Bouffon, 5, rue La Fayette, 9^e. A partir du 28 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-76-99. De 90 F à 180 F.

Paris

B.M.C.

d'Eugène Ionesco, mise en scène d'Anne Torres, avec Anne Alvaro et Mohamed Roubhli.

Traduire : bordel militaire de campagne. B.M.C. où une prostituée demande aux hommes de lui raconter une histoire. Un jour, un homme raconte le chemin de sa vie. Beauté des mots, choc des talents.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-43-17-17. De 40 F à 100 F.

Les Choéphores

d'Eschyle, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Abkarian, Silvia Belli, Duccio Battisti, Georges Sigot, Juliana Carneiro de Cunha, Christian Dupont, Maurice Durozier, Pascal Durozier, Bronis Jodkowski et Eric Lacombe.

Le meurtre descend les générations de la famille des Atrides. Il faut aller voir *l'Iphigénie*, puis les deux premières parties de *l'Oreste*. Les auteurs y sont tous jours aussi fascinants dans leurs costumes orientaux. Ils ont le geste et le verbe éblouissants, rythmés par la musique riche, envoûtante de Jean-Jacques Lemêtre.

Carrousel Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Mars, 12^e. Le samedi à 19 h 30. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

Le Crayon

de Gilles Costaz, mise en scène d'Alain Bal, avec Hélène Arié et Jean-Michel Dupuis.

Un homme et une femme dans une discothèque, cela devrait parler de tout, sauf d'un crayon. L'homme ne veut pas danser, il veut écrire une lettre... d'amour. Elle ne veut pas jouer les techniciennes, elle voudrait parler... d'amour. C'est un match tendu et complètement farfelu servi par deux comédiens épatants.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70. De 80 F à 220 F.

Dibouk

de Solomon Ansky, mise en scène de Moshe Leiser, avec Richard Axon, Bernard Ballet, Gérard Barreau, Philippe Bianco, Jean-Luc Buquet, Roland de Pauw, Evelyn Didi, Patrick Donnay, Johan Heestermans et Anne Misse.

La tentation est grande d'explorer les mystères interdits de la cabale, surtout lorsque l'on est amoureux. Mais le destin est impitoyable. Possession, exorcisme, la légende est une force terrible que le spectacle adoucit. Les rituels sont reconstitués de façon impressionnante.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 3 heures. 90 F et 120 F.

La Duchesse de Malfi

de John Webster, mise en scène de Michel Langhoff, avec Gilles Privat, François Chetot, Lau-



Laure Marsac et Roger Planchon dans *Le Vieil Hiver* à Villeurbanne.

rence Calame, Anne-Cécile Doser et Martine Schambacher.

Le plus enarçhiste, le plus cynique, le plus inattendu des metteurs en scène monte un auteur, qui, comme Shakespeare, fait jaillir de l'atroce une vision très fataliste de la condition humaine. Du théâtre qui secoue, c'est rare, c'est bon.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. Du mardi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 3 h 20. 70 F et 120 F.

Eurydice

de Jean Anouilh, mise en scène de Georges Wilson, avec Sophie Marceau, Lambert Wilson, Georges Wilson, Catherine Rivoit, Maxence Mailfort, Pierre Val, Elsa Steiner, Jacques Jacquemin, Jacques Marchand et Bruno Balp.

Entourée d'une distribution solide, Sophie Marceau s'aventure sur les planches pour la première fois et de fort belle manière. Œuvre, 55, rue de Cligny, 9^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-36. Durée : 2 heures. De 80 F à 250 F.

Les Fruits d'or

de Nathalie Sarraute, mise en scène d'Elizabeth Chailout, avec Marie-France Gantier, Adèle Akim, Daniel Berlioz, Brigitte Carillon, Jean-Gabriel Nordmann, Christine Bruchet et Pierre-Alain Chapuis.

Variation autour d'un « chef-d'œuvre » littéraire. Derrière la satire des milieux para-intellectuels parisiens, il y a le désarroi des gens dont la seule raison d'exister est d'avoir une opinion, de savoir la communiquer et d'y mettre de sérieux démons et besoins.

Paris-Villetta, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-02-02-68. De 60 F à 120 F.

Gauche uppercut

de Joël Jouanneau, mise en scène de Stéphanie Loit, avec Guy-Pierre Couleau, Phil Doguil, Malek Kateb, Anne Le Guennec, Adama Niane, Denise Perron et Gilles Segal.

Après la comédie rurale, la comédie alpine, la comédie insulaire, Joël Jouanneau propose une drôle de comédie urbaine, la bulle de six squatters sordides et poétiques qui n'ont pas grand-chose, sinon pas mal de haine. Théâtre du Groupe T50, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aulnay-sous-Bois. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-34-67-87. Durée : 1 h 20. De 80 F à 110 F.

Gustave et Louise

de Pierre Barillet, mise en scène de Gérard Caland, avec André Dumas et Nicole Jamet.

Ils se sont courtisés cinq jours, aimés une nuit, puis séparés pendant de longues années, réunis par leurs lettres pleines de passion, de serments et de scènes de ménage. Le charme des relations à longue distance vécu par Gustave Flaubert et Louise Collet. Nicole Jamet et André Dumas se donnent à cœur joie dans le texte très vif, très badin, de Pierre Barillet.

Mathurins (Petit), 35, rue des Mathurins, 8^e. Du mardi au samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-55-90-00. Durée : 1 h 30. 60 F et 120 F.

Heldeplatz (place des Héros)

de Thomas Bernhard, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Annie Girardot, Guy Tréjean, Maïa Simon, Maud Rayer, Philippe Joris, Monique Chaumerte, Jean-Claude Jay, Maria Verdi, Pierre Descazes et Sarah Quémén.

C'est comme si Thomas Bernhard avait voulu jeter toute sa rage dans cette œuvre ultime créée en 1988. Les acteurs ont parfaitement compris la force de ce dernier avertissement, scandant la violence d'un écrivain qui n'a plus le temps de batailler pour une victoire.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maistre-Brun, 20^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-88-43-60. Durée : 2 h 20. 130 F.

Le Maître de go

d'après Yasunari Kawabata, mise en scène de Jean-Paul Lucet.

ATHENES LOUIS JOUVET

PHEDRE

de MARINA TSVETAeva

mise en scène SOPHIE LOUCACHEVSKY

47.42.67.27

avec Michel Bouquet, Juliette Carré, Jacques Spiesser.

Michel Bouquet est éternel en joueur de go invaincu mais non pas invincible, qui aborde son ultime tournoi comme il accepte sa mort prochaine. Il n'est pas tout seul sur la scène de l'Atelier, où tous les acteurs sont formidables de retenue dans ce vain combat de la vie contre le néant.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-48-24. Durée : 1 h 50. De 120 F à 240 F.

Mesure pour mesure

de William Shakespeare, mise en scène de Peter Zadek, avec Isabelle Huppert, Christiane Pignat, Anouche Rinaldi, Béatrice Romand, Roland Amstutz, Pascal Bongard, Jacques Bourgeois, Philippe Cevenot, Jean-Marie Frit et Jean-Pierre Joris et François Marthouret.

La mise en scène de Peter Zadek est un sculpteur qui traite chaque scène comme l'épisode d'une histoire violente, loufuc. Le metteur en scène allemand qui dirige des Français pour la première fois trouve une troupe admirative, superbe. Isabelle Huppert en tête.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8^e. Les mercredi et jeudi à 20 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 h 30. De 28 F à 145 F.

Dernière représentation le 28 mars.

Les Sept Portes

de Botho Strauss, mise en scène de Daniel Benoit, avec Louis Bonnet, Paul Charrière, Jean-Claude Dreyfus, François Fard, François Lalonde, Martine Logez, Daniel Martin, Corinne Meinel et Nathalie Ortega.

Le locataire et son propriétaire, le gardien de parking et son garde du corps, le suicidé et le néant, quelques baguettes sur les absurdités. Du boulevard en quelque sorte, mais la mise en scène ne l'entend pas ainsi.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20^e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 1 h 50. 80 F et 130 F.

Vie de la révolutionnaire Pélagie Vlassova de Tver

de Bertolt Brecht, mise en scène de Bernard Sobel, avec Maria Casarès, Alain Mac-Moy, Alain Olivier, Claire Avelline, Emmanuelle Baillet et Agnès Bourgeois.

S'il est un homme de théâtre qui peut aujourd'hui en France retrouver la profondeur et la nécessité de Brecht sans nostalgie, c'est bien Bernard Sobel. Avec Maria Casarès, cette version de *la Mère* est flamboyante.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-28-30. Durée : 2 h 30. 80 F et 110 F.

Régions

Strasbourg

Coups de foudre

de Michel Deutsch, mise en scène de Jean-Louis Houdrin, avec vingt-sept comédiens, chanteurs, danseurs et musiciens.

L'un de nos écrivains de théâtre les plus intéressants signe les textes de cette nouvelle production de Jean-Louis Houdrin. Tous deux veulent nous emmener, sur les rythmes du cirque et du cabaret, à la découverte de l'état de notre monde contemporain.

La Malin, 13, place André-Maurois, 67000 Strasbourg. Le 2 avril, 20 h 30 et les 3 et 4 avril. Tél. : 88-27-61-81. 80 F et 100 F.

Lille

Huis clos

de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Michel Raskine, avec Anne Feller, Mariel Guittier, Marie-Christine Ory et Jean-Paul Wenzel.

Les tenants d'on ne sait quelle orthodoxie sartrienne vont prendre très mal cette nouvelle lecture du chef-d'œuvre du maître. Dans la lignée d'un de ses maîtres en théâtre, Mathias Langhoff, Michel Raskine, ancien assistant de

Roger Planchon et de la Salamandre, signe une mise en scène violente, belle, scandaleuse d'un Enfer jamais vu. Interprétation remarquable.

Théâtre Roger-Salengro, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Matinée samedi à 20 h 30. Tél. : 20-40-10-20. 80 F et 100 F.

Strasbourg

Iphigénie

de Racine, mise en scène de Yannis Kokkos, avec Dominique Razan, Martine Chevalier, Jean-Yves Dubois, Nathalie Marval, Michel Favory, Sylvie Bergé, Valérie Draville, Loïc Brabant, Isabelle Gardien et Alexis Nizet.

Nouveau spectacle du plus fidèle compagnon d'Antoine Vitez, le scénographe et metteur en scène Yannis Kokkos, qui s'attaque, au sommet de la tragédie classique en compagnie de la troupe du Français.

Théâtre national de Strasbourg, 1, rue André-Maurois, 67000 Strasbourg. Les mardi et jeudi à 20 h 30, le mercredi à 19 h 30. Tél. : 88-35-44-52. 80 F et 110 F.

Marseille

La Paix

d'Aristophane, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Jean-Paul Bordes, Christian Brendel, François Clavier, Pierre Constant, Michel Demut, Coco Felipolle, Richard Guedj, Gérard Jacquot, Nicolas Lartigue et Renaud-Marie Lablan.

Marcel Maréchal, retenu par les bruits de la guerre, a dû renoncer à son projet de monter *les Paravents*, de Genet, et a choisi, avec les mêmes acteurs qui s'attaqueront l'automne prochain, de mettre en scène ce printemps le chef-d'œuvre d'Aristophane. Sur le rythme d'une comédie musicale, il multiplie les effets et les inventions pour chanter la paix et les hommes. A la marseillaise, avec passion donc.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 heures. Tél. : 91-54-70-54. 60 F et 120 F.

Caen

La Veuve

de Pierre Corneille, mise en scène de Christian Riet, avec les comédiens du Studio classique et les comédiens de la ville de Caen.

Un beau spectacle par l'un des aventuriers du théâtre classique, Christian Riet, qui sait faire parler les œuvres délaissées du répertoire en compagnie d'acteurs qu'il réunit en troupe le temps de travailler la tradition au cœur. C'est l'expérience sans précédent ni équivalent de Studio classique. A ne pas manquer.

Comédie de Caen-Théâtre d'Harcourt, 41, rue Froide, 14000 Caen. Les mercredi et jeudi à 18 h 30, le vendredi à 20 h 30. Tél. : 31-47-39-00. 75 F et 95 F.

Villeurbanne

Le Vieil Hiver, Fragile Forêt (en alternance)

de Roger Planchon, mise en scène de l'auteur, avec Béatrice Bonvoisin, Colette Domplattin, Michèle Goddet, Laura Marsac, Véronique Silver, Maurice Barlier, Marco Zissou, Philippe Delagun, Jean-Pol Dubois et Vincent Garanger.

Le TNP se réconcilie enfin avec le théâtre de son directeur, Roger Planchon, qui a écrit, mis en scène et qui interprète l'un des principaux rôles de ces deux pièces, données en alternance ou en continuité. Guerre et paix, guerre et amour, guerre et mort, six heures de spectacle d'une violence et d'un lyrisme épuisants. L'événement théâtral le plus important, le plus réussi de longue date.

Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 78-03-30-50. 115 F et 140 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Olivier Schmitt et Danièle Mathieu

QUATRE HEURES A CHATILA

de Jean Genet

Mise en scène Alain Milianti

Avec Clotilde Mollet

du mardi 12 au samedi 30 mars 35.21.21.11

LE VOLCAN

maison de la culture du Havre

COMEDIE DE CAEN

L'ECHANGE

de Paul Claudel

Mise en scène : Philippe Sireuil

Théâtre Varia (Bruxelles)

Du 20 mars au 14 avril 92

Location : Les Gémiaux (1) 46-61-36-67

LA CHAMBRE ET LE TEMPS

de BOTH STRAUSS

Mise en scène de MICHEL DUBOIS

Sam. 23 mars au dim. 14 avril

THÉÂTRE DU CAMPAGNOL

Chatenay-Malabry 46 61 33 33

à l'Orangerie du Château de Sceaux

création en France

L'ECHANGE

de Paul Claudel

Mise en scène : Philippe Sireuil

Théâtre Varia (Bruxelles)

Du 20 mars au 14 avril 92

Location : Les Gémiaux (1) 46-61-36-67

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

ATHENES LOUIS JOUVET

PHEDRE

de MARINA TSVETAeva

mise en scène SOPHIE LOUCACHEVSKY

47.42.67.27

THÉÂTRE 71 MALAKOFF

46 55 43 45

Mérol Malakoff / Plateau de Vanves

LES ÉTRANGES SOUFFRANCES D'UN DIRECTEUR DE THÉÂTRE

Avec Patrick Le Mauff, Laurent Vercelletto, Philippe Vincenot

Un spectacle de L'attroupeement 2

Du 13 mars au 7 avril

ARTS

Nouvelles expositions

Piero Manzoni

Cent cinquante pièces, soit beaucoup plus qu'on n'en a jamais vu rassemblées à Paris, pour tenter de cerner un artiste fort singulier opérant en Italie à la fin des années 50. Que l'on ne soit pas nû place parmi les courants d'avant-garde. Mais on l'a rapproché souvent d'Yves Klein, mettant en parallèle leurs monochromes (blancs chez Manzoni), ou leurs fulgurantes carrières interrompues par une mort prématurée.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Le musée sera fermé les 31 mars, 1^{er} avril, 8, 9 et 20 mai. Du 28 mars 1991 au 20 mai 1991. 30 F (possibilité de billet groupé : 35 F).

Pino Pascali, Ettore Spalletti

Deux Italiens peu connus en France. L'un, Pino Pascali, représenté par une vingtaine de grandes pièces de la fin des années 60, est une figure d'Arte Povera. L'autre, Ettore Spalletti, qui est plus jeune, poursuit en solitaire une œuvre abstraite propice à la méditation.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Le musée sera fermé les 31 mars, 1^{er} avril, 8, 9 et 20 mai. Du 28 mars 1991 au 20 mai 1991. 20 F (possibilité de billet groupé : 35 F).

Paris

Mario Botta

En attendant la cathédrale d'Evry, son dernier projet, l'exposition présente dix années de travaux (1980-1990) de l'une des personnalités les plus marquantes de l'architecture européenne.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e. Tél. : 42-71-36-36. Tous les jours sauf lundi et mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 avril 1991.

Camille Claudel

Quatre-vingt sculptures dont différents modèles du *Sakountala*, des *Casseuses*, de la *Fuite*, une vingtaine de tableaux, gravures et dessins : la quasi-intégralité de l'œuvre de Camille Claudel. L'exposition, malheureusement, ne parvient pas à dépasser le mythe de la pauvre fille affligée d'un amour ingrat.

et d'un frère sans cœur. A regarder les oreilles closes.
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. Tél. : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures, mardi de 10 heures à 19 heures. Fermeture des caisses 30 mn avant. Fermeture exceptionnelle le 1^{er} mai. Jusqu'au 2 juin 1991. 30 F.

Joos Van Cleve

L'exposition révèle en ce peintre flamand un artiste tout d'influences, d'hybridations et de dosages, un homme singulier qui s'employa à réunir les principes de son pays et les nouveautés italiennes, sans négliger d'y ajouter quelques réminiscences allemandes. Un retable de Van Cleve, la *Déploration du Christ*, est venu de Gènes pour former le point central de la démonstration.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Gajard, 601, Jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences les mercredi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 27 mai 1991. 30 F (billet d'entrée au musée).

Jan Dibbets

Ce plasticien néerlandais, très néerlandais, est peintre de formation, mais il utilise la photographie, depuis la fin des années 60, dans une optique artistique originale. A preuve ses mises en perspectives savantes, ses architectures déployées, ses panoramas défilés, qui situent ses recherches sur le versant d'un art construit à la lumière de Mondrian, de Vermeer et de Saenredam.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-63. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Fermeture dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 mai 1991. 25 F (entrée du musée).

Frank O. Gehry

Les projets européens, réalisés ou encore dans les limbes, du grand enfant de l'architecture californienne qui va construire à Paris le nouveau centre culturel... américain.

Centre Georges-Pompidou, galerie de dessins d'architecture, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-71-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 10 juin 1991.

Horst

Phantos de mode, publicités, natures mortes, nus suggestifs, portraits (Marlene Dietrich ou Vivien), restituent l'univers surréel, plein d'humour et très sophistiqué de ce chorégraphe de la lumière qui, à quatre-vingt-quatre ans, reste fidèle à sa devise : « J'essaie toujours d'apprendre ».

Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-17. Tous les jours sauf mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 septembre 1991. 25 F.

Icônes et icônes brodées de la Sainte Russie

Éléments-clés de l'expressionnisme artistique, témoins de la spiritualité de la Russie ancienne, et de son actuel renouveau en URSS, ces icônes peintes ou brodées, toutes issues des musées de

la Fédération, jalonnent tout naturellement l'année soviétique du Centre culturel de Boulogne-Billancourt.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne-Billancourt, 92000. Tél. : 46-84-77-95. Tous les jours de 9 heures à 21 heures, dimanche de 10 heures à 12 heures. Jusqu'au 11 mai 1991.

La Photographie au Bauhaus

Soins de théâtre inouïs, ou clichés sans dessus dessous, des champs d'action, d'expériences multiples qui témoignent avec une rigueur impeccable et une fantaisie fraîcheur d'esprit de la vitalité de la photographie dans le Bauhaus, ce musée mythique de l'avant-garde.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 13 mai 1991. 25 F.

Bertrand Lavier

Depuis vingt ans, Bertrand Lavier démonte l'art et ses artifices, parle du volume, de la surface peinte, de l'espace... Non sans ironie, non sans humour. L'exposition propose en parcs de ses œuvres depuis 1965.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines - rue de Châteauneuf, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-71-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

Le Temps des synagogues en France (1791-1914)

Erudite mais passionnante exposition consacrée à la floraison des synagogues au dix-neuvième siècle. On y lit la recherche d'une architecture qui, tout à la fois, symbolise l'intégration de la communauté juive et en manifeste la spécificité. Cela donne lieu à de bien belles batailles sur le front de l'éclectisme.

Musée d'Orsay - 5^e, 4^e, 3^e étages - pavillon Amont, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé la lundi. Jusqu'au 27 mai 1991. 27 F (billet d'entrée au musée).

Le Trésor de Saint-Denis

Pour la première fois depuis la Révolution, voici rassemblés les canons, lesivoires, les reliquaires, les manuscrits luxueux et bien d'autres objets précieux qui ont fait partie d'un des plus importants trésors de l'Occident médiéval, et survécu à la cupidité, aux guerres. Au temps.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conférences à partir du 4 avril le lundi à 19 heures, le jeudi à 21 h 15. Tél. : 40-20-51-56. Jusqu'au 17 juin 1991. 30 F (possibilité de billets couplés avec celui du musée).

Repentins

Quand l'artiste, de Léonard à Matisse, amené à corriger pour parfaire un geste, le mouvement d'un bras, d'une jambe, a hésité, retravaillé, nature et ne s'est pas résolu à effacer tous les signes



Arshile Gorky : 'Ecorché', vers 1933.

du tumulte de ses premières idées. Une exposition qui nous situe au plus près du travail en cours.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-conférences à partir du 4 avril le lundi à 19 heures, le jeudi à 21 h 15. Tél. : 40-20-51-56. Jusqu'au 17 juin 1991. 30 F (prix d'entrée du musée).

William Wegman

Dessin, vidéo, peinture et photographie constituent l'œuvre de cet Américain de quarante-huit ans, qui débute en 1970 sa collaboration avec un chien, un Weimaraner gris bleu baptisé Man Ray, - et remplacé depuis par son double Fay Ray - qui se pille avec dévotion à toutes les facettes de son maître.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-71-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

Galleries

Louis Anquetin (1861-1932)

Louis Anquetin fut du groupe de Pont-Aven avec Gauguin et Bernard, et l'un des adeptes les plus résolus du cloisonnisme. Il revint ensuite à une peinture plus classique, saturée de références érudites. L'exposition est consacrée aux années 1886-1896, les plus « avant-gardistes » d'Anquetin.

Galerie Pierre-Louis, 153, rue Saint-Martin, Paris 3^e. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 mai 1991.

Carole Benzaken

Fraîcheur de l'Ecole des beaux-arts, cette jeune peintre se distingue par son goût des grands formats et des compositions spectaculaires. Pas plus que son adresse, sa puissance d'écriture n'est contestable. Un espoir ?

Galerie Pierre-Louis, 153, rue Saint-Martin, Paris 3^e. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 mai 1991.

Bernard Faucon

Apparition du sacré dans le réel, célébration des idoles et des sacrifices symbolisés par l'éclat pourpre de la couleur dans le paysage épuré de l'Indonésie. En douze tableaux, conçus comme les stations d'un chemin de croix, Bernard Faucon radicalise le propos de ses travaux antérieurs.

Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-08-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 16 mai 1991.

Barbara Kasten

Ambiguïté de la perception, déconstruction de l'espace caractérisent les tableaux kaléidoscopiques de cette Américaine, sculpteur de formation, venue à la photo à la fin des années 70. La lumière colorée anime ses dernières créations sur les sites sacrés des Indiens troglodytes du Nouveau-Mexique.

Galerie Uri et Ori, 48, rue de Turenne, 2^e étage, escalier B, Paris 3^e. Tél. : 42-74-56-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 avril 1991.

Ulrich Rückriem

Si l'on connaît bien la sculpture de l'Allemand Ulrich Rückriem, tailleur de grands blocs de granit, on ne connaît pas du tout ses œuvres sur papier, inédites (même en Allemagne) jusqu'à cette exposition, qui en présente un important ensemble depuis les années 70.

Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hauts-diffrents, Paris 3^e. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 mai 1991.

Régions

Arles

Picasso, la Provence de Jacqueline

Portrait de Picasso en *aficionado*. Moyennant quelques sautes d'ouverture sur la Provence, en particulier sur Vanargues et son buffet Henri II, on

MUSEE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris - M^e Montparnasse

HENRI - GEORGES VIDAL

Prix Bourdelle 1989

Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

Du 28 mars au 12 mai

GALERIE DENISE RENÉ

196, bd Saint-Germain, Paris 7^e - Tél. : 42 22 77 57

CLAISSE

de la forme au linéaire

Vernissage le jeudi 28 mars 1991 à 19 h

pouvait concevoir une bonne exposition. C'est chose faite.

Espace Van-Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-45-56-03. Tous les jours de 10 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Les 29 et 31 mars, 1^{er} avril, 8, 9 et 10 mai jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 mai 1991. 40 F.

Calais

Alain Kirili

Quand il ne forge pas le fer et l'aluminium, Alain Kirili travaille la terre, le plâtre, en plus étrangement, le ciment. Autour du thème du modelage, thème évidemment majeur dans son œuvre, une belle leçon de sculpture entre modernité abstraite et tradition rodinienne.

Musée des beaux-arts, 25, rue Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-63-17. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 2 juin 1991.

Les Sables-d'Olonne

Bataille

Sur les peintures de Lascaux, Manet ou Masson, Georges Bataille a écrit quelques-uns des textes les plus puissants de la critique moderne. Il était légendaire qu'un hommage lui soit rendu, avec des œuvres de Balzac, Ernst, Giacometti, Masson, Miro et Picasso. Une exposition intelligente en somme.

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-16. Tous les jours, sauf mardi, de 14 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 16 juin 1991.

Lyon

Tony Garnier

Un grand Lyonnais, qui, dans sa bonne ville, lance les bases de l'architecture moderne en France. Cette rétrospective complète, présentée à la fois au Centre Pompidou, réunit des dessins et des esquisses inédites d'où émerge une image complexe de l'architecte naviguant entre le classicisme et la modernité, le rêve et la réalité, l'utopie sociale et le béton armé.

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél. : 78-28-07-88. Tous les jours, sauf lundi et mardi, de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 6 juin 1991.

Marseille

Arshile Gorky

Les expositions consacrées à ce pionnier de l'expressionnisme américain, ami de De Kooning et proche des surréalistes, sont trop rares en France pour que l'on hésite à se rendre à Marseille. Une sélection abondante d'œuvres sur papier y retrace son histoire jusqu'à l'exposition abstraite finale.

Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-33. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 juin 1991.

Nantes

Edouard Vuillard

De la grande période nabis aux portraits mondains des années 30, quatre-vingt peintures, une cinquantaine de dessins et de lithographies retracent la carrière de ce beau peintre trop souvent négligé.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clémenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 avril 1991.

Saint-Etienne

Supports-Surfaces

C'est fait : Viollat, Cane, Devade, Boule, Sayour, Dolla et les autres, les révolutionnaires de Supports-Surfaces sont entrés dans l'histoire et au musée. Au nom de l'abstraction américaine, de leurs souvenirs de Matisse et de Malevitch, de la psychanalyse et du marxisme, ils prétendaient réduire la peinture à ses caractères matériels. C'était il y a vingt ans.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-53-59-58. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 mai 1991.

Villeneuve-d'Ascq

Collages : collections des musées de province

Des expérimentations de Picasso et de Braque, en 1912, aux gouaches découpées de Matisse dans les années 50, la saga du collage retracée en cent cinquante œuvres. Cette exposition marque la réouverture, après rénovation, du musée de Villeneuve-d'Ascq.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Brochette et Frédéric Edelman. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.

DISQUES

Classique

Paganini

Concerto pour violon et orchestre n° 2

Saint-Saëns

Concerto pour violon et orchestre n° 3 de Saint-Saëns. Discographie de New York, Georges Szegedy-Gere.

Sonoris indulgent avec Simeoni, directeur d'orchestre d'exception, dynamique et précise, ses efforts sont payants, pour une fois. Fonctionnement.

Mars il aurait tout de même pu se faire du plaisir de son côté. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

Le Tournage d'Orchestre de Saint-Etienne, d'un autre côté, est très intéressant. Mais il n'est pas si petit que ça. Une grande œuvre, une œuvre d'art, une œuvre d'art.

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Paganini

Concerto pour violon et orchestre n° 1

Saint-Saëns

Concerto pour violon et orchestre n° 3
Gil Shaham (violon), Orchestre philharmonique de New-York, Giuseppe Sinopoli (direction).

Soyons indulgents avec Sinopoli. Sa direction d'orchestre éléphantesque, sa dynamique excessive, ses effets téléphoniques, pour une fois, fonctionnent. Mais il aurait tout de même pu se mettre au diapason de son soliste. Sur son petit ouage, Gil Shaham chante avec une grâce, une aisance d'autant plus admirables que même Cuvard ne pourrait s'offrir les notes que Paganini accumule à plaisir dans un concerto qui a longtemps été sa chasse gardée. Le Troisième Concerto de Saint-Saëns est d'une autre envergure, même s'il provoque à peine moins de frissons chez l'auditeur. Française par sa clarté et son orchestration raffinée, affirmée par sa volonté de sérieux, sa construction rigoureuse, cette œuvre de 1880 est toujours au repère des violonistes. Les plus grands l'ont enregistré. Shaham n'a pas à craindre la comparaison - et pas seulement parce que leurs interprétations ne sont plus disponibles - à par celle de Snygar chez Philips, mais bien parce qu'en plus d'une technique parfaite il est l'un des rares jeunes violonistes du moment dont la sonorité soit signée. Il joue sur le « Soila », un Stradivarius qui a appartenu à Yehudi Menuhin.

1 CD Deutsche Grammophon 429 786-2.

Strings by Starlight

Ensemble de Brooklyn. Bach, Kreisler, Dvorak-Heyft, Massenet, Tchaikovsky, Sarasate, Paganini, Berber, Rimski-Korsakov et Saint-Saëns
Michael Rabin (violon), The Hollywood Bowl Symphony Orchestra, Felix Slatkin (direction).

Glamour plus qu'il n'est permis, ce disque au titre ambitieux regroupe quelques interprétations du plus méconnu en Europe des grands violonistes de

l'après-guerre. Disparu tragiquement en janvier 1972, à l'âge de trente-six ans, Rabin est un début de carrière aussi fulgurant que celui de Gil Shaham. Dès ses premières prestations publiques en 1947, aux États-Unis, cet élève d'Ivan Galamian (obligé de s'écarter aux Amériques car le Conservatoire de Paris ne voulait pas de lui comme professeur) fut comparé à Bronislaw Huberman et à Jascha Heifetz.

La comparaison n'était en rien superficielle. Michael Rabin jouait du violon avec une justesse d'intonation parfaite, un vibrato enjôleur, un archet souple comme un roseau, une sonorité immatérielle.

Les huit pièces réunies sur ce CD consolent à peine du fait qu'EMI ne se soit jamais décidé à importer le coffret qu'Electrola a consacré, en Allemagne, à l'intégralité des enregistrements de cet artiste trop aimé des dieux.

1 CD EMI CDM 7 63660 2.

Rimski-Korsakov

Schérazade
Jean-Jacques Kantorow (violon), Orchestre Philharmonie, Emmanuel Krivine (direction).

Jean-Jacques Kantorow tient le violon solo dans Schérazade, renouvelant ainsi une initiative prise autrefois par Yehudi Menuhin. Il aurait pu se laisser du côté, faire passer dans son jeu la position conquérante du soliste. Ce n'est pas le genre de ce musicien qui pratique la musique de chambre avec enthousiasme. Il pose le doigt sur l'orchestre avec présence, mais discrétion, avec le charme d'une sonorité fluide, lumineuse, pas trop orientale. Emmanuel Krivine ne plante pas son décor dans un théâtre d'opéra. Le chef se prend au jeu d'une musique qu'il aime (il l'a souvent chantée), même si elle n'est plus en odeur de sainteté. « La fête à Bagdad. Le mer. Le vaisseau se brise sur un rocher », avant-dernier volet d'une œuvre qui en comprend cinq (et dure environ quarante minutes) perd ainsi en spectaculaire ce qu'il gagne en pureté musicale, en subtilité de transitions, en élégance, en force vraie.

Depuis Igor Markevitch et Pierre Monteux nous n'avions entendu Schérazade si précieusement.

1 CD Denon CO-77068.

Bartok

Concerto pour violon et orchestre n° 1 et 2
Midori (violon), Orchestre philharmonique de Berlin, Zubin Mehta (direction).

Cette jeune Japonaise n'a pas de prénom, mais elle s'est déjà fait un nom dans les salles de concert et les studios d'enregistrement. Jusqu'à présent, elle avait soigneusement évité les œuvres phares. A-t-elle mûri entre ses quinze ans et ses vingt ans ? Un enfant prodige échappe à ces contingences. Midori joue avec tant d'assurance, de présence, que Zubin Mehta en retrouve cette musicalité qui le distinguait, à ses débuts, il y a plus de vingt ans, du lot des jeunes chefs.

1 CD CBS-Sony Classical SK 45 941.

Mozart

Sonates pour violon et piano n° 40, 41 et 42
Jörg Schröder (violon), Lambert Orlik (piano-forté).

Né en 1925, ce violoniste néerlandais a fait ses études auprès de Jacques Thibaud et en Sorbonne. Il joue sur un violon de Jacob Stainer, ce luthier que beaucoup de musiciens préfèrent à Stradivarius du vivant de ce dernier (lire l'interview d'Étienne Vatelot page 28). Mais ce violon est resté dans l'état où l'a connu son père : son manche n'a pas été rallongé au dix-neuvième siècle, pour lui donner un surcroît de puissance ; il est monté en cordes de boyau.

Sa sonorité est plus douce que celle à quoi nous sommes habitués depuis le début de ce siècle, plus subtile aussi car l'instrument est conçu pour être écouté de près, dans une petite salle. Mais un violon, dans des mains malhabiles, n'est qu'un morceau de bois. Or Jörg Schröder est au violon baroque ce que Menuhin est au violon... tout court : un roi.

1 CD Virgin VC 91131-2. A. L.



Midori joue Bartok.

Rock

The Silencers

Dance To The Holy Man

Les Silencers croissent en sagesse et en savoir-faire. Le groupe de Glasgow, qui par une bizarrerie du marketing rock, est plus populaire en France qu'en Ecosse, sort un troisième album copieux, divers, inégal et finalement charmant. Alors qu'on avait pu craindre que les Silencers ne se lancent sur le marché du rock à grand spectacle dont leurs camarades en celtitude, U2, Simple Minds, se sont fait une spécialité, Dance To The Holy Man s'en tient à une modestie de bon aloi, se débarrassant consciencieusement des affectations qui alourdissent ses précédents. Ambiance redoublée (modérato, accordéon), emprunts tranquillement assumés aux classiques du rock, si l'on ajoute le tour de main de Jimmie O'Neill, le chanteur et compositeur (le petit air sifflé de Bulletproof Heart,

ascenseur pour hit-parade), Dance To The Holy Man connaît le sort de ses prédécesseurs. Il y a des injustices plus criantes...

BMG/RCA PD 74324

Carter

The Unstoppable Sex Machine

30 Something

Id, Londres. Après l'invasion de Manchester, la résurrection de Liverpool, l'explosion de Glasgow, Carter The Unstoppable Sex Machine arrive juste à temps pour démentir que la capitale d'est pas entièrement tombée aux mains des yuppies. Duo cockney, insolent et brillard (le nom qu'ils se sont choisis est à prendre au moins au cinquième degré), Carter cache ses qualités sous un emballage un peu décevant. A moins d'aimer les gros blocs de guitare qui tombent comme le plâtre d'un mur humide, les synthétiseurs grandiloquents et les chœurs de fin de banquet, la musique de Carter n'est pas très avare. Pourtant Jim Bob et

Fruitbat, trentennaires revenus de toutes les galères de la scène indépendante, sont de grands auteurs. On gagnera beaucoup à consulter les textes de 30 Something. Drôles et déprimants, réalistes et rêveurs, ce sont eux qui donnent du sens à la musique, justifient ce rock pour peu mûrs et lui donnent sa grandeur dérisoire.

Rough Trade 30349 PM527, distribution Virgin.

Musiques du monde

Carmen Miranda

Carmen Miranda

1930 : le Carnaval de Rio est submergé par une marche provocante, Pra voce gostar de mim. L'interprète, Carmen Miranda, est une drôle de bonne femme qui chante des sambas perchées sur d'inévitables hauts talons, en faisant des mimiques de ses yeux retournés et en balançant les bras d'un air faussement dégingandé.

Née à Lisbonne, morte à Beverly Hills, Carmen Miranda fut certainement l'une des premières grandes vedettes brésiliennes à faire savoir au monde qu'elle et son pays existaient. Cent cinquante-quatre disques, une vingtaine de films réalisés au Brésil ou aux États-Unis : Carmen, que l'on surnommait « la petite notable » (question de taille), était bien plus que la reine de la comédie musicale exotique, championne des chapeaux à étages en forme de corbeilles de fruits ou de paysages à cocotier. Elle était aussi une très grande interprète, au point que les sambas de Lamartine Babo (Moleque indigesto), les ballades de Dorival Cayami (O que é que a Bahiana tem?) sont devenues les Chansons de Carmen Miranda.

Les vingt et un titres originaux réunis dans l'édition présente ont été enregistrés chez RCA Victor entre 1929 et 1935. Ils dressent un portrait fidèle et coloré de la star. Les cuivres boucanent les maracas, Carmen roule les « r » avec délice : le résultat est incomparable, et Carmen Miranda, disparue en 1955, continue de vendre des disques à travers le monde, conscience vive et truculente d'un Brésil en pleine gestation.

1 CD Revue CDA 900611. Distribué par DADA.

Quarteto Cedron (1)

Tango Primor

Inspiration (2)

Tango de ayer y de siempre

En juin 1990, le Quarteto Cedron enregistrait à la Comédie des Champs-Élysées une douzaine de tangos de la « première époque ». C'est-à-dire d'avant 1920. Le Quarteto, Juan Cedron (guitare) et Roman Cedron (contrebasse), Gabriel Rivano (bando-

néon), Luis Rigou (flûte), Ricardo Moyano (guitare) et Miguel Práico (violon alto), avait voulu rendre hommage à ce tango plus naïf, marqué des empreintes cosmopolites des deux rives du Rio del Plata, encore mû par le mélange hispanique, de condombé africain, d'habanera cubaine. Les compositeurs repris ici par ce groupe d'excellents musiciens argentins (peut-être moins bons exécutants), établis en France de longue date, font partie de l'arrière-garde. Angel Villodo, né en 1869, mort en 1919, qui hantait les cafés de La Boca et de San Telmo, avec sa guitare surmontée d'un harmonica. Augustin Bardi (1884-1941), mélodiste de premier ordre, employé de bureau la journée et compositeur dans l'après-midi. Encore Carlos Posadas, Homero Espósito. Le Cuarteto, classique et flamboyant, sait mettre à nu les fibres nerveuses de cette enfance du tango.

Inspiration, une fort jolie compilation de tangos argentins, nous vient d'un petit label brésilien, Revivendo, qui est allé puiser dans le catalogue RCA Victor des années 30 et 40. Elle s'ouvre, à seigneur tout honneur, par une Comparsita plus syncope que jamais, interprétée par l'orchestre musclé de Juan D'Arienzo. Les enregistrements de la superbe Libertad Lamarque grattent à souhait, Carlos Gardel, Roberto Goycochea parlent de leur douleur. C'est beau, c'est dur.

(1) 1 CD Cedron/Primo 108892 distribué par Mulsine.
(2) 1 CD Revivendo 900625 distribué par DADA.

V. Mo.

Chanson

Fernandel

L'accent du soleil

Fernandel est mort il y a vingt ans. L'occasion de ressortir en CD une compilation d'une trentaine de titres, dont quelques inédits (le Chêne d'Al. Seguin, enregistré plus tardivement, en 1967) et dialogues cinématographiques (la scène de l'épicerie du Schpountz avec Marcel Pagnol, Charpin et Odette Roger). Il y a Fernandel l'innocent qui met le cul-oui des petits oiseaux en food sonore (Ignace, On m'appelle Simplet), Fernandel le viril (Un homme, no duo avec Germaine Duclos), le chanteur de charme ironique (O mio amore, avec faux ponde-lieu), le cabotin (Je connais des bat-ter).

Ignace, qui date de 1936, n'a pas pris une ride. Les dix années de chansons retracées ici (avec une bonne qualité technique) gardent un goût succulent. Le beau Fernandel, costume à raies, cheveux plaqués, cigarettes à la main et sourire enjôleur, se marie sur la pochette. Est-il si indéfectible ?

1 coffret de 2 CD EMI 7957402.

V. Mo.

LE TRIO CORTOT, THIBAUD, CASALS

En remontant son phono

Ce disque compact est-il vraiment une réédition ? Tout porte à le croire : les dates d'enregistrement - 20 juin 1927 (Trio pour piano, violon et violoncelle de Haydn), 27 et 28 mai 1929 (Sonate à Kreutzer de Beethoven), 16 mai 1932 (Cinquième Concerto brandebourgeois de Bach), - les interprètes (Cortot, Thibaud, Casals, morts depuis longtemps), le beau photo de pochette en sépia, le son charmé, patiné, très ADD, sublimé en vérité.

Et puis l'on fouille sa mémoire, des vieux catalogues... Nulle trace du Cinquième Brandebourgeois en microsilicon, plus de Sonate à Kreutzer depuis vingt ans, en moins. Qui a encore ces interprétations dans la tête ?

Vient l'écoute. Quelle vie ! Quelles interprétations modernes ! Pablo Casals affirmait souvent qu'Alfred Cortot avait le génie du tempo juste. Le Cinquième Brandebourgeois, que ce dernier dirige du clavier, étonne par son allure décidée, une liberté de phrasé que beaucoup d'interprètes des années 50 et 60 oublièrent, tant ils étaient préoccupés par l'aspect pure-

ment motorique de la musique de Jean-Sébastien Bach. Au début des années 30, en Allemagne, les frères Busch et Rudolf Serkin eurent la même intuition que Cortot. Leur intégrale de ces concertos est toujours célèbre (microsilicon EMI « Références »).

Pour Cortot et ses musiciens de l'Orchestre de chambre de l'École normale (jet non du Conservatoire de Paris, comme la pochette l'indique par erreur), le grand Bach n'était ni une abstraction ni un magister archaïque. Combien de baroqueux traverseront les années comme eux, presque sans vieillir ?

Réunis pour le Trio en sol majeur de Haydn, Cortot, Thibaud et Casals, le trio du siècle, font encore la niche aux interprètes qui les ont suivis. Nulle exagération romantique, nulle emphase dans leur interprétation. La vivacité, l'humour, la délicatesse y règnent en maîtres. C'est à peine si la technique de Jacques Thibaud - glissades, charme excessif - nous renvoie aux années 20.

Ces sonates - petits défauts dont on s'amourache - ne servent pas à effaiblir une Sonate à Kreutzer jouée à l'arrache, intensément vécue jusqu'à dans ses échanges

Thibaud & Cortot

Bach, Haydn & Beethoven



les plus vindicatives. Si cette interprétation historique n'est pas sans parenté avec celles de Huberman et Friedmann (non rééditées sur CD), de Szigeti et Bela Bartok (1 CD Vengard), sa sonorité est bien meilleure.

Réécouter, immédiatement après cette version explosive, les disques d'Itzhak Perlman et Vladimir Ashkenazy (Decca) ou de David Oistrakh et Lev Oborin (Philips) donne une furieuse envie de monter dans une machine à remonter le temps.

ALAIN LOMPECH

* 1 disque compact Biddulph LAB 02B. Distribué par Média 7.

PHILIPS

L'ÉDITION COMPLÈTE MOZART

DERNIÈRES PARUTIONS

VOLUME 4 : 4 disques compacts
LES CONCERTOS POUR VIOLON
Rimski-Korsakov, Jean Snygar

VOLUME 5 : 5 disques compacts
LES CONCERTOS POUR VIOLONS
Academy of St Martin in the Fields

VOLUME 10 : 3 disques compacts
MUSIQUE DE CHAMBRE POUR CORDES ET VENTS
Ensemble de chambre de l'Academy of St Martin in the Fields

VOLUME 11 : 3 disques compacts
LES QUINZETTES À CORDES
Quintetto Artur Grunbaum

VOLUME 12 : 8 disques compacts
LES QUATUORS À CORDES
Quintetto Italiano

VOLUME 13 : 2 disques compacts
TRIOS ET DUOS À CORDES
Grunbaum Trio et Academy of St Martin in the Fields

VOLUME 14 : 5 disques compacts
QUINZETTES, QUATUORS ET TRIOS
ARTS PIANO
Grunbaum Trio, Alfred Brendel

BNP **France Inter**

L'ÉVÉNEMENT DISCOGRAPHIQUE DU SIÈCLE !

180 DISQUES COMPACTS EN 45 COFFRETS

A SUIVRE...

La Ferme du Buisson
Centre d'Art et de Culture de Marne-la-Vallée
Allée de la Ferme - 77437 Noisiel
Téléphone : 60 06 20 00

Concert des cent guitares

"Ao Agol Moves You Want To See"

Portifolio originale et direction musicale
Rays CHATHAM

Production: Agence Arcadia, Lille

En collaboration avec l'ADIAF 77, le DRAC Nord-Pas-de-Calais et le Conseil Général de Seine-et-Marne

MUSIQUES

RENCONTRE AVEC LE LUTHIER ÉTIENNE VATELOT

Les mystères Stradivarius

La Ville de Paris aime les concours. Après s'être intéressés aux jeunes flûtistes, violoncellistes et violonistes, les édiles municipaux ont confié à Étienne Vatelot, médecin des plus grands instruments du monde, l'organisation d'un concours de lutherie original et ambitieux. Il s'agissait de découvrir un nouveau Stradivarius.

« Il y a tant d'instruments de qualité incertaine distingués au début de ce siècle par des médailles d'or que l'on s'interroge sur la validité d'un concours de lutherie.

— Une médaille d'or décernée autrefois à une marque de piano dans une exposition n'a rien de commun avec les prix attribués par notre concours. Nous avons exigé que les instruments et les archets présentés ne comportent aucun signe distinctif permettant de reconnaître leur atelier d'origine ; ensuite, nous les avons examinés physiquement pour apprécier la finesse du travail ; enfin, le violoncelliste Alain Mennier, le contrebassiste Franco Petracchi, le violoniste Régis Pasquier et l'altiste Brunn Pasquier les ont joués « pour de vrai », les ont poussés dans leurs derniers retranchements pour en évaluer toutes les ressources sonores et musicales.

— Comment vont évoluer ces instruments dans le temps ? Du vivant de Stradivarius, les instruments du Tyrolien Jacob Stainer étaient aussi recherchés, sinon plus, que les siens. Or ce luthier est à peu près inconnu de nos jours.

— Le génie de Stradivarius a été, en effet, de concevoir dans les années 1700 le violon d'aujourd'hui. Cet homme changeait ses modèles tous les trois ou quatre ans : il a abaissé leur voûte, modifié la forme des ouïes, les a élargies. Stradivarius avait une vision, il a su concevoir un violon capable de lutter avec un orchestre qui n'existait pas encore, de se faire entendre d'un vaste public encore dans les limbes. Sa main était exceptionnelle. Il choisissait ses bois d'une façon merveilleuse. Il savait quel érable il allait utiliser et quel sapin était le meilleur.

— Mais les violons de Stainer restent d'excellents instruments, très fins, très galbés, rarement utilisés par les solistes, certes, car ils ne sont pas assez puissants, mais recherchés par les amateurs et les chambistes. Un bon violon reste un bon violon. Un instrument raté ne se bonifie jamais.

— Avons-nous su nous projeter dans l'avenir ? Nous avons soigné la composition du jury afin d'éviter qu'un goût ne prédomine. Ses membres ont été sélectionnés pour leur compétence technique, mais aussi parce qu'ils vont beaucoup au concert et qu'ils fréquentent de grands musiciens.

— N'est-il pas curieux de faire jouer des instruments à des musiciens qui n'auront pas le temps de les apprivoiser ? Les instruments à cordes ne sont ni des pianos ni des claviers.

— Mennier, les Pasquier et Petracchi ont pris effectivement ce risque, surtout Petracchi, car la contrebasse pose en plus des problèmes de justesse terribles ! Mais, je vous l'ai dit, un bon instrument est un bon instrument, même si certains d'entre eux ont une personnalité qui s'impose à qui les joue.

— Dans mon atelier, j'ai assisté à de curieux duels. Arthur Grumiaux et Leonid Kogan avaient des caractères opposés. Le premier jouait un Guarnerius del Gesù, le second possédait un « Strad ». Deux grands instruments. Un jour, ils les échangèrent, pour voir. « Comment fais-tu pour jouer là-dessus ? » fut leur seul commentaire.

— Il y a des histoires plus troublantes encore. Lors d'une tournée de Zino Francescatti et du pianiste Robert Casadesu aux États-Unis, Jascha Heifetz a proposé à Francescatti de lui prêter son violon. Casadesu, qui n'en savait rien, arrive à la répétition et trouve Francescatti en train de travailler seul. Il entre en scène, s'arrête, écoute, intrigué : « C'est curieux, mais, ce matin, tu as le son d'Heifetz ! »

— Était-ce le son d'Heifetz ou celui de son violon ? Le violon a-t-il une mémoire ? Martha Argerich affirme qu'elle sait immédiatement qui, dans son entourage, a touché son piano en son absence.

— Le violoniste imprime sa personnalité à son instrument ou sait le prendre d'une manière qui lui donne tel ou tel caractère, dans le même temps le violon a sa propre voix. Mais, après un certain temps, le violon et son interprète se confondent à tel point qu'il devient difficile de savoir ce qui revient à qui. Et n'oublions pas l'archet. Comme le dit mon confrère Bernard Milan, qui a présidé le concours d'archets : « C'est un mariage à trois ! ».

— Un jour, Nathan Milstein jouait dans mon atelier pendant que je travaillais dans une autre pièce. J'avais laissé les portes ouvertes pour l'écouter. Quand, intrigué, je me suis levé pour lui demander : « Nathan, quel violon jouez-vous, votre sonorité est complètement différente ? » « Toujours le même, je viens juste de changer d'archet ! », a-t-il répondu.

— Un mystère de plus. Et si vous nous parliez du fameux secret des vernis ?



Étienne Vatelot, médecin des plus grands instruments du monde

— Quel secret ? Le vernis de Stradivarius était tout simplement élaboré par l'apothicaire de Crémone. La preuve : tous les vernis des luthiers de la ville se ressemblent. Si vous allez à Naples, ils changent complètement. Pourquoi ? Simplement parce que l'hygrométrie y est différente. Au point que le vernis devait être protégé par des vernis plus durs. A Venise, vous trouvez là encore un vernis à peu près semblable pour tous les luthiers, mais différent de celui utilisé dans les autres villes. Le problème, c'est que la recette du vernis de l'apothicaire de Crémone a été perdue. Après la mort de Stradivarius, cette ville a peu à peu perdu sa suprématie dans la facture du violon. Et l'on s'est souvent trop tard de l'apothicaire du coin. Il était mort sans laisser sa recette.

— Le vernis a-t-il pas totalement usé sur des instruments vieux de trois siècles ? Ne pourrait-on en soumettre un petit morceau aux chercheurs de l'Institut de physique et chimie des matériaux de Nantes ? Ils percutent tant de mystères.

— Il n'est pas intact, mais les premières couches sont entrées dans le bois. Plus de deux cents chercheurs se sont penchés sur cette question. Chaque jour, il en est un qui croit avoir trouvé la vraie formule de Stradivarius. Un Américain est allé jusqu'à dire que le vernis de Stradivarius était supérieur à celui des autres luthiers parce que des poussières volcaniques s'étaient déposées dessus ! Autant vous dire qu'ils pourront chercher longtemps encore.

— On n'a jamais réussi à copier ses instruments autrement que dans leur aspect extérieur, et encore. Cela ne veut pas dire que l'on ne fabrique pas d'excellents violons, violoncelles, altos ou contrebasses aujourd'hui. Mais leurs vernis dureront-ils aussi longtemps que celui qui imprègne l'alto de Gérard Cansé, un Da Salo vieux de quatre siècles ? Si seulement on pouvait répondre ! On ne connaît pas l'âge auquel meurt un violon.

— Et si le secret résidait dans le fait que sous l'effet conjugué de l'oxydation provoquée par l'air, la sueur du violoniste, le temps, il se produit une sorte d'osmose, une cristallisation entre le bois, le vernis et ce reste inquantifiable ?

— C'est précisément ce que je pense. J'espère que

de jeunes luthiers essaieront de trouver de nouveaux vernis capables non seulement de protéger, d'embellir les instruments mais aussi de participer à l'amélioration de leur qualité. Je n'ai pas de conseils à donner aux facteurs de piano, mais je ne suis pas certain que les vernis qu'ils utilisent aujourd'hui pour la table d'harmonie et la ceinture de leurs instruments soient aussi bons que ceux qu'on utilisait autrefois.

— Combien de violons Stradivarius a-t-il fabriqués et combien en reste-t-il en circulation ?

— Il en a fabriqué mille, quatre cent cinquante nous sont parvenus. Il arrive parfois que certains instruments sortent de l'ombre, mais cela devient de plus en plus rare. Malheureusement, certains violons sont perdus pour toujours, ceux de Jacques Thibaud, de Ginette Neveu, par exemple.

— Ne dit-on pas que le Stradivarius de Ginette Neveu est intact quelque part aux Açores ?

— Il est certain que son Guadagnini a été détruit, puisque sa tête a été retrouvée rongée par l'eau de mer, au pied de la montagne sur laquelle l'avion s'était écrasé. Il est également certain que l'un de ses deux archets a été brisé. Mais les conditions dans lesquelles le second archet a été retrouvé laissent la porte ouverte à bien des suppositions.

— Une commission d'enquête d'Air France est allée aux Açores juste après l'accident qui lui avait coûté la vie, ainsi qu'à Marcel Cerdan. En descendant de la montagne, un inspecteur a entendu jouer du violon dans une maison de paysans. Il est entré et a découvert que cet homme pauvre jouait avec un archet monté écaillé et or. Lorsque l'on m'a appris cela, j'ai tout de suite demandé : « Sur quel violon jouait ce paysan ? » Réponse de l'enquêteur : « Il avait l'air tellement vieux ce violon ! » Il est donc tout à fait possible que le Stradivarius de Ginette Neveu soit toujours aux Açores.

— Cette histoire m'amène à cette autre, beaucoup plus joyeuse, survenue à la violoniste juste après la guerre. L'air très sérieux, un donatier lui demande : « Qu'est-ce que c'est comme violon ? Un Stradivarius ! Ah tiens ! moi qui croyais que l'usine avait été détruite par les bombardements ! » Aujourd'hui, plus un donatier n'ignore le nom de Stradivarius.

Les champions

Lundi 18 mars, le palmarès du concours a été proclamé et joué salle Pleyel, devant une salle comble et attentive. Dans la catégorie « Instruments », les Français se taillent la part du lion en remportant deux premiers prix en violon et violoncelle (Patrick Robin), un premier prix en contrebasse (Patrick Charbon), un second prix en contrebasse (Jean Auray), un troisième prix en violoncelle (Jacques Bauer). Les Américains les talonnent avec deux seconds prix en violon et alto (Francis Kuttner), un troisième prix en violon (David Gussé), suivis par les Finlandais premier prix d'alto (Andrea Robin-Frandsen) et second prix de violoncelle (Eero Hantti).

Dans la catégorie « Archets », cette suprématie française est plus forte encore puisque les archetiers remportent neuf premiers prix sur douze : trois premiers prix (Martin Devillers, deux fois primé, Jean-Marc Panhaleux, quatre fois primé, Eric Grandchamp deux fois primé, Amand Suard, Jean Grunberg), deux seconds prix (Jean-Marc Panhaleux et Jean-Jacques Augagneur). Ils sont talonnés, là aussi, par les États-Unis qui remportent un premier prix (Robert Shallock) et deux troisièmes prix (Morgan Andersen, Paul-Martin Stiefried). L'Allemagne, le Japon, la Chine ne récoltent que des mentions.

— Combien vaut un Stradivarius ?
— Entre 1 million et 10 millions de francs, selon l'état de conservation, l'année, la qualité.
— Combien vaut un instrument neuf ?
— Un excellent violon neuf vaut entre 30 000 francs et 80 000 francs.

— La différence de prix est-elle justifiée ?
— Stradivarius vendait déjà ses instruments cinq ou six fois plus cher que les autres luthiers de Crémone, ses carnets de commandes étaient pleins... et ils n'en vendaient pas autant que lui.

— Le prix d'un violon... A un moment donné de sa carrière, un instrumentiste ressent des besoins. S'il les satisfait avec un violon neuf, pourquoi n'en restait-il pas là ? S'il cherche une autre chose, parfois si subtile qu'il est le seul à la ressentir, il faut qu'il trouve un autre instrument, son instrument. Ce peut être un Stradivarius, un Guarnerius, un Amati, peu importe. S'il ne le trouve pas, qu'il soit neuf ou surréol de prestige, ou s'il se trompe, sa carrière peut tourner court. Il y a, hélas ! des cas où aucun mariage à trois n'a pu se concrétiser. Parfois à cause de l'entêtement de l'instrumentiste.

— De grands violonistes jouent en tournée d'excellents violons modernes pendant qu'ils laissent reposer leur prestigieux Stradivarius. Le public ne s'en rend pas toujours compte. Tous les violons ont été neufs un jour.

— Quelle place la France occupe-t-elle dans le domaine de la lutherie ?

— L'une des premières. Les quelques pays réputés pour la lutherie étaient l'Italie au dix-septième et au dix-huitième siècle. À partir du siècle suivant, la France est entrée en lice, suivie par l'Allemagne, les pays nordiques, la Grande-Bretagne. Plus récemment, les États-Unis, et d'autres pays comme la Hongrie, le Japon et maintenant la Chine sont venus rejoindre le club.

— Lorsque nous avons lancé ce concours, avec la Ville de Paris, je m'attendais à quarante, cinquante candidats, il y en a eu plus de deux cent cinquante, représentant vingt-sept pays.

Propos recueillis par ALAIN LOMPECH

30 La réunion de la commission de surveillance de la Caisse des Dépôts.

31 Automobile : le nouveau Voyager.
32 Communication : un entretien avec le directeur général de RMC.

34 Paris/le-de-France : la rénovation de l'Est parisien.
38 Marchés financiers.

La crise des industries européennes de l'informatique et de l'automobile en 1990

Le devoir de l'Etat-actionnaire

Haro sur l'Etat ! Le profond déficit de Bull et la brutale chute des profits de Renault vont provoquer un renouveau des critiques contre l'Etat-actionnaire, impuissant et impopulaire. On s'attend dans quelques jours à ce que l'Etat annonce la perte de son investissement dans Renault, et, à l'addition faite, on trouvera que la somme des bénéfices des groupes nationalisés industriels est revenue de plus de 35 milliards de francs en 1989 à 13 milliards environ en 1990. Preuve que l'Etat nationalisateur enregistre bien vite des déboires...

Ces discours sont malheureusement trop caricaturaux pour être exacts. La crise actuelle n'est que l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a quelques années. Renault, fleuron national, a vu ses bénéfices chuter de 1,8 milliard de francs en 1989 à 1,2 milliard en 1990. Bull, constructeur français d'ordinateurs, a vu les siens passer de 6,8 milliards de francs en 1989 à 2,7 milliards en 1990. Ces chiffres sont-ils si alarmants ? Ils le sont si l'on considère que Renault a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 12,9 milliards de francs, et Bull de 13,6 milliards. Mais si l'on regarde les bénéfices par rapport à la production, on voit que Renault a réalisé en 1989 un bénéfice de 1,8 milliard de francs, soit 14 % du chiffre d'affaires, et Bull de 6,8 milliards de francs, soit 50 % du chiffre d'affaires. Ces chiffres sont-ils si alarmants ? Ils le sont si l'on considère que Renault a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 12,9 milliards de francs, et Bull de 13,6 milliards. Mais si l'on regarde les bénéfices par rapport à la production, on voit que Renault a réalisé en 1989 un bénéfice de 1,8 milliard de francs, soit 14 % du chiffre d'affaires, et Bull de 6,8 milliards de francs, soit 50 % du chiffre d'affaires.

En outre, il faudrait aussi s'interroger pour savoir où en seraient les entreprises nationalisées sans le secours qu'a versé le contribuable dans les années 1980. L'homologue britannique de Renault, Rover, est tombé dans les mains de Honda. ICL, l'équivalent outre-Manche de Bull, a été racheté par Fujitsu...

Cela étant, l'évolution à l'anglaise des groupes nationalisés n'est pas écartée pour toujours. Renault n'exclut pas un accord avec un Japonais et Bull aimerait renforcer ses liens avec Nippon Electric (NEC). L'Etat est déterminé à « faire son devoir » mais il est pauvre. Renault reste fortement endetté et Bull, après cette perte de 1990, a des fonds propres ramenés à zéro. Il faudrait des milliards pour chacun.

Le marché privé les apporterait-il ? La réponse ne peut pas être idéologique. Pour Bull, c'est exclu. Mais Volvo, privé, est entré chez Renault. D'une façon plus générale, la poursuite du redressement des groupes imposera de remplacer le « ni privatisation ni nationalisation », qui disparaîtra à la fin de la législature, en 1993, par un financement mixte additionnant les deux caisses, privée et publique. Mais à condition que Bruxelles n'impose pas la logique anglaise. C'est là le danger principal.

ÉRIC LE BOUCHER

Bull annonce des pertes de 6,8 milliards de francs

Bull, le constructeur français d'ordinateurs, devait annoncer mercredi 27 mars une perte de 6,8 milliards de francs pour l'exercice 1990, la plus importante de son histoire. Pour permettre à l'entreprise publique de se redresser, l'Etat devrait lui apporter une dotation en capital de 2 milliards de francs en 1991 et 2,7 milliards d'ici à la fin de l'exercice 1992.

Dès le 26 mars, veille de la publication officielle de ses résultats pour l'année 1990, Bull avait pris les devants, par pages de publicité interposées. « C'est le pire moment que nous puissions choisir pour faire de la publicité », pouvait-on lire dans six quotidiens (dont deux anglosaxons). On était prévenu. On savait déjà que le chiffre d'affaires du constructeur français d'ordinateurs avait régressé en 1990 (34,6 milliards de francs, contre 41,25 en 1989, chiffre pro-forma, c'est à dire après avoir inclus les activités de Zenith, constructeur de micro-ordinateurs américain acheté par Bull à la fin de décembre 1989).

Il restait à connaître le montant des pertes : elles devaient être de l'ordre de 6,8 milliards de francs, dont 3,7 milliards environ pour frais de restructuration. Un chiffre record pour cette entreprise dont les résultats des années précédentes

n'avaient guère été brillants (267 millions de francs de pertes en 1989). Plusieurs raisons sont invoquées par l'entreprise pour expliquer ce phénomène. Tout d'abord, le « plan de mutation » annoncé par M. Francis Lorentz, le PDG de la firme, le 8 novembre dernier, se traduit par d'importantes provisions pour restructuration. Rappelons que ce plan prévoit d'optimiser l'outil industriel (regroupement de la fabrication dans 6 usines au lieu de 13) et de réduire les effectifs d'environ 5 000 personnes. Quant aux pertes d'exploitation, elles seraient dues à la baisse du dollar, au ralentissement de l'économie américaine, au tassement de la croissance du marché des gros ordinateurs, au fait que l'Europe soit devenue le champ de bataille de l'ensemble des groupes mondiaux et surtout au glissement de la demande vers des produits standards, à base de micro-ordinateurs et de système d'exploitation normalisés, comme Unix.

Ces nouvelles architectures de machines ont permis d'abaisser les prix de revient des ordinateurs, contraignant les constructeurs, dont l'offre de produits n'avait pas tenu compte de ce virage technologique, à réduire leur marge. Ce qui fait que Bull, en somme, a vu ses ventes baisser de 15 % en 1990, mais aussi d'un nécessaire équilibre entre ouverture et réalisme, le vice-président de la Commission a convenu « qu'il avait pour objectif d'éviter le colapsus de l'industrie européenne et qu'il souhaitait donc que les industries européennes, dont Olivetti, restent européennes ».

La Commission, dans son rapport, évoque la nécessité de « consacrer des investissements industriels considérables aux composants » du futur. Un haut fonctionnaire proche de M. Pandolfi fait observer que la Commission a déjà manifesté l'intention d'affecter des sommes très importantes (800 millions d'euros pour les cinq ou six années à venir) pour soutenir l'effort de développement des entreprises européennes de la prochaine génération. Mais, a-t-il ajouté, il faut bien comprendre que, si les entreprises européennes engagées dans la production de semi-conducteurs, au lieu de coopérer sur des projets communs, rassemblaient plus intimement leurs efforts et créaient une filiale commune (par exemple Siemens, SGS-Thomson, Philips, la Communauté, selon toute probabilité, s'efforceraient d'aider puissamment cette tentative.

ANNE KAHN

« Je souhaite que les industries européennes restent européennes »

déclare le vice-président de la Commission de Bruxelles, M. Pandolfi

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

« Je souhaite que les industries européennes restent européennes », a finalement répondu M. Filippo Maria Pandolfi, vice-président de la Commission européenne chargée de la recherche, qui présentait mardi 26 mars à la presse la communication de son institution traitant des mesures à prendre pour sauver l'industrie électronique de la CEE (le Monde du 26 mars). Le rapport de la Commission, plutôt ambigu, constate que la maîtrise technologique en Europe « peut être indépendante de l'origine de l'entreprise, mais qu'elle est très liée notamment au type d'activité de recherche et développement que l'entreprise réalise en Europe ». En

d'autres termes, si l'on comprend bien, ICL racheté par Fujitsu, pourrait aussi bien continuer à la maîtrise européenne des technologies que ICL resté sous contrôle britannique.

Vous sentez-il indifférent qu'Olivetti passe sous contrôle japonais ? Après avoir parlé de la volonté de la Commission de ne pas faire obstacle à la libre circulation des capitaux, mais aussi d'un nécessaire équilibre entre ouverture et réalisme, le vice-président de la Commission a convenu « qu'il avait pour objectif d'éviter le colapsus de l'industrie européenne et qu'il souhaitait donc que les industries européennes, dont Olivetti, restent européennes ».

La Commission, dans son rapport, évoque la nécessité de « consacrer des investissements industriels considérables aux composants » du futur. Un

haut fonctionnaire proche de M. Pandolfi fait observer que la Commission a déjà manifesté l'intention d'affecter des sommes très importantes (800 millions d'euros pour les cinq ou six années à venir) pour soutenir l'effort de développement des entreprises européennes de la prochaine génération. Mais, a-t-il ajouté, il faut bien comprendre que, si les entreprises européennes engagées dans la production de semi-conducteurs, au lieu de coopérer sur des projets communs, rassemblaient plus intimement leurs efforts et créaient une filiale commune (par exemple Siemens, SGS-Thomson, Philips, la Communauté, selon toute probabilité, s'efforceraient d'aider puissamment cette tentative.

PHILIPPE LEMAITRE

Le japonais Fujitsu est autorisé à collaborer au programme européen de recherche JESSI

Le constructeur informatique britannique ICL, contrôlé désormais à 80 % par le japonais Fujitsu, gardera un pied dans l'Europe (notamment Submicro Silicon), initiative communautaire de recherche dont l'ambition est de lutter contre la suprématie japonaise en matière de semi-conducteurs.

Le directeur de JESSI vient en effet d'autoriser la participation d'ICL à deux projets de recherche dans le domaine de la conception assistée par ordinateur. En revanche, les administrateurs du programme ont exclu le constructeur informatique devenu filiale de Fujitsu des trois autres sous-projets auxquels il devait participer. Cette décision a été prise après consultation des différents industriels membres du programme JESSI, ont expliqué les membres du comité de direction, et après avoir mesuré l'incidence du retrait d'ICL sur l'avancement des projets concernés.

Ce jugement de Salomon peut traduire aussi la gêne du directeur qui n'avait pas exclu l'an passé la participation d'industriels américains ou nippons, dans la mesure où ceux-ci réalisent une grande partie de leurs efforts de recherche et de leur production en Europe. L'acquisition d'ICL par Fujitsu au mois de juillet dernier avait provoqué une véritable levée de boucliers dans le monde de l'électronique européenne.

Avec un capital initial de 15 à 18 milliards de dollars

Six pétromonarchies du Golfe envisagent de créer un Fonds arabe de développement

Conséquence de la guerre : les six pétromonarchies du Golfe envisagent de créer un Fonds arabe de développement qui, sur le modèle de la BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement), financerait les projets privés dans les pays arabes. Ce fonds, nous a révélé M. Yousef Chirawi, ministre du pétrole et du développement économique de Bahreïn, serait doté d'un capital initial de 15 à 18 milliards de dollars. Le projet a fait l'objet d'un memorandum soumis aux ministres des six pays membres du GCC (Conseil de coopération du Golfe) : Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Emirats arabes unis, Bahreïn et Oman.

MANAMA

de notre envoyé spécial

Cette initiative constitue un tournant fondamental des relations économiques au Proche-Orient et une conséquence directe de la crise. Les six pays du GCC, tous très riches et peu peuplés, ont pris conscience, au vu de l'expérience koweïtienne, de leur vulnérabilité et de la nécessité d'amorcer un véritable développement dans tous les pays de la région afin de garantir à terme leur sécurité. Mais ils ont appris à distinguer

les « vrais amis » de leurs « ennemis » dans l'ensemble du monde arabe et sont fermement déterminés à appliquer désormais un traitement différencié aux uns et aux autres. « La conséquence la plus évidente du conflit est la fracture profonde du monde arabe », explique un diplomate français, la fiction de la « grande nation arabe » a été en réalité.

La création d'un Fonds de développement, destiné au secteur privé, serait la contrepartie de la redistribution profonde des aides publiques qu'entendent opérer les six pays du Golfe. Plus qu'un Fonds, assurent les responsables, de soutien sans distinction tous les pays « frères ». Les aides publiques seront désormais réservées aux pays amis, qui ont soutenu le Koweït pendant la crise : Syrie, Maroc et surtout Égypte, en pleine crise financière et dont les pays du GCC envisagent même de racheter la dette (31 milliards de dollars) sur le marché financier international. En revanche, les pays qui, comme la Jordanie, le Yémen, la Tunisie ou la Libye - sans parler des Palestiniens - ont pris le parti de soutenir l'Irak, ont désormais fort peu de chances de trouver une oreille - et un portefeuille - favorable dans les riches pays du Golfe.

En contrepartie, le nouveau Fonds de développement serait destiné à financer les projets de développement de l'ensemble du monde arabe. Mais il serait strictement limité, précise M. Charawi, aux pro-

Les bénéfices de Renault divisés par huit

Renault avait évoqué successivement des bénéfices réduits pour 1990 à 4 milliards de francs puis à 2 milliards. Le chiffre est finalement de 1,2 milliard contre 9,3 en 1989. Une division par huit qui fait dire à M. Louis Schweitzer, directeur général et dauphin possible de M. Raymond Lévy, PDG du groupe : « Ce sont des résultats dont nous ne pouvons nous satisfaire. » Le chiffre d'affaires du groupe a reculé de 5,3 % à 163,6 milliards de francs.

Pour M. Lévy, l'année 1990 aura été un tournant. Renault a tiré un trait sur son passé, en échangeant de statut et en ayant un différend avec la Commission européenne, portant sur 12 milliards d'aides reçues de l'Etat français et qui ont dû lui être remboursées à moitié. Renault a aussi ouvert son avenir, en concluant un accord social d'entente avec tous les syndicats, hormis la COT, et en épousant Volvo. Sur ses relations avec le groupe suédois, le PDG de Renault évoque maintenant sans ambages « la constitution d'un groupe automobile unique ». On parlait d'alliance, on discutait désormais sur un rapprochement complet : Renault et Volvo ne feront qu'un.

Investir

dans la qualité

Année tournant. Tournant glissant. Si le PDG refuse de parler d'une « mauvaise année », tout y est. D'abord un recul commercial. La part de marché du groupe est revenue en France de 29,2 % à 27,9 % dans les voitures particulières et en Europe de 10,4 % à 9,9 %. Le contexte était une baisse des ventes, la production totale de Renault a atteint 1,806 million de voitures en 1990, un retrait de 6,3 % sur 1989.

Ensuite un alourdissement des coûts. Phénomène inquiétant que de voir les prix de revient des voitures s'accroître malgré les gains de productivité. L'explication est en partie stratégique : Renault veut changer son image et doit pour ce faire investir beaucoup dans la qualité visible (les équipements de bord) et invisible (la fiabilité). Cette « germination », observée déjà sur la R 19 et la Clio, est indispensable pour survivre à

terme. Mais aujourd'hui, comme l'image n'est pas encore redressée, les prix de vente doivent rester bas. D'où un « pincement des marges ».

Mais cette explication stratégique cache un mal plus méchant. Renault souffre aussi d'un handicap culturel ou social : une tendance à conserver un poids excessif. Déjà, en 1989, on avait noté un recul du résultat d'exploitation alors que les ventes étaient en hausse. M. Lévy chiffre à 2 milliards de francs par an ses surcharges salariales par rapport à son concurrent Peugeot : usines plus proches de Paris aux salaires supérieurs et sureffectifs.

Une nécessaire

cure d'amaigrissement

La conséquence des ventes en moins et du poids en trop est simple : le résultat d'exploitation est revenu cette fois de 12,9 milliards de francs à 6,3 milliards. Que Renault ne soit pas le seul dans cette glissade ne rassure pas. Car la Régie, troisième facteur d'inquiétude observé en 1990, reste plus endettée que les autres. Les frais financiers ont été de 1,85 milliard de francs, tandis que Toyota ou Volkswagen engrangent des profits de placement. Fin 1990, l'endettement du groupe est monté à 27 milliards de francs, soit 16 % du chiffre d'affaires. L'opération Volvo d'échange croisé de participations a permis de recapitaliser l'entreprise en partie (les capitaux propres atteignent 29 milliards de francs) et l'endettement fin janvier est revenu à 17 milliards, mais ce n'est que le niveau de 1989. Renault ne semble plus capable de se désendetter seul.

Dans ces conditions, le « nouveau Renault » part avec deux freins sur ses roues : des frais sociaux et financiers plus élevés que la concurrence. Ce ne sont pas des handicaps insurmontables : « Nous sommes condamnés à faire mieux que nos concurrents dans les autres domaines », reconnaît M. Lévy. En particulier pour les ventes, d'où la volonté d'adopter « une politique commerciale plus agressive ». Mais le volume ne compensera pas une nécessaire cure d'amaigrissement d'ici à l'arrivée libre des Japonais à la fin de la décennie. Les gains de productivité devront atteindre un minimum 50 %.

E. L. B.

Des États

traumatisés

Cette initiative, si elle est approuvée, devrait satisfaire le gouvernement américain, qui, depuis plusieurs mois, défend l'idée d'une « redistribution des richesses » afin de garantir la stabilité dans une région bouleversée depuis trente ans par des conflits incessants. « Il faut trouver un mécanisme pour que ceux qui ont des richesses aident ceux qui n'ont rien », explique un diplomate américain de premier rang.

Outre l'hostilité viscérale des monarchies du Golfe au concept même de « redistribution », elle s'est jusqu'ici heurtée à des problèmes strictement matériels. La guerre aidant, les réserves financières des États du Golfe sont sérieusement écorchées. Le Koweït n'aura pas de trop de ses avoirs pour payer sa reconstruction ou garantir les emprunts nécessaires.

L'Arabie saoudite, elle, a dû non seulement supporter l'essentiel du fardeau de l'opération « Tempête du

désert », mais elle s'est également largement engagée tant auprès du Koweït qu'auprès des autres alliés - Égypte, Syrie, Turquie, etc. - et paraît en outre déterminée à accroître sensiblement ses dépenses militaires. Pour la première fois, le royaume est en train de négocier le lancement d'un emprunt de 3,5 milliards de dollars auprès d'un consortium de banques internationales.

Reste que les États du Golfe, profondément traumatisés par la crise, sont désormais convaincus qu'une croissance harmonieuse de l'ensemble de la région est désormais la seule garantie à terme de leur survie. « L'attitude qui consistait à dire : nous avons de l'argent, on peut tout acheter - y compris la paix - a disparu », explique un banquier. Le Koweït et l'Arabie saoudite ont largement soutenu financièrement l'Irak que l'OLP pendant plus de dix ans. Ils se sont aperçus à leurs dépens que cela ne suffisait pas. Or la défaite de l'Irak, loin de les réduire, aggrave, au contraire, les déséquilibres fondamentaux de la région.

Les six États du Golfe, avec leurs quinze millions d'habitants, y compris les immigrés, peuvent-ils à long terme défendre leurs richesses contre l'Irak (50 millions d'habitants), l'Irak (18 millions), l'Égypte (55 millions), la Syrie (13 millions), le Yémen (12 millions)... si ceux-ci ne connaissent pas un minimum de croissance ?

VÉRONIQUE MAURUS

ÉCONOMIE

Nouvelle réunion de la commission de surveillance de la CDC

La Cour des comptes dénonce les méthodes de gestion des actifs par la Caisse des dépôts et consignations

La commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) s'est réunie mercredi 27 mars dans la matinée pour décider des suites à donner au rapport de la Cour des comptes sur des opérations boursières réalisées entre 1986 et 1989. Elle devait aussi réfléchir sur de nouvelles règles concernant la composition des actifs financiers détenus par les fonds d'épargne, en regard des découvertes faites par l'enquête de la Cour des comptes sur leur utilisation dans certains cas.

La soixantaine de feuillets rassemblant les constatations de la Cour sur les comptes et la gestion des activités bancaires et financières de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), concernant les exercices 1986 à 1989, provoque depuis le milieu du mois de mars de nombreux remous et les douze membres de la commission de surveillance en étaient ce mercredi et en moins de quinze jours à leur troisième réunion.

Le rapport donne matière à réflexion : il dénonce, avec des exemples plus nombreux que ceux connus jusqu'à présent, la manière dont ont parfois été utilisés au service de la stratégie de la Caisse les fonds de la section d'épargne, fonds constitués à partir de la collecte des livrets A de l'Épargne et de la Poste. Au cas d'Eurotunnel, des Wagons-Lits et de Canal Plus (le Monde du 23 mars) s'ajoutent les opérations postérieures au krach de 1987 et d'autres, dites exceptionnelles, faites en 1988.

Au moment de la crise boursière d'octobre 1987, la Caisse des dépôts, en liaison avec d'autres institutions, avait rempli son rôle de régulateur du marché et était intervenue pour éviter une chute plus importante des cours des valeurs. Elle avait donc acheté, de manière importante, des actions. L'enquête de la Cour des comptes, en étudiant la période allant du 1^{er} octobre au 31 décembre, a retracé les flux d'achats et de ventes. Si la section générale (celle recevant les consignations) a investi, en net, 264 millions de francs, les fonds d'épargne ont dépensé, toujours en net, 1 811 millions, dont 1 637 millions pour la section CEP (Caisse d'épargne) et 174 millions pour la CNE (Poste). Les fonds d'épargne ont donc davantage contribué à l'action, risquée, de régulation du marché que ceux de la section générale.

D'autre part, entre le 4 et le 6 janvier 1988, au moment où le marché continuait de se dégrader, la section générale a procédé à des opérations d'« achats-ventes » portant sur 270 millions de francs et ayant pour but de céder à la section CEP 180 millions de francs. Selon la Cour des comptes, cette opération

est critiquable, car le critère retenu pour cette cession a été d'affecter à la CEP les plus mauvaises valeurs et de conserver à la section générale, par l'intermédiaire de son compte de contrepartie, les meilleurs titres.

La Cour note toutefois que le rétablissement des actions en 1988 a permis aux investisseurs en question de se révéler profitable, mais que les fonds d'épargne ont supporté la quasi-totalité du risque pris par la Caisse. Si l'anticipation d'un rétablissement de marché avait guidé les décisions d'achat de fin 1987, pourquoi la section générale et la CNE n'ont pas également tiré parti de cette opportunité ?

Les investissements dans les privatisées

La Cour s'est intéressée aussi aux opérations exceptionnelles réalisées entre juin et septembre 1988, c'est-à-dire aux transactions relevant de la décision de la direction générale et non du gestionnaire ayant en charge le fonds d'épargne. A cette

époque, la CDC avait investi 2,1 milliards de francs, dont 1,1 milliard dans l'acquisition de titres de sociétés récemment privatisées (Suez, Alcatel-CGE, Paribas), mettant à contribution ses fonds d'épargne, et 1 milliard dans la Société générale (par l'intermédiaire du holding commun avec M. Georges Pébereau, la SIGP). Le rapport souligne à nouveau le manque à gagner substantiel, dans un premier temps du moins, de ces investissements dans les privatisées. Il s'étonne surtout que des opérations d'une telle ampleur aient été effectuées sans l'autorisation ou l'information de la commission de surveillance.

La Cour des comptes a cependant manqué d'éléments d'information pour ses enquêtes. Dans l'opération sur les Wagons-Lits, par exemple, où M. Georges Pébereau s'est associé à la Caisse au sein de Sofitour pour acquérir 20 % du capital, il est difficile de connaître l'évolution de l'actionnariat de Sofitour. Dans un pro-

toque, avantageux pour M. Pébereau, établi en 1988, la Caisse s'est engagée à racheter sa participation dans Sofitour sur la base des cours de Bourse majorés de 10 % ou, si le cours avait baissé par rapport au prix d'acquisition, sur la base du TMO (taux du marché obligataire) augmenté de 2 %.

Enfin, les enquêteurs n'ont pas eu le droit de s'intéresser aux opérations effectuées par la Caisse pour le compte de ses clients, et, notamment, des OPCVM (organismes de placements collectifs de valeurs mobilières), la CDC s'y opposant au motif que ces opérations touchaient des clients privés qui n'étaient pas justiciables du contrôle de la Cour. Les enquêteurs souhaitent uniquement vérifier que les négociations chargées des actions et gérant les OPCVM ne prenaient pas de position sur le fondement des ordres de la clientèle qui lui étaient transmis, sachant que, jusqu'à octobre 1989, les fiches de saisie des ordres n'étaient pas bordereaux.

DOMINIQUE GALLON

Le rapport met en cause une opération de « stock options » du Club Méditerranée

Au cours de ses investigations, la Cour des comptes s'est intéressée à une émission d'actions du Club Méditerranée réservée aux salariés, datant de 1987 et pour laquelle la Caisse des dépôts, porteur de parts important et administrateur, n'a pas dénoncé les conditions de l'opération.

En avril 1987, l'assemblée générale des actionnaires décidait de procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés selon la méthode dite des « stock options ». La loi du 24 juillet 1988 autorisait alors une décote de 10 % des titres émis, et une durée de cinq ans pour les options. Les dispositions nouvelles de la loi du 17 juin 1987 portaient la décote autorisée à 20 %, la durée des options à dix ans et étendaient le bénéfice des actions aux dirigeants sociaux. Un conseil d'administration du Club Méditerranée décida le 31 juillet d'adopter les nouvelles normes et d'émettre des titres à 496 F pour une durée de dix ans.

Pour la Cour, les dirigeants du Club n'ont pas respecté les deux voies légales s'offrant à eux : soit ils se référaient aux dispositions entières et le conseil d'administration devait voter un délai maximum de cinq ans. Soit ils se plaçaient sous l'empire des dispositions nouvelles et étaient

contraints de convoquer une nouvelle assemblée générale extraordinaire. Selon la Cour, ce non-respect des règles de procédure et cette non-information des actionnaires est d'autant plus grave que l'avantage donné aux bénéficiaires de ces options sur actions est très important. Le coût théorique de cette opération pour les actionnaires, si l'option avait été exercée le même jour que l'attribution, aurait été de 149 F par titre, soit 50,6 millions de francs. Pour M. Gilbert Trigano, PDG du Club, bénéficiaire du quart de l'opération, l'avantage théorique consenti serait de 14,47 millions.

M. Gilbert Trigano nous a déclaré « être parfaitement d'accord » par les allégations de la Cour. « C'est hallucinant d'entendre ce qui m'est reproché, à moi qui ai mis toute ma vie mon point d'honneur à ne jamais m'écarter de la légalité la plus stricte et qui crois à une rigoureuse déontologie de l'entreprise. » La patron du Club Méd refuse l'accusation d'irrégularité formulée par la Cour : « La loi de 1987 a été respectée à la lettre et je tiens à la disposition de tous les délégués de notre conseil d'administration, déclare-t-il. C'est moi qui ai exigé que l'opération de stock options ne me soit pas réservée, mais soit

étendue à tous les membres du personnel du Club afin que les GO (Généralistes Organisationnels) : nom des actionnaires et, par extension, de tout le personnel du Club, NDRL) portent leur part du capital de 1,6 % actuellement à 5 % environ et deviennent des actionnaires substantiels. Le Club est le prototype des entreprises qui ont fait profiter leur personnel du système des stock options. »

M. Trigano nie avoir bénéficié de quoi que ce soit. « Tout d'abord, je n'ai pas encore levé une seule des actions auxquelles j'aurais droit. Je n'ai évidemment pas l'argent pour acheter 97 168 actions d'un coup ! Pas plus que je n'aurais pu m'amuser à les revendre aussitôt pour réaliser un « coup » : cette plus-value aurait été considérée comme un salaire et imposée en conséquence par les impôts et la Sécurité sociale. Et en plus, cette affaire hallucinante éclate à un moment où le cours de l'action du Club - 485 F environ - est au-dessous du prix où je pourrais souscrire... » Il se dit déterminé à attaquer la Cour des comptes dès qu'il aura en main les textes qui l'accusent et dont il n'a jamais eu connaissance que par la presse.

AL. F. et D. G.

(Publié)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

OBJET : Autoroute A 64 - section Pinas - Martres-Tolosane

Bretelle du val d'Aran

Les préfets de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées commencent : L'enquête publique relative à : - l'utilité publique des travaux de l'autoroute A 64 entre Pinas et Martres-Tolosane, de la bretelle du val d'Aran et du barreau de Saint-Gaudens, - ainsi que la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Saint-Laurent-de-Neste dans les Hautes-Pyrénées, Saint-Gaudens et Clarac dans la Haute-Garonne, qui devait se tenir du 27 mars 1991 au 26 avril 1991 inclus, aura lieu du 15 avril 1991 au 15 mai 1991 inclus, car elle concerne aussi la commune de Beauchamp.

Elle est ouverte dans les formes prévues par le code de l'expropriation.

Un dossier restera déposé au siège des mairies de :

- Département des Hautes-Pyrénées : Cantaut, Saint-Laurent-de-Neste, Saint-Paul, Mazères-de-Neste;

- Département de la Haute-Garonne : Montégut, Ausson, Pontet-Tailleur, Clarac, Bordes-de-Rivière, Hues, Gourdan-Polignan, Seilhac, Villeneuve-de-Rivière, Saint-Gaudens, Landorthe, Estracarbon, Savarthes, Saint-Médard, Beauchamp, Castillon-de-Saint-Mary, Lestelle-de-Saint-Mary, Saint-Mary, Montsaunès, Raucourt-sur-Garonne, Mazères-du-Salat et Martres-Tolosane.

pendant 31 jours entiers et consécutifs du 15 avril 1991 au 15 mai 1991 inclus, où chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituelle des mairies concernées.

Les réclamations éventuelles pourront être : - soit consignées sur les registres à feuillets non mobiles ouverts à cet effet ; - soit adressées par écrit, pendant la même période, au président de la commission d'enquête siégeant aux mairies de Saint-Laurent-de-Neste, Clarac, Saint-Gaudens et Martres-Tolosane ; - soit présentées directement à la commission d'enquête composée comme suit :

Président : M. Jean BARADAT, ingénieur, retraité.

Membres : M. Robert Turpo, expert conseil en bâtiments et travaux publics,

M. Michel Sablayrolles, géomètre,

M. Hervé Teychène, architecte,

M. Jean Cramausse, inspecteur central des domaines en retraite.

qui assureront ensemble ou à tour de rôle les permanences dans les quatre mairies suivantes : Saint-Laurent-de-Neste, Clarac, Saint-Gaudens et Martres-Tolosane, aux jours et heures ci-dessous :

- le 15 avril 1991 de 14 heures à 17 heures,

- le 26 avril 1991 de 14 heures à 17 heures,

- le 14 mai 1991 de 9 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 17 h 30.

En outre, le 15 mai 1991, la commission plénière siégera à la mairie de Saint-Gaudens, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 17 h 30.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, qui devront être rendus avant le 15 juin 1991, seront tenus à la disposition du public pendant un an aux préfectures de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, aux sous-préfectures de Muret, de Saint-Gaudens et de Bagnères-de-Bigorre, au tribunal administratif de Toulouse et dans l'ensemble des mairies concernées par cette opération.

Ils pourront également être communiqués à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande au préfet de la Haute-Garonne, direction de l'administration générale, 1^{er} bureau, ou au préfet des Hautes-Pyrénées, direction de l'administration générale et des collectivités locales, bureau du contrôle de légalité et du contentieux.

Toulouse, le 19 mars 1991.

Le préfet de la région Midi-Pyrénées,

préfet de la Haute-Garonne,

Pour le préfet, le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne :

Jean-Claude PRAGER.

Tarbes, le 19 mars 1991.

Le préfet des Hautes-Pyrénées,

Pour le préfet et par délégation,

le secrétaire général :

Jean-Marie LENZI.

POUR LE SOLEIL LEVANT, SEPT FOIS PAR SEMAINE, BIENVENUE À BORD D'AIR FRANCE.

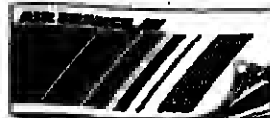


PARIS/TOKYO NON-STOP, 7 VOLS HEBDOMADAIRES.

Désormais, Air France relie Tokyo tous les jours sans escale en Boeing 747/400. Ce nouvel appareil est le plus grand et le plus moderne des avions de ligne. Air France l'a équipé de manière à vous offrir un maximum de confort.

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Pour voyager, vous avez le choix entre Air France Première, la Classe Le Club et la Classe Économique. En 1991, Air France vous permettra également d'aller plus rapidement à Pékin, Séoul, Hong Kong et Osaka. Pour tout savoir sur nos nouveautés Asie, adressez-vous à Air France ou à votre Agent de voyages.



SOCIAL

Selon une enquête

Les perspectives d'emploi seront plus favorables que pour l'ensemble

Selon l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), qui a rendu publiques les estimations de son traditionnel panel (1) le 25 mars, les perspectives d'emploi de cadres en 1991 sont relativement bonnes. Après la chute constatée ces derniers mois. En revanche, les estimations sont beaucoup moins favorables pour l'ensemble des salariés, qui avaient bénéficié du mouvement de création d'emplois au cours des dix-huit derniers mois.

Si les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, elles en créeront 110 000 en 1991, selon l'APEC. Ce chiffre est en hausse de 10 % par rapport à l'ensemble des salariés, qui ont vu leur emploi diminuer de 100 000 en 1990. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991.

Pour les cadres, les perspectives sont plus optimistes. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991.

M. Evin affirme qu'il prendra les décisions sur les n

Après la publication de son livre blanc, le gouvernement se propose de « décentraliser » les décisions. Pour ce faire, le ministre de l'Économie, M. Evin, a annoncé qu'il prendrait les décisions sur les n. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991.

Dans le domaine de l'assurances-maladie, le ministre de la Santé, M. Kohn, a annoncé qu'il prendrait les décisions sur les n. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991. Les entreprises ont créé 100 000 emplois en 1990, mais elles en ont perdu 100 000 en 1991.

CAISSE NATIONALE SAPAR - OBLIGATION

Les intérêts courus du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1990 sont de 156,25 francs, auxquels s'ajoutent les intérêts courus du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1990, soit un total de 312,50 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE MARS 1990

Les intérêts courus du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1990 sont de 156,25 francs, auxquels s'ajoutent les intérêts courus du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1990, soit un total de 312,50 francs.

SAPAR - OBLIGATION

Les intérêts courus du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1990 sont de 156,25 francs, auxquels s'ajoutent les intérêts courus du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1990, soit un total de 312,50 francs.

SAPAR - OBLIGATION

Les intérêts courus du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1990 sont de 156,25 francs, auxquels s'ajoutent les intérêts courus du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1990, soit un total de 312,50 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE MARS 1988

Les intérêts courus du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1990 sont de 156,25 francs, auxquels s'ajoutent les intérêts courus du 1^{er} janvier 1991 au 31 décembre 1990, soit un total de 312,50 francs.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Selon une enquête de l'APEC

Les perspectives d'embauche en 1991 seront plus favorables pour les cadres que pour l'ensemble des salariés

Selon l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), qui a rendu publiques les estimations de son traditionnel panel (1) le 25 mars, les perspectives d'embauche de cadres en 1991 sont relativement bonnes, après la chute constatée ces derniers mois. En revanche, les estimations sont beaucoup moins favorables pour l'ensemble des salariés, qui avaient bénéficié du mouvement de création d'emplois au cours des dix-huit derniers mois.

Si les entreprises se comportent ainsi qu'elles l'envisagent en répondant à l'enquête de l'APEC, réalisée en pleine guerre du Golfe, le volume des embauches de cadres devrait l'emporter sur celui des embauches nouvelles et, au mieux, s'équilibrer : 18,6 % des entreprises prévoient de diminuer leurs effectifs (contre 12 % en 1990), tandis que 16,1 % les augmenteront (contre 22 % en 1990). Ainsi, toutes les catégories de salariés, à l'exception des cadres, seraient affectées par le climat de morosité, dû à la situation économique.

Pour les cadres, cela va mieux et l'on assisterait même à ce que M. Jean Prével, directeur adjoint de l'APEC, nomme « un retour à la normale ». Les années 1988 et 1989 avaient été marquées par une forte progression des embauches de cadres, de l'ordre de 30 % et 20 %

respectivement, pour culminer au niveau record de 127 000 recrutements en douze mois. Les perspectives pour 1991 devraient se traduire par une baisse de 6 % à 10 % par rapport à 1990 et correspondre à un volume de recrutements compris entre 112 000 et 115 000. Un tassement, certes, mais qui intervient sur un marché très actif, maintenu à un niveau élevé, et qui n'a rien à voir avec les chutes brutales de 30 %, voire 34 %, enregistrées en janvier et février pour les seules propositions de postes diffusées par voie de presse.

A moins que le conflit du Golfe ne laisse des traces plus profondes, ou que la conjoncture économique se détériore, l'évolution à court terme devrait donc poursuivre la tendance au léger ralentissement, enregistrée en 1990. En effet, avec 122 600 cadres recrutés l'an passé, le fléchissement est de 3 % par rapport au sommet de 1989, qui coïncide avec une diminution du nombre de promotions internes, en baisse de 9,5 %, avec 41 000, contre 45 000 l'année précédente. A la sortie de la crise, les entreprises avaient dû reconstituer leurs effectifs de cadres. Désormais, elles ne font que compenser les départs et l'augmentation dépend uniquement des créations de postes ou du développement.

ALAIN LEBAUDE

(1) Pour réaliser son panel, l'APEC a interrogé 2 962 entreprises employant 1 333 931 salariés, dont 168 432 cadres, entre le 29 janvier et le 12 février.

M. Evin affirme que « le gouvernement prendra les décisions qui s'imposeront » sur les retraites

Après la publication de son Livre blanc, le gouvernement prendra « les décisions qui s'imposent » pour consolider les régimes de retraite, assure M. Claude Evin, ministre de la solidarité, dans un entretien publié mercredi 27 mars par les Echos. Le ministre estime toutefois qu'il faudra « un certain temps » avant que des réformes soient décidées « assez tôt pour assurer l'avenir ». Selon M. Evin, « il est hors de question de remettre en cause les retraites déjà liquidées, ni le système actuel fondé sur la répartition ».

Dans le domaine de l'assurance-maladie, le ministre de la solidarité

confirme son intention de ne pas révaloriser la cotisation salariale cette année et d'assurer l'équilibre financier de la branche maladie par une politique de maîtrise des dépenses. A cet égard, M. Evin s'en prend au « double langage » de M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPPF - hostile à la formule d'abonnement entre un généraliste et les assurés sociaux -, auquel il reproche de « ne pas se donner les moyens » de s'opposer à la hausse des prélèvements sociaux des entreprises et de considérer « la politique sociale comme une régression ».

Manifestations à Brest et à Morlaix

Thomson-CSF confirme la suppression de 1 258 postes

La direction de Thomson-CSF a confirmé, mardi 26 mars à l'occasion de la réunion du comité central d'entreprise, la suppression de 1 258 emplois entre mai 1991 et juin 1992, comme elle l'avait annoncé en décembre dernier. Justifiées, selon la direction de Thomson, par la crise de l'électronique d'armement, ces mesures concernent en particulier la division radars et contre-mesures électroniques, installée sur les sites de Brest, Morlaix, Pessac et Matakoff, et qui va perdre 515 personnes (dont 170 âgés de plus de cinquante-six ans).

La confirmation de ces suppressions d'emplois a entraîné, mardi, des manifestations à Brest et à Morlaix. A Brest, 500 personnes emmenées par le maire, M. Pierre Maille (PS), ont défilé pour protester contre la suppression, mi-1992, de 198 des 1 400 emplois du site. 150 personnes se sont d'autre part réunies en centre de Morlaix. L'unité de cette ville va perdre 31 de ses 360 salariés, avant d'être cédée à un sous-traitant. (Corresp.)

Le PCF lance une campagne sur l'emploi

M. Georges Marchais a lancé, mardi 26 mars, une campagne sur « la question cruciale de l'emploi », en dénonçant « les choix du gouvernement et du patronat » qui « contribuent, a-t-il dit, à amplifier le chômage et la précarité ». « La France s'engage dans la voie d'une récession et le gouvernement ne dit pas la vérité quand il explique que les décisions qu'il prend amélioreront la situation de l'emploi », a déclaré le secrétaire général du PCF au cours d'une conférence de presse, où formulait six propositions.

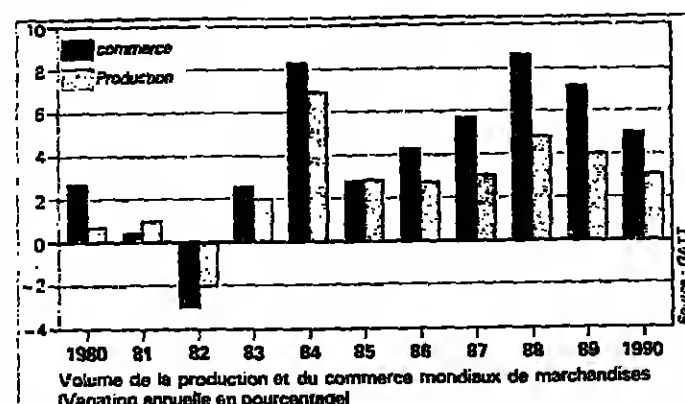
Le PCF propose notamment d'« utiliser différemment les fonds publics précédemment consacrés à l'emploi » en instituant « un contrôle public démocratique de leur utilisation ». M. Marchais a aussi de « croquer » sur ces sommes, qu'il a chiffrées à 180 milliards de francs. Il préconise aussi de révaloriser les salaires et les qualifications. « Désormais, à l'exception de la Grèce et du Portugal, tous les pays de la CEE nous dépassent en matière de salaires », a souligné M. Marchais.

Le PCF propose également d'« élargir les droits et garanties des salariés pour faire reculer la flexibilité de l'emploi » en réclamant, notamment, la semaine de 35 heures et la retraite à cinquante-cinq ans pour les femmes.

CONJONCTURE

Un ralentissement qui devrait se poursuivre en 1991

Les échanges mondiaux ont augmenté de 5 % en 1990



Yugoslavie sont importantes... La baisse des transports maritimes a entraîné des pertes considérables pour des pays comme Djibouti et l'Égypte, à laquelle le trafic passant par le canal de Suez assure un cinquième de ses recettes en devises.

Il faut ajouter à cela un autre effet économique notable, à savoir la brutale diminution des envois de fonds des travailleurs émigrés au Koweït et en Irak vers l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, Sri-Lanka et les Philippines, entre autres.

AUTOMOBILE

Le nouveau Voyager est arrivé

Les nouveaux Voyager de Chrysler, distribués par Sonauto, sont arrivés. Comme il était facilement imaginable et malgré les défauts inhérents à la formule mise au point pour les routes américaines, ces véhicules familiaux, tournés vers les loisirs, ont connu dès leur arrivée en France et en Europe un succès mérité. Grâce à différentes retouches, dont certaines s'imposaient, conducteurs et passagers rouleront dans les nouvelles versions tout aussi décontractées, à l'américaine en quelque sorte.

Présentées comme très différentes, les nouvelles versions restent, pour l'essentiel, semblables aux précédentes modèles. Ni la géométrie du train avant, qui a été modifiée, ni la présence d'une barre entoilée à l'arrière n'ont fondamentalement fait évoluer la façon de mener ce « mono-spaces » lancé aux États-Unis depuis plus de dix ans.

Dès l'épure d'origine, le Voyager s'adressait aux pères de famille plus préoccupés de faire des kilomètres à des allures raisonnables que d'atteindre des performances jugées aujourd'hui démodées. Nous sommes toujours là, et ce n'est pas le 4 cylindres en ligne de 2,5 litres (injection) qui sort dans le meilleur des cas 89 chevaux - pour 12 CV fiscaux - qui nous démentirait. Ce groupe largement exploité sur les diverses productions de la marque a une bonne réputation d'endurance et de souplesse.

Monté avec une transmission mécanique, on peut lui arracher du nerf on jouant sur les intermédiaires. La contrepartie, on le devine, est énergivore. Une version en 6 cylindres (comme dans l'ancienne gamme) viendra plus tard.

Parmi les aménagements intérieurs bien utiles et négligés jusqu'ici, on trouve des poignées de maintien pour les passagers, une boîte à gants, des sièges mieux dessinés et des banquettes arrière plus simples à démonter pour obtenir de la surface supplémentaire. Un effort a été fait pour la visibilité.

La véritable innovation concerne un fait le plus banal, mais le plus important : la version de base de ce Voyager new-look, à laquelle il ne manque que la climatisation, les lave-glaces électriques, un volant réglable et une galerie pour s'appeler Luxe. La première vaut 119 000 F et la seconde 139 000 F. Des tarifs de conquête. Sonauto (1) pense que le marché européen de ce type de voitures ne peut que monter dans les toutes prochaines années, pour atteindre un parc de 600 000 véhicules à terme. Il y a donc de la place pour ces Chrysler un peu spécialisées, près des Espées de Renault, des Ford genre van à 6 cylindres et des japonaises Previa et autres Pravia. Une belle bagarre en perspective.

CLAUDE LAMOTTE

(1) Sonauto, 1, avenue du Fief, ZA les Béguines, Saint-Ouen-l'Aumône, 95003 Cergy-Pontoise.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE SAPAR - OBLIGATIONS 2 TAM MARS 1987

Les intérêts courus du 23 mars 1990 au 22 mars 1991 seront payables à partir du 23 mars 1991 à 1 041,70 francs par titre de 1 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 156,25 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 32,27 francs, faisant ressortir un net de 853,18 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS TAM MARS 1990 (3^e TRANCHE)

Les intérêts courus du 30 mars 1990 au 29 mars 1991 seront payables à partir du 30 mars 1991 à 515,85 francs par titre de 1 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 77,37 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,97 francs, faisant ressortir un net de 422,51 francs.

SAPAR - OBLIGATIONS TAM MARS 1986

Les intérêts courus du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991 seront payables à partir du 1^{er} avril 1991 à 468,76 francs par titre de 1 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 52,09 francs (montant brut : 520,85 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 26,01 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,12 francs, faisant ressortir un net de 426,63 francs.

SAPAR - OBLIGATIONS TMO MARS 1984

Les intérêts courus du 2 avril 1990 au 1^{er} avril 1991 seront payables à partir du 2 avril 1991 à 457,80 francs par titre de 1 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 50,87 francs (montant brut : 508,67 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 25,40 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,75 francs, faisant ressortir un net de 416,63 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS TME MARS 1988 (TRANCHE C)

Les intérêts courus du 5 avril 1990 au 4 avril 1991 seront payables à partir du 5 avril 1991 à 1 790,50 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 268,57 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 55,49 francs, faisant ressortir un net de 1 466,44 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Tous ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) et sont portés au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS 14,90 % AVRIL 1983

Les intérêts courus du 25 avril 1990 au 24 avril 1991 seront payables à partir du 25 avril 1991 à 670,30 francs par titre de 1 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 74,50 francs (montant brut : 745 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 37,21 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 23,09 francs, faisant ressortir un net de 610,20 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS 10,20 % MAI 1976

Les intérêts courus du 30 avril 1990 au 29 avril 1991 seront payables à partir du 30 avril 1991 à 91,80 francs par titre de 1 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 francs (montant brut : 102 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,09 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,16 francs, faisant ressortir un net de 83,55 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) et sont portés au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE CAISSE FRANÇAISE DES MATIÈRES PREMIÈRES - OBLIGATIONS GARANTIES 15,10 % AVRIL 1981

Les intérêts courus du 8 avril 1990 au 7 avril 1991 seront payables à partir du 8 avril 1991 à 679,30 francs par titre de 1 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 75,50 francs (montant brut : 755 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 37,71 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 23,40 francs, faisant ressortir un net de 618,30 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) et sont portés au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

DES
Le Monde LIVRES

DU 15 MARS AU 15 AVRIL 1991

Votre concessionnaire ALFA ROMEO

vous offre

3 ans d'entretien

sur votre nouvelle ALFA ROMEO neuve



En plus des garanties ALFA ROMEO (garantie totale 1 an, garantie moteur 2 ans dans la limite de 100 000 km, garantie anticorrosion 6 ans, Assistance 24 h/24 pendant 1 an) votre concessionnaire prend intégralement à sa charge tous les frais d'entretien de votre nouvelle ALFA ROMEO neuve comprise entre le 15 mars 1991 et le 15 avril 1991 pendant 3 ans dans la limite de 60 000 km. Ce contrat d'entretien ne comprend ni les pneumatiques, ni le carburant, mais prévoit le prêt d'un véhicule de courtoisie.

PARIS 20^e
PARIS EST AUTO
190 bis, Bd de Charonne
75002 PARIS
Tél. (1) 40 09 02 45

ISSY-LES-MOULINEAUX
GARAGE BOUSSEVIER
3749, Quai du Président Roosevelt
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Tél. (1) 45 54 97 40

ÉCONOMIE

D'après la mission parlementaire d'évaluation de la législation sur le logement

Propriétaires et locataires sont satisfaits du système des loyers de référence

Mise en place le 27 juin 1990, la mission parlementaire d'évaluation de la législation sur le logement et l'urbanisme s'est réunie mercredi 27 mars pour se prononcer sur les premières conclusions de son rapporteur, M. Jacques Guyard, député (PS) de l'Eure. Une enquête menée à cette occasion indique que les bailleurs et locataires sont plutôt satisfaits du système des loyers de référence mis en place par la loi « Malandain-Mermaz » de 1989.

Le logement et l'urbanisme couvrent des réalités et des situations si diversifiées que, même en se limitant à cinq thèmes d'évaluation (les rapports locaux, les attributions de logements sociaux, la participation des employeurs à l'effort de construction, le droit de préemption, l'efficacité des incitations fiscales), la tâche de la mission parlementaire était pour le moins complexe.

La loi de 1989 (dite « Malandain-Mermaz ») sur les rapports locaux sort indemne de cette étude, grâce en partie à une enquête de l'IFOP. A la surprise générale, bailleurs et locataires se déclarent satisfaits de cette loi et de la façon dont elle fonctionne, même si le problème des loyers, surtout sensible en région parisienne, conduit à souhaiter que le dispositif qui en limite la progression depuis bientôt deux ans continue à être appliqué. A cet égard, le système des loyers de référence, que le bailleur doit fournir pour justifier ses exigences, semble donner satisfaction, même et surtout en cas de différend entre les parties.

La contribution des employeurs au logement de leurs salariés (le fameux « 1 % patronal ») est l'objet

d'une critique fondamentale, qui rejoint la question de l'attribution des logements sociaux, un des soucis permanents du maire d'Evry : permettant de boucler à la marge le financement des programmes de logements sociaux HLM, elle se traduit par un droit d'attribution des dits logements ainsi construits au profit du collecteur, qui serait de 40 % du nombre de ces logements, alors qu'il n'aurait apporté que moins de 20 % du financement.

Le problème de la fiscalité

L'aménagement du droit de préemption dont disposent les communes — en créant en faveur de l'Etat un droit de préemption de second rang, lui permettant de se substituer aux conseils municipaux défaillants — semble satisfaisant et une telle disposition est d'ailleurs prévue dans le futur projet de loi Delebarre (loi anti-ghetto). De la même façon, le développement de regroupements de communes devrait permettre à celles-ci de pallier la limitation de leur compétence à un territoire restreint.

Pour sortir de la pénurie foncière, qui entretient la spéculation, on pourrait envisager la création d'une imposition foncière annuelle sur les terrains constructibles « gelés » par leurs propriétaires, cette contribution communale devant servir au développement du logement social. Peut-être ces contributions pourraient-elles réduire l'impact du 1 % logement sur les décisions de construction.

C'est en matière de fiscalité que la mission devrait avoir le plus de mal à se prononcer clairement. L'efficacité de mesures fiscales incitatives, pour apprécier qu'elles soient des investisseurs, n'est pas suffisamment probante pour qu'elles constituent une panacée, dans la mesure où c'est l'ensemble de la fiscalité immobilière

qui est globalement remis en cause. Au reste, le premier ministre n'a-t-il pas demandé à une commission du Plan, dite « Commission épargne et logement », placée sous la présidence de M. Daniel Lebègue, d'étudier l'équilibre futur des principaux compartiments du marché du logement (accession, locatif privé, locatif social) ?

JOSÉE DOYÈRE

L'Immobilier Phénix augmente ses bénéfices

La restructuration et la réorientation des activités de la Compagnie Immobilière Phénix, filiale de la Générale des eaux, commencent à porter leurs fruits : en 1990, la société a réalisé un bénéfice net de 118 millions de francs (15 millions en 1989), pour un chiffre d'affaires consolidé de 2,87 milliards, contre 2,19 (+ 31,2 %) pour 1991, elle table sur plus de 300 millions de francs de résultat.

Cette progression impressionnante a été obtenue par le développement du secteur promotion immobilière, qui a représenté 23 % du chiffre d'affaires en 1990 (contre 12 % l'année précédente) et devrait voir sa part augmenter encore en 1991, puisqu'elle a atteint 37 % de la « production » l'an dernier. Le secteur a apporté 179 millions de bénéfices d'exploitation : l'Immobilier Phénix se spécialise dans certains domaines comme l'hôtellerie, dont elle entend connaître les conditions d'exploitation tout en se constituant et en valorisant un patrimoine de prestige.

En revanche, la maison individuelle, qui a perdu encore 29 millions de francs en 1990, ne représente plus que 34 % de l'activité, au lieu de 52 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'initiative SERETE : l'ingénierie européenne prend forme

SERETE conduit avec AMEC un accord de partenariat

Le Groupe SERETE, d'une part, et Matthew Hall Overseas Holdings Ltd, représentant les activités d'ingénierie du Groupe AMEC, d'autre part, viennent de signer un accord qui exprime la volonté réciproque des deux partenaires d'être présents sur l'ensemble du marché européen de l'ingénierie.

Les deux groupes pourront mettre en commun, pour mieux servir leurs clients, leurs ressources techniques et leurs compétences.

SERETE bénéficiera tout particulièrement de la position d'AMEC dans le pétrole et le gaz (production et raffinage), cependant qu'AMEC renforcera ainsi sa présence sur les marchés de l'Europe continentale.

Cet accord donne à AMEC, dans un premier temps, l'accès à une participation minoritaire significative dans le capital de SERETE. Le contrôle majoritaire de SERETE est toujours exercé par CIFA, société holding du Groupe animée par Philippe Kessler.

Le prix de la transaction s'élève à 110 millions de francs pour 20 % du capital.

SERETE, avec 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires et 1 700 personnes — dont 1 000 ingénieurs — en Europe, est la première société privée d'ingénierie en France, elle a diversifié ses activités dans l'industrie, les techniques avancées et les constructions civiles, vers la responsabilité de constructeur général et de promoteur, la production et l'information des bureaux d'études. Outre sa forte implantation régionale en France, elle est présente en Espagne, en Italie, en Portugal et en Allemagne; elle veut compléter son implantation par des acquisitions ou des alliances dans d'autres pays de la Communauté Européenne.

AMEC p.l.c. est l'un des plus importants groupes britanniques d'ingénierie et de construction. Son chiffre d'affaires est de 2 milliards de livres (20 milliards de francs). Avec plus de 1 500 personnes, le secteur design et management d'AMEC constitue l'un des plus importants ensembles d'ingénierie du Royaume-Uni. AMEC, avec un effectif total de plus de 30 000 personnes, occupe, par ailleurs, des positions majeures aux Pays-Bas, aux États-Unis et en Australie.

serete

SERETE renforce sa position en Espagne

Par ailleurs, SERETE a acquis de son partenaire espagnol ASLAND le nombre d'actions nécessaires pour redoubler sa position à un tiers dans le capital de la filiale commune aux deux groupes, SERELAND, revenant ainsi à parité avec ASLAND.

Les deux groupes sont convenus de gérer ensemble SERELAND, troisième société espagnole d'ingénierie, avec environ 200 millions de francs d'actifs en 1990 et près de 400 personnes.

Cette seconde opération confirme SERETE dans sa vocation d'ingénierie sud-européenne.

SERETE : les moyens de son développement

SERETE poursuit le développement de sa stratégie de constitution d'un réseau européen d'ingénierie qui exploite les opportunités financières qui lui procurent l'émission d'obligations convertibles pour un montant de 55 millions de francs et d'un crédit confirmé de 95 millions de francs (BANQUE et BNP), effectuée fin 1990.

COMMUNICATION

Extension de RFO et quatrième chaîne

Matignon veut remplir les écrans de la Réunion

Désireux de combler au plus vite le vide laissé par l'arrêt de la télévision pirate Télé Free-DOM, le gouvernement accélère l'extension des horaires de RFO et invite le CSA à autoriser une quatrième chaîne. Mais ce dernier refuse de légaliser Télé Free-DOM.

Plus question de laisser le temps au temps : le dossier de la télévision à la Réunion, ouvert depuis cinq ans, semble être devenu si urgent que Matignon, dans un communiqué du 26 mars, annonce une série de mesures concernant à la fois la télévision publique RFO et la création éventuelle d'une quatrième chaîne privée.

M. Michel Rocard annonce ainsi directement plusieurs « décisions » du PDG de RFO, M. François Gicquel : ouverture de l'antenne de RFO Réunion à partir de 11 heures dès le 15 avril (au lieu de 13 h 30 actuellement) ; émissions spéciales pour les jeunes dès 9 heures du matin les mercredis et dimanches ; proposition au maire de Saint-Denis que soient réalisées, dans le cadre du contrat de ville, des émissions expérimentales assurées par des jeunes.

Dans un entretien accordé au Monde lundi soir (le Monde du 26 mars), M. Gicquel n'allait pas aussi loin. Et il réclamait des moyens supplémentaires, dont on ne trouve nulle mention dans le communiqué. Un communiqué dont M. Gicquel semblait ignorer l'existence mercredi matin 27 mars.

Le premier ministre prévoit aussi d'adapter le cahier des charges de RFO, et il a écrit en ce sens aux ministres concernés, M. Tasca, ministre délégué à la communication, et M. Le Penec, ministre des DOM-TOM. Il leur demande notamment de faire des propositions pour adapter les règles régissant la publicité et la diffusion de films cinématographiques à la télévision dans les DOM-TOM. Une demande qui risque de se heurter au BLIC, le Bureau de liaison des industries cinématographiques, lequel est un des rares à se féliciter publiquement de l'interdiction de Télé Free-DOM « qui émettait en infraction avec le droit de l'audiovisuel ».

Si la désinvolture du gouvernement vis-à-vis de RFO, société publique, est monnaie courante, l'autre partie du communiqué de Matignon est en revanche plus surprenante. M. Rocard annonce en effet qu'il a écrit à M. Jacques Bouzet, président du CSA, pour lui indiquer que, « à son sens, le moment lui paraissait venu de lancer l'appel d'offres pour une quatrième chaîne de télévision à la Réunion ». Une quatrième chaîne qui viendrait à point pour permettre à Télé Free-DOM de réémettre dans la légalité.

« Deux de nos demandes essentielles »

On ne saurait être plus directif vis-à-vis d'une autorité indépendante. Lundi 25 mars, on suggérerait déjà à l'Elysée qu'un nouvel appel à candidatures du CSA pourrait contribuer à ramener le calme sur

l'île. Tout en affirmant que ce « souhait » était sans lien avec la visite de M. Danielle Mitterrand à la Réunion et sa rencontre avec M. Camille Sudre, fondateur de la télévision pirate Télé Free-DOM. Le CSA a toujours laissé la porte ouverte à une quatrième chaîne mais, dans une lettre au préfet de la Réunion datée du 23 janvier 1991, son président, M. Jacques Bouzet, fixait des conditions précises à une négociation avec M. Sudre : constitution d'un projet consensuel doté d'un tour de table économiquement solide et, surtout, abandon par Télé Free-DOM de ses pratiques de piratage ou de l'utilisation de son antenne à des fins politiques.

En début de semaine, le CSA semblait peu disposé à lancer une quatrième chaîne à la Réunion. Mais, mercredi 27 mars, M. Bouzet réagissait favorablement à la lettre de M. Rocard. « Le gouvernement accède à deux de nos demandes essentielles : autoriser la publicité pour la distribution dans les DOM et assouplir la réglementation sur le cinéma », explique le président du CSA. Ces dérogations rendent viables des télévisions locales non cryptées et nous sommes disposés à lancer un appel d'offres pour une quatrième chaîne dès que le cahier des charges de RFO aura lui aussi été amendé sur ces points. Il n'est pas pour autant question de légaliser Télé Free-DOM. Nous avons toujours dit que M. Camille Sudre ne pourrait pas être présent pour plus de 20 % du capital d'une nouvelle chaîne. Nous restons fidèles à cette position. »

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Un entretien avec le directeur général de RMC

« La restructuration est la dernière chance de Radio-Monte-Carlo », nous déclare M. Jean-Noël Tassez

35 millions de francs d'économie, cinquante-huit licenciements... Le plan de restructuration de Radio-Monte-Carlo, présenté mardi 26 mars aux représentants du personnel, et approuvé la semaine dernière par le conseil d'administration du groupe, s'annonce drastique. Il procède d'une analyse des pertes importantes subies par la radio monégasque : chute d'audience (un tiers du public depuis 1986) et érosion du chiffre d'affaires publicitaires. M. Jean-Noël Tassez, directeur général de RMC et PDG du réseau FM Nostalgie, explique pourquoi ce plan doit être l'occasion d'un sursaut pour la station.

« Pourquoi un plan de restructuration d'une telle ampleur ? »

— Nous n'avions pas d'autre choix. Les radios périphériques ont trop tardé à tirer les conséquences du grand choc provoqué en 1986 par la multiplication de l'offre télévisuelle, la constitution des réseaux FM et leur rapide professionnalisation. Il était inévitable que cet éclatement du marché provoque une baisse de leur audience, à elles qui avaient si longtemps bénéficié d'un quasi-monopole et vécu trop richement. La crise n'est donc pas conjoncturelle, mais bien le fruit d'un nouveau paysage sur lequel on ne reviendra pas. Et nous ne retrouverons donc jamais le taux de croissance que notre chiffre d'affaires a connu au début des années 80. Cependant, si nous voulons rebondir, redéployer le groupe, nous devons réduire nos charges. Je prévois donc une économie de 35 millions de francs : 15 millions sur les frais de fonctionnement, 20 sur la masse salariale.

— Vous prévoyez le licenciement collectif de 58 personnes. C'est sans précédent à Monaco...

— L'entreprise doit maigrir et s'adapter à la nouvelle donne radiophonique. Notre effectif atteint aujourd'hui 525 personnes (sans compter les pigistes et les cabotiers), c'est-à-dire un tiers de plus que celui d'Europe 1 et de RTL pour un chiffre d'affaires qui est la moitié de celui d'Europe 1 et le tiers de celui de RTL. Il s'agit donc d'alléger nos structures sans altérer le moins du monde le fonctionnement de la machine. Au contraire, la réduction, les programmes et la force de vente sont entièrement épargnés par ce plan. Preuve de notre confiance en l'avenir de cette radio. Une radio dont l'antenne est la richesse et la priorité.

— Ne livrez-vous pas un combat d'arrière-garde face aux

nouveaux réseaux FM ? Autrement dit, les radios généralistes ont-elles encore un avenir ?

— Mais bien sûr. Jamais aucune radio musicale ne pourra offrir à l'ensemble des auditeurs les informations, les services, le divertissement que procure une radio généraliste. Prenez l'information, qui est l'une de nos grandes forces et que nous avons considérablement développée ces deux dernières années. Le budget qui lui est consacré à RMC est équivalent au budget global de Radio-Nostalgie. Et cela est justifié. Car c'est vers nous que les auditeurs se sont spontanément tournés au moment de la guerre du Golfe. L'ensemble des radios périphériques a progressé de près d'un tiers de parts de marché en un mois, l'audience cumulée de RMC grimpa de 5,2 % à 7,8 %. C'est le signe que lorsqu'elle sait conjuguer compétence et souplesse la radio recouvre le média de l'événement.

— A nous d'en tirer les enseignements : être capable de décisions et de mouvements rapides, d'avantage à l'écoute de l'air du temps... La prochaine grille de RMC annoncée le 15 juin portera la marque de ce changement.

« Le Sud incarne une manière de vivre »

— Vos concurrents, Europe 1 et RTL, déploient beaucoup de moyens pour pénétrer dans ce qui fut longtemps considéré comme votre fief : le Grand Sud.

— Les radios généralistes du Nord cherchent à compenser les pertes qu'elles ont enregistrées chez elles par une expansion géographique. La FM leur en donne les moyens. Ce qui ne signifie pas qu'elles parviendront à briser le lien affectif qui lie RMC aux gens du Sud. Car, malgré leurs efforts, leur pénétration est encore insignifiante.

— Cependant, RMC doit se repositionner. Non plus en termes de territoire géographique — on ne défend pas un terrain — mais en termes de couleur et de valeurs. Car le Sud incarne une manière de vivre faite d'innovations et de modernisme. Le Sud, ce n'est plus l'image du joueur de pétanque et du buveur de pastis ; mais c'est une qualité de vie, un dynamisme industriel, un bouillonnement de loisirs. C'est, au fond, la Californie de l'Europe.

— Ayons l'audace de le revendiquer et donnons à RMC, radio populaire de son temps, cette couleur californienne propre à fédérer les populations du Sud, mais aussi à séduire celles du Nord. Car nous entendons bien diffuser notre programme dans de nombreuses villes du Nord.

— Ce repositionnement est

nécessaire au succès du plan que je défends. Je veux une radio à la pointe. Et j'attends un sursaut de cette maison. On est dans un univers de concurrence et je veux un groupe en position de combat.

— De quelle façon envisagez-vous le redéploiement du groupe ?

— Nostalgie est un atout de choix. Il va falloir consolider ses bons résultats — son chiffre d'affaires a progressé cette année de 300 % — renforcer et mieux structurer son réseau en continuant à racheter, quand cela est possible, des stations franchisées. Nous allons, en outre, créer une société de fourniture de programmes afin de répondre aux attentes et sollicitations de diffuseurs indépendants. Un nouveau programme musical ciblé « jeunes adultes contemporains » est à l'étude, qui pourrait démarrer sur RMC Côte d'Azur, et être repris ailleurs. Enfin, le groupe RMC disposera à la rentrée d'une régie commerciale commune, une filiale au service de nos différentes chaînes de produits. Une stratégie de groupe exigeait en effet une structure de groupe.

— Croyez-vous inévitable, pour les autres radios périphériques, ce type de remise en cause ?

— A elles d'en décider : je préférerais qu'elles campent encore sur des certitudes et y procèdent le plus tard possible. Ce plan me semble en tout cas la dernière chance pour Radio-Monte-Carlo de rebondir et de s'inscrire dans l'avenir. Il passe par une grande secousse à l'intérieur de cette maison, une restructuration douloureuse et un état d'esprit radicalement nouveau. Le pari est risqué. Je saute sans parachute.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN



سازمان اسناد و کتابخانه ملی

M. Suzuki c'est toujours votre esprit d'équipe qui nous anime.

Cher Monsieur Suzuki,

Vous devez être très impatient d'avoir des nouvelles de notre équipe. Depuis que vous êtes parti, nous avons beaucoup de nouveaux éléments. De bons joueurs qui nous ont fait rapidement progresser. Et vous serez très fier d'apprendre que nous accédons en Nationale 3 cette année. Grâce à vous ! Car les joueurs gardent toujours cette technique si particulière et ce formidable esprit d'équipe qui vous leur avez enseigné. Voilà pour l'équipe.

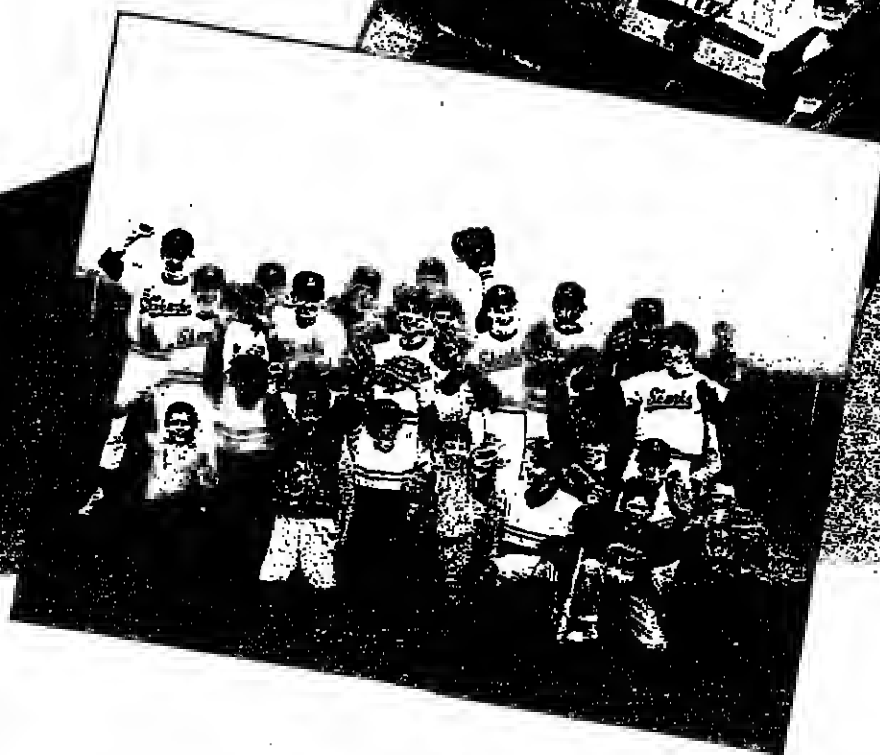
Petit être, vous nous avez fait beaucoup de plaisir. Je suis sûr que vous ne la seconde fois, d'un petit garçon ne le 9 janvier dernier. Ma fille qui, elle, à trois ans, vous aime faire du base-ball...

Comme vous voyez, rien que des bonnes nouvelles. Je serais également ravi d'en avoir des vôtres prochainement.

Avec toute mon amitié.

NB: Au fait, chez Toshiba, la pelle de mesure tri-dimensionnelle dont je vous avais parlé est opérationnelle depuis peu. Donnez-moi que vous soyez parti trop tôt vous auriez pu la voir...

F. J. J. J.



Pour Toshiba il est important que l'esprit d'équipe et la performance des hommes aient d'autres terrains de prédilection que celui du travail. A Martin Église (usine de photocopieurs) comme à Aizenay (usine de fours à micro-ondes) et à Raon l'Étape (usine de lampes halogènes pour photocopieurs) nous retrouvons le même esprit.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

Le Monde International

Senior International Business/Finance Role

Rare opportunity in Blue Chip company

Competitive salary, car and benefits

Staines, Middlesex, England

The opportunity to join a major British company at this level is rarely advertised and will appeal to a successful financial manager with a high level of commercial acumen, looking for a broad business role at a senior level, where a strategic impact can be realised. The Company is British-American Tobacco, part of the B.A.T. Industries Group, with significant tobacco operations in around 50 countries worldwide. Recent profit growth has been outstanding and annual profits are now in the region of £400 million.

The role, reporting to the Finance Director, involves close liaison with the main Board and the overseas management to advise upon the business plans and financial performance of a group of subsidiaries. You will be expected to make a substantial contribution on a range of business issues including strategic direction, major investment opportunities, protection of shareholders' investment and sound financial management. In addition you will be responsible for managing and developing a young professional team. Overseas travel will be necessary, to develop the appropriate relationships with senior management worldwide.

To be eligible, your track record should demonstrate a broad range of financial responsibilities, including Financial Controllship and

business planning within an international consumer goods organisation. Your commercial acumen and leadership potential should also be evident from your progression to date. Aged 32-37, in order to complement our senior management succession plans, your experience must be supported by either an accountancy qualification or an MBA. Fluency in a major European language would be an asset.

Career planning plays an important role in our management philosophy and we anticipate a future move into a major overseas subsidiary as Finance Director or Managing Director. Commitment to an overseas posting as part of your career development is therefore essential.

As you might expect we do not envisage salary to be a limiting factor for an appointment at this level, and there is a comprehensive range of benefits including non-contributory pension, private health and relocation assistance. For further information and an application form, write to Geraldine

Haley, Human Resources Manager, British-American Tobacco Company Limited, 7 Millbank, London SW1P 3JE, England. Or alternatively, telephone our 24 hour answering service on 19 44 71-222 2610.



A member of the B.A.T. Industries group of companies

Europcar

The Europcar Group (8 700 people, 1 900 Rental Stations, 88 000 vehicles) recruits a

Management Controller

To join the Europcar International team in Boulogne (92).

If you have graduated from a top-level business school (i.e. HEC, ESSEC, Sup de Co. with a finance option), if you are between 30 and 35 years old, if first of all European, you are fluent in French and English at least, and autonomous in a third language (German or Spanish), if you have a good financial background (5 year's experience minimum in international management control), if you are dynamic, very mobile, diplomatic yet firm, open-minded, if you have good contact, a down-to-earth work approach:

send your resume and a letter of application to Lucien Brossard, OC Conseil, 3 rue E. et A. Peugeot, 92500 Rueil-Malmaison under the reference B157Z, Connect Minitel 42.36.10.30.

We will offer you the opportunity of belonging to a leading group in an international environment.



SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL) INSTALLÉE AU CAMEROUN, RECHERCHE

Directeur Commercial

Base DOUALA

Professionnel de nationalité camerounaise, de formation supérieure (Bac + 4 minimum), à 40 ans vous avez acquis la maîtrise du management de réseau de distribution.

Reportant au Directeur Général, vous aurez la responsabilité de développer et d'optimiser nos résultats commerciaux (volume et profitabilité) en dirigeant une équipe complète et bien structurée forte de 40 personnes (chefs de régions, contrôleurs de gestion...).

Ce poste stratégique pour l'entreprise requiert un candidat de valeur tant au niveau de l'expérience que de l'efficacité relationnelle.

Adressez rapidement votre dossier complet de candidature (curriculum vitae + photo + salaire actuel) sous la réf. LM 1173 à Dietrich GABS au



CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU



ERASMUS

Bureau is a private, European level organisation assisting the Commission of the European Communities in the field of university co-operation and student mobility, based in Brussels. The Computer Services Department (staff of 8) runs a medium-sized PC local area network providing administrative databases (Fox) and WP (Word). A UNIX based environment (Oracle & SQL) and external communications are under active consideration.

HEAD OF COMPUTING SERVICES

Experiences of relational databases required plus proven team leadership skills and ability to liaise at all levels. It is recommended that candidates obtain further details before submitting an application. Remuneration will be commensurate with experience.

SYSTEM DESIGNER/DATABASE PROGRAMMER and DBASE PROGRAMMER

Thorough working knowledge of relational database systems is essential. Junior post may include some word processing support. First programming post to be permanent; second post to be a contract of fixed duration but with good prospects of a permanent position.

All posts require good knowledge of English, French or German would be an advantage. All application must be submitted by 22nd April 1991. Appointments from 1st May 1991 or as soon as possible thereafter. Enquiries and applications to: Assistant Director, Finance and Administration, ERASMUS Bureau, rue d'Artois 15, B-1040 BRUXELLES.



Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Le Monde

des Cadres

3000 personnes
1 Milliard de C.A.

PONTICELL

Notre Groupe recherche un

JEUNE INGENIEUR DE PRODUIT Débutant ou première expérience

Pour sa Division Matériel et Engins Spéciaux.

Large fourchette de rémunérations.

Vous recevrez une formation complémentaire.

Vous assurerez rapidement :

- La supervision technique des travaux dans nos ateliers.
- La gestion d'un partenariat.
- Le suivi des clients.

Avec la maîtrise d'une langue étrangère, une formation de généraliste ou mécanique, vous rechercherez les réelles opportunités de carrière.

Poste basé en Région Parisienne (GREZ-ARMANVILLIERS 77).

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Jean DUHEM Société PONTICELL Frères - 80 rue de Seine - BP 22 - 94401 VITRY Cedex.

3000 personnes
1 Milliard de C.A.

PONTICELL

TYNUTERIE

LEVAGE

CHAUDRONNERIE

MECANIQUE

OFF SHORE

INGENIEUR DIRECTEUR DE PROJET OFFSHORE

Première expérience, 30/35 ans pour sa Division Technique et Opérations de BORDEAUX.

Large fourchette de rémunérations.

Vous recevrez une formation complémentaire.

- Vous assurerez rapidement la responsabilité :
- De la coordination des études et travaux en nos ateliers.
- Du choix et de la coordination des sous-traitants.
- Des travaux de montage sur le yard.
- Des études de prix et relations commerciales.

Avec la maîtrise d'une langue étrangère, une formation de généraliste, vous rechercherez une réelle opportunité de carrière.

Poste basé à AMBES 33 (banlieue de BORDEAUX).

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Jean DUHEM Société PONTICELL Frères - 80 rue de Seine - BP 22 - 94401 VITRY Cedex.

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

appartements ventes

appartements achats

villas

pavillons

1^{er} arrdt

R. de la Paix

dans imme. exceptionnel.

4 ch., coll., ch. de bain, dressing.

3 500 000 F. 42-85-26-60.

SÉBASTOPOL. Imme. rev. 2nd ét.

BEAU 2 P. 42-85-26-60.

CREDIT 42-70-04-64.

3^{er} arrdt

MARSAIS. Exceptionnel.

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.

4^{er} arrdt

Ile St-Louis

Dern. bel. imme. 17^{es} ét.v. de l'île, 83 m²,

belle vue, 42-85-36-84.

PLACE DES VOSGES

Imme. ancien, app. env.

100 m², entr., living,

cuis., 42-85-36-84.

5^{er} arrdt

RUE TOURNEFORT

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

820 000 F. 42-85-37-00.

RARE

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.

6^{er} arrdt

SAINT-SULPICE

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

820 000 F. 42-85-37-00.

Océan rare

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.

7^{er} arrdt

RUE DE BOURGOGNE

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

820 000 F. 42-85-37-00.

Océan rare

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.

8^{er} arrdt

MARCHÉ DES NOTAIRES

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

820 000 F. 42-85-37-00.

Océan rare

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.

9^{er} arrdt

RUE DE BOURGOGNE

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

820 000 F. 42-85-37-00.

Océan rare

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.

10^{er} arrdt

RUE DE BOURGOGNE

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

820 000 F. 42-85-37-00.

Océan rare

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.

11^{er} arrdt

RUE DE BOURGOGNE

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

820 000 F. 42-85-37-00.

Océan rare

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.

12^{er} arrdt

RUE DE BOURGOGNE

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

820 000 F. 42-85-37-00.

Océan rare

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.

13^{er} arrdt

RUE DE BOURGOGNE

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

820 000 F. 42-85-37-00.

Océan rare

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.

14^{er} arrdt

RUE DE BOURGOGNE

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

820 000 F. 42-85-37-00.

Océan rare

Pav. de 12 P., entrée, cuis.,

équipée, salle d'eau, w.-c.

1 600 000 F. 42-71-81-48.

MARSAIS. Appartement de

caractère. Poutres, cuisine

équipée, bain, s. de bain,

salle d'eau, w.-c., 2 terr.

2 700 000 F. 42-71-82-76.

M^{re} TEMPLE

Beau 4 p. tout conf., cuis.

équipée, b. de bain, s. de

bain, p. de jardin, 2 000

000 F. 42-71-87-24.

N.-D.-NAZARETH

App. carcéral, beau 5 ch.,

s. de bain, s. d'eau,

w.-c., 2 450 000 F.

42-70-05-68.</

هكذا من لامل

• Le Monde • Jeudi 28 mars 1991 37

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			17^e ARRONDISSEMENT			2/3 PIÈCES		
5^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			72 m², 5^e étage		
42 m², 3^e étage			parking			parking		
11, rue Tournefort			128, rue de Tocqueville			BOULOGNE		
C.G.I. - 40-16-28-70			GCI - 40-16-28-71			57, rue des Peupliers		
16 900			+ 4 678			SAGGEL - 47-42-44-44		
+ 1 722			+ 465			Commission d'agence		
8^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			COURBEVOIE		
63, bd des Batignolles			4, rue de Puteaux			179, rue J.-B. Charcot		
SAGGEL - 47-42-44-44			GCI - 40-16-28-71			CIGIMO - 48-00-89-89		
Commission d'agence			+ 671			Honoraires de location		
32 000			19, rue Saligne			3 190		
+ 2 575			LOC INTER - 47-45-16-09			+ 1 080		
22 771			+ 640			3 290		
9^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES			GARCHES		
74, rue d'Amsterdam			19, rue Saligne			21, rue des 4-Vents, bld. Champagne		
SAGGEL - 47-42-44-44			LOC INTER - 47-45-16-09			SAGGEL - 46-08-96-55		
Commission d'agence			+ 850			46-08-96-70		
10 450			19^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES		
+ 1 010			2 PIÈCES			73,50 m²		
7 436			58 m², 4^e étage			rez-de-chaussée		
11^e ARRONDISSEMENT			58 m², 4^e étage			parking		
HOME PLAZZA NATION			58-8, rue Adolphe-Mélie			MEUDON		
HOME PLAZZA 40-09-40-00			SAGGEL - 42-66-61-05			2, rue des Capucins		
+ 5 500			Commission d'agence			SAGGEL - 46-08-96-55		
+ 825			Commission d'agence			46-08-96-70		
2 PIÈCES MEUBLÉES			20^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES		
50 m² sur jardin			DOUBLE SÉJOUR			50 m² + terrasse		
HOME PLAZZA BASTILLE			+ 1 chambre, 68 m²			7^e étage		
HOME PLAZZA 40-21-22-23			1^e étage, parking			possibilité parking		
+ 1 275			8, rue Tolain			NEUILLY-SUR-SEINE		
13^e ARRONDISSEMENT			60 - OISE			223, avenue Charles-de-Gaulle		
67, bd Auguste-Blanqui			4 PIÈCES			CIGIMO - 48-00-89-89		
CIGIMO - 48-00-89-89			92 m², rez-de-chauss.			Honoraires de location		
Honoraires de location			parking			65 m², 3^e étage		
3 450			15, av. Marie-Amélie			possibilité parking		
+ 960			LOC INTER - 47-45-15-71			NEUILLY-SUR-SEINE		
2 754			77 - SEINE-ET-MARNE			47-49, rue Pernet		
15^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES			AGF - 49-24-45-45		
39-41, rue Olivier-de-Serres			88 m², 1^e étage			Frais de commission		
AGF - 49-24-45-45			parking			STUDIO		
Frais de commission			sur jardin			44 m², 3^e étage		
+ 1 180			VERSAILLES			parking		
5 273			96, avenue de Paris			SAINT-CLOUD		
6 PIÈCES			SAGGEL - 46-08-96-55			6, square Sainte-Clothilde		
108 m², 6^e étage			46-08-96-55			AGF - 49-24-45-45		
+ balcon, 2 parkings			91 - ESSONNE			Frais de commission		
+ 11 500			MAISON			4 746		
+ 920			135,80 m²			94 - VAL-DE-MARNE		
16^e ARRONDISSEMENT			GUANECOURT			4 PIÈCES		
4, rue Félicien-David			31, allée des Genêts			86,42 m², 2^e étage		
SOLVÈG - 40-67-06-99			SAGGEL - 46-08-96-55			13, rue Guichard		
Frais de commission			46-08-96-55			SAGGEL - 46-08-96-55		
+ 1 061			60 - OISE			46-08-96-70		
9 450			4 PIÈCES			NOGENT-SUR-MARNE		
5 PIÈCES			92 m², 1^e étage			66, rue François-Rolland		
Duplex, 133 m²			parking			SOLVÈG - 40-67-06-99		
5/6^e étages, parking			VERSAILLES			Frais de commission		
145 m², 2^e étage			96, avenue de Paris			7 941		
possibilité parking			SAGGEL - 46-08-96-55			+ 1 086		
4 PIÈCES			46-08-96-70			6 356		
148 m², 2^e étage			91 - ESSONNE			4 PIÈCES		
possibilité parking			MAISON INDIVIDUELLE			90 m², 3^e étage		
50 m², 5^e étage			115 m², garage			parking		
parking			ÉVRY			NOGENT-SUR-MARNE		
120, rue Lauriston			9, rue de la Tour			41, rue du Port		
SAGGEL - 47-42-44-44			SOLVÈG - 40-67-06-99			SAGGEL - 42-66-61-05		
Commission d'agence			Frais de commission			Commission d'agence		
+ 1 543			5 485			6 288		
7 244			+ 167			+ 805		
95 - VAL-D'OISE			92 - HAUTS-DE-SEINE			3 748		
PAVILLON 4 PIÈCES			3 PIÈCES			4 PIÈCES		
Duplex, 105 m²			82 m², 1^e étage			84, rue Deffrance		
jardin 474 m²			parking			LOC INTER - 47-45-15-71		
garage			BOULOGNE			VINCENNES		
CERGY			197, rue Gallieni			84, rue Deffrance		
AGIFRANCE - 47-75-80-85			LOC INTER - 47-45-16-09			LOC INTER - 47-45-15-71		
Commission d'agence			BOULOGNE			VINCENNES		
4 315			197, rue Gallieni			99 m², 3^e étage		
PAVILLON 6 PIÈCES			LOC INTER - 47-45-16-09			+ balcon, 2 parkings		
Duplex, 133 m²			BOULOGNE			7 635		
+ jardin 450 m²			33-35, rue Anna-Jacquelin			+ 1 000		
garage			AGF - 49-24-45-45			95 - VAL-D'OISE		
CERGY			Frais de commission			PAVILLON 4 PIÈCES		
3, clos de Chiberta			6 868			Duplex, 105 m²		
AGIFRANCE - 47-75-80-85			95 - VAL-D'OISE			jardin 474 m²		
Commission d'agence			95 - VAL-D'OISE			garage		
5 403			95 - VAL-D'OISE			garage		

MARCHÉS FINANCIERS

Dans son rapport au président de la République Le gouverneur de la Banque de France s'inquiète de la croissance des déficits budgétaires

Le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, a remis au président de la République, mardi 26 mars, le compte rendu annuel des opérations de la Banque de France pour l'année 1990.

Après avoir tiré un bilan d'une année 1990 au cours de laquelle « l'évolution de l'économie mondiale a pris un tour moins favorable que les années précédentes », le gouverneur se livre à une série de mises en garde. Tout d'abord, « le mouvement de redressement de la situation financière des entreprises, amorcé fin 1982, semble avoir marqué le pas en 1990 ». La hausse des coûts salariaux s'est accélérée depuis fin 1989, principalement en raison de l'augmentation des gains de productivité, le taux d'autofinancement a diminué, alors que les taux d'intérêt réels, à court et à long terme, sont demeurés élevés.

Autre sujet de préoccupation pour M. de Larosière : la diminution des

taux d'épargne de la plupart des pays industrialisés (celui de la France s'est légèrement redressé l'an dernier, largement imputable à la croissance des déficits budgétaires dans le monde (aux Etats-Unis, en Allemagne, et en Grande-Bretagne notamment).

La lettre du gouverneur conclut que « l'économie mondiale reste marquée par de nombreuses incertitudes, liées notamment à l'ampleur et à la durée d'une éventuelle récession aux Etats-Unis et aux évolutions qui suivront le dénouement de la crise du Golfe ; les besoins d'investissement en Europe de l'Est, dans les pays en développement, dans ceux frappés par la guerre, sont considérables. Il est donc essentiel que les pays industriels mettent en œuvre une coordination étroite de leurs politiques économiques et monétaires, qui permette la reprise et la poursuite d'une croissance soutenue, équilibrée, et non inflationniste ».

M. Charasse estime que 10 milliards d'économies ne suffiront pas

« Il est bien certain » que les 10 milliards de francs d'économies budgétaires que vient de décider le gouvernement « ne suffiront pas si l'activité économique ne se redresse pas », a déclaré, mardi 26 mars, M. Michel Charasse, ministre du budget, sur le Cinq. « Si la situation économique se redresse, ce sera bon pour l'emploi, ce sera bon pour les recettes fiscales (...). Si elle ne se redresse pas, il y aura d'autres mesures à prendre. Et nous avons toujours dit, avec Pierre Bérégovoy, qu'on les prendrait au fur et à mesure ».

« Quand vous passez d'un taux d'expansion de 2,7 à 1,5 %, a précisé le ministre du budget, ça fait un manque

à gagner fiscal, mécanique, de 10 à 15 milliards de francs ». Selon M. Charasse, les mauvaises surprises sur les rentrées fiscales « se prolongent ».

Le déficit budgétaire prévu dans la loi de finances pour 1991 a été fixé à 80,7 milliards de francs. Cet objectif apparaît d'ores et déjà impossible à respecter pour deux raisons : les dépenses sont plus importantes que prévu et les recettes fiscales s'annoncent inférieures aux estimations, d'environ 15 à 20 milliards de francs. Si rien n'est fait pour corriger ces tendances, le déficit budgétaire pourrait remonter à 100 milliards de francs cette année, peut-être plus. Déjà, en 1990, le déficit a atteint 93,4 milliards de francs contre 90,2 milliards de francs prévus.

Après les informations américaines sur ses actionnaires irakiens

Hachette enquête sur l'identité de Montana Management

Le groupe Hachette a décidé de se lancer sur la piste des actionnaires irakiens qui seraient détenteurs, au sein de Montana Management, de 8,4 % de son capital. Dans un communiqué diffusé le 26 mars dans la soirée, Hachette indique qu'il « mène actuellement une enquête afin d'identifier les actionnaires de Montana Management (...). Si l'on s'avère que des intérêts irakiens figurent dans le capital de Montana, Hachette sollicitera les autorités compétentes afin de leur permettre de faire respecter les décisions de gel des avoirs irakiens prises sous l'égide des Nations unies. Hachette est prêt à se charger de racheter les actions en question ».

Hachette rectifie donc sa position à vingt-quatre heures d'intervalle. La presse américaine, et notamment CBS, s'étant fait l'écho de placements irakiens dans des sociétés occidentales et citant, à titre d'exemple, la présence de Montana Management dans

son capital (le Monde du 26 mars), le groupe de communication français avait diffusé lundi 25 mars un premier communiqué dans lequel il s'agissait de « la présentation faite par la télévision américaine et de journaux américains et britanniques concernant une « éventuelle » participation de capitaux irakiens dans la société » et indiquait que « Montana, qui détient 8,4 % d'Hachette et 3,2 % des droits de vote, n'a jamais voté ni envoyé ses pouvoirs à aucune assemblée générale et n'est pas - bien sûr - représenté au conseil d'administration » et enfin « n'avait exercé aucune action » sur Hachette.

En notant que le groupe est majoritairement contrôlé par la holding Marlis de M. Jean-Luc Lagardère, Hachette affirmait encore qu'« Hachette dispose d'une information précise sur ses actionnaires » même si « les actionnaires individuels ne sont pas connus ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFF - Omnium Financier de Paris

communiqué

Le conseil de l'OFF - Omnium Financier de Paris s'est réuni le 22 mars 1991 sous la présidence de M. Jean-Pierre Halbron pour examiner les comptes de l'exercice 1990. Le bénéfice consolidé qui intègre celui de la Société Financière d'Autun et de l'OPSA - Omnium de Participations SA n'est établi pour la part du groupe à 289,5 MF contre 280,1 MF pour l'exercice précédent. Cette progression provient tant du résultat des opérations courantes que du dégageant des plus-values.

Au cours de l'exercice écoulé, devant l'évolution incertaine de l'environnement économique, la société a cherché à augmenter ses liquidités en limitant le montant de ses investissements à 194 MF, en retirant sur le niveau des exercices précédents. Cette recherche de liquidités a permis de réduire l'impact de l'évolution négative des marchés boursiers sur le patrimoine du groupe. En effet, au 31 décembre 1990, la valeur estimative du patrimoine de la société ressort à 4 680 MF soit 2 340 F par action contre 5 230 MF soit

2 620 F par action fin 1989, soit un recul de 10,5 %.

Le bénéfice de la maison-mère s'élève à 292,4 MF contre 209,3 MF. Le conseil proposera à l'assemblée générale convoquée pour le 4 juin 1991, la distribution d'un dividende unitaire de 50 F assorti d'un avoir fiscal de 25 F, soit un revenu global de 75 F à comparer à une distribution globale de 72 F au titre de l'exercice précédent.

M. Jean-Claude Pineau, appelé dans les prochains mois à faire valoir ses droits à la retraite, a remis sa démission de ses fonctions d'administrateur. Le conseil a remercié M. Jean-Claude Pineau pour sa contribution déterminante au développement de la société au cours des dix dernières années. Sur proposition de M. Jean-Pierre Halbron, le conseil a coopté M. Jean-Paul Barth, Directeur Général, comme administrateur.



NEW-YORK, 26 mars ↑

Une vigoureuse reprise

Tendanciellement amorcé en début de semaine, le mouvement de reprise s'est brutalement accéléré mardi à la Bourse de New-York. L'indice Dow Jones des industriels a franchi le barre des 2 800 pour finalement s'inscrire à 2 814,36, avec un gain de 49,01 points (+ 1,71 %).

Le bilan global de la journée a été à l'unanimité de ce résultat. Sur 2 035 valeurs traitées, 1 024 ont progressé, 537 ont baissé et 472 n'ont pas varié.

Selon les spécialistes, la dernière étude publiée par la Conférence Board sur la consommation des ménages américains témoigne d'un net regain de confiance, à tel point que l'indice de l'organisme du patronat américain a littéralement bondi d'un mois à l'autre, pour atteindre 81 en mars contre 75,4 en février. C'est la plus forte hausse mensuelle de cet indice depuis sa création en 1968. Les myriades d'entreprises ont donc défilé devant le comité de la conférence Board, selon une estimation de M. H. Johnson, vice-président du First Albany Corp., pour son premier chef aux secteurs des services financiers, des technologies de pointe et à la construction.

En attendant, l'activité s'est fortifiée. L'indice de la production manufacturière a progressé de 0,3 %, contre une baisse de 0,2 % en février. Le chiffre d'affaires de la construction a augmenté de 1,1 %, contre une baisse de 0,1 % en février.

VALEURS	Cours de 25 mars	Cours de 26 mars
Alcoa	68 7/8	69 3/4
AT&T	47 5/8	48 1/8
Boeing	14 1/8	15 1/8
Chrysler	11 1/8	11 3/4
Eastman Kodak	41 5/8	42 1/4
Exxon	59 1/8	59 3/8
General Electric	68 7/8	70 1/8
General Motors	37 3/4	38 1/4
IBM	112 1/2	113 3/4
ITT	54 1/8	55 1/8
Modi Co	101 3/4	102 1/4
Rockwell	101 3/4	102 1/4
Texaco	65 1/2	66 1/4
Union Carbide	138 1/8	139 1/8
Westinghouse	30 3/4	31 1/2
Yale	29 3/4	30 1/4

LONDRES, 26 mars ↑

Légère hausse

Les valeurs ont terminé en légère hausse, mardi, au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 5,7 points, soit 0,2 % à 2 837,6. Le volume des échanges a atteint 542,6 millions de titres contre 401,5 millions lundi.

La séance s'est déroulée pour l'essentiel dans la rouge, en réaction aux critiques émises, lundi, par l'ancien chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, contre le gouvernement et la multiplication des augmentations de capital. Toutefois, la forte réaction de Wall Street à l'ouverture, la baisse des taux d'intérêt des bons du Trésor espagnol ainsi que les déclarations du gouverneur de la Banque d'Espagne ont favorisé une reprise pour le fin de l'année, ont permis au marché de se ressaisir au fin de séance.

FAITS ET RÉSULTATS

Merrill Lynch vend une filiale d'assurances. La firme d'investissement new-yorkaise, Merrill Lynch a annoncé lundi 25 mars la vente d'une de ses filiales d'assurances, Family Life Insurance, à la société Financial Industries, pour un montant de 114 millions de dollars (593 millions de francs). Financial Industries est la société holding de la firme d'assurances InterContinental Life. Après la vente de Family Life, Merrill Lynch conserve trois filiales d'assurance-vie (Clarendon, Lexington Group, Royal Tander Life Insurance et Merrill Lynch Life Insurance), dont les actifs s'élevaient à environ 12 milliards de dollars.

Fort balaise du bénéfice de BASF. Le groupe chimique allemand BASF a vu en 1990 son bénéfice avant impôts baisser considérablement, descendant à 2,747 milliards de deutschemarks (0,34 milliards de francs) contre 4,384 milliards en 1989, selon un communiqué de la firme. Le chiffre d'affaires a enregistré une moindre baisse avec un tassement de 2,1 %, à 46,62 milliards de deutschemarks contre 47,62 milliards l'année précédente. La société mère, BASF AG, a réalisé un aussi mauvais score, avec un résultat impossible au recul de 31,4 %, à 2,106 milliards de deutschemarks, contre 3,071 milliards pour l'exercice précédent pour un chiffre d'affaires de 21,61 milliards de deutschemarks. Selon BASF, qui rappelle que l'année 1989 était une année exceptionnelle en matière de résultats, ces piètres performances résultent de la conjonction de trois facteurs. D'abord, les effets de change désastreux, et notamment la baisse du dollar face à la devise allemande. Ensuite, la guerre du Golfe et ses répercussions sur le prix des produits pétroliers. Enfin, la récession aux Etats-Unis, qui a pénalisé les activités de BASF sur cette partie du monde.

Les Comptables modernes à bénéfice et chiffre d'affaires en hausse.

PARIS, 27 mars ↑

Regain

Après trois séances de quasi-stagnation, la tendance s'est inversée à la Bourse. Ainsi mercredi, après avoir eu un début de hausse de 0,88 %, l'indice CAC 40 dépassait les 1 % vers midi. En début d'après-midi, peut-être encouragé par la forte reprise de la confiance des consommateurs, « L'annonce mardi aux Etats-Unis d'un meilleur chiffre que prévu pour les commandes de biens durables (- 0,3 % contre - 1 % prévu) a permis de compenser les mauvaises nouvelles économiques purement françaises, telles que la progression du chômage en février de 1,9 %, la chute de 87 % du bénéfice de Renault et les 7 milliards de pertes annoncées par Bull », soulignent un observateur.

Toutefois le volume des transactions sur la place parisienne demeure faible à l'éventuelle long week-end pascal. Les intravariants demeurent toujours stériles à l'évolution du taux d'intérêt et attendent mercredi l'annonce annuelle du FNB aux Etats-Unis.

Parmi les hausses de la matinée, on notait Peugeot, Michelin, Rhône-Poulenc, L'Oréal et surtout SOCA. Ce groupe de négoce avait annoncé juste auparavant une réduction de 42 % de ses pertes en 1990, ramenées à 355,2 millions de francs contre 514,8 millions de déficit en 1989. Le chiffre d'affaires consolidé est en hausse de 13,8 % à 12,75 milliards de francs. Du côté des baisses, on notait BSA, Dassault Aviation et B&B Equipment.

TOKYO, 27 mars ↓

Nouveau repli

Après une nouvelle journée de baisse, la hausse a tenté de faire sa réapparition mercredi au Kaburocho. Mais l'indice Nikkei, qui avait progressé un instant d'un peu plus de 270 points, s'est effondré finalement, en clôture, à la cote de 2 104,85, soit à 234,73 points (- 0,89 %) au-dessous de son niveau de la veille.

Le marché nippon avait bénéficié du soutien de Wall Street. Mais, selon les analystes, la confiance n'a fait défaut et il a encore besoin d'une correction à la baisse. Est-ce en train de s'achever ? M. l'indice Nikkei, qui avait progressé un instant d'un peu plus de 270 points, s'est effondré finalement, en clôture, à la cote de 2 104,85, soit à 234,73 points (- 0,89 %) au-dessous de son niveau de la veille.

VALEURS	Cours de 26 mars	Cours de 27 mars
Alcoa	770	780
Boeing	1 000	1 010
Chrysler	1 000	1 010
Eastman Kodak	2 030	2 040
Exxon	1 400	1 410
General Electric	780	790
General Motors	800	810
IBM	1 850	1 860

PARIS :

Second marché (sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	2680	2700	Galatée	1000	1000
Amstel Airlines	280	280	LCC	252 50	254
Aéroports	105	105	ODI	308	308
B&C	105 50	108 70	Odette	138 10	139
Banque Paribas	680	680	Odette H&H	875	875
Banque (Lyf)	351	351	LP&M	102	102 50
Bouquet (Lyf)	210	210	Loca Invest	283 50	283 50
CAL de Fr. (CCL)	1118	1100	Locam	102 70	104 70
Carrefour	488	488	Mara Com	153	153 40
Cardif	550	550	Molix	124	125 40
CEGEF	178	178	Olivia Logis	580	580
CFP	325	325	Presbourg	84	84
CAIM	880	880	Publi-Paris	380	380
Codetour	270	272	Rail	613	620
Conforama	840	838	Rhône-Alp. (Lyf)	285	289
Croix	280	280	St-H. Méditerranée	98	98
Dauphin	478 10	465	Solact Invest (Lyf)	465	465
Delmecq	880	880	Serbo	150	150
Demachy Worms Co	400	388 00	S.M.T. Group	270 40	275 20
Desquenne et Girard	280	280	Sopre	302 10	302 10
Dinamit	1080	1080	Thomson H. (Lyf)	265	270
Dunlop	400	410	Unilog	190	197 50
Dollfus	145	140 50	Val et Co	110 20	110 20
Edisons Belland	231	231	Y. St-Laurent Group	818	799
Europ. Population	351	380			
Financ	136	136			
Frankoph	153 40	155 50			
GFF (group. Ind.)	289	289			
Grand U	385	385			
Group. Océ	213	216			
Group. Océ	685	680			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 mars 1991

Nombre de contrats : 41 816.

COURS			
	Mars 91	Jun 91	Sept. 91
Dernier	10476	10480	10448
Précédent	10494	10496	10485

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE			
	Jun 91	Sept. 91	Sept. 91
103	2,14	-	0,38
			0,83

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS			
	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 777,50	1 792	1 794
Précédent	1 780	1 795	1 793

CHANGES

Dollar : 5,7665 ↑

Le dollar restait ferme mercredi 27 mars, malgré un léger recul technique, tandis que la faiblesse du mark se poursuivait. Malgré la persistance de cette tendance, les banques centrales ne sont pas intervenues mardi sur les marchés des changes. A Paris, le dollar s'échangeait mercredi à 5,7665 francs contre 5,7473 francs la veille à la cotation officielle.

FRANCFORT			
	26 mars	27 mars	
Dollar (en DM)	1,688	1,684	
TOKYO	26 mars	27 mars	
Dollar (en yen)	138,50	138,40	

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

	Paris (27 mars)	New-York (26 mars)
97/16-97/16	97/16-97/16	97/16-97/16
6 %	6 %	6 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-89)

26 mars 26 mars

Valeurs françaises : 116 116

Valeurs étrangères : 110,80 111,70

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 474,48 473,46

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1773,55 1775,09

NEW-YORK (Index Dow Jones)

26 mars 26 mars

Industriel : 2 865,84 2 914,85

LONDRES (Index Financial Times)

26 mars 26 mars

100 valeurs : 2 431,90 2 437,40

30 valeurs : 2 920,50 2 943,20

Mines d'or : 145,90 141,10

Fonds d'Etat : 84,51 84,57

FRANCFORT

26 mars 26 mars

Dax : 1 515,50 1 498,44

TOKYO

26 mars 27 mars

Nikkei Dow Jones : 26 339,38 26 104,45

Indice général : 1 962,82 1 954,42

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR			
	1er	2e	3e
\$ E.-U.	5,6915	5,6925	+ 145
\$ can.	4,9722	4,9882	- 95
Yen (100)	4,1109	4,1153	+ 30

UN MOIS			
	1er	2e	3e
\$ E.-U.	5,6928	5,6961	+ 4
\$ can.	5,0090	5,0116	+ 3
Yen (100)	16,4875	16,5029	- 105
PS	3,9884	3,9926	+ 18
L (1 000)	4,5706	4,5758	- 131
\$	10,6512	10,6604	- 230

DEUX MOIS			
	1er	2e	3e
\$ E.-U.	5,6928	5,6961	+ 4
\$ can.	5,0090	5,0116	+ 3
Yen (100)	16,4875	16,5029	- 105
PS	3,9884	3,9926	+ 18
L (1 000)	4,5706	4,5758	- 131
\$	10,6512	10,6604	- 230

SIX MOIS			
	1er	2e	3e
\$ E.-U.	5,6928	5,6961	+ 4
\$ can.	5,0090	5,0116	+ 3
Yen (100)	16,4875	16,5029	- 105
PS	3,9884	3,9926	+ 18
L (1 000)	4,5706	4,5758	- 131
\$	10,6512	10,6604	- 230

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Mercredi 27 mars
Jean-Louis Ducas,
POG du groupe André.

Jeudi 28 mars
Maurice Pélissier,
avocat au cabinet Borel,
Stora et associé.
Le Monde du 28 mars publie dans ses pages « Affaires » un portrait de l'avocat de Bernard Tapie et Francis Lagarde.

BOURSE

Company name	4-22-88	Last price	Trading status
Alcatel Cités	2680	2700	active
Amstel Airlines	280	280	active
Aéroports	105	105	active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active
B&C	105 50		active

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 MARS

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

26/3

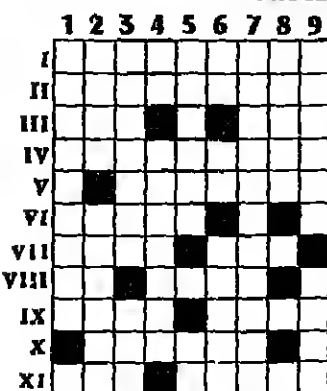
VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Prime incl.	Rachet net		
Obligations			C.I.T.M. (R)	845	860	Magnat	600	600	Etrangères			A.A.A.	1029 16	1004 06	Fred Court	127846 54	127846 54	125 37	122 01			
Exp. Ind. 8.95/77	121 96	7 42	C.I.T.R.A.M. (R)	2385	2385	Mété Display	582	580	Alcan	729 74	735 64	Agropar	729 74	735 64	France Export	31 14	30 38	588 07	585 07			
G&S Ind. 8.95/78	100 35	8 82	Colmar	258	258	Mors	126	126	Alcan	7441 84	7441 84	Agropar	7441 84	7441 84	France Export	830 26	810 01	112 14	111 03			
G&S Ind. 8.95/79	100 35	8 82	Dagbl	282	289	Nor	214	214	Alcan	114 94	114 80	Agropar	114 94	114 80	France Export	26 28	26 28	26 28	26 28			
Exp. Ind. 8.95/80	100 35	8 82	Compagnie	588	588	Orpègue	330	330	Alcan	111 82	108 51	Agropar	111 82	108 51	France Export	1122 10	1105 11	1080 63	1024 57			
Exp. Ind. 8.95/81	100 35	8 82	Orpègue	4910	4940	Orléans	378	378	Alcan	1052 17	1041 75	Agropar	1052 17	1041 75	France Export	1286 56	1265 16	1286 56	1265 16			
Exp. Ind. 8.95/82	100 35	8 82	Orléans	4780	4800	Orpègue	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/83	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/84	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/85	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/86	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/87	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/88	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/89	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/90	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/91	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/92	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind. 8.95/93	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71			
Exp. Ind																						
Actions			Exp. Ind. 8.95/94	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
Agache (ex B)	1000	1000	Exp. Ind. 8.95/95	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
Agrochimie Ind.	1428	1435	Exp. Ind. 8.95/96	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
Alcan	630	630	Exp. Ind. 8.95/97	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
Alcan Ind.	1229	1232	Exp. Ind. 8.95/98	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/99	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/00	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/01	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/02	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/03	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/04	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/05	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/06	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/07	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/08	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/09	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/10	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/11	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/12	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/13	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/14	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/15	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/16	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/17	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/18	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/19	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/20	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/21	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/22	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/23	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/24	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/25	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/26	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/27	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71
B.I.P. Ind.	354 50	354 50	Exp. Ind. 8.95/28	100 35	8 82	Compagnie	4780	4800	Orléans	3038	3038	Alcan	118 12	117 12	Agropar	118 12	117 12	France Export	1387 85	1352 71	1387 85	1352 71

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - s : marché continu

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5486



VERTICALEMENT

1. Partie du corps. - 2. S'exprimer comme un duc. Pas prise. - 3. Dénote une certaine présence d'esprit. A une réaction bien humaine. - 4. Adverbe. Tardées. - 5. Souvent trouvé dans un trou. Symbole. - 6. Note. Particule. Café où il n'y a pas la crème. - 7. D'une division ancienne. - 8. Crochet pour manier les tissus. - 9. Crochet pour manier les tissus. - 10. Foyer qui peut être plein de charmes.

Solution du problème n° 5485

Horizontalement

I. Crachoir. - II. Haine. - III. Ici. Net. - IV. Cible. Ace. - V. Anière. - VI. Né. Chei. - VII. Escaliers. - VIII. Item. Dé. - IX. Il. Voler. - X. Eu. Menu. - XI. Sécession.

Verticalement

1. Chicane. - 2. Racine. Luc. - 3. Alibi. Cil. - 4. Ce. Légit. Ma. - 5. Hiver. Lévis. - 6. On. Ecomons. - 7. Iéna. Hé. Lui. - 8. Echarde. - 9. Eté. Isen.

GUY BROUTY

CORRESPONDANCE

Les manifestations devant la librairie la Vieille Taupe

Une lettre de M. Pierre Guillaume

Nous avons reçu de M. Pierre Guillaume, directeur de la librairie la Vieille Taupe, la lettre suivante, en réponse à notre article du 14 février.

Dans le Monde du jeudi 14 février 1991, page 38, Patrick Kéchichian rendait compte de la manifestation hebdomadaire organisée depuis trois mois par un « comité anti-négationniste » regroupant des élèves de l'Ecole normale supérieure. Il écrivait : « La victime, qui s'appelle, et d'un drapeau israélien, présente notamment la production courante des auteurs négationnistes : Paul Rassinier, Robert Fauriol, Serge Thion, etc. » Il conclut son article par une anecdote, sorte de parabole (parabole) destinée à révéler au public notre « vraie nature » que la Vieille Taupe tenterait de « dissimuler », mais que M. Kéchichian aurait perçue à jour.

Comme il n'y a jamais eu le moindre drapeau israélien ni de portrait de Saddam Hussein dans la vitrine de ma librairie (en deux mois sa photo sur la couverture du livre de Pierre Salinger et Eric Laurent - format 711 cm -) et que le journaliste a été sur ce point abusé, j'ai d'abord cru que l'anecdote pédagogique constituait une information « du même tonneau ». Mais un client est venu me dire qu'il pensait être à l'origine du fait rapporté. Il avait effectivement déclaré ce jour-là, au terme d'un échange sur la guerre du Golfe : « tu es content, tu l'as maintenant la busherie cochère » (la guerre sanglante menée par Bush, avec l'approbation de l'establishment juif). Dans ce contexte, cette phrase, dont je ne suis pas responsable, ne me choque pas.

La Vieille Taupe est aux antipodes des conceptions racistes et refuse toute forme d'antisémitisme, mais elle poursuivra sa critique du judaïsme et continuera à s'exprimer librement, y compris sur l'establishment actuel du judaïsme et les organisations qui prétendent représenter les Juifs. Si M. Kéchichian avait pris la peine d'entrer dans la librairie et de s'informer auprès de nous, et pas seulement auprès des initiateurs de la manifestation, il aurait découvert que de nombreux Juifs ont toujours concouru aux activités de la Vieille Taupe et qu'au moment même de la manifestation trois universitaires juifs venus nous manifester leur soutien se trouvaient à l'intérieur de la boutique assise. J'ajoute que la manifestation à laquelle M. Kéchichian a assisté a été la dernière à être silencieuse et pacifique. Au terme des manifestations suivantes, la vitrine et la porte vitrée ont été brisées, les pneus de ma voiture crevés, des clients molestés, etc.

[Deux témoins nous ont affirmé sur l'honneur avoir vu le portrait de Saddam Hussein, sous directement dans la vitrine de ma librairie, le 14 février, au moment où le journaliste se trouvait devant la boutique. Ils ont pu en revanche nous assurer que le drapeau qui se trouvait également à l'intérieur de la boutique n'était pas celui de l'Irak. Nous avons entendu les propos antisémites rapportés : « Retourne dans ta boutique cashère ». Ces paroles ne s'adressaient pas à nous, mais à un client du Golfe, mais accompagnées d'une allusion au « Shabbat business ». Le jeu sur les sonorités amène le lecteur de cette lettre à se faire l'évidence que confirmer la « vraie nature » des sentiments que les amis de la Vieille Taupe nourrissent à l'égard de l'establishment juif. P. K.]

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 MARS

« Les dessins de Victor Hugo », 10 heures, caisse de la maison de Victor Hugo, 5, place des Vosges (L'Art et la manière).

« Exposition Camille Claudel », 10 h 30, entrée du Musée Rodin.

« L'architecture nouvelle à Montparnasse. Du siège du journal le Monde à la place de Catalogne de Bollée », 14 h 30, métro Felguère (P.-Y. Jassé).

« La sculpture, de Pradier à Carpeaux », 10 h 45, Musée d'Orsay, vestiaire collectif.

« Camille Claudel », 15 heures, Musée Rodin, 77, rue de Varenne (S. Marbeau-Carén).

« Hôtel Carnavalet : histoire et architecture », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris Autrement).

« Paris et ses dômes : Saint-Joseph-des-Carmes », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Monuments historiques).

« Le langage des fleurs dans le décor chinois », 14 h 30, hall du Musée Guimet (Le Cavalier bleu).

« Crises d'artistes autour de Pigalle », 14 h 30, métro Blanche (Paris pictoresque et insolite).

« Montmartre, sa vigne, son moulin et la vie de bohème », 14 h 30, en haut du funiculaire, devant le restaurant panoramique (Connaissance de Paris).

« Hôtels célèbres du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul le Marais (Lutèce-Vieilles).

« Les peintures du dix-huitième siècle français, de Watteau à Fragonard, au Musée du Louvre », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et Caetera).

« Un jardin du septième art : la citi-

que Saint-Jean-de-Dieu » (inscriptions au : 43-23-01-78), 14 h 30, 19, rue Cudinot (S. Rognon-Kern).

« Le Marais. Hôtels et jardins. Place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (Art et Histoire).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, 4, boulevard du Palais (M. Poirier).

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le château de la Reine Blanche. Hôtel de Juillerie et Hôtel Scipion », 15 heures, 17, rue des Gobelins (O. Bouchard).

« Atelier et appartement de Delacroix », 15 heures, 6, place Furstemberg (Tourisme culturel).

« Maison des Mines, 270, rue Saint-Joseph », 14 h 30 : « Vers l'église universelle : Saint-Pierre à Rome », par C. Merquart (Clio, les Amis de l'Histoire).

« Salle Psyché, 15, rue J.-J. Rousseau », 15 heures : « Le dogme possible d'un christianisme réuni », avec M. Morinier (Jolipies).

« Sorbonne (amphithéâtre), 46, rue Saint-Jacques », 17 heures : « Le piano et sa pédagogie selon Franz Liszt », par Anna Strela Sclée (Faculté de musique et de muséologie).

« Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt (salle 13 A) », 18 heures : « Initiation aux sciences de la terre : les volcans et les phénomènes volcaniques ».

« 12, place du Panthéon (salle des Conférences) », 18 heures : « La pléiade de la nouvelle Europe », avec MM. Barrot et W. de Lobokowicz (Université Paris-IV).

« 12, place du Panthéon (salle des Conférences) », 18 heures : « La pléiade de la nouvelle Europe », avec MM. Barrot et W. de Lobokowicz (Université Paris-IV).

« 12, place du Panthéon (salle des Conférences) », 18 heures : « La pléiade de la nouvelle Europe », avec MM. Barrot et W. de Lobokowicz (Université Paris-IV).

CARNET DU MONDE

Naissances

Isabelle et Stéphane BROTONS, Adressée et Arlène, ont la joie d'annoncer la naissance de Amore, le 18 mars 1991.

« Il y a tant d'ours qui n'ont pas encore lui. » 30, rue Alexandre-Dumas, 91600 Savigny-sur-Orge.

« Un enfant vient de naître, l'ordre d'un oiseau plus lourd que lui sur la terre glorieuse. » Paul Eluard.

Clara

est née le 14 mars 1991. Dominique, André et Constance VUCHES, 45, boulevard Feneuil, 13016 Marseille.

Le baron et la baronne Eric de ROTHSCHILD sont heureux de faire part de la naissance de leur troisième enfant Pietro, Noé, Gennaro, le 21 mars 1991, à Neuilly-sur-Seine.

7, avenue Marigny, 75008 Paris.

Décès

Nicole Bouyala, sa femme, Régis et Pascale, Philippe et Isabelle, Brigitte et Simon, Christophe, Antoine, Marie, Mathieu, Julia et Jeanne, ses petits-enfants, ses frères, sœurs, neveux et nièces, ont la tristesse de faire part du décès de Jacques BOUYALA.

Les obsèques ont eu lieu le 25 mars 1991, à Saint-Quentin-la-Poterie (Gard).

Le Moulin-Neuf, 30700 Saint-Quentin-la-Poterie.

M. René Brun, sa mère, Les docteurs Marc Brun et Catherine Brun-Baudouin, son frère et sa belle-sœur, Philippe et Isabelle, ses neveux et nièces, ainsi que les familles Roberti, Prodonne, Brandon et Lambor, ont la douleur de faire part du décès, survenu au manoir de Chailloü, à Chailloü (Orne), le 17 mars 1991, de Richard BRUN, ingénieur agronome.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Saint-Christophe-le-Joliet.

LES OFFICES DE LA SEMAINE SAINTE A PARIS

Culte catholique

CATHÉDRALE NOTRE-DAME 6, place du Parvis-Notre-Dame (4^e) Jeudi 28 mars. - 18 h 30 : Cène du Seigneur (la cathédrale sera ouverte jusqu'à minuit).

Vendredi 29 mars. - 15 heures : chemin de Croix ; 18 h 30 : office de la Passion.

Samedi 30 mars. - 21 heures : vigile pascale.

Dimanche 31 mars. - 10 heures : messe solennelle ; 8 heures ; 8 h 45, 11 h 15 et 12 h 30 : messes ; 16 heures : vêpres ; 18 h 30 : messe célébrée par Mgr Vingt-Trois, évêque auxiliaire de Paris.

ÉGLISE SAINT-GERVAIS place Saint-Gervais (4^e) Jeudi 28 mars. - 18 heures : messe solennelle ; 20 heures à 24 heures : nuit d'adoration.

Vendredi 29 mars. - 7 heures : office du matin ; 12 h 30 : vénération de la Croix ; 18 heures : célébration de la Passion.

Samedi 30 mars. - 21 heures : vigiles pascales.

Dimanche 31 mars. - 8 heures : laudes ; 11 heures : messe solennelle.

ÉGLISE DE LA MADELEINE place de la Madeleine (8^e) Jeudi 28 mars. - 12 h 15 : messe ; 18 h 30 : messe de la Cène du Seigneur (chant grégorien, œuvres de logoer, Mozart, Constantini, Bruckner), suivie de l'adoration au reposoir jusqu'à 22 heures.

Vendredi 29 mars. - 12 h 15 et 15 heures (à 15 heures en plusieurs langues) : chemin de Croix ; 18 h 30 : célébration de la Passion (œuvres de Gounod, Auerio, Vivaldi, Palestrina, Mozart, etc.).

Samedi 30 mars. - 21 heures : vigile pascale (œuvres de Le Capon, Haendel).

Dimanche 31 mars. - 9 heures, 10 heures, 11 heures, 12 h 30, 18 heures : messes ; 11 heures : grand-messe cœléstienne (avec chœurs et orgues).

Landi 1^{er} avril. - 9 heures, 11 heures, 12 h 15 et 18 heures : messes.

ÉGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN 3, place Saint-Thomas-d'Aquin (7^e) Jeudi 28 mars. - 17 heures : messe ; 19 heures : office (à la messe et à l'office, flûtes à bec, orgue et choral de Saint-Thomas-d'Aquin).

Vendredi 29 mars. - 19 heures : office

La mission archéologique française de Ras Shamra (Syrie). L'équipe UPR 309 - CNRS « Chypre et le Levant ». F. Andouze, P. Bordreuil, O. Callot, A. Caubet, J.-L. de Ceunin, H. de Contenson, V. Cook, E. et J. Lagarde, Th. Moulou, D. Poirier, M. Yon, ses collègues et amis, ont le regret de faire part du décès, survenu le 18 mars 1991, à l'âge du soixante ans, de

Jacques-Clément COURTOIS, archéologue, chercheur au CNRS.

Pionnier des études sur l'âge du bronze dans les Alpes, il fouilla le tumulus de Chabestan et l'habitat de la Saint-Colombe. Secrétaire pour la France du corpus international des Préhistoriques Bronziques, il enseigna les Epigènes du sud-est de la France. Spécialiste de la métallurgie antique du Levant, il seconda C. Schaeffer dans la fouille de Ras Shamra en Syrie et d'Ekoni à Chypre. Parmi ses nombreux travaux : le Sanctuaire du dieu au lingot d'Ekoni, Corpus de la céramique de Ras Shamra. L'éventail de ses publications lui valut une réputation internationale.

M. Jakubowski a la douleur de faire part du décès de sa fille Fanny JAKUBOWSKI, professeur d'anglais, survenue le 25 mars 1991, dans sa quarante-septième année, à Paris.

Les obsèques auront lieu le jeudi 28 mars, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux, porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nicole, Luc Lescau ont la douleur de faire part du décès de leur mère Denise LEESCU, survenue le 24 mars 1991, à Bruxelles, à l'âge de soixante-dix-huit ans, munie des sacrements de l'Eglise.

De la part de toute la famille.

La direction Et le personnel de la société VERILOG ont la tristesse de faire part du décès de M^{me} Marie-Christine MARECHAL, responsable affaires pour la région parisienne, survenue le 22 mars 1991.

VERILOG, 150, rue N.-Vauquelin, 31081 Toulouse Cedex, 32, avenue Aristide-Briand, 92220 Bagneux.

(L. Pooler, flûtes à bec et A. Bedois, orgue).

Samedi 30 mars. - 21 h 30 : vigile pascale : (M. Lecluse, trompette ; A. Bedois, orgue).

Dimanche 31 mars. - 11 heures et 18 h 30 : messes (C. Barrie, baryton ; M. Lecluse, trompette ; A. Bedois, orgue).

PAROISSE SAINT-EUGÈNE 4 bis, rue Saint-Cécile (9^e) Jeudi 28 mars. - 17 h 45 : commémoration de la Cène du Seigneur (rite Paul VI) ; 19 heures : messe vespérale (rite saint Pie V) ; 21 heures : Ténébres du vendredi saint.

Vendredi 29 mars. - 12 h 15 : chemin de Croix paroisial ; 15 heures : chemin de Croix solennel ; 18 h 30 : messe des Présentifiées (rite saint Pie V) ; 20 h 30 : Ténébres du samedi saint.

Samedi 30 mars. - 21 heures : veillée pascale (rite saint Pie V).

Dimanche 31 mars. - 10 heures : messe paroisiale ; 11 h 15 : messe solennelle (rite saint Pie V - propre grégorien) ; 17 h 30 : vêpres, suivies du salut au saint-sacrement ; 18 h 30 : messe (rite saint Pie V, dialogue avec orgue).

Landi 1^{er} avril. - ouverture de l'église à 17 heures.

ÉGLISE DE LA SAINTE TRINITÉ place d'Estienne-d'Orves (9^e) Jeudi 28 mars. - 10 h 30 : office des Ténébres ; 19 heures : messe solennelle cœléstienne ; 21 h 45 : veillée au reposoir (la basilique est fermée à minuit, mais l'adoration continue).

Vendredi 29 mars. - 10 h 30 : office des Ténébres ; 12 h 30 : chemin de Croix sur les pentes de la butte Montmartre, avec le cardinal Lustiger, archevêque de Paris (rassemblement square Willette) ; 15 heures : les sept dernières paroles du Christ en croix (méditations, notes polyphoniques, chœurs anciens et modernes) ; 19 heures : célébration de la passion du Seigneur.

Samedi 30 mars. - 21 h 15 : improvisation d'Oliver Messiaen aux grandes orgues ; 21 h 30 : vigile pascale et messe de la Résurrection (avec la Choral de la Trinité, aux grandes orgues : O. Messiaen).

Dimanche 31 mars. - 8 heures : messe ; 10 heures : messe, avec chœurs grégoriens (aux grandes orgues : O. Messiaen) ; 11 h 30 : messe solennelle (avec la choral de la Trinité et O. Messiaen aux grandes orgues) ; 18 heures : salut du saint-sacrement et chapelet médité ; 19 heures : messe.

Landi 1^{er} avril. - 8 heures, 10 heures, 12 h 10 et 18 h 30 : messes (l'église sera fermée de 12 h 45 à 18 heures) ; 18 heures : chapelet.

Jean PETITHORY, ancien élève de l'Ecole normale, ancien adjoint d'administration et de gestion au directeur délégué pour filiales et divisions, à la SNECMA, président de l'association AGIR, membre fondateur de la Flamboyance, nous a quittés le 15 mars 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 18 mars.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Paul Guimard, sa belle-fille, Marie-Lucie et Didier Keiser et leurs fils, Anne-Marie Guimard, Pierre et Dabbia Guimard et leurs filles, François et Marine Guimard et leurs fils, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Angers le 21 mars 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de Madeleine QUIGNON-GUIMARD.

La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 23 mars, à Angers.

8, boulevard Foch, 49100 Angers.

M^{me} Eric Schlotterer, Elisabeth, Françoise, Chantal, ses filles, Manuela, sa petite-fille, Le général et M^{me} Jean Schlotterer, ses parents, M^{me} Gérard Patry, sa belle-mère, Les docteurs Patrick et Monique Schlotterer et leurs enfants, M^{me} André-Jeanne Schlotterer, M. et M^{me} Jean-Marc Rolland et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Desfontaines et leurs enfants, M. et M^{me} Christian Patry et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Colette et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de docteur Eric SCHLOTTERER,

survenue le 23 mars 1991, dans sa cinquante-cinquième année.

Le service mémoriel sera célébré le vendredi 29 mars, à 8 h 30, au temple de Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-6^e.

31, avenue Daumesnil, 75007 Paris.

« Ce n'est pas sa mort qu'elle craignait, mais son ignorance, sa passion, sa haine, l'attachement à sa personne. »

M^{me} THÂN-TRONG PHUOC s'est éteinte le 25 mars 1991, à 20 heures, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, à Rockville (E.-U.).

Morte en exil pour avoir cru à la Générosité des hommes et avoir combattu en citoyen pour la Dignité et la Liberté des Vivants, elle a vécu en bouddhiste, dans le Respect des consciences et des renaissances de chaque être.

Que le corps médical, les services sociaux et les populations de Provins, d'Alexandria, de Rockville, trouvent ici l'expression de ses remerciements, et ceux de sa famille, pour les soins prodigués à son égard, l'hospitalité reçue.

Ses enfants, Petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Anniversaires - Il y a deux ans, le 13 nissan 5749.

Charles SOUSSAN nous quitte.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient, en ce jour anniversaire, une pensée affectueuse pour lui.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME s'ils nous parviennent avant 9 h du soir du jour.

15, rue Faidherbe, 75018 Paris. Tél. : 205 808 F. Télécopieur : 45-66-77-13. Tarif de la ligne H.T.

Tous les rubriques : 82 F. Abonnés et annonceurs : 80 F. Correspondants divers : 85 F. Thèmes spéciaux : 50 F. Les lignes ne sont pas obligatoires. Les lignes ne sont pas obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

THÈSES Tarif étudiants 50 F la ligne H.T.

Ses abonnés et ses annonceurs, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prient de bien vouloir nous communiquer leurs numéros de référence.

CHAPELLE SAINTE-RITA 65, boulevard de Clichy (9^e) Jeudi 28 mars. - 18 heures : messe, suivie de l'adoration du Saint-Sacrement (jusqu'à 22 heures).

Vendredi 29 mars. - 15 heures : chemin de Croix ; 18 heures : office de la Passion et communion.

Samedi 30 mars. - 18 heures : vigile pascale et messe de la Résurrection.

Dimanche 31 mars. - 9 h 30, 11 heures et 18 heures : messes.

Landi 1^{er} avril. - 11 heures et 18 heures : messes.

PAROISSE SAINT-VINCENT DE PAUL place Saint-Vincent (10^e) Jeudi 28 mars. - 19 heures : messe en mémoire de la Cène ; 20 h 30 : nuit d'adoration eucharistique (jusqu'à 8 h 30 vendredi).

Vendredi 29 mars. - 15 heures : chemin de Croix ; 16 h 30 : chemin de Croix avec les autels de jeunes ; 19 heures : célébration de la Passion.

Samedi 30 mars. - 21 heures : vigile pascale.

Dimanche 31 mars. - 8 heures, 9 h 30 : chants grégoriens ; 11 heures et 18 h 30 : messe.

Landi 1^{er} avril. - 7 h 45 et 9 h 30 : messes.

BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR 25, rue du Chevalier-de-la-Barre (18^e) Jeudi 28 mars. - 10 h 30 : office des Ténébres ; 19 heures : messe solennelle cœléstienne ; 21 h 45 : veillée au reposoir (la basilique est fermée à minuit, mais l'adoration continue).

Vendredi 29 mars. - 10 h 30 : office des Ténébres ; 12 h 30 : chemin de Croix sur les pentes de la butte Montmartre, avec le cardinal Lustiger, archevêque de Paris (rassemblement square Willette) ; 15 heures : les sept dernières paroles du Christ en croix (méditations, notes polyphoniques, chœurs anciens et modernes) ; 19 heures : célébration de la passion du Seigneur.

Samedi 30 mars. - 21 h 30 : office des Ténébres ; 16 heures : vêpres ; 21 heures : veillée pascale.

Dimanche 31 mars. - 11 heures : messe solennelle (œuvres de étrangers, chants grégoriens) ; 16 heures : vêpres solennelles ; 18 heures : messe chantée.

Landi 1^{er} avril. - 11 heures et 18 heures : messes chantées ; 16 heures : vêpres.

PAROISSE SAINT-MARCEL 24, rue de la Chapelle (10^e) Jeudi 28 mars. - 19 heures. Vendredi 29 mars. - 19 heures (sans communion). Samedi 30 mars. - 21 heures. Dimanche 31 mars. - 10 h 30.

PAROISSE SAINT-JEAN 147, rue de la Chapelle (9^e) Vendredi 29 mars. - 20 h 30. Dimanche 31 mars. - 10 h 30.

PAROISSE DE LA REDEMPTION 16, rue Chauchat (9^e) Jeudi 28 mars. - 19 heures. Vendredi 29 mars. - 10 h 30. Dimanche 31 mars. - 10 h 30.

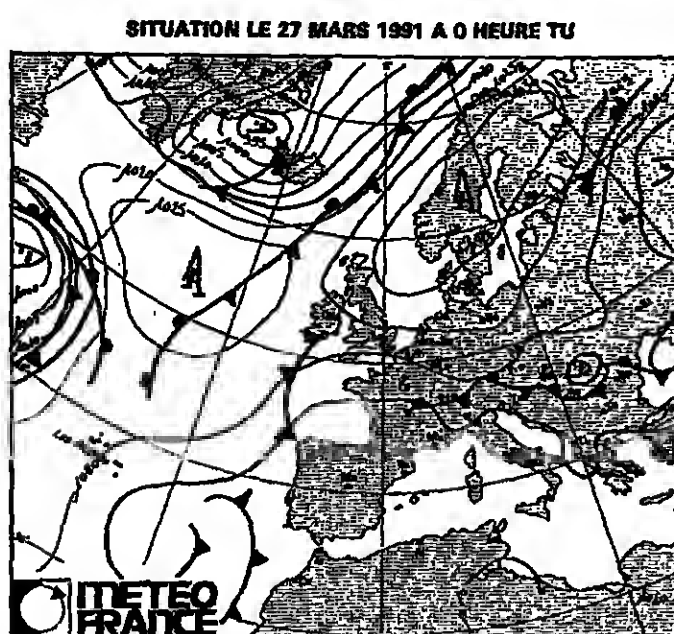
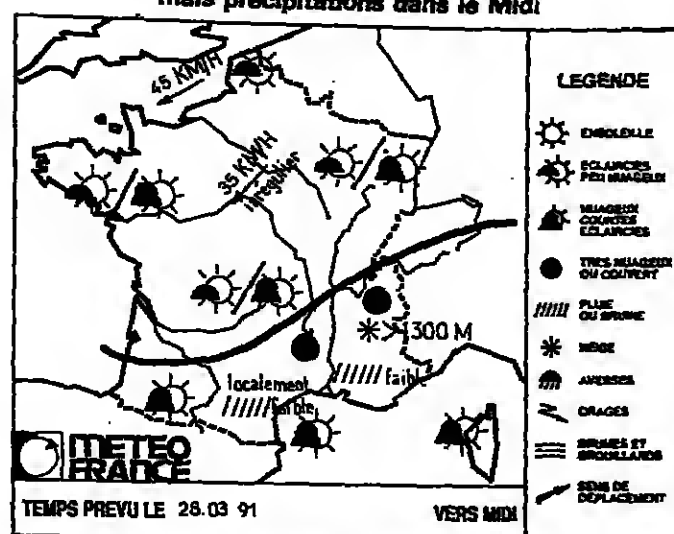
PAROISSE DE BON-SECOURS 30, rue Tüin (11^e) Vendredi 29 mars. - 10 h 15. Dimanche 31 mars. - 10 h 15.

PAROISSE DE LA TRINITÉ 172, boulevard Vincent-Auriol (13^e) Vendredi 29 mars. - 20 h 30. Dimanche 31 mars. - 9 heures.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 28 mars 1991
Amélioration pour le Nord,
mais précipitations dans le Midi



En France, les hautes pressions, qui persisteront de vendredi à dimanche, seront synonymes de grisaille matinale, mais des éclaircies se développeront en cours de journée. D'ailleurs, une perturbation s'approche de notre pays par le nord-ouest.

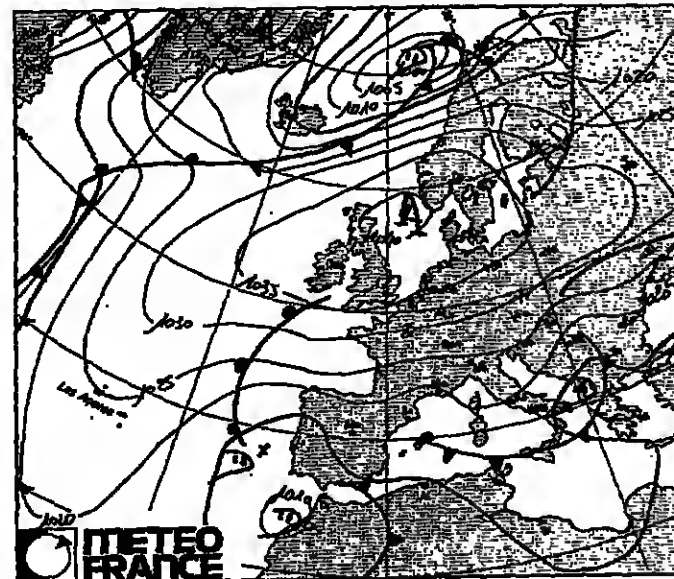
Vendredi 29 mars : grisaille, puis éclaircies.

En France, brumes, brouillards ou nuages bas régneront le matin. Des éclaircies se développeront ensuite. Elles seront particulièrement belles sur la moitié nord de la France ainsi que dans le Sud-Est. En revanche, dans le Sud-Ouest et le Massif Central, elles apparaîtront plus tardivement, et la grisaille persistera même par endroits. Des Vosges aux Alpes et à la Corse, les passages nuageux pourraient donner quelques gouttes de pluie.

Les températures minimales s'élèveront généralement entre -1 et 5 degrés. Elles s'élèveront jusqu'à 8 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront le plus souvent comprises entre 10 et 14 degrés, atteignant 18 degrés dans le Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 29 MARS 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxime - minime et temps observé											
Valeurs en degrés Celsius											
le 28-03-1991 à 18 heures TU et le 27-03-1991 à 6 heures TU											
le 27-03-91											
FRANCE											
ALGER	16	8	C	TOULOUSE	14	8	C	LUXEMBOURG	1	2	C
ANGERS	12	5	C	TOUR	13	6	C	MADRID	11	7	C
BOULOGNE	13	7	C	NANTES	10	4	C	MARSEILLE	17	11	D
BREIST	9	3	C	PARIS	10	4	C	MILAN	9	3	C
CANN	13	7	C	ALGER	16	8	D	MONTREAL	7	1	C
CHERBOURG	17	11	D	ANGERS	12	5	C	MOSCOW	1	-1	C
CLERMONT-FER	9	3	C	BOULOGNE	13	7	C	NEW-YORK	38	30	D
COGNAC	17	11	D	BREIST	9	3	C	OSLO	12	6	C
DIJON	10	4	C	CANN	13	7	C	PALMA-DE-MAJ	18	10	P
LYON	13	7	C	CHERBOURG	17	11	D	PARIS	10	4	C
MARSEILLE-ME	14	8	C	CLERMONT-FER	9	3	C	PRINCE-EDOUAR	26	18	C
NANTES	10	4	C	COGNAC	17	11	D	ROME	13	7	C
PARIS	10	4	C	DIJON	10	4	C	STOCKHOLM	8	-2	C
PERPIGNAN	12	6	C	LYON	13	7	C	SYDNEY	13	7	C
STRASBOURG	16	10	D	MARSEILLE	17	11	D	TOKYO	21	13	C
				NANTES	10	4	C	YOKOHAMA	14	7	D
				PARIS	10	4	C				
				PERPIGNAN	12	6	C				
				STRASBOURG	16	10	D				

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : > signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 27 mars

- TF 1**
- 20.55 **Variétés** : Soirée soignée.
- 22.50 **Magazine** : Le Droit de savoir. La catastrophe aérienne d'Hebshaim : confrontation : le commissaire politique français face aux prisonniers des camps vietnamiens. L'inspecteur vérificateur des impôts dénonce le fisc.
- 23.45 **Au trot**.
- 23.50 **Journal, Météo et Bourse**.
- 0.20 **Série** : Côté cœur (rediff.).
- A 2**
- 20.45 **Téléfilm** : Un été alsacien. La guerre vue par un gamin. Documentaire : Les Aventures de la liberté. 3. Les unions perdues. L'engagement communautaire.
- 23.10 **Journal et Météo**.
- 23.35 **Magazine** : Prolongations. « Spécial sports mécaniques ».
- 2.00 **Magnétoscope**. Basket : Limoges-Salernique (90 mn).
- FR 3**
- 20.35 **Magazine** : La Marche du siècle. La bombe indésirable : le capitalisme pour saule morille ? Invités : Alain Costa de Capitaisme dans tous ses états, Raymond Barre, Jean Kaspar (CFDT), Alain Toffier, Alain Touraine, sociologue.
- 22.20 **Journal et Météo**.
- 22.40 **Magazine** : Faut pas rêver. Afghanistan : la Nostalgie des cantines ; Espagne : les Tambours de Calenda ; France : la Femme plastique.
- 23.35 **Magazine** : Minuit en France.
- 0.05 **Musique** : Carnet de notes.

- CANAL PLUS**
- 21.00 **Cinéma** : L'Émissaire. □ Film américain de Jan Scholtz (1988). Avec Terry Norron, Ted Lapid, Robert Vaughn.
- 22.30 **Flash d'informations**.
- 22.40 **Cinéma** : Prof d'enfer pour un été. □ Film américain de Carl Reiner (1987). Avec Mark Harmon, Kasey Alley, Robin Thomas.
- 0.15 **Cinéma** : Et la lumière fut. ■■ Film franco-germano-italien d'Olivier Assayas (1989). Avec Sully Badji, Sigalou Sagor, Binta Cassa (v.o.).
- 1.55 **Série** : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
- LA 5**
- 20.45 **Histoires vraies**. Les Hordes, feuilleton de Jean-Claude Mézière, avec François Dunoyer (4^e épisode). Avec Sully Badji, Sigalou Sagor, Binta Cassa (v.o.).
- 22.15 **Débat** : La violence à la télévision. Animé par Gilles Schneider et Béatrice Schoen.
- 0.00 **Journal de minuit**.
- 0.10 **Les Animaux du soleil** (rediff.).
- M6**
- 20.35 **Téléfilm** : La Fillette brésilienne. Une organisation vole des bébés. Simon Templar mène l'enquête.
- 22.15 **Série** : Equalizer.
- 0.05 **Documentaire** : 80 minutes.
- 0.10 **Six minutes d'informations**.
- 0.05 **Magazine** : Dazibao.
- 2.00 **Rediffusions**.

- LA SEPT**
- 21.00 **Documentaire** : Les Œufs à la coque de Richard Lescoq.
- 22.35 **Cinéma** : Omar Gatteto. ■■ Film algérien de Merzak Allouache (1976).
- 0.00 **Court métrage** : La Vago.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 **Tire ta langue**. Je pense, donc je suis.
- 21.30 **Correspondances**. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 **Communauté des radios publiques** de langue française. Histoires fantastiques, d'après Edgar Allan Poe.
- 22.40 **Les Nuits magnétiques**. Trente-neuf ans de la radio : aventure d'un homme, parcours de coffres-forts.
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : Coda. Aux sources du rap.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Musique anodine. Regrets vénéziens. La gita in gondola. L'invito. La passagista. Ouf ! le petit pois... La danza. L'orga. Les amants de Séville. A Grande. Serenata. L'ultimo ricordo. I marinari. I gondolieri. de Rossini, par Anne-Sophie Schmidt, soprano, Hélène Perraguin, Sylvie Sullé, mezzo-soprano, Jean-Luc Viala, ténor, Olivier Lacombe, baryton, Vincent Le Texier, basse, Christian Ivaldi, piano.
- 23.07 **Poussières d'étoiles**. Jazz club en direct du Latitudes-Saint-Germain à Paris : la Quintette du bassor Roy Haynes, avec Craig Handy, saxophone, David Kikoski, piano et James Genus, contrebasse.

Jeudi 28 mars

- TF 1**
- 13.35 **Feuilleton** : Les Faux de l'amour.
- 14.30 **Feuilleton** : Côte Ouest (rediff.).
- 15.25 **Série** : Tribunal (rediff.).
- 15.55 **Série** : Douce France (rediff.).
- 16.20 **Club Dorothée**.
- 17.25 **Série** : Chèque (rediff.).
- 18.15 **Jeu** : Une famille en prière.
- 18.45 **Feuilleton** : Santa Barbara.
- 19.15 **Jeu** : La Route de la fortune.
- 19.50 **Divers** : La Babette show.
- 19.55 **Tirage du Tac-O-Tac**.
- 20.00 **Journal, Météo et Bourse**.
- 20.55 **Série** : Un privé au soleil.
- 22.25 **Magazine** : Ex Libris. La Revanche de Madame Bovary. Invités : Claude Chebrol (Madame Bovary, avec J.-F. Balmer et L. Huppert, au cinéma le 3 avril), Aurélien d'Ennery, avec Pierre-Marc de Béas, Michel Béro (Reproposition sur Feuilleton), Jacques Chessex (Feuilleton ou le désert en alchimie), Michel Chabon (Avenue de l'océan), André Labarthe (Feuilleton des surs), Danièle Salenave (Le Don des morts).
- 23.25 **Journal, Météo et Bourse**.
- A 2**
- 13.40 **Feuilleton** : Générations.
- 14.25 **Série** : Les Cinq Dernières Minutes.
- 16.05 **Feuilleton** : La Tourbillon des jours.
- 17.05 **Magazine** : Gips.
- 18.10 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 18.30 **Série** : Aff (rediff.).
- 19.05 **Série** : Mac Gyver (rediff.).
- 20.00 **Journal et Météo**.
- 20.40 **INC**.
- 20.45 **Magazine** : Envoyé spécial. Prison de femmes, de Véronique Taveau ; Médécine de banlieue, d'Alain Labouze et Pascal Pons ; Jura d'Anzoline, de Henriette Gollin et Corinne Comau ; Les chercheurs d'or, de J.-J. Dufour et J. Gérard.
- 22.05 **Cinéma** : Hardcore. ■■ Film américain de Paul Schrader (1978). Avec George C. Scott, Peter Boyle, Season Hubley.
- 23.55 **Journal et Météo**.
- 0.15 **Soirée spéciale** : Les Nuits du ramadan.
- FR 3**
- 13.35 **Série** : Chers Détectives (rediff.).
- 14.30 **Magazine** : Regards de femme. Invité : Frédérique Brédon, députée et mère de Frédéric.
- 15.05 **Magazine** : Océaniques. Opéra, de Claire Newman (rediff.).
- 16.05 **Magazine** : Zapper n'est pas jouer.
- 17.30 **Amuse 3**.
- 18.10 **Magazine** : C'est pas juste.
- 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion.
- 19.00 **Le 19-20 de l'information**. De 18.12 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 **Divers** : La Classe.
- 20.30 **INC**.
- 20.35 **Cinéma** : Buffet froid. ■■ Film français de Bertrand Blier (1979). Avec Gérard Philipe, Bernard Blier, Jean Carmet.
- 22.15 **Journal et Météo**.
- 22.35 **Magazine** : Ce soir ou jamais.
- 0.05 **Musique** : Carnet de notes.

- CANAL PLUS**
- 17.30 **Canalimmo**.
- 18.00 **Censité peluche**.
- 18.30 **En clair jusqu'à 20.30**.
- 18.30 **Ca cartoon**.
- 18.50 **Top albums**.
- 19.20 **Magazine** : Nulle part ailleurs.
- 20.30 **Cinéma** : La Merveilleuse Anglaise. ■ Film britannique de Ken Annakin (1962). Avec Julie Christie, James Robertson Justice, Stanley Baker.
- 22.05 **Flash d'informations**.
- 22.05 **Cinéma** : Octopussy. ■ Film britannique de John Glen (1983). Avec Roger Moore, Maud Adams, Louis Jourdan (v.o.).
- 0.15 **Cinéma** : La Lampe. ■ Film américain de Tom Dalgry (1986).
- LA 5**
- 13.30 **Série** : Arabesque.
- 14.25 **Série** : Le Renard.
- 15.30 **Tiercé à Saint-Cloud**.
- 15.50 **Série** : Solo, brigade des stupés.
- 16.45 **Jeu** : Hiti hit hit heure !
- 17.35 **Jeu** : Zygomusic.
- 18.05 **Série** : Supercopier.
- 19.00 **Série** : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 **Six minutes d'informations**.
- 20.00 **Série** : Madame est servie.
- 20.35 **Téléfilm** : Le jour où le Christ est mort.
- 23.10 **Téléfilm** : Enquête sur l'honneur d'un fils. Son épouse ne croit pas à sa culpabilité.
- 0.25 **Six minutes d'informations**.
- 0.30 **Magazine** : Dazibao.
- 0.35 **Sexy clip**.

- LA SEPT**
- 16.30 **Documentaire** : Réflexions faites.
- 17.25 **Téléfilm** : La Croisade des enfants.
- 18.35 **Court métrage** : La Trajectoire amoureuse.
- 18.55 **Documentaire** : South of the Border.
- 19.55 **La Dessous des cartes**.
- 20.00 **Documentaire** : La Renaissance.
- 20.59 **Série** : Souvenirs souvenirs.
- 21.00 **Opéra** : Echo et Narcisse. Opéra de Gluck. Enregistré au Festival de Schwetzingen en 1987.
- 22.40 **Musique** : James Galway. Sonate pour flûte et clavier, BWV 1034, de Bach, par James Galway, flûte, et Philip Moll, clavier.
- 23.00 **Documentaire** : Les Esprits dans la ville.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 **Dramatique**. La Mer au diable, de Bruno de la Salle, d'après George Sand.
- 21.30 **Profil perdu**. Marcel Duhamel (2^e partie).
- 22.40 **Les Nuits magnétiques**. Trame-neuf ans de la radio : aventure d'un homme, parcours de coffres-forts.
- 0.05 **Du jour au lendemain**.
- 0.50 **Musique** : Coda. Aux sources du rap.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Peter Grimes op. 33 (quatre interludes mais op. 33a) ; Passacaille pour orchestre op. 33b, de Britten ; Passacaille pour orchestre, de Webern ; Six Lieder pour mezzo-soprano et orchestre op. 13, de Scriabine pour orchestre op. 23, de Zemlinsky, par l'Orchestre national de France, dir. Erich Leinsdorf ; sol. : Hanna Schwarz, mezzo-soprano.
- 23.07 **Poussières d'étoiles**. La boîte de Pandore. La Russie en 1938. Œuvres de Kodakine, Borodine, Alkabe, Glinka, Stravinsky, Fomine, Borodine, Moussorgski.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOVAN avec ANNECK COJEAN et la collaboration de « Le Monde »

Audience TV du 26 mars 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	53,1	Roue fortune 15,3	McGyver 13,2	Journal rég. 17,3	Bande ann. 1,7	Riposte 2	Petite maison 3,9
19 h 45	61,1	Roue fortune 26,8	McGyver 14,9	19-20 11,2	Nuits part. 3,4	Riposte 1,9	Petite maison 4,1
20 h 18	71,4	Journal 30,7	Edison 18,2	La classe 10,1	Nuits part. 4,7	Journal 3,1	M-est servie 6,9
20 h 55	78,8	Pub 31,8	Police acad. 17,9	Marie Curie 13,2	Suspect dang. 4,4	La crime... 8,3	Jour duph... 8,3
22 h 9	65,9	Kramer... 38,2	Police acad. 6,1	Soir 3 6,3	Suspect dang. 4,4	La crime... 11,7	Jour duph... 7,9
22 h 44	40,1	Pub 19,5	Voe 20 ans 5,5	Random 3,3	Oscars 1,7	Ché 5 7,2	Coupable... 4,1

Provoquée par un vigile armé

La mort d'un jeune homme est à l'origine de violents incidents dans une cité de Sartrouville

Une altercation entre une groupe de jeunes et des vigiles a dégénéré, mardi 26 mars, à 20 h 50, dans le hall du centre commercial Euromarché de Sartrouville (Yvelines) : Djemel Chetoui, dix-huit ans, a été abattu d'un coup de fusil à pompe par un agent de surveillance, Kamel Zouabi, vingt-sept ans. Après avoir été transporté à l'hôpital de Nanterre, la victime, mourante, a été transférée à l'hôpital de la ville de Sartrouville, où elle est décédée.

Placés en garde à vue dans les locaux du SRPJ de Versailles, ils étaient interrogés mercredi matin par les policiers. Ces derniers n'avaient toujours

pas récupéré l'arme du meurtre. Dès l'annonce de la mort du jeune homme, de violents incidents se sont produits dans le quartier du centre commercial.

Des échauffourées ont opposé plusieurs dizaines de jeunes gens et les forces de police appelées en renfort. Une trentaine de voitures ont été endommagées au cours de ces affrontements. L'ordre a pu être rétabli mercredi vers 0 h 30, non sans que d'autres incidents aient opposé le maire de la ville, M. Laurent Wetzel, aux responsables de la sécurité et aux jeunes manifestants.

La mort, à Sartrouville, de Djemel Chetoui, un jeune de dix-huit ans d'origine maghrébine, a fait exploser le quartier de la cité des Indes, où jeunes et policiers se sont affrontés une grande partie de la nuit de mardi à mercredi sur le parking du centre commercial Euromarché.

Les circonstances de la mort du jeune homme tué par un vigile n'étaient pas clairement établies mer-

credi matin. Selon différents témoins, à 20 h 30 un groupe de jeunes de la cité chahutait dans la cafétéria du supermarché, leur lieu de rencontre ordinaire. L'intervention d'un vigile armé aurait provoqué un affrontement entre les agents de sécurité et quelques jeunes.

Deux vigiles, l'un armé d'un pistolet, l'autre d'un fusil, auraient sous la menace de leurs armes contraint Djemel Chetoui à sortir de la cafétéria, où, selon certains témoins, il refusait de consommer. Le pistolet sur la tempe et le fusil braqué dans le dos, le jeune homme aurait été, au cours d'une échauffourée entre ses camarades et les agents de surveillance, tué d'une balle tirée dans le dos, près du cou.

Selon le témoignage d'un de ses camarades, Karim, « Djemel ne faisait rien de mal. Il était avec un copain qui prenait un café, on lui a tiré dessus à bout portant ». Tandis que la victime était transportée en voiture jusqu'à l'hôpital de Nanterre par les vigiles, la nouvelle de cette agression allait provoquer, deux heures plus tard, une violente révolte chez les jeunes de la cité des Indes, en communication avec le centre commercial grâce à une passerelle piétonnière.

Au nombre d'une centaine, les jeunes gens, âgés de seize à vingt-cinq ans environ, s'attaquaient aux vitres de la cafétéria, une partie des vigiles s'étant retranchés à l'étage. « A ce moment-là nous ne savions pas encore que Djemel était mort. On nous l'a annoncé vers 23 heures », raconte un des manifestants. Face à cette situation explosive, les forces de l'ordre, dirigées par M. Aimé Toutou, directeur départemental des polices urbaines, parlementaient avec les porte-parole des jeunes, et un accord fut trouvé : « Les jeunes se retirèrent lorsqu'ils eurent constaté l'arrestation du meurtrier présumé de Djemel », qu'ils croyaient encore réfugié dans les bureaux du premier étage. En fait, la police indiquera que Kamel Zouabi, qui a reconnu être l'auteur du coup de feu mortel, avait déjà été arrêté à Nanterre, où il avait transporté la jeune victime.

Les incidents auraient pu s'arrêter là sans l'intervention du maire (CD) de la ville, M. Laurent Wetzel, qui réclamait aux policiers la dispersion des jeunes par la force. Une discussion s'engagea entre lui et un petit groupe de jeunes accusateurs. « Cette

Hommage du préfet aux forces de l'ordre

Le préfet des Yvelines, M. Jean-Pierre Delport, a rendu hommage, mercredi lors d'une conférence de presse, aux forces de l'ordre qui ont « intervenu pacifiquement », afin d'éviter tout affrontement avec les jeunes, qu'il faut d'abord protéger contre eux-mêmes. Il s'est refusé à polémiquer avec le maire de Sartrouville et a déclaré : « J'ai apprécié le sang-froid des forces de l'ordre. Il aurait été simple de répondre de façon brutale aux provocations. J'ai donné des instructions précises, elles n'ont pas été défectueuses, et un dialogue fructueux s'est instauré avec les manifestants ». M. Aimé Toutou, directeur départemental des polices urbaines, présent à la conférence de presse, est intervenu pour déclarer que la police avait « toujours maîtrisé la situation sans au moment de l'intervention de M. Wetzel ».

Le préfet des Yvelines a brièvement résumé les faits de la soirée, dont le point de départ demeure imprécis. « Plusieurs versions divergent quant à l'origine de la rixe entre jeunes et vigiles avant qu'un coup de feu soit tiré par l'un de ceux-ci », a-t-il déclaré. Le vigile qui a reconnu être l'auteur du coup de feu mortel tiré contre Djemel Chetoui et qui est en garde à vue avec un collègue au SRPJ de Versailles, selon le préfet, « vraisemblablement » utilisé une arme personnelle : « L'arme, un fusil à pompe n'a pas été retrouvée. La société de gardiennage, qui a reçu l'agrement professionnel pour l'utilisation de chacun de ses vigiles, n'a jamais, en revanche, demandé auprès de nous l'autorisation de port d'arme pour ceux-ci. J'en conclus que l'arme utilisée appartenait au tueur ».

Dans un entretien télévisé

Le général Schwarzkopf révèle que M. Bush l'a empêché d'ancrer l'armée irakienne

Le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef des armées alliées dans le Golfe, voulait ancrer totalement l'armée irakienne, mais en a été empêché par le président George Bush. C'est ce qu'il révèle dans un entretien télévisé qui devait être diffusé mercredi soir 27 mars aux Etats-Unis, dans lequel il estime aussi avoir été « floué » par les représentants de Bagdad à la négociation sur le cessez-le-feu provisoire : en obtenant de lui l'autorisation d'utiliser leurs hélicoptères à des fins civiles, ils préparaient déjà la répression de l'insurrection actuelle, estime-t-il.

Interrogé par le journaliste vedette David Frost, le général Schwarzkopf rappelle que, au terme des quatre jours de l'offensive terrestre alliée engagée le 23 février, la déroute des Irakiens était telle que « c'était vraiment sur le point de devenir la bataille de Cannes, une bataille d'annihilation totale ».

Le général américain fait ainsi allusion à la victoire écrasante dont rêve tout stratège : celle qu'avait remportée Hannibal, à la tête des guerriers carthaginois, sur la toute armée romaine en 216 avant J.-C. Il l'avait eue, certes, mais le village de Cannes et l'avait taillée en pièces.

« Franchement, ma recommandation (à George Bush) avait été la suivante : vous savez, continuez la marche en avant, dit-il. Je veux dire que nous les avions mis en déroute et que nous aurions pu continuer à leur infliger de grandes destructions. Nous aurions pu leur fermer complètement toute issue et livrer une bataille d'annihilation. Et le président a pris la décision de nous faire arrêter à une heure donnée, à un endroit donné, qui leur laissait certains axes de retraite. J'estime que c'était de sa part une décision très humaine et très courageuse ».

« De toute évidence, poursuit le général, beaucoup de ceux qui se sont échappés n'auraient pu le faire si la décision de nous arrêter là où nous étions n'avait pas été prise (...). Mais, une fois encore, j'estime que c'était une décision très courageuse de la part du président... » (Reuters).

La procédure de béatification d'Isabelle la Catholique suspendue. Selon le journal *la Croix* du 26 mars, la Congrégation pour la cause des saints, au Vatican, aurait suspendu sine die la procédure de béatification de la reine Isabelle de Castille, dite « la Catholique ». Cette procédure avait été engagée à l'époque franquiste et relancée l'an passé (le Monde du 7 décembre).

Au conseil des ministres

M. Roland Dumas exprime son inquiétude sur l'avenir de l'Irak

A l'occasion du conseil des ministres du mercredi 27 mars, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a évoqué la situation au Mali. Selon M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, M. Dumas a notamment affirmé : « Les événements d'Afrique montrent combien les conclusions de La Baule étaient prémonitrices. Plus que jamais, le développement et la démocratie sont liés. Les émeutes du Mali et l'arrestation du président Traoré traduisent cette évidence. Le vent de liberté qui a soufflé sur le monde entier, en Europe de l'Est notamment, atteint maintenant de plein fouet ce continent. La France souhaite que ces pays trouvent à leur tour leur point d'équilibre dans un développement homogène. Elle les y aidera dans la mesure de ses moyens ».

M. Dumas a également évoqué les suites du conflit du Golfe. Selon M. Le Pen, le ministre des affaires étrangères a exprimé son « espoir » que le conseil de sécurité de l'ONU adopte rapidement une treizième résolution qui fixera les conditions du cessez-le-feu et préfigurerait le plan de paix. Toujours selon le porte-parole du gouvernement, M. Dumas a encore évoqué son « inquiétude » à propos de l'avenir de l'Irak, qui, « en raison des actions isolées dans le nord avec les Kurdes et dans le sud avec les chiites, court le risque de se trouver en situation de partition de fait ».

Enfin, M. Louis Mermeux, ministre de l'Agriculture, a rendu compte du conseil des ministres de l'agri-

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Peine capitale

EN, voilà ! Il est servi, tous ceux qui réclamaient le rétablissement de la peine de mort. Servis par les faits, des faits divers, sinon par la loi. Servie et bien servie. Depuis le début de la semaine, deux gémis, un blanc de seize ans et un beur de dix-huit ans y ont déjà eu droit. Vu qu'on n'a pas le droit de piquer une baguette et de franchir un barrage de police ou de se bagarrer dans un centre commercial. Surtout quand il est mal fréquenté. Non, c'est vrai, c'est tout bête et compagnie à Sartrouville.

Mais bon, blanc, beur ou black, la question n'est pas là. Les magistrats sont débordés, les prisons surpeuplées et tous ces petits loubards qu'on remet sur le trottoir après leur avoir passé un savon, ça fait désordre et ça commence à les agacer sérieusement, les gardiens de l'ordre. Flics et vigiles pareil. Des vigiles armées, attention. S'ils ont la gâchette fébrile, c'est tout simplement parce que le doigt les démange.

Ras le bol de cette justice qui

ferme ses yeux bandés sur un vol ou sur une rixe. Faut qu'elle soit faite. Bien faite, vite faite. On va pas perdre son temps à interpeller un jeune ou à soupçonner d'être armé. Une balle au cou ou dans la nuque, ça va droit au but. Et ça passe pour une bavure ! En plus le beau, ça fait pas de vague. Surtout si la victime est maghrébine et que ses copains, ramassés, viennent avec des sacs à dos qui ont eu sa peau. On en parle le lendemain dans les journaux. Et puis on en parle plus.

Finalement le revolver, c'est plus expéditif et moins compliqué que la guillotine. Avant qu'on conduise le condamné, accompagné de ses avocats, fût-il se taper l'instruction, le procès, les plaidoiries, le verdict du jury, la barre, quoi ! De surcroît les seuls à y passer, c'étaient les criminels les plus endurcis. Avec le risque de les voir bénéficier d'une grâce présidentielle.

Alors que là, suffit de sortir son flingue pour débarrasser le société de cette engance, les petits délinquants. Manquerait plus qu'il devienne grand !

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

Opéra-Garnier : prévus de grève. Les techniciens du palais Garnier ont déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures pour le 2 avril, jour de la première du ballet consacré à Nijinsky et sa sœur Nijinska. Ils protestent contre « une situation insupportable de non-paiement du travail effectué ou de titularisations bloquées ».

Polemique à propos de l'Opéra-Bastille. M. Chirac a affirmé en séance du Conseil de Paris que « le déficit annuel de l'Opéra-Bastille était de l'ordre de 900 millions de francs ». M. Lang, ministre de la culture, et M. Bergé, président du conseil d'administration de l'Opéra de Paris, ont indiqué, lundi, qu'en 1990 la gestion du budget de l'établissement « s'était traduite par un excédent d'exploitation de 12 millions de francs ».

Nos voisins d'outre-Rhin les chengent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les attractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Deuxièmement. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^e Gare du Nord. Tél. 48-57-16-18.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Après-guerre : « La machine à déceler », par Michel Jobert ; Les semourets et les marchands, par Henri Maréchal... 2

Les suites

de la guerre du Golfe... 3

La guerre civile

en Afghanistan... 10

Les débats

parlementaires... 11 et 12

Des hôpitaux

plus transparents

Un entretien avec le ministre délégué à la santé... 13

Insémination

« post-mortem »

La tribune de Toulouse rejette la demande d'une veuve... 14

Réforme pénale

Les « prudences » de M. Georges Kiejman... 14

EDUCATION

Le grand ménage de l'école primaire... 15-16

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

Les jolies nouvelles d'un dialogue culturel européen : l'Est à voix haute • La deuxième édition de « Campus à l'oreille » • Rencontre avec le luthier Etienne Vatelot • Une sélection des spectacles... 17 à 26

SECTION C

Renault :

résultats en baisse

Les charges sociales et financières pèsent lourd sur le groupe automobile... 29

Le rapport

sur la Caisse des dépôts

Le Cour des comptes met en cause une opération financière du Club Méditerranée... 30

Plan de restructuration

à Radio-Monte-Carlo

Un entretien avec M. Tassaz, directeur général de RMC... 32

PARIS/ILE-DE-FRANCE

La rénovation de l'Est parisien : le XII^e arrondissement, quartier des métiers d'art... 34

Services

Abonnements... 16

Annonces classées... 36 à 37

Automobiles... 31

Carnet... 40

Les offices de la semaine sainte... 40

Marchés financiers... 38-39

Météorologie... 41

Mots croisés... 40

Radio-Télévision... 41

La tribune du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 mars 1991 a été tiré à 525 971 exemplaires.

SCIENCE & VIE MICRO

SVM
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

AVANT-PREMIERE

MS-DOS 5.0

La nouvelle version du système d'exploitation aux soixante millions d'utilisateurs.

Ce mois-ci SVM décortique pour vous MS-DOS 5.0

qui sera commercialisé fin juin. Quelles améliorations Microsoft a-t-il apporté à son logiciel vedette ? Quels sont ses points forts ? Qu'allons-nous gagner en l'adoptant ? Concrètement, comment l'installer ? SVM vous dit tout.

ET AUSSI :

- COMPARATIF : les courts et les longues de commande.
- GRAPHISME : Freehand 3.0 / GEN Artline 2.0 / Corel Draw 2.0
- PRATIQUE : Apprendre Windows. Bien présenter un tableau. Nettoyer son ordinateur. Programmer un logiciel de recherche de fichiers.

N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE